L’Émeute prime

Genève Paris

L'Émeute prime
La Nouvelle Ère des soulèvements

Joshua Clover

Essai traduit de l'anglais
par Julien Guazzini

entremonde

senonevero

Pour Oakland, pour la commune

A. Un ordre violent est désordre, et
B. Un grand désordre est un ordre. Ces
Deux choses n'en font qu'une. (Pages des illustrations.)

Le Connaisseur du chaos, Wallace Stevens

Tu sais comment l'avoir, pas de fric, jamais de fric,
le fric pousse pas sur les arbres, oh non, seulement
Blanchette en a, il le fabrique avec une machine,
pour te contrôler tu peux rien piquer à l'homme
blanc, il l'a déjà braqué il te doit tout ce que tu veux,
même sa vie. Tous les magasins s'ouvriront si tu
dis les mots magiques. Les mots magiques sont :
debout, contre le mur, enfoiré, c'est un braquage !
Ou : défonce la vitrine la nuit (ce sont des actions
magiques) défonce les vitrines la journée, n'importe
quand, ensemble défonçons la vitrine tirons les
trucs qu'il y a. Pas de fric en poche. Pas le temps
de payer. Prends juste ce que tu veux.

Peuple noir !, Amiri Baraka

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS 9

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE 11

INTRODUCTION : UNE THÉORIE DE L'ÉMEUTE 25
- **Émeute–grève–émeute'** 31
- **Le marché et l'atelier** 35
- **Circulation–production–circulation prime** 40
- **Émeute et crise** 44
- **Luttes sur la circulation** 50

PARTIE 1 : ÉMEUTE 55
- **CHAPITRE 1**
- **QU'EST-CE QU'UNE ÉMEUTE ?** 55
  - **L'économique et le politique** 59
  - **Le dilemme de la reproduction** 64
- **CHAPITRE 2**
- **L'ÂGE D'OR DE L'ÉMEUTE** 67
  - **Le marché mondial** 70
  - **Émeute et lutte des classes** 75
- **CHAPITRE 3**
- **LE SWING, OU L'ÉMEUTE COMME GRÈVE** 78
  - **Briser la machine** 81
  - **Le Nombre** 86

PARTIE 2 : GRÈVE 91
- **CHAPITRE 4**
- **GRÈVE CONTRE ÉMEUTE** 91
  - **Spectacle et discipline** 94
  - **Trop et trop peu** 99

CHAPITRE 5
LA GRÈVE GÉNÉRALE 101
Engels et Sorel 105
L'inversion de Rosa Luxemburg 108
CHAPITRE 6
LIGNES EMMÊLÉES, OU DE LA GRÈVE À L'ÉMEUTE 113
Lutte et profit 116
Révolutions par minute 122
L'émeute comme modalité 128

PARTIE 3 : ÉMEUTE PRIME 135
CHAPITRE 7
LA LONGUE CRISE 135
L'arc d'accumulation 138
La spatialisation de la lutte 143
La fin du programme 147
Surdétermination 154
CHAPITRE 8
RÉBELLIONS SURNUMÉRAIRES 156
Prolétarisation et racialisation 162
Un programme de désordre absolu 165
L'émeute publique 170
CHAPITRE 9
L'ÉMEUTE AU PRÉSENT : PLACE, RUE, COMMUNE 176
La place et l'alliance de classe 177
La rue et l'écart 182
La commune et la catastrophe 187

BIBLIOGRAPHIE 193

INDEX 199

REMERCIEMENTS

Comme nombre d'ouvrages de théorie politique, celui-ci trouve son origine dans les mobilisations politiques qui ont influencé des groupes de lecture, de recherche, ainsi que d'innombrables discussions. Je suis redevable à ceux qui m'ont témoigné leur amitié, fait bénéficier de leurs lumières et ont surveillé mes arrières (littéralement ou au sens figuré) dans toutes ces circonstances : Ian Balfour, Ali Bektaş, Lauren Berlant, Sean Bonney, Bruno Bosteels, Shane Boyle, Sarah Brouillette, Lainie Cassel, Maya Gonzalez, Virginia Jackson, Neil Larsen, Laura Martin, Phil Neel, Sianne Ngai, Will O'Connor, Simone Pinet, Nina Power, Louis-Georges Schwartz, Tim Simons, Michael Szalay, Alberto Toscano, Wendy Trevino et Derek Zika. J'en oublie probablement. Les premières ébauches sont apparues à l'invitation de Beverly Silver, ont été encouragées par William Sewell et plus amplement élaborées lors de séjours au Center for Social Theory and Comparative History de Robert Brenner et au Arrighi Center for Global Studies. Ce ne serait pas devenu un livre sans le soutien de Sebastian Budgen et des gens de Verso, de David Theo Goldberg et du Humanities Research Institute de l'université de Californie, de l'Institute for Advanced Study de l'université de Warwick et de l'assistance éditoriale de Deborah Young.

Seeta Chaganti et Carol Clover ont rendu les choses possibles. Je suis particulièrement redevable envers les camarades dont les réflexions et les actions constituent les nerfs et les tendons de ce livre, Aaron Benanav, Jasper Bernes, Chris Chen, Tim Kreiner, Colleen Lye, Annie McClanahan, Chris Nealon et Juliana Spahr. *Et quand tout sera terminé, vous me tendrez la main, pour que nous reprenions du commencement.*

Note du traducteur

Le mot anglais *riot* dérive du vieux français *riote, riotte*, qu'on peut encore rencontrer comme régionalisme dans l'Ouest de la France, signifiant « petite querelle, petite dispute » ; son utilisation est attestée dès la fin du XII^e^ siècle, au sens d'« action déraisonnable, folie ». Le mot français émeute a quant à lui pour origine *esmote* « mouvement, explosion, éclatement (d'une guerre) », et attesté lui aussi à la même période ; il partage l'étymologie d'émotion et d'émoi. Les deux termes désignent donc, à partir de souches latines distinctes, un certain type d'agitation — de *transport*, pour mentionner un troisième mot dont l'usage a changé. Nous essayons dans ce qui suit de faire apparaître les liens marqués entre les deux par l'auteur.

Il existe dans le texte de départ une unité sémantique dans la désignation du « surplus » : toute forme d'excédent, depuis la valeur (*surplus-value*) jusqu'aux populations et rébellions (*surplus populations, rebellions*). Nous avons choisi de rapporter le plus souvent cette notion par le terme de surnuméraire, parfois d'excédentaire, plus rarement celui de surplus. Nous faisons confiance aux lectrices et aux lecteurs pour renouer les fils tissés entre les différentes occurrences de « l'en-trop ».

Les termes en italiques peuvent avoir été en français dans le texte, mais pas uniquement.
Les ajouts entre crochets sont effectivement des ajouts au texte original.

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

Au matin du 10 juin 1968, quatre étudiants de l'Institut des hautes études cinématographiques, l'IDHEC, se mettent en route depuis Paris, vers le nord, en direction de la Seine-Saint-Denis. Le *neuf-trois* comprend quarante communes. L'une d'entre elles, Clichy-sous-Bois, sera le point de départ d'émeutes qui se répandront dans tout le pays et plus de trente-sept ans plus tard, bondissant d'une banlieue à l'autre à la lumière des voitures en flammes, se propageant plus aisément aux quartiers pauvres autour de Lille et de Toulouse qu'au centre luisant de Paris. C'est sans aucun doute suite à cette transmission discontinue que le Comité invisible avancera, deux ans plus tard, dans *L'Insurrection qui vient*, qu'« un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par la contamination, mais par résonance ». Un poète pourrait dire, *les émeutes ne se répandent pas par métonymie, mais par métaphore*. Il s'agit là d'une affirmation à tous égards ambitieuse et éloquente, et qui laisse la question ouverte : qu'est-ce qui, au juste, résonne à partir de Saint-Denis de sorte qu'un millier de banlieues résonnent en retour ? Le neuf-trois est aussi le berceau d'une des traditions hip-hop les plus vivaces d'Europe, un élément dont on a parfois usé pour expliquer les émeutes de 2005. Plus généralement, on a désigné comme responsables les immigrés et autres *racailles*, un mot soigneusement choisi par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Plus d'un mois après le début des émeutes, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures qui étaient appelées à devenir la loi relative à l'immigration et l'intégration, destinée à limiter et à réorienter les flux migratoires en faveur des travailleurs hautement qualifiés qui intégreraient plus gracieusement l'économie formelle et donc la société (si tant est qu'une telle distinction soit valide). Plus d'aspirants à l'entrée dans les classes moyennes, moins de racaille. C'était l'idée.

Mais nous nous laissons emporter. Revenons à 1968 et à la possibilité de tirer quelque enseignement d'une usine vieillissante. Le 16 mai, les étudiants de l'IDHEC ont rejoint la grève générale. Quatre jours plus tard, ils ont décidé collectivement de contribuer à la réalisation de films consignant les « mouvements ouvriers et étudiants », ainsi que les négociations relatives à la guerre du Vietnam qui se tenaient alors à Paris. Le film du 10 juin sera leur troisième et dernier. Dans l'intervalle, les accords de Grenelle auront été annoncés, mais non ratifiés. Les grèves se poursuivaient, de façon disparate, contre la volonté de la CGT ; les étudiants tenaient toujours la Sorbonne. Le 29 mai, deux jours après les accords, de Gaulle leva le camp pour l'aéroport militaire de Baden-Baden, où il retrouva son chef d'état-major, le général Jacques Massu, parachutiste estimé, bourreau et ex-préfet d'Alger.

Les mythes et les rumeurs abondent à propos de cette rencontre. Certains disent que de Gaulle souhaitait simplement disparaître pour un moment. Massu affirma que le président de la V^e^ République évoqua une possible démission, mais que le général lui remit le pied à l'étrier. Selon certaines versions, de Gaulle accorda l'amnistie à ceux des patriotes qui avaient fomenté un coup d'État contre le gouvernement français depuis leurs garnisons d'Afrique du Nord, en réaction à sa volonté d'abandonner l'Algérie. En retour, il reçut l'assurance que les militaires le soutiendraient si la France devait se lancer dans une guerre civile ouverte.

C'est un moment opaque. Certains repères apparaissent néanmoins clairement. Au cours du mois de mai la République s'enfonce dans une crise totale et réelle. Deux armées lui font face. L'une est constituée des ouvriers. Leurs armes : l'arrêt de travail et l'occupation d'usine, les tactiques décisives des « luttes sur la production », dont disposent ceux sur qui reposent cette production, ceux pour qui le salaire formel est l'élément déterminant de la capacité à se reproduire. À l'apogée du mouvement, il y a lieu de croire que neuf millions de travailleurs sont en grève, près de la moitié de la force de travail nationale. L'autre armée est assimilée aux étudiants, une identification à la fois commune et incomplète. Ils parlent souvent le langage de la « grève ». C'est compréhensible si l'on entend par ce mot le refus de participer à la reproduction sans heurts de

l'État et du capital. Le terme passe pourtant à côté d'un ensemble de distinctions qui s'avéreront de plus en plus critiques dans les années à venir. Dans l'arsenal de la seconde armée, on dénombre l'occupation, la barricade, ainsi que l'émeute, plus spectaculaire et plus connue, avec ses pavés décrivant des paraboles au-dessus des nuages de gaz lacrymogène : les arcanes des tactiques de ce qui est définit dans ce livre comme « luttes sur la circulation ». Ce sont les armes de ceux dont la reproduction n'est pas déterminée par le salaire formel, qui manquent largement d'accès aux rouages de la production, mais qui dépendent toujours du marché — ceux dont les vies se déroulent dans la sphère tapageuse de la circulation.

Donc voilà, grève et émeute. Elles ne font pas forcément bon ménage. De fait, les meneurs du côté de la grève en 1968 décrètent que les travailleurs ne doivent pas se mêler aux étudiants, au côté de l'émeute. Quand les occupants de la Sorbonne se rendent à l'usine Renault-Billancourt, sans nul doute le moment le plus risqué, le PCF dénonce immédiatement « tout mot d'ordre d'aventure » et la CGT bloque les entrées pour prévenir toute fraternisation. Comme l'écrivait le Conseil pour le maintien des occupations, « les ouvriers ont contre eux une bureaucratie infiniment plus solide que celle des amateurs étudiants ou gauchistes ». Ce conflit parmi les plus hautes strates organisationnelles constitue un bon exemple de la trajectoire historique à travers laquelle sont mises en opposition ces deux formes distinctes de lutte, au sein de ce que Charles Tilly nomme le « répertoire de l'action collective », et par laquelle cette même opposition prend la valeur d'une évidence. Une idéologie. Cette opposition idéologique figée, dans ses caractéristiques les plus étendues, a dépassé la simple préférence pour une forme plutôt qu'une autre — en soi un bien étrange développement, puisqu'il est évident que les gens en lutte contre la paupérisation, la dépossession, pour leur survie et celle de leurs communautés dérivent leurs moyens d'action des potentialités matérielles les plus élémentaires de leur existence et non de quelque préférence idéale. Le débat sur les tactiques a pourtant en général évacué la rivalité entre grève et émeute, soulignant en préambule à tout affrontement qu'une des deux formes compte politiquement et l'autre non (sinon, incidemment, selon la vague notion que tout compte

politiquement). Indubitablement, les deux siècles qui viennent de s'écouler ont été bien en peine d'admettre l'émeute comme une des formes de la lutte de classe ou, pour le dire plus précisément, se sont efforcés de l'occulter. Mais c'est ainsi. On a là une forme qui préexiste à la grève, mais non à la classe sociale : une forme à partir de laquelle, en vérité, la grève émerge et vers laquelle elle finit par refluer. Elles constituent deux parties d'un même mouvement dialectique, ne disparaissant jamais totalement une fois apparues, chacune prenant son essor puis dépérissant face à l'autre.

Il s'agit là d'un des arguments essentiels de ce livre : l'émeute est une forme spécifique de lutte de classe qui apparaît dans un monde où la dépendance vis-à-vis du marché se généralise avant le travail salarié, est transmise à ceux qui sont échoués dans la sphère de la circulation alors que certaines parties du monde connaissent une évolution historique vers la production industrielle, demeure avec ceux qui n'ont jamais été absorbés par cette production, est redécouverte par ceux qui sont *remis en circulation*, disons, quand la production décline. Cela ne veut pas dire que les luttes pour la survie, sur le marché, fournissent le contenu manifeste de toute émeute (même si parfois cette version de la « fixation des prix » se trouve au cœur de la question, en particulier au cours de l'ère des émeutes frumentaires). Cela signifie que le saut vers l'émeute dépend de la position de départ de ses participants. *Prolétaires*, mais pas *ouvriers*. Du moins pas selon l'image cruelle et sentimentale d'une classe ouvrière nationale, telle qu'elle a été élaborée en Occident. Que cette longue, inégale et violente segmentation des populations ait été menée systématiquement en fonction de la race, l'ethnicité et le genre — et qu'elle ait contribué à son tour à imposer de telles catégories — a d'autant plus masqué la logique politico-économique de l'émeute. L'émeute est la lutte de classe des exclus, qui à notre époque s'avèrent de plus en plus être des prolétaires non-blancs.

L'autre argument essentiel est le pendant de ce qu'on affirme ici sur la lutte des classes. Il est déjà implicite dans ce qui précède, et concerne l'histoire du capitalisme dans son ensemble, ainsi que les modes d'existence et d'appartenance de classe qu'il a produit. L'histoire de l'émeute est celle de l'accumulation de capital, ponctuée de crises. En considérant le déclin et l'essor historiques de

l'émeute dans l'Occident qui connut la première industrialisation, on peut en déduire une histoire schématique et très éloquente de tout le capitalisme. Ce modèle, comme tous les modèles, ne correspond pas à toutes les spécificités infinies de la vie. Et pourtant, il s'agit d'un modèle doté de certaines possibilités de description — et, ce qui est au moins aussi important, un modèle doué de facultés de prédiction. Le capital est un rapport social, souligne Marx. Cette violente abstraction recouvre un ensemble vaste et varié de rapports concrets qui se déploient de façon heurtée, échappent à toute modélisation et se limitent rarement au couple paradigmatique patron/ouvrier. Dans ce cloaque, le mouvement suivant se laisse cependant deviner : le capital commence par pousser de plus en plus de gens dans le salariat formel, ce que Marx appelle la « subsomption formelle ». En même temps, il est sans cesse contraint d'améliorer ses puissances productives en remplaçant le travail humain par des machines, ce que Marx nomme « subsomption réelle », et en expulsant inévitablement des gens du salariat. Ces deux choses peuvent-elles être simultanément vraies ?

Oui, pour un temps donné. Si la réduction du coût de production d'une marchandise permet à une entreprise d'élargir son marché, elle embauchera même, avec davantage de machines, plus d'employés ; même lorsque le ratio machines/humains augmente, l'emploi global peut augmenter. À un moment ou un autre, le marché arrive cependant à saturation et l'entreprise cherche à réaliser ses profits non plus au moyen de l'expansion, mais par la simple réduction des coûts. L'embauche se stabilise, puis commence à décliner. C'est le moment qu'on nomme « désindustrialisation ». Il ne marque pas la fin de la production industrielle, mais indique le seuil à partir duquel l'industrie ne peut plus jouer le rôle de moteur de l'intégration du travail et du capital. Le secteur des services, le tertiaire, croît inéluctablement — mais pas suffisamment. Le grand changement, par lequel l'industrie avait autrefois absorbé tout le travail expulsé par les transformations extraordinaires de la production agricole, ne saurait se répéter. Ceux qui ne peuvent être intégrés au secteur des services retournent à l'économie informelle, trouvant des façons de s'emparer d'une fraction du salaire de quelqu'un d'autre, sous peine de crever de faim. Ici l'écart entre

prolétariat et classe ouvrière, deux catégories si rapprochées depuis deux siècles qu'on a commencé à les confondre, commence à se creuser à nouveau. Et l'émeute, qui a abandonné la place de choix qu'elle occupait dans le répertoire d'action collective mais qui, à n'en pas douter, ne l'a jamais quitté, se réaffirme.

À un certain moment, l'ouvrage arrive à la ville de Détroit en 1967, s'interrogeant sur un passage crucial au cours duquel les luttes sur la production et la circulation entrent en conjonction, ou croisent leurs chemins. Pour un instant, elles sont réunies. Cela ne durera pas. Une forme prend son essor dans le vieux capital automobile pendant que l'autre dépérit, illustrant la trajectoire d'ensemble qui est l'objet de notre étude. Bien qu'elles connaissent un sort différent, ce moment de confluence est révolutionnaire. C'est cette confluence, et son délitement au cours des années suivantes, qui nous permet de décrire les formes du combat politique actuel et le cours du capital.

On peut dire la même chose de Paris en 1968, quand l'émeute et la grève se retrouvent brièvement unies, un éclat de lumière qui a perdu de son lustre uniquement parce que nous l'avons admiré trop longtemps. La situation à Paris est bien entendu différente. Ici, nul Black Panther Party de Détroit, pas de Dodge Revolutionary Union Movement, ou de journal *Inner City Voice*. On pourrait chercher les points communs avec les comités d'action, les éléments les plus radicaux de la CFDT, *De la misère en milieu étudiant*. Il serait erroné d'exagérer les similitudes, en particulier parce que la Rébellion de Détroit, paradigmatique de la nouvelle ère des émeutes, s'est articulée autour de la race — et aux États-Unis, spécifiquement, autour de l'héritage sanglant de l'esclavage. Il serait tout autant erroné d'ignorer l'imbrication entre domination raciale et paupérisation organisée suivant l'accès à la force de travail, une imbrication qui fonctionne à un niveau mondial, depuis Détroit jusqu'à Clichy-sous-Bois, de Tottenham à Göteborg — un processus déterminant qui peut, et qui ne peut pas, faire grève. Qui, au moment de la crise, se retrouvera en travers de la chaîne d'assemblage, clé à molette en main, et qui se retrouvera à arracher une grille d'arbre en fonte pour improviser un bouclier. Ce sont les deux armées. Face à leur double apparition en Mai, de Gaulle mobilise tout ce dont il dispose.

Et finalement, il fait appel à celui qui au cours de quarante ans de carrière militaire a manifesté, parmi ses nombreux talents, une disposition particulière pour imposer violemment l'ordre colonial.

Ce sont de grands événements, des événements dramatiques. Le film lui-même se joue à une plus petite échelle. Il dure dix minutes, avec seulement une ou deux coupes au montage. Il a un titre tout droit sorti d'un conte de fées, *La Reprise du travail aux usines Wonder*. Il renvoie aux origines du cinéma, *La Sortie des usines Lumière* de 1895 et à son futur avec le film *Workers Leaving the Googleplex* de 2011. On a là un long siècle. Il faut reconnaître que la question des ouvriers entrant et quittant les usines, *le problème du prolétariat*, est une des thématiques fondamentales du cinéma. Il ne peut s'empêcher de capturer ces instants de l'épopée générale du travail, le cycle sans fin de catabase et d'anabase qui s'empare des désemparés. Ils sont toujours allant ou venant selon les grands flux et reflux de la journée de travail, de la semaine de travail, du marché du travail lui-même dans lequel les prolétaires entrent et sortent en permanence, absorbés ou éjectés selon les besoins de la production et les exigences du profit. Dans les films originaux des frères Lumière, on dénombre beaucoup de femmes parmi les ouvriers ; dans cette version ultérieure, l'accent est aussi mis sur le travail féminin. La narration commence ainsi : « Dans la matinée du 10 juin 1968, après trois semaines de grève et d'occupation d'usine, les ouvriers de Wonder, à Saint-Ouen, réunis par leur patron, ont voté la reprise du travail, par cinq cent soixante voix contre deux cent soixante. » Puis l'action principale est introduite : « Le jour même, à 13 h 30… »

L'action est la suivante : une femme ne veut pas reprendre le travail. Elle ne veut pas se plier au vote. Les délégués CGT expliquent, apaisent, de tout leur sang-froid bureaucratique ; de temps à autre, un établi maoïste observe. Ses camarades ont voté, lui dit-on. On s'adresse à elle comme à une enfant. C'était équitable. Il y aura une augmentation. Il n'y aura pas de représailles contre les travailleurs, contre elle ; le syndicat y veillera. Elle reste inébranlable. Ou plutôt, elle est passionnément ébranlée, dans la direction opposée. « Passion » est un mot qui convient ici. Elle est agitée, vindicative. Le mouvement paraîtra familier à beaucoup, en particulier son aspect genré. Les hommes sont des figures de pur

raisonnement paternaliste. Ils débitent les réfutations qu'ils ont été formés à avancer précisément à de tels moments de danger. Ils lui posent la main sur l'épaule en guise de consolation. Elle baisse le regard, croise les bras, recule, fait tout ce qu'il faut pour garder assez d'espace afin de rassembler ses pensées. C'est comme si à chaque fois elle repoussait un sort. Pas une fois ils ne se préoccupent de ce qu'elle pense. Elle se met à nouveau à parler. C'est atroce et hypnotique à regarder. La femme ne cesse de dire *NON*, de crier *NON*. Elle ne veut pas troquer la négation absolue pour quelques jours de congé supplémentaires. N'importe quel autre destin, plutôt que d'être à nouveau absorbée dans l'usine : « Non, je rentrerai pas, non je rentrerai pas là-dedans. Ça je mettrai plus les pieds dans cette taule. » Mais elle va le faire, elle le sait. Ce savoir-là est douloureux. Nous savons que les histoires qui se terminent par une reprise du travail ne sont pas des triomphes, mais des tragédies.

Kristin Ross pense que la femme est aussi une allégorie du moment historique lui-même :

> Mais la présence fantomatique de cette femme incarnant le refus, et momentanément placée au centre de notre attention, suppose une sorte de condamnation historique dans laquelle 68 devient lui aussi fantomatique et fuyant, partie intégrante de l'habituel caractère insaisissable du passé récent dans l'esprit même de ceux qui l'ont vécu[1].

Présente brièvement mais absolument, la femme disparaît ensuite. Plusieurs décennies passent ; pour les besoins du documentaire intitulé *La Reprise*, une équipe part à la recherche des réalisateurs des images de 1968 et de tous ceux qui figurent à l'écran, mis à part notre héroïne épique : elle demeure « La femme qui dit non ». Nous ne savons pas grand-chose à son propos. Elle travaille probablement à la section la plus dégueulasse de la chaîne. Si elle a des amies parmi ses collègues, on ne les voit pas. Elle est coiffée à la façon d'Anna Karina, chose courante à l'époque — Karina telle qu'on avait pu récemment la voir dans *Lo Stranierio*. Il s'agit de la

1 K. Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures* (2002), Paris, Complexe, 2005, p. 150.

version de *L'Étranger* par Luciano Visconti, l'histoire du meurtre d'un arabe dans l'Algérie alors française, qui avait été portée à l'écran en 1967. Le film fut projeté à Paris peu de temps auparavant. *La Bataille d'Alger* était son double caché, une absence perceptible à Paris, réalisé en 1966 et immédiatement interdit pour cinq ans en France. Pourquoi cette question de l'Algérie, de la colonie, revient-elle sans cesse ? Et qu'a-t-elle à voir avec la brèche qui s'ouvre dans les luttes ouvrières d'une banlieue nord de Paris, six ans après les accords d'Évian qui ont officialisé l'indépendance algérienne ?

Évidemment, tout. La femme qui dit non vit dans cette même ville où Guy Debord inscrivit sur un mur NE TRAVAILLEZ JAMAIS en 1953. Avec le temps, le refus du travail apparaît pourtant de moins en moins comme une chimère d'ultragauche et de plus en plus comme un simple constat de la situation du travail. L'expansion gargantuesque du capital, longue de deux siècles, sa capacité à incorporer chaque intrant de travail, poussé dans son giron par la dépossession et la promesse d'une machine à laver ou peut-être d'une Renault, est en perte de vitesse. La lutte pour le plein emploi, pour le contrôle ouvrier de la production, pour l'ensemble des mesures et des programmes qui accompagnent le projet socialiste tel qu'il a commencé dans les années 1870, connaît aussi un reflux — non pas tant du fait de quelque échec politique qu'à cause des transformations réelles du rapport de classe qui vont de pair avec la baisse des profits, la désindustrialisation, l'automation, la financiarisation, la contrerévolution logistique. Le travail, jusqu'alors organisé, va lutter non pour défaire le capital de l'intérieur, mais pour le préserver en tant que problème permanent — pas à chaque fois, mais avec une régularité tellement croissante qu'elle prend l'aspect d'un rapport de classe revu et corrigé. Au cours de cette après-midi de juin, le « capitalisme absorbant » a déjà entamé sa descente vers sa fin, une fin ponctuée par le crépuscule des Trente Glorieuses, la longue crise mondiale qui commence vraiment en 1973, l'essoufflement du moteur américain.

Pour certains, toutefois, ce processus n'a jamais débuté. C'est la chose qu'on nous demande toujours d'oublier. Dans les anciennes et actuelles colonies, une économie politique différente perdure. Ceux dont les existences ont été déracinées par l'établissement et

l'accaparement colonial ont bien moins de chances de trouver leur place dans l'économie urbaine que les paysans français de 1900. Fanon évoque la vision dantesque de ceux qui, délogés de leurs fermes familiales, sont condamnés à tourner en rond autour des villes, à la recherche d'une voie d'entrée. Ils ne la trouveront pas. Les populations ne sont pas mises en coupe réglée par le *minimum*, mais par la *matraque*, par l'application directe d'une brutalité permanente, définitoire de l'espace colonial. C'est dans cette situation que le lumpenprolétariat, résolument contrerévolutionnaire dans la représentation de Marx, se change au contraire, pour Fanon, en « fer de lance urbain » révolutionnaire de l'insurrection.

Ce sont les figures qui hantent Paris en 1968, qui hantent Saint-Ouen. Ni les ouvriers de Wonder (et de dix mille autres usines), ni les étudiants de la Sorbonne (et de dix mille autres établissements scolaires) ne composent le lumpen qu'imagine Fanon, mais les deux pointent dans cette direction. Les étudiants, et nous pouvons être sûrs qu'ils sont rejoints au cours des échauffourées nocturnes par une légion de non-étudiants, sont peut-être seulement coincés temporairement dans la sphère de la circulation, même s'il est vrai que leurs diplômes vont, avec le temps, cesser de fonctionner comme des sésames pour le salariat. Sans doute que les spectres des massacres des manifestants du FLN orchestrés par Papon et des meurtres de Charonne en 1962 flottent dans l'air. Sans doute que les nuits de 1968 ont un avant-goût des émeutes à venir. Néanmoins, les étudiants sont davantage une allégorie du lumpen que des représentants de celui-ci. Fort bien. Les allégories sont des avertissements.

Au même moment, nous nous trouvons au bord du gouffre dans lequel le mouvement ouvrier historique va être précipité. Nous sommes aussi au pied d'une ascension, moins raide mais non moins importante, celle de l'exclusion du salaire formel dans les centres postindustriels. Dès lors, l'écart entre classe ouvrière et prolétariat s'élargit. Ce qui est à l'origine de la distinction entre ces deux ensembles est ce qui détermine le lumpen, ceux qui font face à la condition chronique d'appartenir à une population superflue — c'est-à-dire superflue pour les besoins du capital. Ceux pour qui le marché du travail, le retour à l'usine, à l'immeuble de bureau ou à

la manufacture ne se présente plus comme solution à leur misère. Le lumpen, ou ceux à qui l'usine dit *NON*.

Le film est une vision presciente de ce développement. Et développement est le mot précis. Il désigne, entre autres, même dans la formule rebattue « développement inégal et combiné », une productivité croissante et une force de travail déclinante ; le développement des forces productives est le développement des populations surnuméraires. Là où se trouve l'ouvrier, se trouvera le lumpen. Ce développement commence à peine en 1968. Il est déjà en marche, s'insinuant dans le paysage de façon inégale. On pourrait dire que le *NON* de la femme est l'intrusion de la politique lumpen dans le pré carré de l'ouvrier blanc, la classe ouvrière nationale sentimentalisée évoquée plus tôt. Elle sait, hasardons-nous à le croire, que le *NON* va venir et arrive là le premier. Et pourtant, elle n'est pas, dans cet instant et par ce mot, une figure de « pur refus », comme le formule Ross. Ou : elle l'est, elle l'est absolument. Mais elle se tient au croisement d'un double processus historique vaste et complexe ; il la traverse, elle en est, pour un instant, la porteuse. Nous avons déjà mentionné le « problème du prolétariat » ; c'est la langue de Césaire, bien qu'il semble référer à la classe ouvrière traditionnelle. Le passage complet, tiré de son *Discours sur le colonialisme*, nous permet de saisir toute sa pensée :

> Le fait est que la civilisation dite « européenne », la civilisation « occidentale », telle que l'ont façonnée deux siècles de régime bourgeois, est incapable de résoudre les deux problèmes majeurs auxquels son existence a donné naissance : le problème du prolétariat et le problème colonial[2]...

Deux problèmes différents, même s'ils ont une histoire commune. Deux modes différents de discipline. Deux démographies différentes. Le sujet colonial est marqué comme non-blanc, marqué idéologiquement comme n'étant pas proprement britannique, scandinave, américain, français. C'est un système de codification

2 A. Césaire, *Discours sur le colonialisme* (1950), Paris, Présence africaine, 2004, p. 7.

sociale dont est saturé le discours du court métrage. Les ouvriers sont couverts de goudron et de produits chimiques : on apprend qu'ils en sont colorés, qu'il n'y a pas d'eau chaude pour les faire partir. « Hein, rentrez-y, vous. Allez voir, quel bordel que c'est. On est dégueulasses jusqu'à là. On est toutes noires. »

On ne l'est pas, bien sûr. Il y a peu à gagner à nier les différences entre les multitudes de dominés, tout comme il y a peu à gagner à essentialiser ces différences. Il est cependant important de demeurer dans ce moment autant que possible, de percevoir l'ensemble des questions, des problèmes, des possibilités qu'il recèle. Vu d'ici, l'histoire de Mai 68 est l'histoire des deux problèmes de Césaire, deux problèmes avec des trajectoires différentes, qui se croisent dans ce passage et commencent à diverger, s'éloignant de mai-juin, vers un futur dans lequel l'émeute apparaît de plus en plus alors que la grève commence à s'estomper, dans lequel le salaire de la classe ouvrière ne peut plus maintenir la structure sociale en place, dans lequel cette structure doit être toujours davantage disciplinée, toujours davantage imposée directement par la force. Où même dans la *cosmopolis* le problème du prolétariat ressemble de plus en plus au problème colonial. Pas étonnant que les pérégrinations du général de Gaulle aient culminé non avec Chirac et Seguy à la rue de Grenelle, mais avec Jacques Massu à Baden-Baden. Non pas avec les spécialistes de la gestion de la classe ouvrière, mais avec le spécialiste de la racaille.

On traduit souvent racaille par *scum*[3] en anglais. C'est aussi ainsi que le lumpenprolétariat est décrit dans *Le Manifeste communiste,* « the social *scum*, that passively rotting mass thrown off by the lowest layers of the old society[4] ». Le mot de racaille a parfois servi de traduction pour lumpenprolétariat en français, en particulier dans la préface bilieuse de 1870 ajoutée par Engels à son texte de

3 Qui partage l'origine du mot français *écume*, la partie mousseuse supérieure d'un liquide *très agité*, souvent équivalent de « pourriture » ou de « lie » [NDT].

4 La traduction française est : « La pègre prolétarienne, ces basses couches de l'ancienne société qui se putréfient sur place. » (K. Marx, F. Engels, *Le Manifeste communiste* (1848) in *Œuvres*, t. I : *Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1963, p. 172) [NDT].

1850, *Der deutsche Bauernkrieg*[5]. Le marxisme européen du XIXe siècle faisait peu de cas des possibilités politiques du lumpenprolétariat ; le marxisme des colonies du XXe siècle, bien davantage. Ce n'est pas qu'une faction ait raison et l'autre non. Ce n'est pas ainsi que procède cette analyse historique. On peut au contraire délimiter dans le temps un certain nombre de transformations, à la fois dans la composition de classe et dans l'organisation mondiale d'un ordre capitaliste racialisé, qui nous obligent à une lecture nuancée du potentiel de lutte du lumpen. Il est possible que Marx et Engels aient raison à leur époque et Fanon durant la sienne — et que ces transformations se poursuivent.

S'il y a un fil qui mène de la casbah à Saint-Ouen, il se prolonge jusqu'à Clichy-sous-Bois, jusqu'aux morts de Zyed Benna et Bouna Traoré fuyant les flics de banlieue, ces Massus au petit pied. Nous pouvons peut-être commencer à répondre à la question, comprendre ce qui résonne depuis la Seine-Saint-Denis à dix mille banlieues en 2005. Certainement, elle vibrent à l'unisson, respirent à l'unisson — c'est tout ce que signifie *inspiration* — parce qu'elles partagent la même structure d'exclusion. La loi française sur l'immigration et l'intégration ne saurait davantage décréter un retour à la croissance économique que ne pourrait le faire tout autre suite de mots sur le papier. Le fantasme national d'une classe moyenne immigrée, assimilée, absorbée, s'éloigne de la réalité des réfugiés économiques et politiques chassés de la ville et poussés dans les économies informelles de la circulation suivant la logique cruelle de la race et du capital. D'où la forme actuelle et récurrente de « l'émeute de banlieue », la forme de lutte immédiatement accessible aux classes remisées dans les zones d'exclusion qui encerclent les métropoles, grandissant année après année. C'est en ce sens que 2005 illumine 1968. Cela est vrai au niveau le plus littéral. On se doit d'insister sur une fiction plus véridique que le plus véridique des faits. Disons que la première illumination de Clichy-sous-Bois fut une Renault 5 Supercinq flambante, un exemplaire bien particulier, le dernier véhicule à sortir des chaînes de l'usine de l'Île Seguin.

5 Cf. F. Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), Paris, Éd. Sociales, 1997.

L'usine automobile, la plus grande d'Europe en 1968 et la plus grande à être en grève, couvrait toute l'île, une sorte de conte de fées industriel. L'âge d'or, avant la chute. Elle a fermé ses portes en 1992. Les choses surviennent plus ou moins au bon moment. Pendant plus de dix ans, elle est demeurée ainsi, île-usine fantôme, silencieuse et maussade, avant d'être finalement démolie en 2005, l'année des voitures brûlées. Tout brûle.

INTRODUCTION :
UNE THÉORIE DE L'ÉMEUTE

Des émeutes sont à venir, elles sont déjà là, d'autres sont en route, personne n'en doute. Elles méritent une théorie appropriée.

Une théorie de l'émeute est une théorie de la crise. Cela est vrai à un niveau local et vernaculaire, aux moments de verre brisé et de flammes, au cours desquels l'émeute est censée être l'irruption d'une situation désespérée, la paupérisation parvenue à sa limite, la crise d'une communauté ou d'une ville donnée, pour quelques heures ou quelques jours. On peut cependant comprendre l'émeute dans son sens intrinsèque et structurel uniquement si, pour paraphraser Frantz Fanon, on est à même de découvrir le mouvement historique qui lui confère forme et substance. Il nous faut alors approfondir, voir là où les circonstances amalgamées de l'émeute sont indissociables de la crise capitaliste, systémique et actuelle. De plus, l'émeute en tant que forme spécifique de lutte fait ressortir la nature de la crise, la rend à nouveau pensable, et offre une perspective à partir de laquelle on peut envisager son déroulement.

Le premier rapport qu'entretiennent crise et émeute est celui de surplus. Cela paraît d'emblée paradoxal, puisque crise comme émeute sont généralement censées provenir de la pénurie, du manque, de la privation. En même temps, l'émeute est elle-même expérience d'un excès. Excès de danger, d'information, d'équipement militaire. Excès d'émotion. De fait, les émeutes furent autrefois appelées des « émotions » et en portent la trace étymologique. L'excédent crucial dans le moment de l'émeute est simplement celui de ses participants, de la population. Le moment où les partisans de l'émeute débordent la capacité policière à maintenir l'ordre, quand les flics battent pour la première fois en retraite, est le moment où l'émeute trouve sa plénitude, échappe à la sinistre continuité de

la vie quotidienne. Dans ce moment d'excès, la régulation sociale constante qui semblait idéologique, ambiante, abstraite, apparaît comme une question pratique, sujette à la contestation sociale.

Tous ces excès correspondent à des transformations sociales plus larges dont sont indissociables ces expériences d'excédents, qu'ils soient affectifs ou concrets. Ces transformations sont les restructurations matérielles qui viennent répondre à la crise capitaliste et qui la constituent, au cœur desquelles se trouvent à la fois l'excédent de capital et de population. Et ce sont elles qui mettent en avant l'émeute comme forme nécessaire de lutte.

« Toute population possède un répertoire limité d'action collective », déclare Charles Tilly, un grand historien de ces questions. Dans son ouvrage de 1983, il prend la mesure d'une transformation historique particulière, un changement tellurique dont les vagues se propagent, tard et bientôt, dans le monde en cours d'industrialisation :

> À un moment, au cours du XIXe siècle, les gens dans la plupart des pays occidentaux abandonnèrent le répertoire de l'action collective qu'ils avaient employé depuis près de deux siècles, et adoptèrent celui qu'ils utilisent encore de nos jours[1].

L'évolution en question marquait la transition de l'émeute à la grève. Depuis le passage relevé par Tilly, les deux tactiques coexistent dans le répertoire : la question est de savoir laquelle prédomine, fournissant l'orientation fondamentale dans la guerre sans répit pour la survie et l'émancipation. Il est un lieu commun dans ce récit, l'idée selon laquelle l'émeute céderait peu à peu du terrain. La première phrase de l'ouvrage de référence sur la question, *Rioting in America* (1965), nous apprend que « l'émeute est partie intégrante du passé américain[2] ». Mais le passé ne meurt jamais. Il ne passe même pas.

1 C. Tilly, « Speaking Your Mind Without Elections, Surveys, or Social Movements » in *The Public Opinion Quarterly*, nº 47, 1983, p. 464.
2 P. A. Gilje, *Rioting in America*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, p. 1.

Une autre transformation était en fait à l'œuvre : depuis les années 1960 ou 1970, la grande évolution historique s'est inversée. Alors que les pays surdéveloppés entraient dans une crise durable, quoiqu'inégale, l'émeute a fait son retour comme forme majeure dans le répertoire de l'action collective. C'est aussi vrai pour l'imagination populaire que dans le royaume des données (dans la mesure où de telles questions se prêtent à la comparaison statistique). Quelle que soit la façon dont on l'envisage, l'émeute a occupé une centralité sociale indiscutable. Les luttes ouvrières ont dans l'ensemble été ramenées à de pauvres actions défensives, alors que l'émeute apparaît de plus en plus comme la figure centrale de la confrontation politique, un spectre qui surgit des débats insurrectionnalistes, fait irruption sur les couvertures en papier glacé des revues, tout en hantant les études gouvernementales inquiètes. Les noms par lesquels on la désigne se sont changés en points cardinaux de notre époque. La nouvelle ère des émeutes prend ses racines à Watts, Newark, Détroit ; elle traverse la place Tian'anmen en 1989 et Los Angeles en 1992, déboulant dans le présent mondialisé de São Paulo, du parc Gezi, de San Lázaro. L'émeute protorévolutionnaire de la place Tahrir, l'émeute quasi permanente de la place Exarchia, le virage réactionnaire d'Euromaïdan. Dans son cœur crépusculaire : Clichy-sous-Bois, Tottenham, Oakland, Ferguson, Baltimore. Trop nombreuses pour être comptées.

La théorie est immanente à la lutte : assez souvent, il lui faut se dépêcher pour coller à une réalité qui s'avance par brusques à-coups. Une théorie du présent naîtra de confrontations vécues au lieu d'entrer en scène toute bardée de ritournelles et d'imprécations dépassées sur la façon dont la guerre contre le capital et l'État doit être menée, des programmes qu'on nous dit avoir autrefois fonctionné, qu'il faudrait maintenant mettre au goût du jour et appliquer à notre moment assez particulier. Le conditionnel est un mode délicieux, mais ce n'est pas celui du matérialisme historique.

On atteint ici une sorte de croisée des chemins. Énoncée de la façon la plus schématique, la combinaison entre un cadre d'analyse marxiste et une stratégie politique léniniste — qui s'articule autour d'une organisation prolétarienne avec le parti révolutionnaire en ligne de mire, ainsi que l'emparement de l'État et de la

production — est profondément fossilisée. L'émeute n'a pas sa place dans ce paysage conceptuel. L'émeute est bien souvent supposée être dénuée de toute signification politique, irruption momentanée à comprendre comme symptôme et à laquelle accorder éventuellement une bonne dose de sympathie paternaliste. Ceux qui voient dans l'émeute la potentielle ouverture insurrectionnelle vers une rupture sociale sont généralement issus de courants politiques et intellectuels qui n'ont que faire de, ou se situent aux antipodes de tout pilotage de l'État et de l'économie, parmi lesquels on compte notamment (mais pas exclusivement) certaines variétés de l'anarchisme[3].

Ainsi se manifeste le lien sousjacent qu'établissent autant les partisans du communisme que les sceptiques, associant celui-ci à la question de « l'organisation » en général, et encore davantage à un parti de l'ordre (de gauche), à une idée scientifique du progrès historique, à la modernité par laquelle il nous faudrait passer, avec son cortège de barbarie machinique. Au contraire, l'émeute, comme s'accordent généralement à le penser ses partisans, est un grand désordre.

L'opposition entre grève et émeute en vient donc à représenter, au moyen d'un syllogisme à peine voilé, l'opposition entre le marxisme *tout court* et d'autres tendances politiques et intellectuelles, s'inscrivant généralement dans des traditions antidialectiques, voire carrément anticommunistes. La plupart des protagonistes, si ce n'est tous, ont contribué à une telle répartition. Il n'a pas manqué de livres de droite et de gauche pour nous informer, avec des accents parfois mélancoliques, parfois jubilatoires, que le déclin du mouvement ouvrier et de la séquence parti-masse/classe révolutionnaire, ou le supposé dépassement de toute théorie de la valeur-travail, impliquent que nous pouvons dorénavant reléguer au XX^e^ siècle, si ce n'est au XIX^e^, les analyses de Marx. Vous connaissez la chanson. Dans les contrées prospères du capitalisme, plus trace de cette classe ouvrière industrielle qui, par sa puissance ou son importance grandissante, pourrait représenter une fraction

3 Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique, 2007 et sa suite, *À nos amis*, paru en 2014, en constituent les versions les plus tranchantes.

des classes exploitées en général, et encore moins mettre la main sur les leviers de la production. De plus, l'accent mis au départ sur l'ouvrier d'usine anglais et sur l'importance octroyée à son travail comme spécifiquement productif de valeur, et par conséquent plus proche du cœur du capital, a inévitablement conduit à poser le sujet politique comme mâle et blanc. Étant donné la mondialisation du capital, qui se propage à tous les recoins de l'existence sociale, et les avancées essentielles des questions politiques anticoloniales (pour résumer tout un ensemble d'interventions cruciales et complexes), il va nous falloir un nouveau sujet révolutionnaire et un nouveau développement révolutionnaire.

Tout ceci relève certainement de la caricature. Et malgré tout, de telles objections sont à bien des égards instructives, voire tout bonnement exactes. Il ne s'agit pas d'une réfutation du matérialisme historique, mais bien d'un ensemble de problèmes qui lui sont posés. Le recul des mouvements ouvriers traditionnels occidentaux et l'intensification d'une dépossession encore plus prononcée n'augurent ni la fin d'un antagonisme anticapitaliste potentiellement révolutionnaire, ni celle de la puissance d'analyse du matérialisme historique. Qui plus est, nous exigerons toujours du matérialisme qu'il soit en mesure de comprendre l'antagonisme.

Après tout, le matérialisme historique est a minima une théorie de la transformation. Cela ne signifie pas qu'il faille entériner chaque mouvement sur la scène de l'histoire. Mais un marxisme qui ne saurait saisir la tendance de la réalité qu'en termes d'erreur ne mérite absolument pas le nom de marxisme. L'émeute a changé radicalement de sens. On ne peut plus la comprendre sans nommer les déterminations et les forces suivant lesquelles elle joue les nouveaux rôles qui sont les siens et par lesquelles elle est irrésistiblement poussée vers le futur, même lorsqu'elle regarde en arrière, vers le XVII^e^ et le XVIII^e^ siècle. Voilà donc la nécessité la plus basique : *une théorisation proprement matérialiste de l'émeute*. L'émeute pour communistes, disons.

Il n'est pas évident qu'un tel ouvrage existe. Celui qui s'en approche le plus est peut-être *Le Réveil de l'histoire* d'Alain Badiou, « je suis moi aussi marxiste, innocemment, complètement, de façon si naturelle qu'il n'est point besoin de le répéter », affirme-t-il, à de

multiples reprises, tout en remarquant qu'il croit « bien connaître les problèmes résolus, dont il ne sert à rien de recommencer l'instruction, les problèmes en suspens, qui exigent réflexion et expérience, les problèmes mal traités, qui nous imposent des rectifications radicales et des inventions difficiles. Toute connaissance vivante est faite de problèmes, qui ont été ou doivent être construits ou reconstruits, et non de descriptions répétitives[4]. »

Ayant présenté sa note d'intention, il ne s'attaque ensuite pas tellement aux problématiques du capital, ni n'emploie les catégories que nous a léguées la critique de l'économie politique. On se retrouve seulement avec « l'Idée », qui reprend le rôle laissé vacant par le parti, proposant une coordination de l'esprit révolutionnaire opérant à quelque distance des développements dialectiques des forces sociales.

Badiou agence son livre selon une typologie des émeutes qui se sont déroulées autour du Printemps arabe. Ce n'est qu'une des approches génériques qui se recroisent dans de telles analyses, divisant les émeutes en fonction de leur statut politique, leurs circonstances ou leurs causes immédiates, la cohérence de leurs participants. Une autre est l'étude sociologique des émeutiers et de leurs conditions immédiates, et son proche parent, la phénoménologie (généralement à la première personne). Puis on a les études de cas des émeutes célèbres, à côté de relevés et de cartographies moins séduisants. Indépendamment de ses lacunes, la bibliothèque de l'émeute est sombre et profonde : seule une fraction peut ici en être abordée. Le présent ouvrage cherche à tenir d'autres promesses. Il s'appuie aussi sur la théorie de la valeur de Marx et la théorie de la crise dont elle est indissociable, sur les descriptions de la façon dont les zones urbaines se vident, comment des pans entiers de l'économie croissent et déclinent, et comment le système-monde capitaliste est organisé et désorganisé ; la tradition analytique des systèmes-monde fournit un cadre à la fois de portée mondiale et de *longue durée* dans lequel penser l'événement localisé de l'émeute.

4 A. Badiou, *Le Réveil de l'histoire,* Paris, Lignes, 2011, p. 18.

Il y a des limites à cette extension, nécessairement. Il est bien évident que des émeutes en Chine ou en Inde, pour prendre deux exemples contemporains, possèdent leurs caractéristiques propres (et leurs propres études en cours d'élaboration). Ce que j'affirme ici concerne principalement les pays occidentaux ayant connu la première industrialisation et à présent en cours de désindustrialisation. De tels lieux n'ont pas l'apanage des émeutes, mais ils présentent un terrain sur lequel une certaine logique transparaît, une logique de l'émeute et du capital dans la catastrophe de son automne. Ces affirmations sont malgré tout, je l'espère, transplantables, prises dans des évolutions politico-économiques qui sont elles-mêmes appelées à voyager.

En outre, tout comme la nouvelle ère des émeutes exprime les transformations mondiales du capital et est donc porteuse des conditions objectives de celui-ci, elle fournit l'occasion de s'interroger plus précisément sur ces transformations. Si ce livre comporte quelques nouveautés, ce sont celles-ci. Tout d'abord, des définitions clarifiées de *l'émeute* et de *la grève*, qui souffrent de davantage de confusion qu'on pourrait le croire. Deuxièmement, une explication des raisons du retour de l'émeute et de la forme qu'elle prend actuellement. Et troisièmement, une fois déduite une logique de l'émeute et de son rapport aux transformations du capital, quelques prédictions quant au futur de la lutte. Une théorie du présent, donc. A minima, la théorie devrait être en mesure de dire pourquoi, après que la justice a abandonné les poursuites contre l'officier de police qui a assassiné Michael Brown à Ferguson dans le Missouri, on a assisté à une vague d'émeutes dans tout le pays — et pourquoi, comme par télépathie entre paupérisés, les émeutes, ville après ville, ont pris la forme du blocage de l'autoroute la plus proche.

Émeute–grève–émeute'

Ce livre est organisé plus ou moins chronologiquement, depuis l'âge d'or de l'émeute jusqu'à l'âge des grèves, puis fait le trajet inverse, en insistant particulièrement sur les moments de transition. Il ne s'agit toutefois pas d'une chronique. Au fil du texte, on saisit l'occasion de développer une série de concepts et d'arguments sur l'émeute et l'économie politique. Le livre élabore un modèle

explicatif à même de relier les faits essentiels de notre présent, de sorte qu'ils puissent servir de témoins un peu plus éloquents. En se rapprochant de l'époque actuelle, les chapitres entrent forcément davantage dans les détails. Or, l'ensemble sera nécessairement une simplification des complexités sans fin de la réalité : c'est le lot des modèles heuristiques. Au moins, cela produit des ouvrages succincts.

La Loi sur les émeutes (1714) du roi Georges I^er^, réagissant en partie aux événements violents qui eurent lieu lors de son couronnement [*Coronation Riots*], se présente comme « une loi pour prévenir tapages et rassemblement séditieux [*riotous*] et pour le châtiment le plus prompt et le plus efficace des émeutiers [*rioters*] ». Dès l'origine, elle soulève le problème du caractère contagieux de l'émeute. La loi se préoccupe de déclaration, de langage — elle prescrit les formules devant être prononcées afin de déclarer un rassemblement illégal (d'où l'expression anglaise commune, *read the Riot Act,* « donner lecture de la loi sur l'émeute », qui signifie aujourd'hui « faire la leçon, sonner les cloches »). Avec cette loi, le terme d'émeute se départit nettement du sens plus ancien qu'il avait en anglais, « dévergondage ; débauche, dissipation, exubérance » et même de « festivités, hilarité ou nuisance immodérées », prenant son sens actuel de « troubles violents à l'ordre public par un attroupement ou un groupe de gens ; une éruption anarchique ou de désordre parmi la population ». L'emploi qu'en fait Chaucer présage, comme souvent, de sa modernité. Dans « Le conte du cuisinier » des *Contes de Canterbury*, il parle de « vol et dissipation [*riot*] étant lors synonymes », soulignant que le maître paye le prix des turpitudes de l'apprenti[5]. Il associe le mot au renversement des hiérarchies sociales.

5 Notons que l'auteur donne la citation dans le texte du XIV^e^ siècle, qui est généralement publié dans des versions modernisées, même si la langue de G. Chaucer représente une entrée dans l'anglais moderne. La traduction donnée ici est celle de Jules Derocquigny, publiée en 1908 (Éd. Felix Alcan), p. 125. On peut lire ce même vers (4395) dans une traduction plus récente : « Vol et partouzes [*riot*] s'appellent mutuellement » dans la version d'André Crépin (Gallimard, 2000) [NDT].

La transition de l'émeute à la grève prend place de façon irrégulière. La grève s'impose comme fait social à un moment donné entre 1790 et 1842, date de la première grève massive en Angleterre. À l'instar de nombreux changements importants, elle est aussi difficile à identifier au départ qu'elle se révélera totalement évidente par la suite. Il sera utile de repérer les continuités comme les oppositions, la façon dont les nouveaux contenus de lutte émergent des anciennes formes d'action et traversent ainsi des périodes d'ambiguïté. On pourrait dire la même chose du retour récent à l'émeute ; il est encore tôt. Avec le recul du mouvement ouvrier occidental, l'émeute prend son essor, relativement et absolument. Il y a inévitablement un intervalle au cours duquel les deux tactiques coexistent. D'un certain point de vue, elles semblent rivaliser pour prendre l'avantage ; d'un autre, l'instabilité de leur double présence au cours de cette seconde transition alimente une situation révolutionnaire, qu'on désigne par la dénomination largement répandue et pas tout à fait exacte de « 1968 ». L'année 1973, dans l'histoire-monde, en constitue le pivot, avec l'effondrement des profits industriels qui indique l'entrée dans ce qu'il faudrait à juste titre appeler la Longue Crise, accompagnée de recompositions de classe et d'une division mondiale du travail qui viennent peu à peu éroder toutes les possibilités de militantisme ouvrier en Occident. À partir des années 1980, la transition est largement achevée. Si cela apparaît tout d'abord comme faisant partie d'une fermeture plus générale des frontières révolutionnaires — comme la fin de l'histoire concomitante à la mise au rebut des communismes du XX^e^ siècle — ce jugement est à nouveau sujet à débat, un débat inextricablement lié au retour de l'émeute.

Émeute–grève–émeute, donc. Mais cela ne suffit pas. Une telle formule ne peut qu'indiquer un simple va-et-vient, ou pire, une régression atavique. Cette version ne manque pas de charmes, étant donné les tonalités affectives du présent, les signes d'un effondrement civilisationnel accéléré par la catastrophe écologique. Pourtant, on a là simplement une forme, et non une théorie. Ni explicative, ni juste. La nouvelle ère des émeutes, en bien des façons, ne ressemble pas à celle qui l'a précédée. Avant le XIX^e^ siècle, les difficultés générales auxquelles les pauvres étaient confrontés pour

assurer leur subsistance — non seulement les émeutes frumentaires (ou « émeutes sur le pain »), mais aussi les émeutes contre les enclosures, fort communes — fournissaient l'occasion à la confrontation sociale de faire irruption. Parmi ces événements on remarque en particulier des « émeutes contre l'exportation », des épisodes au cours desquels l'expédition des céréales à l'étranger, surtout en période de famine, était bloquée par des manœuvres concertées et coordonnées. On s'accorde à dire que cette distribution fondamentale des besoins prévaut aujourd'hui : les études positivistes qui lient le prix de l'alimentation aux émeutes sont monnaie courante et de bien des façons convaincantes, en particulier dans les pays à faible revenu salarial. Néanmoins, les émeutes, les unes après les autres, ne commencent plus au grenier à grains, mais au commissariat, au sens propre comme au figuré, motivées par l'assassinat par la police d'une jeune personne basanée, ou à la suite de l'incapacité de l'appareil judiciaire à établir correctement la responsabilité des violences policières. La nouvelle ère trouve son paradigme dans les émeutes de Los Angeles en 1992, à la suite de l'acquittement des policiers qui avaient été filmés en train de tabasser Rodney King après un contrôle routier — des émeutes qui se propagèrent à nombreuses autres villes et se prolongèrent pendant cinq jours. De plus en plus, l'émeute contemporaine fait ressortir une logique de racialisation et choisit comme adversaire direct l'État plutôt que l'économie. L'émeute fait son retour, non seulement dans un monde transformé, mais transformée elle-même.

Émeute–grève–*émeute prime*. Mieux. Ces termes scandent les trois parties de ce livre. Chacun a non seulement sa période, mais des lieux qui lui sont propres. Pour la première ère de l'émeute, le marché, mais plus encore le port ; pour l'ère de la grève, l'atelier ; et pour la nouvelle ère de l'émeute, la rue et la place. Pour respecter cette tripartition, ce livre devra établir à la fois la continuité entre les deux ères d'émeutes et leur différence : l'unité entre un tumulte sur le marché et des soulèvements souvent racialisés, dirigés en apparence contre l'État. Voici donc l'argument, sous sa forme condensée et résumée, auquel le reste de l'ouvrage adjoindra à la fois des spécificités et des digressions, ainsi qu'un cadre politico-économique et un coup d'œil vers l'avenir.

Le marché et l'atelier

La difficulté fondamentale pour une définition de l'émeute découle de sa profonde association avec la violence ; pour nombre de gens, cette association est si chargée affectivement, dans un sens comme dans l'autre, qu'il est difficile de la lever et par conséquent difficile de remarquer d'autres choses. Il est indubitable que nombre d'émeutes comportent de la violence — probablement la vaste majorité, si l'on inclut les atteintes aux biens dans cette catégorie, tout comme les menaces explicites ou voilées. Il n'est pas tout à fait clair s'il est naturel ou raisonnable d'inclure ces dernières. Le lien posé entre atteinte aux biens et violence ne relève pas d'une vérité, mais de l'adoption d'un ensemble particulier d'idées sur la propriété, ensemble de facture assez récente, dans lequel entrent en jeu des identifications particulières entre humains et richesse abstraite — identifications qui trouvent par exemple leur point culminant dans les dénominations légales désignant des entreprises comme des « personnes ».

Cet accent mis sur la violence de l'émeute vient toutefois dissimuler la violence quotidienne, systématique et généralisée qui empoisonne la vie de tous les jours dans la plus grande partie du monde. L'idée d'une socialité généralement pacifique dans laquelle la violence n'éclaterait que par interruption est un imaginaire réservé à quelques-uns. Pour les autres, la plupart, la violence sociale constitue la norme. La rhétorique de l'émeute violente devient un moyen d'exclusion, qui ne vise pas tellement la « violence », mais des groupes sociaux particuliers.

En outre, pendant plus de deux siècles, les grèves ont aussi fait intervenir la violence : batailles rangées entre ouvriers d'un côté et flics, jaunes et nervis de l'autre, qui à leur apogée ressemblaient à des engagements militaires. Si l'on élargit, comme précédemment, la catégorie, la violence est omniprésente dans les grèves, même sous forme de contre-violence défensive. Rapportant les événements français de 1968, le poète italien Angelo Quattrocchi écrivait :

> Les ouvriers peuvent menacer de détruire les machines, et la menace à elle seule peut bloquer une intervention armée. Maîtres de l'usine, la condition de leur dépossession est leur

> force même. Les machines, le Capital, possédées par d'autres et par d'autres manipulées, sont à présent entre leurs mains[6].

Dans ce passage, Quattrochi cherche à faire la différence entre la grève limitée, pour lui un événement veule et orchestré, et l'occupation d'usine. Il est symbolique qu'il ait choisi de faire cette distinction à ce moment-là, alors qu'il avait sous les yeux un Paris où émeute et grève étaient entrées dans une intense collaboration et émulation, chacune cherchant à dépasser non seulement ses limites propres, mais aussi celles de l'autre. Cela dit, la sinistre servilité de la grève limitée est elle-même un développement historique particulier. La situation réelle qu'il décrit, le potentiel qu'ont les ouvriers de disposer des rouages de la production comme bon leur semble est au cœur de la grève.

Mais cela laisserait déjà entendre qu'on connaît la différence entre émeute et grève. Si ce n'est pas la violence, alors quoi ? E. P. Thompson, dont la pensée polarise ce livre, offre des éléments de réponse dans son texte « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », qui marqua son époque. Si cette réponse reste étrangement négligée, c'est très probablement parce que le texte ne formalise jamais suffisamment la logique qu'il avance. S'attaquant aux raccourcis et à la puissance de dépolitisation que cache le terme d'« émeute frumentaire », il avance une conception plus systématique de l'économie politique de l'émeute :

> Il apparaît donc que, pour de nombreuses raisons, le terme d'« émeute » est un faible outil d'analyse ; c'est aussi un terme imprécis pour la description de mouvements populaires. Pour rechercher la forme caractéristique de l'action directe, nous ne devons prendre en compte ni les querelles aux portes des boulangeries londoniennes, ni les graves échauffourées provoquées par le mécontentement contre les gros meuniers, mais plutôt les « soulèvements populaires » (plus particulièrement en 1740, 1756, 1766, 1795 et 1800) dans lesquels les mineurs de

6 A. Quattrocchi, « What Happened » *in* A. Quattrocchi, T. Nairn (éds.), *The Beginning of the End. France, May 1968*, Londres, Verso, 1998, p. 49.

> charbon et d'étain, tisserands et bonnetiers jouèrent un rôle important. Au sujet de ces « insurrections », il faut noter en premier lieu leur discipline et ensuite le fait qu'elles présentent un modèle de comportement dont nous devons chercher l'origine plusieurs siècles auparavant. Ce modèle devient plus élaboré, plutôt que moins, au cours du XVIIIe siècle, se répétant apparemment spontanément en plusieurs points du pays et après de longues périodes sans incident. Ce qui domine n'est pas le sac des greniers et le pillage du grain, mais la « taxation des prix »[7].

C'est précisément la situation qui changera avec le tournant du siècle :

> Le conflit économique entre les classes dans l'Angleterre du XIXe siècle trouvait son expression caractéristique dans la question des salaires ; dans l'Angleterre du XVIIIe siècle, les travailleurs étaient plus promptement poussés à l'action par la montée des prix[8].

Thompson saisit la texture de la transformation profonde qui est en cours, fugace tout autant qu'immanente :

> Nous arrivons à la fin d'une tradition et la nouvelle n'est qu'à peine émergée. Dans ces années, l'autre forme de pression économique — la pression sur les salaires — devient plus vigoureuse ; il y a aussi quelque chose de plus que la rhétorique derrière le langage de la sédition : organisation de syndicat clandestin, serments, l'obscure « United Englishmen ». En 1812 les émeutes frumentaires traditionnelles recouvrent le luddisme. En 1816 les ouvriers de l'East Anglie ne taxent pas seulement les prix, ils demandent également un salaire minimum et la fin du système de secours de Speenhamland. Ils préfigurent

7 E. P. Thompson, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIIIe siècle » *in* G.-R. Ikni, F. Gauthier (éds.), *La Guerre du blé au XVIIIe siècle. La Critique populaire contre le libéralisme économique*, Montreuil, Éd. de la Passion, 1990, p. 63.

8 *Ibid.,* p. 34.

> les révoltes très différentes des ouvriers en 1830. La forme d'action plus ancienne s'attarde jusque dans les années 1840 et même plus tard : elle était profondément enracinée particulièrement dans le Sud-Ouest, mais dans les nouveaux territoires de la révolution industrielle elle évoluait par étapes vers de nouvelles formes d'action[9].

Prix et salaire vont main dans la main. L'un, la mesure du marché, l'autre de l'atelier et de la mine, du travail agricole une fois que les terrains autrefois communaux et l'agriculture de subsistance ont disparu, dans les flammes et le sang. R. H. Tawney dit quasiment la même chose, dans des termes quelque peu différents :

> L'économie du bourg médiéval [...] était telle que la consommation y jouait, aux yeux du public, le même rôle primordial d'étalon absolu que l'effort économique que devaient le faire les bénéfices au XIXe siècle[10].

Mais les salaires sont eux-mêmes une sorte de prix particulière. Quand on garde cela à l'esprit, la formule apparaît clairement : en premier lieu, *l'émeute fixe les prix des biens sur le marché, alors que la grève fixe les prix de la force de travail*. Il s'agit du premier niveau ou de l'horizon de l'analyse nécessaire à la compréhension d'une histoire de l'émeute, ce qu'on pourrait appeler le niveau pratique. La pratique politique dans sa pleine dimension est celle de la reproduction : du ménage et de l'individu, de la communauté locale. À la charnière entre XVIIIe et XIXe siècles, le centre de gravité du problème de la reproduction se déplace d'un endroit à l'autre, d'une lutte à l'autre.

Il va sans dire que consommateurs et travailleurs ne sont pas deux classes opposées, et encore moins successives. Ils sont bien plutôt des rôles temporaires dans l'activité collective nécessaire à la reproduction d'une seule classe : le prolétariat moderne en cours d'apparition, qui doit trouver sa place dans la conjonction

9 *Ibid.*, p. 84.
10 R. H. Tawney, *La Religion et l'Essor du capitalisme* (1926), Paris, Marcel Rivière, 1951, p. 40.

salaire-marchandise. Si l'un des deux moments prend le pas sur l'autre, cela témoigne du degré de développement social et technique dans cette conjonction, et la position relative qu'y occupent les prolétaires. Sur les lieux de l'émeute, ceux qui fixent les prix du marché peuvent être des travailleurs (notons les « mineurs de charbon et d'étain, tisserands et bonnetiers » de Thompson), mais ce n'est pas le fait immédiat qui les a conduits là. Comprenant cela, nous pouvons affiner nos définitions.

La grève est une forme d'action collective qui :

1 lutte pour la fixation du prix de la force de travail (ou les conditions de travail, ce qui est quasiment la même chose : le montant de misère qui peut s'acheter au poids) ;
2 fait intervenir des travailleurs *en tant que travailleurs* ;
3 se déroule dans le contexte de la production capitaliste et fait apparaître celle-ci par son interruption, l'arrêt des machines, le bouclage de l'atelier, etc.

L'émeute est une forme d'action collective qui :

1 lutte pour la fixation du prix des biens du marché (ou leur disponibilité, ce qui revient quasiment au même, car la question est identique, celle de l'accès) ;
2 fait intervenir des participants qui n'ont pas d'affinité particulière si ce n'est leur dépossession ;
3 se déroule dans le contexte de la consommation et fait apparaître l'interruption de la circulation commerciale.

Ce système est simple, mais puissant, et suffisant pour la période étudiée au départ par nos chercheurs, jusque tard dans le xx^{e} siècle. Il pose néanmoins problème pour le présent. Les luttes caractéristiques de l'*émeute prime*, la période qui s'ouvre dans les années 1960 avec la dernière embellie de la grève et qui se prolonge jusqu'à présent, ne peuvent en définitive se comprendre dans le cadre de la fixation des prix, même au sens élargi de Thompson. Mais elles ne peuvent pas non plus se comprendre sans celui-ci. C'est là que nous avons besoin d'un deuxième niveau ou horizon : celui de la périodisation, qui s'intéresse précisément au degré de développement technique et social du capital évoqué ci-dessus, dans toute l'éloquence et l'ambiguïté de ses ondulations.

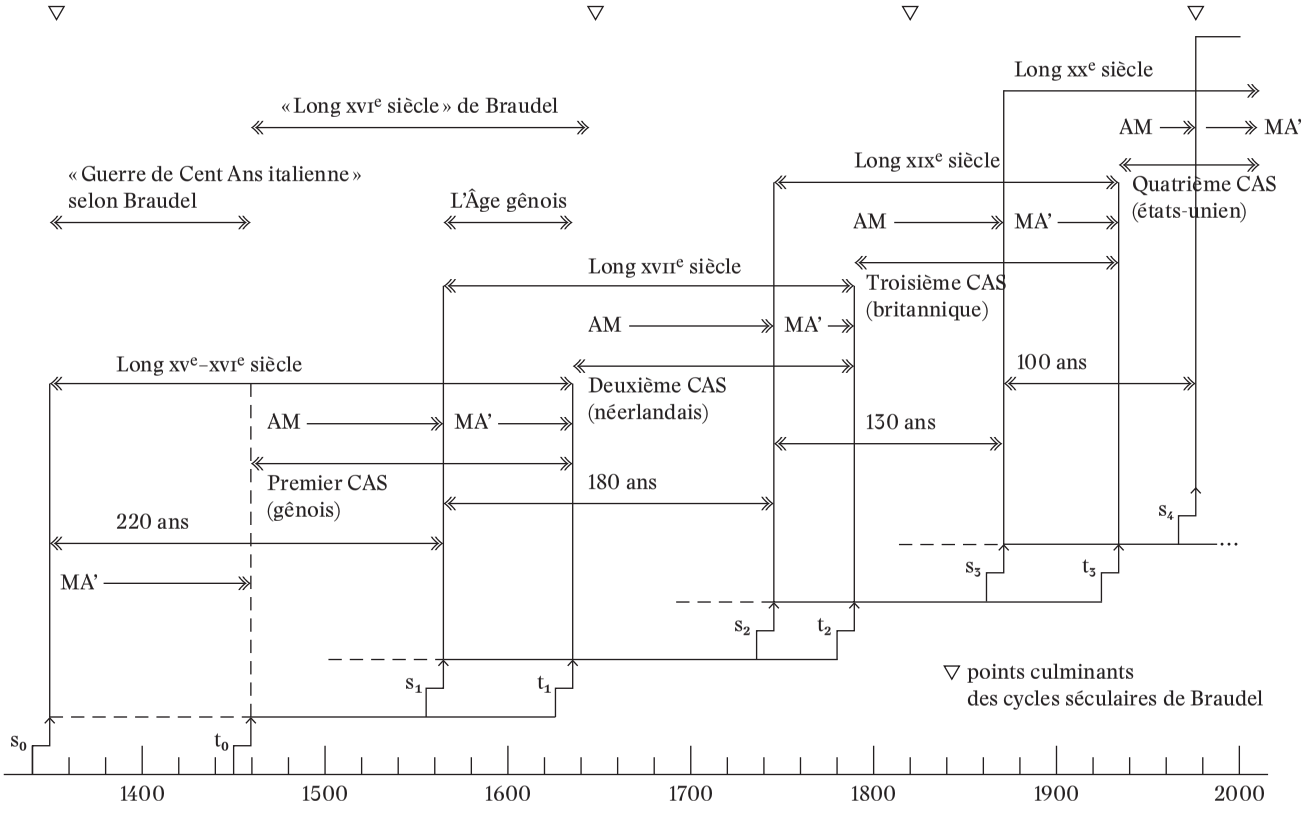
Circulation–production–circulation prime

Nous avons déjà remarqué que la première transition, émeute–grève, correspond historiquement et logiquement à la révolution industrielle et à son extension, ainsi qu'à l'intensification du rapport salarial au début du long XIXe siècle britannique. La seconde transition, *grève–émeute prime*, correspond quant à elle à la période d'« hégémonie déclinante » à la fin du long XXe siècle américain. Une grandeur et une décadence. Un moment de grâce dans le chaos et le tumulte de l'histoire qui nous conduit à présent à l'automne d'un empire connu diversement sous l'appellation de *capitalisme tardif, financiarisation, postfordisme*, etc. — ce long inventaire qui s'efforce de suivre la cadence du désastre protéiforme que nous connaissons.

Ces périodes sont tirées du schéma de Giovanni Arrighi, qui décrit quatre « longs siècles et cycles systémiques d'accumulation ».

« La principale caractéristique dans le découpage historique du capitalisme historique tel qu'il est ici représenté est la similarité structurelle de tous les longs siècles[11] », écrit Arrighi. La structure récurrente est une séquence tripartite qui commence avec un développement financier, impulsé au départ par le capital marchand ; un développement matériel de « toute l'économie-monde » conduit par l'industrie ou plus généralement le capital industriel, au cours duquel le capital accumule systématiquement ; et quand les limites sont atteintes, un développement financier final. Pendant cette phase, aucune reprise véritable de l'accumulation n'est possible, mais seulement des stratégies plus ou moins désespérées de report. Historiquement, le secteur financier de l'économie dominante trouve, dans une telle situation, une puissance industrielle en plein essor pour éponger son excédent de capital, finançant par là même son propre remplacement. Cette nouvelle puissance dominante part sur des bases nécessairement élargies, capables de relancer l'accumulation à une échelle mondiale, mais démarre du même coup à partir d'une position plus proche des limites de son propre développement — d'où les cycles superposés d'Arrighi,

11 G. Arrighi, *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of Our Times* (1994), Londres, Verso, 1996, p. 219–220.


« Long XVIe siècle » de Braudel
« Guerre de Cent Ans italienne »
selon Braudel
L'Âge gênois
Long XXe siècle
AM
MA'
Long XIXe siècle
Quatrième CAS
(états-unien)
AM
MA'
Long XVIIe siècle
Troisième CAS
(britannique)
AM
MA'
Long XVe–XVIe siècle
Deuxième CAS
(néerlandais)
100 ans
AM
MA'
130 ans
Premier CAS
(gênois)
180 ans
220 ans
MA'
s4
s3
t3
s2
t2
s1
t1
s0
t0
▽ points culminants
des cycles séculaires de Braudel
1400
1500
1600
1700
1800
1900
2000

s'élargissant et s'accélérant au fur et à mesure, la série des transferts désignée autrefois sous le nom de *translatio imperii*.

Cette schématisation a été l'occasion de diverses recherches sur la transition au capitalisme qu'on range souvent sous l'intitulé « Commerce ou capitalisme ? ». Robert Brenner, Ellen Meiksins Woods et d'autres ont souligné qu'il ne fallait pas confondre le développement des réseaux d'échange intensif et la réorganisation sociale qui l'accompagne avec le capitalisme à proprement parler, et en particulier avec « le développement effréné et systématique des forces productives » du capital, dont on ne peut dire qu'il ait commencé longtemps avant le cycle britannique et l'essor industriel[12]. C'est précisément cette distinction qui motive notre raisonnement. Les marchés précèdent indiscutablement le capitalisme et continuent d'exister avec lui : ils deviennent une partie constitutive du capitalisme uniquement après avoir été transformés par la conjonction salaire-marchandise et assujettis aux règles de la production de survaleur. Ceci rend compte de la première transition, émeute–grève.

Et cependant, il est difficile de contester les conclusions d'Arrighi quand il affirme que les empires commerciaux protocapitalistes ont suivi la même courbe de développement que leurs versions plus abouties. Les deux grands empires capitalistes, Royaume-Uni et États-Unis, conservent et transforment les formes de leur développement, leur conférant un nouveau contenu. Dans la spirale du capital, chaque cycle fait apparaître une phase dominée par la logique de la production, ce qui ici signifie la valorisation des marchandises, généralisée par Arrighi sous la forme A–M (Argent–Marchandises). Cette phase est entourée par d'autres, dominées par la circulation, car telle est la nature du capital marchand ou financier, définie par Arrighi comme réalisation des valeurs, ou M–A. Ce n'est jamais exclusif : les deux processus doivent suivre une trajectoire combinée ou le capital cesserait complètement d'être en mouvement (et le capital immobile ne constitue absolument pas du capital). Cette description concerne l'équilibre des forces au sein du circuit élargi du capital.

12 R. Brenner, *The Economics of Global Turbulence*, Londres, Verso, 2009, p. 13.

Nous disposons donc d'une périodisation qui correspond à nos pratiques : émeute–grève–*émeute prime* recoupe les phases de *circulation–production–circulation*. Il est vrai que la période autour du début du vingtième siècle a été pour le Royaume-Uni, alors l'économie capitaliste dominante, une période financière, ou axée sur la circulation. À cet endroit, le raisonnement d'Arrighi, avec ce schéma de périodes se recouvrant, devient clair. Alors que les États-Unis traversaient leur « Longue Dépression », correspondant à la transition britannique de la toute fin du XIX^e siècle, ils entreprirent néanmoins dans le même temps un développement considérable de la production sous l'impulsion d'une deuxième révolution industrielle, à même de contrebalancer le déclin britannique. Notre phase actuelle de circulation ne montre toutefois pas tellement de signes d'un tel contre-balancement systémique : la Chine, en dépit de toute l'attention qu'elle reçoit pour son rôle de nouvel atelier du monde, est déjà en train de se délester de travail industriel[13].

De fait, cela manifeste ce qui est unique, pour l'instant du moins, pour notre époque dans un cadre de systèmes-monde. Il est possible que la spirale des longs siècles ait épuisé tout l'espace nécessaire à ses développements ; il ne semble pas qu'une réforme à grande échelle soit à l'ordre du jour (quoi qu'on ne doive pas écarter trop facilement la capacité du capital à se sortir de pareilles crises totales). Le capital productif a régné entre, disons, 1784 et 1973. Il pourrait le faire encore. Pour l'heure, cela paraît incertain. Loin d'avaliser l'essor d'une puissance dominante, les États-Unis dans leur déclin (en dépit de leur secteur financier hypertrophié) arrivent au bout de leur trajectoire de pays massivement endetté. On peut maintenant affirmer que, même à un niveau mondial ou systémique, le capital se trouve dans une phase de circulation qui ne rencontre pas de production en plein boom ailleurs — une phase particulière que nous devrons inévitablement appeler *circulation prime*.

Par conséquent, on peut assimiler les régimes britannique et états-unien en un seul métacycle qui suit la séquence *circulation–production–circulation prime*. Cela demande, une fois encore, un certain

13 Cf. A. Freeman, « Investing in Civilisation. What the State Can Do in a Crisis » *in* J. Guard, W. Anthony (éds.), *Bailouts and Bankruptcies*, Winnipeg, Fernwood, 2009.

lissage heuristique de la trajectoire changeante du système-monde capitaliste. C'est un argument, non une pure vérité. Nous pensons toutefois que c'est un argument convaincant : il est possible de faire correspondre les trois phases d'Arrighi avec la périodisation du capital de Brenner, dans ce qui peut être décrit comme un « arc d'accumulation », du moins en Occident, partant du commerce avec la révolution industrielle et retombant dans la finance avec la désindustrialisation généralisée, sans qu'on voie poindre un renversement. La séquence contemporaine émeute–grève–*émeute prime* devient alors une histoire du capitalisme et une manifestation de sa forme actuelle, des contradictions du présent.

Émeute et crise

Pour que le retour de l'émeute puisse témoigner de l'état du capitalisme en tant que tel, il faut plus qu'une coïncidence entre deux séquences. Il faut un enchaînement théorique. C'est le troisième et dernier niveau, ou horizon analytique, celui de l'histoire elle-même, par lequel on entend la combinaison entre les luttes vécues et les contraintes au mouvement autoproduit du capital, entendu comme mouvement réel de l'existence sociale. Qu'est-ce qui, dans le mouvement objectif du capital, allie l'émeute à la circulation, la grève à la production, et nous fait passer de l'un à l'autre ?

Cette question a déjà reçu une réponse préliminaire. Les phases emmenées par la production matérielle suscitent des luttes dans la production, sur le prix de la force de travail ; les phases conduites par la circulation connaissent des luttes sur le marché, sur les prix des biens. Il s'agit d'une approche synchronique, à laquelle manque une dynamique qui nous emmène d'une phase à l'autre ; qui plus est, elle n'aborde pas les spécificités de l'*émeute prime* et de la *circulation prime*. Cela nécessite un bref détour par la théorie marxienne de la crise[14].

14 On souligne souvent que Marx n'a pas laissé de théorie aboutie de la crise. Sa théorie de la valeur en général nous donne cependant les fondements logiques pour une théorie élaborée. Pour le meilleur résumé de la question, cf. A. Shaikh, « Introduction to the History of Crisis Theories » *in U.S. Capitalism in Crisis*, New York, Economics Education Project of the Union for Radical Political Economics, 1978.

La valeur, selon Marx, existe à la fois qualitativement comme rapport social et quantitativement dans la valeur d'échange[15]. La valeur d'échange que porte une marchandise permet la survaleur, « essence invisible du capital », valorisée dans la production et réalisée comme profit dans la circulation. La circulation, que Marx a du mal à déchiffrer, ne peut jamais être elle-même la source de nouvelle valeur pour le capital dans son ensemble. Cette possibilité est longuement traitée dans *Le Capital*, dans un passage teinté de condescendance qui s'achève ainsi :

> De quelque manière qu'on s'y prenne, le résultat reste le même. L'échange d'équivalents ne fait pas naître de survaleur et l'échange de non-équivalents ne fait pas naître non plus de survaleur. La circulation ou l'échange de marchandises ne crée pas de valeur[16].

Ces catégories sont sans cesse brouillées, en particulier par les limites de la « circulation ». Le développement extraordinaire des transports, qui est une des caractéristiques principales de notre époque, semble à première vue faire parfaitement l'affaire, assurant la circulation des produits en réalisant comme profit la survaleur valorisée ailleurs. Certains font au contraire valoir que leur déplacement accroît la valeur des marchandises. Dans son sens le plus étroit, les « purs frais de la circulation » peuvent être limités aux activités qui ne concernent que l'échange, le transfert abstrait de titre : vente, comptabilité, etc. En outre, la financiarisation et la « mondialisation » (par quoi on entend l'extension jusqu'aux limites planétaires des réseaux et des processus logistiques, coordonnée par le progrès des technologies de l'information, TIC) doivent aussi se comprendre respectivement comme des stratégies temporelles et spatiales pour assimiler de nouveaux intrants de valeur, venus d'autres lieux et d'autres moments. Mais cela ne fait que confirmer que la phase actuelle de notre cycle d'accumulation est définie par l'effondrement de la production de valeur au cœur du système-monde. C'est pour

15 Pour la glose la plus éloquente sur cette partie de la théorie de Marx, cf. I. I. Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx* (1928), Paris, Syllepse, 2009.
16 K. Marx, *Le Capital* (1867), Paris, PUF, 1993, p. 184.

cette raison que le centre de gravité du capital glisse vers la circulation, emmené par la troïka du toyotisme, des TIC et de la finance.

Les faits concrets s'avèrent en l'espèce très éclairants. Comme le remarque Brenner :

> De 1973 à nos jours, la performance économique des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon, d'après chaque indicateur macroéconomique standard, s'est dégradée, cycle économique après cycle économique, décennie après décennie (à l'exception de la seconde moitié des années 1990)[17].

La croissance mondiale du PIB des années 1950 aux années 1970 est demeurée supérieure à 4 % ; depuis, elle est passée en dessous des 3 %, parfois bien en dessous[18]. Même les meilleurs moments de la Longue Crise ont été largement pires que les pires moments de la Longue Prospérité qui l'a précédée. Si l'on partait du principe que les transports peuvent faire partie de la valorisation tout autant que de la réalisation, nous serions quand même confrontés au fait que les vastes déploiements du transport mondial et l'accélération du temps de rotation depuis les années 1970 vont de pair avec le recul de la production industrielle dans les pays capitalistes les plus importants. Cette marche simultanée est à son tour concomitante de ce que, précisément, la théorie de la valeur prévoit lors d'un glissement vers la circulation : moins de production de valeur, moins de profits systémiques. Quelle que soit la façon de l'envisager, le trafic maritime et la finance ne semblent pas avoir stoppé la stagnation et le déclin de la rentabilité mondiale. Empruntant un terme de Gilles Châtelet, on pourrait qualifier leur collaboration de « cybermercantilisme », comparable à ce mode préindustriel : nulle application de la recette « acheter à bas coût, vendre à des prix élevés », nul accroissement des ventes ne peut déboucher sur un développement.

Mais cela ne signifie pas qu'ils n'ont pas contribué aux profits de telle ou telle entreprise qui, en baissant ses coûts de circulation, gagne

17 R. Brenner, « Prólogo » in *La economía de la turbulencia global* (2006), Madrid, Akal, 2009, p. 29.
18 *Ibid.*, p. 31.

un avantage comparatif pour sa manche de *beggar-thy-neighbour*, ce jeu du chacun-pour-soi qui sert de métaphore protectionniste chez Adam Smith, mis au goût du jour via les TIC. De la même façon, les entreprises peuvent se lancer dans des combines de redistribution et de remise en circulation de valeur déjà existante, en prélevant une partie au passage. Sans nous aventurer trop loin dans le dédale marxologique, on peut affirmer sans soulever trop de controverses que le capital, dans la période en question, confronté à des retours d'investissement en forte baisse dans les secteurs traditionnellement productifs, s'aventure à la recherche du profit au-delà des limites de l'usine — dans le secteur de la FAIM (Finance, Assurance, IMmobilier), suivant les voies ouvertes par les réseaux logistiques mondiaux — sans pour autant y trouver une solution pérenne à la crise qui l'a conduit au départ à déserter la production. Au contraire : davantage de brassage frénétique, des combines plus sophistiquées, des bulles plus grosses, de plus graves plantages.

Dans un mouvement de désespoir dialectique, la chose même qui a poussé le capital dans la lutte fratricide de ce jeu à somme nulle qu'est la sphère de la circulation a quasiment le même effet sur une fraction de plus en plus grande de l'humanité. La crise et le chômage, les deux grands thèmes du *Capital*, sont tous deux des expressions du défaut tragique du capital : que, par la recherche de profit, il soit amené à détruire la source du profit, se précipitant vers ses limites objectives sous l'action de son insatiable besoin d'accumulation et de productivité. Les *Grundrisse* nous en donnent l'énoncé le plus concis :

> Le capital est lui-même la contradiction en procès, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que de l'autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme de travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition — question de vie ou de mort — pour le travail nécessaire[19].

19 K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*, Paris, Éd. Sociales, 2011, p. 662.

Cette « contradiction en procès » n'est autre que la loi de la valeur elle-même en mouvement, qui apparaît sous plusieurs formes. On peut l'envisager comme contradiction entre valeur et prix, respectivement la mesure de la production et de la circulation — qui s'avère être aussi la contradiction entre le capital dans son ensemble et les capitaux particuliers. Ceux-ci ne se préoccupent pas de l'état du système capitaliste dans sa totalité et ne sont pas forcés de le faire. Ils sont par contre tenus de surpasser les autres capitaux de leur secteur. Ainsi, même si le besoin d'expansion, de générer plus de valeur qui conduit à l'accumulation systémique, est, du point de vue d'ensemble du capital, un impératif existentiel, les capitalistes individuels ne réfléchissent pas en termes de valeur et d'accumulation. Ils mesurent leur existence en prix et en richesse, et sont contraints de rechercher le profit partout où il peut se trouver, indépendamment des conséquences pour la totalité.

Ce phénomène unitaire ne constitue pas moins une contradiction entre survaleur absolue et relative. Les luttes entre capitalistes en vue d'économiser sur tous les processus remplacent tour à tour de la force de travail par des machines et des formes d'organisation plus efficaces et augmentent donc avec le temps le ratio entre capital constant et variable, entre travail mort et vivant, éjectant la source de survaleur absolue dans sa lutte pour sa forme relative.

La crise est le développement de ces contradictions jusqu'au point de rupture. Cela se manifeste non comme une pénurie d'argent, mais comme un excès. Les gains réalisés restent en jachère, incapables de se transformer en capital, parce que plus rien n'incite à venir investir davantage dans la production. Les usines s'arrêtent. Cherchant des salaires ailleurs, les travailleurs déplacés découvrent que l'automation servant à économiser du travail s'est propagée dans toutes les branches de production. Le travail inutilisé s'empile côte à côte avec des moyens inutilisés. C'est la production de l'improduction.

On revient ici sous un aspect un peu différent à la question de la classe, sous la forme de ce que Marx nomme « la surpopulation consolidée, dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments infligés par le travail [...] Enfin, plus la couche des Lazare de la classe ouvrière et l'armée ouvrière de réserve sont

importantes et plus le paupérisme officiel augmente. *Ceci est la loi absolue et générale de l'accumulation capitaliste*[20]. » Comme la revue *Endnotes* le souligne dans l'examen le plus pertinent de la question, « cette surpopulation ne doit pas se retrouver complètement "en-dehors" des rapports sociaux capitalistes. Le capital peut ne pas avoir besoin de ces travailleurs, ils ont toujours besoin de travailler. Ils sont donc contraints de se proposer pour les formes les plus abjectes d'esclavage salarié, sous la forme de services et de productions minables[21] », sous la forme de marchés informels et souvent illégaux d'échange direct qui font leur apparition parallèlement aux défaillances de la production capitaliste.

Il n'est pas surprenant que cette surpopulation soit racialisée dans tout l'Occident. La capacité du capital à réaliser des profits a toujours nécessité la production et la reproduction des différences sociales ; dans un marché du travail où la demande excède l'offre, le dispositif des différences salariales fait passer du quantitatif au qualitatif. Parallèlement aux « reprises sans nouveaux emplois » qui, depuis 1980, servent à étayer les théories d'un excédent toujours croissant, le taux de chômage parmi, par exemple, les Noirs américains, a régulièrement flirté avec le double de la moyenne courante, sinon plus, contribuant entre autres au développement du complexe carcéro-industriel pour la gestion de cet excédent humain. Le processus de racialisation lui-même est intimement lié à la production des populations excédentaires : chacun des deux contribue à l'autre suivant diverses logiques d'exclusion radicale. Comme le fait valoir Chris Chen :

> L'essor du système carcéral américain anti-noir à partir des années 1970 met en lumière les rituels de la violence civile ou d'État qui contribuent à la racialisation de la vie des exclus du salariat, et à l'assignation raciale de cette exclusion. Du point de vue du capital, la « race » se renouvelle non seulement au moyen de différentiels de salaire constamment racialisés, ou par une sorte de ségrégation professionnelle instituée par les

20 K. Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 723.
21 « Misère et dette » in *Endnotes*, nº 2, 2010, disponible en ligne.

> précédentes théories raciales d'un « marché du travail divisé », mais aussi par la racialisation des populations excédentaires ou superflues exclues du salariat, depuis Khartoum jusqu'aux bidonvilles du Caire[22].

Ceci fonctionne aussi au niveau de l'émeute contemporaine, une rébellion surnuméraire qui est, tout à la fois, un marqueur et un marquage racial. D'où une ultime distinction d'avec la grève, qui existe sous sa forme moderne dans un cadre légal (même si elle le déborde souvent). On commence ici à entrevoir la sorte de travail idéologique à l'œuvre quand le caractère particulièrement illégitime de l'émeute est mis en avant. L'illégalité de *l'émeute prime* est, entre autres choses, l'illégalité du corps racialisé.

Luttes sur la circulation

Une population, donc, dont l'être même — la possibilité de sa reproduction — est recentré depuis la sphère de la production vers celle de la circulation par la réorganisation économique. Il ne s'agit pas de la « société de consommation » dans l'acception populaire, de « la victoire définitive du matérialisme par le culte universel de la marchandise-fétiche[23] ». Mais il s'agit néanmoins d'une société consumériste : une population surnuméraire faisant face au sempiternel problème de la consommation sans accès direct au salaire. Pas de façon absolue, pas sur toute la planète, mais suffisamment. Nous parlons d'évolutions tendancielles. Quand ce qui sert de base à la survie du capital se déplace suffisamment vers la circulation et que ce qui sert de base à la survie des paupérisés évolue de la même façon, on tombe fatalement sur *l'émeute prime*. Elle est donc le nom de la réorganisation sociale, la période au cours de laquelle elle agit, et la forme dominante d'action collective qui correspond à cette situation.

22 C. Chen, « The Limit Point of Capitalist Equality » in *Endnotes*, nº 3, 2013, p. 217.

23 T. Nairn, « Why It Happened » *in* A. Quattrocchi, T. Nairn (éds.), *op. cit.*, p. 136.

Nous avons là une façon quelque peu technique de parler d'exclusion et de paupérisation, sans doute, en employant les catégories de l'économie politique et de sa critique. La vertu d'un tel langage se trouve dans sa capacité à expliquer le lien entre émeute et *émeute prime* — de montrer que l'émeute frumentaire et l'émeute raciale, cette paire de mal-nommés, entretiennent un lien profond. Pour résumer, la crise manifeste un passage du centre de gravité du capital vers la circulation, à la fois théoriquement et concrètement, et l'émeute doit se comprendre en dernière instance comme une lutte sur la circulation, dont la fixation des prix et la rébellion excédentaire sont des formes distinctes, même si elles sont liées.

Le nouveau prolétariat, qui doit à présent (en accord avec le sens original du mot) être étendu aux populations excédentaires qui font partie des « sans-réserves », se trouve dans un monde changé. Nous avons déjà détaillé certains des changements. On peut dépeindre la situation sous la forme d'un chiasme définitoire de son époque. En 1700, la police telle que nous la connaissons n'existait pas ; le bailli ou le bedeau de circonstance surveillait la place du marché. Au même moment, la plus grande partie des subsistances quotidiennes était produite localement. En bref, l'État était loin et l'économie proche. En 2015, l'État est proche et l'économie loin. La production s'est volatilisée ; les marchandises sont assemblées et livrées au moyen de chaînes logistiques mondiales. Même les aliments les plus basiques viennent probablement du continent d'à côté. En parallèle, l'armée professionnelle intérieure de l'État n'est jamais loin — de plus en plus militarisée, sous prétexte de mener la guerre au trafic de drogue et au terrorisme. *L'émeute prime* ne peut que se soulever contre l'État ; pas moyen pour elle de ne pas le faire.

La rencontre spectaculaire avec l'État ne devrait toutefois pas nous amener à penser que l'émeute contemporaine n'a aucune forme directement économique, en sus de son contenu politico-économique. Ses deux formes visibles sont la destruction économique et le pillage, l'une venant souvent après l'autre dans une négation conjointe de l'échange et de la logique marchands. Bien que cet aspect de l'émeute apparaisse universellement, il est invariablement traité comme une déviation et une compromission de la doléance initiale qui aurait pu donner à l'émeute sa légitimité.

Comment le vol pur et simple pourrait-il prétendre à quelque dimension morale ? Le seul fait que cela semble mystérieux souligne un moment de neutralisation idéologique et de suprême ignorance historique. Le pillage n'est pas le moment du faux, mais du vrai qui résonne dans les siècles et les siècles de l'émeute : une version de la fixation des prix sur le marché, même si c'est à zéro. C'est un tournant désespéré de la question de la reproduction, mais un tournant dramatiquement limité par la structure du capital à partir de laquelle il fonctionne au départ.

Si l'émeute pose la question de la reproduction, elle le fait comme négation. Elle se pose en renversement du devenir du travail dans la modernité tardive. La puissance historique du travail reposait sur l'expansion du secteur productif et sur sa capacité à s'emparer d'une fraction de l'excédent croissant. Depuis le tournant des années 1970, le travail a été réduit à des négociations défensives, forcé de préserver les entreprises capables de payer des salaires, affirmant la domination du capital en retour de sa propre préservation. Le travailleur qui apparaît *en tant que travailleur* dans la période de crise fait face à une situation dans laquelle « le fait même d'agir en tant que classe, dans la lutte contre le capital, apparaît comme une contrainte extérieure[24] ». Cette dynamique, que nous pourrions nommer le piège de l'affirmation, est devenue une forme sociale généralisée et un cadre conceptuel, l'irrationalité rationnelle de notre époque. Le désordre même de l'émeute peut se comprendre comme sa négation immédiate.

De telles luttes ne peuvent, à leur tour, éviter d'affronter le capital là où il est le plus vulnérable. Il n'est pas nécessaire d'attribuer une quelconque conscience à cette forme latente de conflit avec le capital. Poussée vers l'espace de la circulation, l'émeute se trouve là où le capital a de plus en plus déplacé ses ressources. La survenue plus ou moins simultanée d'émeutes sur les voies rapides de Saint-Louis, Los Angeles, Nashville et de plus d'une dizaine d'autres villes constitue un jugement de la circulation aussi décisif qu'on peut l'imaginer. Il est assez facile de déclarer que tel blocage

24 Théorie communiste, « C'est au présent que nous parlons de communisation » in *Des nouvelles du front*, disponible en ligne.

est largement symbolique : combien de capital se trouve ailleurs, mondialement distribué, résiliant, dématérialisé ? Les bloqueurs d'autoroute de la fin novembre 2014 sont néanmoins un index de la situation réelle dans laquelle la lutte aura lieu. Ils manifestent en outre les limites des diverses catégories d'émeute. Ils sont les descendants incontestables des émeutes prémodernes contre l'exportation. Ils ne font pas moins partie de cette même fratrie, qui englobe la fermeture forcée du port d'Oakland en 2011 et du long blocage « No TAV » contre le projet de tunnel dans la vallée de Suse. Comprendre cela, c'est comprendre que l'émeute est une tactique privilégiée, dans la mesure où elle représente toute la catégorie plus large que l'on nomme « luttes sur la circulation » : l'émeute, le blocage, l'occupation et, à l'horizon lointain, la commune.

« Nous arrivons à la fin d'une tradition et la nouvelle n'est qu'à peine émergée », écrivait Thompson à propos de la transition survenue il y a deux cents ans[25]. Même la presse bourgeoise s'en rend compte : en 2011, *Time* faisait sa couverture avec un émeutier de Tottenham, portant cagoule et survêtement, sur fond de flammes, et titrait « Le déclin et la chute de l'Europe (et peut-être de l'Occident)[26] ». Quelque chose a pris fin, ou aurait dû prendre fin ; tout le monde peut le sentir. Nous sommes dans une sorte d'interrègne. Une accalmie misérable que la sensation d'une déchéance et les feux qui s'élèvent au-dessus du terrain planétaire des luttes illuminent de toutes parts. Les chansons à la radio restent les mêmes — affreuses, abasourdissantes. Elles nous promettent que rien n'a changé, mais elles ne tiennent jamais leurs promesses, n'est-ce pas ? Les fissures dans l'organisation sociale qui a eu cours pendant quelque temps s'élargissent d'une semaine à l'autre. Et pourtant, cette inquiétude tenace, cette désagréable suspension. Y aura-t-il une restauration ? Une catastrophe plus importante ? Que devrions-nous préférer ? C'est cela, la tonalité de l'époque des émeutes.

25 E. P. Thompson, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », *op. cit.*, p. 84.
26 *Time*, 22 août 2011.

PARTIE 1 : ÉMEUTE

CHAPITRE 1
QU'EST-CE QU'UNE ÉMEUTE ?

Ce qui est en jeu dans la définition de l'émeute n'est pas simplement la possibilité d'opérer des distinctions historiques, qui ont leur utilité, mais de déchiffrer l'importance et le potentiel politique de l'émeute. C'est aussi une problématique de recherche. Il est vrai que l'émeute voit souvent se manifester la violence, directe, indirecte, ou sous forme de menaces. Les difficultés surgissent dès lors qu'on indexe l'une en fonction de l'autre. Si l'on parcourt les archives publiques et qu'on sélectionne comme éléments de recherche « violence » et les termes qui s'y rapportent, ce choix d'index affectera profondément les résultats. Et oui : le présupposé selon lequel la violence est un indicateur de l'émeute va immédiatement poser problème pour toute conceptualisation utile de l'activité en question.

Voyez comment les confusions se multiplient dès qu'on fait cet amalgame, par exemple dans l'incipit du livre de Gilje, *Rioting in America :*

> Même au cours des premières années du XIXe siècle, alors que les travailleurs peaufinaient leurs tactiques de grève, il fallait recourir à la coercition pour réaliser l'unité et convaincre les propriétaires de la légitimité des revendications ouvrières. Cette coercition a souvent pris une forme émeutière — que ce soit couvrir de goudron et de plumes un fabricant de chaussures récalcitrant à Baltimore ou faire le coup de main contre les briseurs de grève sur les quais de New York. Pour faire face à

> la force, on rassemblait ses forces, et l'histoire du mouvement ouvrier états-unien des années 1830 au xx^e^ siècle est jalonnée d'émeutes et de violence. Avant 1865, les grèves les plus violentes se limitaient à quelques commotions cérébrales et restaient des affaires locales. Après 1865, les émeutes prirent une dimension nationale. Au cours de la grande grève des chemins de fer de 1877, les ouvriers affrontèrent l'armée, de Baltimore à San Francisco. Par leur ampleur, ces guerres ouvrières faisaient sans cesse les gros titres de la presse nationale, avec les batailles de Homestead en 1892, à Pullman en 1894, Ludlow en 1914 et à Blair Mountain, en Virginie-Occidentale, en 1921. Lorsqu'on ajoute à ces cataclysmes majeurs d'innombrables escarmouches dans les villes, les villages et les campagnes, on constate qu'une bonne part de l'histoire ouvrière étatsunienne s'écrit avec le sang des émeutes[1].

Nous avons la surprise d'apprendre que l'émeute est un trait caractéristique de l'histoire ouvrière. C'est un supplétif à la grève, son bras armé. Ou peut-être que l'émeute n'est-elle qu'une sous-catégorie, *la grève violente* : elle est parfois hissée au rang de « guerre ouvrière », pour déboucher sur une afféterie finale qui vise à accoler les mots « émeutes » et « sang ».

Comme c'est souvent le cas même avec les amalgames les plus arbitraires, il y a du vrai là-dedans. On retrouve les accents évocateurs de la formule « écrit sous forme d'émeutes, dans le sang » du *Capital*. Marx, dans sa fameuse description de l'accumulation primitive, souligne la violence des expropriations qui fournissent les conditions pour que le capitalisme soit possible. Alors que les chevaliers à l'épée cèdent la place aux chevaliers d'industrie, il ressort dorénavant que l'appropriation de l'excédent par le capital, contrairement à tous les modes de production précédents, est garantie au moyen du consentement librement donné. Mais cette double libération du travail — *quand on est libéré des* moyens de subsistance et *libre de* pouvoir employer ses capacités comme on l'entend — a précisément été rendue possible par cette violence originelle, qui

1 P. A. Gilje, *op. cit.*, p. 3.

n'est pas dissoute, mais bien subsumée et préservée dans la domination impersonnelle du rapport de travail.

Pas étonnant, donc, que la violence hante le lieu du travail. On a là le noyau de vérité du récit de Gilje et le moment à partir duquel la violence aurait pu être analysée indépendamment des éléments constitutifs de l'émeute. À la lumière de cette distinction, il aurait été possible d'examiner la puissance idéologique de cette association exclusive. C'est précisément ce qui n'est pas fait. Il est dans la nature de la pensée bourgeoise de préserver la justification morale d'un antagonisme social, au détriment de sa caractérisation pratique. À la place, nous trouvons donc remarquablement soulignée l'idée que la violence est toujours et en toute circonstance le signe de l'émeute — même quand elle implique « le coup de main contre les briseurs de grève », ce qui est évidemment absurde. Mentionnant « des précédents juridiques », Gilje parvient finalement à sa définition complète d'une émeute, « tout groupe de douze personnes ou plus cherchant à immédiatement affirmer leur volonté par l'usage de la force, en dehors du cadre normal de la légalité[2] ». On ne peut s'empêcher de remarquer que l'émeute est le verso d'un jury états-unien.

Avec cette façon de voir les choses, l'émeute est toujours et partout illégitime, ce qui ne nous surprend pas, s'il n'était d'abord proclamé qu'elle avait pour vocation « à persuader les possédants de la légitimité des revendications des travailleurs ». À partir de là, les problèmes de catégorie ne peuvent que se multiplier. Une telle approche a pour conséquence de ramener entièrement la grève à son aspect le plus minimal et ascétique, l'inaction que constitue l'arrêt de travail. Elle est toujours pacifique et respectueuse de la loi, malgré les longues périodes historiques au cours desquelles même la plus timorée des grèves ou des « coalitions » était illégale et contrairement aux innombrables exemples d'affrontements lors des piquets de grève, entre autres formes de violence.

Avec de telles élaborations allant à l'encontre des faits, on débouche sur un modèle de grève nettement restreint, autant pour les actions qu'il peut intégrer que pour sa portée historique et

2 *Ibid.*, p. 4.

géographique. De fait, la grève telle qu'on l'envisage ici n'existe quasiment pas. Une telle définition a aussi l'effet contraire d'élargir et dénaturer l'idée qu'on se fait de l'émeute, au-delà de toute particularité : elle est censée se retrouver en tous lieux et à tout moment, douée d'une essence quasi transhistorique. La définition que nous propose David Halle et Kevin Rafter est plus convaincante, même si elle reste limitée :

> [L'émeute] fait intervenir au moins un groupe agissant ouvertement, avec peu ou pas de volonté de dissimulation, qui s'en prend illégalement à au moins un autre groupe, qui attaque ou envahit illégalement une propriété privée [...] démontrant que les autorités ont perdu le contrôle [...] les attaques sur un autre groupe ou sur la propriété privée atteignant un certain seuil d'intensité[3].

On peut comparer cela avec ce qu'avance William Sewell, un des historiens les plus connus de l'action collective. Tout en s'inspirant de Tilly, Sewell, lui aussi, accorde à la violence une place de choix dans son cadre d'analyse des différentes périodes historiques, et conclut qu'« il est toujours possible d'expliquer l'argument de Tilly sous une forme plus économique en employant sa typologie de la violence : concurrentielle, réactive ou proactive[4] ». Sewell se distingue de Gilje quand il rapporte les termes de grève/émeute à des registres de violence au lieu de contraindre les deux cadres d'analyse à se superposer, ce qui lui permet d'identifier le glissement d'une tendance majeure à l'autre au sein d'un répertoire d'actions sujet aux transformations historiques. Ce qui revient à dire qu'il préserve la possibilité d'une périodisation en tant que telle, chose que Gilje abandonne effectivement en escamotant la moitié de l'action de l'histoire. Tilly écrit :

3 D. Halle, K. Rafter, « Riots in New York and Los Angeles. 1935–2002 » *in* D. Halle (éd.), *New York and Los Angeles. Politics, Society, and Culture. A Comparative View*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, p. 347.

4 W. Sewell, « Collective Violence and Collective Loyalties in France. Why the French Revolution Made a Difference » in *Politics and Society*, nº 18, 1990, p. 529.

> Le répertoire des actions collectives évolue de deux façons : l'ensemble des moyens dont disposent les gens change en fonction des transformations sociales, économiques et politiques, alors que chaque moyen d'action individuel s'adapte aux nouvelles occasions et aux intérêts nouveaux que présente l'action. La délimitation de cette double évolution du répertoire constitue une tâche fondamentale de l'histoire sociale[5].

La description de l'émeute comme forme changeante de la violence sociale générale, évoluant au gré des circonstances, alimente la seconde partie de cette affirmation, en annulant la première — et avec elle, toute opportunité de comprendre la portée systématique du retour de l'émeute.

L'économique et le politique

L'équivalence posée entre émeute et violence a constitué un outil essentiel à la limitation politique de l'émeute, son exclusion de la sphère politique à proprement parler, implicitement évaluée selon un modèle de conscience de soi ou d'absence de celle-ci. C'est ce modèle que Thompson vouait au pilori, le qualifiant de « vision spasmodique » de l'histoire populaire.

> Selon celle-ci, le menu peuple peut à peine être considéré comme un agent de l'histoire avant la Révolution française. Avant cette période, il ne s'impose qu'occasionnellement et par à-coups au déroulement de l'histoire dans des moments de soudaines crises sociales. Ces intrusions sont plus spontanées que conscientes ou organisées, de simples réponses à des stimuli économiques[6].

De telles conceptualisations sont remises au goût du jour dans les approches scientifiques, positivistes et quantitatives, par exemple celles de l'Institut des systèmes complexes de Nouvelle-Angleterre.

5 C. Tilly, « Getting It Together in Burgundy. 1675–1975 » in *Theory and Society*, 4 : 4, 1977, p. 493.

6 E. P. Thompson, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e^ siècle », *op. cit,* p. 31.

Leur étude de 2011 sur les pays à faible revenu salarial établit une corrélation abracadabrante dans laquelle les auteurs « identifient un seuil particulier des prix alimentaires au-dessus duquel la contestation devient probable[7] ». On obtiendrait des conclusions plus nuancées à partir des mêmes présupposés implicites, en articulant les augmentations intolérables de prix avec des changements économiques plus larges, tels que les programmes d'ajustement du FMI et le renforcement des échanges commerciaux, qui fragilisent les régimes alimentaires précaires. Tout en soulignant le caractère délibérément construit de la pénurie et de la famine, ces analyses postulent néanmoins un mécanisme véritablement autonome où s'enchaînent stimulus et réaction. La définition de l'émeute ici à l'œuvre est conditionnelle. C'est simplement ce qui survient quand les prix des denrées parviennent à un point culminant, une autre version de l'approche des « historiens du développement » que fustige Thompson, « passant sous silence la complexité des motivations, de comportement, de fonction, réductionnisme qu'ils ne manqueraient pas de contester s'ils le repéraient dans le travail de leurs homologues marxistes[8] ».

Une telle approche trouve, avec une certaine perversité, son contrepoint chez Alain Badiou, qui propose une lecture abstraite, qualitative, du moment politique. Sous bien des aspects, son analyse déborde les limites de ses contemporains, ces intellectuels de gauche qui, confrontés aux émeutes de Tottenham de 2011, n'en tirèrent que peu d'enseignements. Au mieux, nous dirent-ils, ces émeutes manifestaient un malheureux spontanéisme, une dénonciation qui réactive le trope « spasmodique » de la pensée socialiste. Spectacle déroutant que de voir ce qui constitua autrefois une théorie moderne se présenter comme un poncif, comme si le débat entre Lénine et Luxemburg avait été réglé une fois pour toutes et ses conclusions validées pour toujours, sans qu'aucune analyse ne soit nécessaire. En général, les descriptions étaient même moins

7 M. Lagi, K. Z. Bertrand, Y. Bar-Yam, « The Food Crises and Political Instability in North Africa and the Middle East », Cambridge (MA), New England Complex Systems Institute, 10 août 2011, p. 1, disponible en ligne.
8 E. P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise* (1963), Paris, Points, 2012, p. 33.

généreuses. Les acteurs des émeutes étaient bernés par la société qu'ils trouvaient face à eux, soumis aux élans contradictoires de leur âge, avatars de l'individualisme consumériste ayant momentanément la bride sur le cou, potentiellement susceptibles d'échapper à ces soubresauts insensés si on leur fournissait un programme politique. Tel Slavoj Žižek s'interrogeant, inquiet, depuis les bureaux de la *London Review of Books :* « Qui parviendra à canaliser la rage des pauvres ? » Difficile de ne pas craindre qu'un philosophe ne se porte volontaire pour ce faire.

Badiou, cependant, est clair sur ce point : les émeutes auxquelles il s'intéresse ne sont pas à la recherche d'un directoire éclairé sans lequel elles ne pourraient que confirmer la société dont elles surgissent. Il les identifie comme un élément de périodisation au sein de sa propre analyse :

> Il se peut, nous disent dans une langue émeutière encore indistincte plusieurs peuples et plusieurs situations, que cette période s'achève, qu'il y ait un réveil de l'Histoire. Nous devons alors nous souvenir de l'Idée révolutionnaire, en inventant, à l'école de ce qui arrive, sa nouvelle forme[9].

L'Idée surgit de l'événement qu'est l'émeute, qui lui fournit alors une puissance d'organisation et une durée.

Dans ce schéma, il y a alternance entre les périodes durant lesquelles « la conception révolutionnaire de l'action politique a été suffisamment clarifiée [...] et [a] obtenu à ce titre des soutiens massifs et disciplinés » et « période intervallaire [durant laquelle] l'idée révolutionnaire de la période précédente [...] est rentrée en déshérence[10] ». Parce qu'il leur manque l'idée organisatrice (qui apparaît souvent sous sa forme d'Idée majuscule), ces dernières périodes donnent naissance à l'expression de ce désordre qui est le mode protopolitique de l'émeute. Pour Badiou, notre passé récent « ressemble étrangement » à la Restauration qui a fait suite à la défaite finale de l'esprit républicain : « [À] partir des années 1830, [on

9 A. Badiou, *Le Réveil de l'histoire*, *op. cit.*, p. 129.
10 *Ibid.*, p. 61.

assiste à] une grande période d'émeutes, souvent momentanément ou apparemment victorieuses [...] ce sont bien là des émeutes, tantôt immédiates, tantôt plus historiques, caractérisant une période intervallaire[11]. »

L'économique pur et le purement politique, comme on peut s'y attendre, expriment chacun, en négatif, les limites de l'autre. Avec son histoire d'index, l'Institut des systèmes complexes de Nouvelle-Angleterre peut difficilement faire plus que se pencher sur certaines quantités lorsqu'elles approchent certains niveaux et ensuite attendre l'émeute qui s'en suivra inévitablement. Leur méthode semble relativement juste, comme peut l'être un traitement objectif des données, mais peut difficilement expliquer l'émeute en tant que phénomène social.

La lecture de Badiou, à l'inverse, est une explication admirable, tout en étant imprécise. Il propose une contextualisation sociale identifiable pour l'émeute qui la distingue d'autres formes d'action, il avance une périodisation et se montre disposé à envisager l'émeute comme témoignage effectif d'une transformation historique. Sa lecture historique laisse cependant voir certaines bizarreries, avec des périodisations quelque peu arbitraires déduites de désirs politiques conjecturés, visant une lecture mondiale de l'émeute à laquelle ne correspond pas un tel découpage historique. Le mouvement de balancier qu'il en dégage pour la France, avec des phases courant sur des décennies, présente une périodisation peu convaincante : si elle est juste pour son propre pays, elle correspond peu ou pas aux tendances historiques ailleurs. En outre, toute émeute de quelque portée politique (une « émeute historique », dans sa typologie) apparaît comme un événement quasiment dénué de détermination, en dehors du temps. L'analyse quantitative nous donne trop de causalité ; Badiou, trop peu.

Nous nous trouvons devant ces deux approches comme pris entre Charybde et Scylla, l'écueil de l'économisme vulgaire et le tourbillon de l'abstraction politique. Comment naviguer entre les deux, entre l'émeute comme épreuve inscrite aux *Hunger Games* et l'émeute comme émanation de la structure diaphane du sentiment

11 *Ibid.*, p. 64.

politique ? À n'en pas douter, chacun des deux nous apprend quelque chose, mais ce n'est pas suffisant. Si l'on a mis l'accent sur la périodisation, c'est tout d'abord parce que les transformations fondamentales et durables dans le répertoire des actions collectives montrent qu'une périodisation est possible, sous des formes plus rigoureuses que celles du spasme ou de l'oscillation, à la fois à l'échelle nationale et transnationale. Si l'émeute lorgne du côté de la périodisation, la période quant à elle observe l'émeute par la lorgnette dialectique. Il est difficile, et peut-être impossible, d'établir ce qu'est une émeute sans périodisation. Grâce à elle, l'émeute (et la grève aussi) peut se comprendre comme un ensemble de pratiques faisant face à des circonstances pratiques, avec ou sans cet imaginaire de l'autocompréhension réflexive de ses participants, sur lequel s'appuient de si nombreux discours.

C'est sur la pratique que Thompson fonde son analyse. Il en englobe tout un ensemble dans sa conclusion, y compris le blocage, l'appropriation, la revente, la violence effective ou la menace à l'encontre des négociants et des transporteurs. À partir de celles-ci et en les rapportant à la conception coutumière du coût de la survie, il en déduit que la pratique de fixation des prix en est l'activité unificatrice. Thompson a ensuite été critiqué pour l'importance qu'il accorde à la coutume et son droit présumé d'en faire son arme dont la foule s'emparerait. Il fait pourtant valoir un argument plus fondamental et incontestable, en montrant que la situation émeutière n'est ni une simple « émotion » (comme les émeutes furent autrefois désignées) politique ou de la faim, mais bien la domination sur la place du marché. S'il était « le lieu où les travailleurs prenaient le plus souvent conscience de leur exploitation, c'était aussi le lieu — particulièrement dans les districts ruraux ou d'industrie dispersée — où ils pouvaient s'organiser le plus facilement » et c'était donc « autant un théâtre de la guerre de classe que l'usine et la mine le sont devenues dans la révolution industrielle[12] ».

Parler de guerre de classe ne va pas sans la menace d'un certain réductionnisme en la matière. Cela ne semble pas, du moins

12 E. P. Thompson, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », *op. cit.*, p. 75, 90.

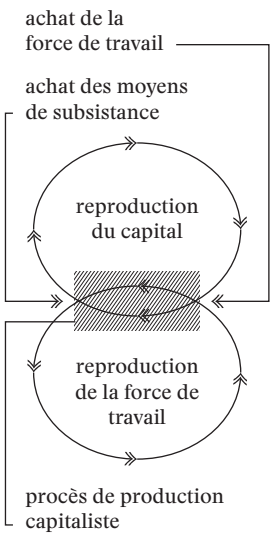
pour la conception orthodoxe qu'on lui a donnée, totalement adéquat au monde proto-industriel dont il est question, ni à notre présent, pour lequel l'appartenance de classe constitue tout autant une limite qu'une logique de la mobilisation politique. Tout comme, ce que nous écrivions en introduction, « la fixation des prix sur le marché » ne décrit qu'une partie de l'émeute actuelle. Thompson, et il n'est pas le seul en l'espèce, indique une issue tandis qu'il examine la question de l'émeute. Il s'interrompt dans son analyse pour noter : « Les femmes étaient très souvent les instigatrices des émeutes » pour la raison évidente qu'elles étaient « évidemment les plus engagées dans la confrontation sur les marchés, plus sensibles à l'importance des prix, plus expérimentées à détecter les insuffisances de poids ou la qualité inférieure[13] ».

La logique veut que celles qui avaient été déjà exclues du « patriarcat salarié[14] » soient les plus disposées à l'affrontement sur les marchés, dès lors que l'agriculture de subsistance a été laminée et que la question fondamentale de la survie doit intégrer une sphère de l'échange en pleine expansion. Et nous avons là davantage qu'une logique de la circulation, la sphère de la consommation et de l'échange. Cela amène une logique de la reproduction en tant que telle.

Le dilemme de la reproduction

La reproduction sociale présente toujours deux faces. Du point de vue des dépossédés du capital, c'est à la fois la vente de la force de travail et l'achat de ce qui est nécessaire pour reproduire celle-ci. Du point de vue du capital lui-même, c'est la valorisation des marchandises dans la production et la réalisation de cette valeur dans l'échange. Ce sont, c'est assez évident, les mêmes activités prises sous des angles différents. L'illustration la plus claire de cette double nature de la reproduction, son unité contradictoire, est ce qu'on a appelé le *double moulinet*, en allemand *Zwickmühle*, qu'on traduit en anglais par *dilemma*, dilemme.

13 *Ibid.*, p. 70, 71.
14 S. Federici, *Caliban et la Sorcière* (2004), Marseille/Genève/Paris, Senonevero/Entremonde, 2017, p. 147–151.



Dans l'exposé traditionnel de ce « dilemme », nous avons une histoire de travail, de la force de travail reconstituée et revendue pour un salaire, et de travail reproductif sans cesse approprié pour ce procès, le plus souvent comme « travail féminin » non-salarié. Ce que Thompson entrevoit est que ce travail reproductif ne s'effectue pas seulement dans le foyer — cuisine, chambre à coucher, chambre d'enfants — mais aussi, dans la période en question, que celui-ci transite par le marché. Puisque le marché apparaît comme le lieu principal du travail reproductif, les luttes sur la reproduction s'y dérouleront inévitablement. En même temps, on ne peut s'empêcher de remarquer que cette situation ne s'applique pas de la même façon à tous — les derniers à intégrer le salariat et les premiers à en être expulsés, ceux qui n'en ont jamais fait partie, ceux qui parviennent au mieux par un accès secondaire, seront à l'avant-garde de tous ceux qui luttent sur la reproduction au-delà du salaire. Dans cette segmentation des acteurs, on découvre une autre façon de comprendre la conjecture des époques désignées comme celle de *l'émeute* et de *l'émeute prime*.

Dans l'introduction, nous avons posé une définition en trois parties de la *grève* comme forme d'action collective luttant pour fixer le prix de la force de travail, unifiée par l'identité ouvrière et qui se déroule dans le contexte de la production ; *l'émeute* lutte pour fixer les prix sur le marché, est unifiée par une dépossession commune et se déroule dans le contexte de la consommation. La grève et l'émeute se distinguent ensuite davantage en tant que tactiques prédominantes dans les catégories génériques des luttes sur la production et la circulation. Nous pouvons à présent reposer et développer ces tactiques comme un ensemble de pratiques employées par les gens quand leur reproduction est menacée. La grève

et l'émeute sont des luttes pratiques sur la reproduction, respectivement dans la production et la circulation. Leurs forces sont en même temps leurs faiblesses. Elles font une utilisation du terrain qui est structurée et organisée, mais c'est un terrain qu'elles n'ont ni constitué ni choisi. L'émeute est une lutte sur la circulation parce que le capital comme ceux qu'il dépossède ont été amenés à y chercher leur reproduction.

Si tout cela apparaît comme un langage quelque peu technique pour une expérience sensible — un antagonisme social dramatique, porteur de danger, de fureur, de désespoir et d'un certain plaisir relationnel — ce n'est qu'en réponse aux dénégations dont l'émeute fait habituellement l'objet, en introduisant une argumentation qu'il n'aurait pas dû être nécessaire de produire. L'émeute, avec ses pratiques déployées contre les menaces sur la reproduction sociale, ne saurait être autre que politique. Cela ne signifie pas que la contradiction qu'est la reproduction peut se résoudre dans la seule circulation, pas davantage que dans la seule production. C'est en fait l'existence de ces deux sphères, dans leur unité et leur contradiction, qui garantit l'existence des luttes sur la reproduction et conditionne leur forme. Si les immenses développements de la révolution industrielle fournissent les excédents pour l'élaboration des appareils policiers et militaires modernes, ils apportent aussi des excédents qui peuvent être utilisés pour acheter la paix sociale. Au fur et à mesure que ces excédents disparaissent et que davantage de fractions de la population deviennent surnuméraires pour l'économie, l'État se tourne de plus en plus vers la coercition comme gestion : le salaire social du compromis keynésien cède la place à l'occupation policière des communautés d'exclus.

La police et l'émeute en viennent à se présupposer réciproquement. L'émeute en arrive à se comprendre elle-même par cette imbrication. Alors qu'ils traversaient Hackney à pied au cours des émeutes de 2011, assistant à des scènes de panique et d'excitation, contemplant des poubelles en feu et les débris laissés par les pillages, certains observateurs tirèrent la conclusion qu'« une lutte cohérente est menée à cet endroit [...] pour exiger le respect de la part des flics, forcer la reconnaissance d'un sujet là où le

train-train quotidien ne voit qu'un *abject*[15] ». Ce passage montre l'émeute comme une relation nécessaire entre la structure actuelle du capital et de l'État, menée par les abjects — par les exclus de la productivité. Mais il souligne aussi comment l'émeute dépend de son adversaire. Sur le moment, la police apparaît comme nécessité et comme limite.

C'est là le thème dialectique, ce dilemme entre nécessité et limite. Le marché, la police, la circulation. Ce ne sont pas des situations où un dépassement final pourrait avoir lieu ; ce sont les situations où les luttes démarrent et s'épanouissent, désespérément.

CHAPITRE 2
L'ÂGE D'OR DE L'ÉMEUTE

Parmi les nombreux endroits où l'on pourrait faire débuter l'histoire, chacun d'entre eux marqué par l'impossibilité de postuler un véritable commencement, nous pourrions observer Bristol et King's Lynn en 1347. C'est trop tôt, bien sûr. De tels événements ne sont que des points isolés sur le grand diagramme de ceux qui ont trouvé place dans les annales. Au mieux, des précurseurs. Peut-être devrait-on commencer par le XVIe siècle, où « les émeutes de la faim ne s'inscrivaient pas dans une vénérable tradition : les premières étaient semblables aux petits mammifères poilus dans l'ombre immense des affrontements de ces dinosaures qu'étaient les soulèvements paysans, les rébellions dynastiques et les affrontements contre les enclosures[16] ». Ou le XVIIIe siècle de Thompson, qui fait indiscutablement autorité en la matière. Tilly, quand il se montre le plus généreux, avance la période 1650–1850. John Bohstedt envisage une durée de trois siècles pour laquelle « notre troisième siècle, des années 1740 à environ 1820, constitua l'âge d'or des émeutes de la faim[17] ». Thompson remarque que celles-ci furent souvent identifiées comme « insurrections » ou « soulèvements des pauvres ».

15 « A Rising Tide Lifts all Boats » in *Endnotes*, nº 3, 2011, p. 102.

16 J. Bohstedt, *The Politics of Provisions. Food Riots, Moral Economy, and Market Transition in England, c. 1550–1850*, Londres/New York, Routledge, 2010, p. 27.

17 J. Bohstedt, « The Pragmatic Economy, the Politics of Provisions and the 'Invention' of the Food Riot Tradition in 1740 » *in* A. Randall, A. Charlesworth (éds.), *Moral Economy and Popular Protest. Crowds, Conflicts and Authority*, New York, St. Martin's Press, 2000, p. 57–59.

D'autres, suivant Thompson, mettent en garde contre le fait d'imposer des distinctions trop rigides entre les différents types d'émeutes, préconisant une approche « qui s'éloigne d'une segmentation de la contestation. Même si une division en différents "types" — frumentaire, industrielle, politique, coutumière, etc. — peut sembler plus nette, elle brouille notre lecture des liens mêmes qui s'établissent globalement entre eux[18]. »

Ce lien est lui-même un rapport : l'échange comme synthèse sociale. Marx souligne que « la catégorie économique la plus simple, mettons [...] la valeur d'échange, suppose la population, une population produisant dans des rapports déterminés[19] ». C'est ainsi que « [l]e produit ne devient marchandise, ne sort de la phase de production, qu'à partir du moment où il est sur le *marché*[20] ».

L'essor des marchés, au sens abstrait, est forcément inégal dans le temps et l'espace et souvent difficile à percevoir. L'émeute frumentaire accompagne pourtant le marché dans son essor et devient la forme paradigmatique de conflit social. « Alors qu'une masse croissante de travailleurs en vinrent à dépendre des marchés pour leur alimentation, l'Angleterre fut de plus en plus sujette aux mauvaises récoltes et aux émeutes de la faim[21] », écrit Bohstedt. Tilly déclare, à propos de la France : « on remarque une augmentation durable des émeutes de la faim à la fin du XVI^e siècle, au moment où la pression sur les communautés pour assujettir les réserves locales de grain aux exigences du marché national augmentait[22] ». Richard Price, s'inscrivant dans le cadre de Thompson, précise que « les émeutes sur les prix et les luttes sur l'emploi rationalisé de la terre constituaient des formes caractéristiques de cette confrontation entre les innovations portées par les forces du marché et l'affirmation d'une "économie morale", d'obligations et de responsabilités réciproques[23] ».

18 A. Randall, A. Charlesworth, « The Moral Economy. Riots, Markets, and Social Conflict » in *ibid.*, p. 12.
19 K. Marx, *Manuscrits de 1857–1858 dits « Grundrisse »*, *op. cit.*, p. 57.
20 *Ibid.*, p. 632.
21 J. Bohstedt, « The Pragmatic Economy, the Politics of Provisions and the 'Invention' of the Food Riot Tradition in 1740 », *op. cit.,* p. 57.
22 C. Tilly, *op. cit.*, p. 503.
23 R. Price, *Labour in British Society. An Interpretative History*, Kent, Croom Helm, 1968, p. 29.

L'idée d'une « économie morale » repose en grande partie sur la conception qu'ont d'eux-mêmes les protagonistes. En cela elle est représentative d'une bonne part des réflexions sur les émeutes, de ce dispositif explicatif articulé autour de l'intention et de la *ratio* comme rempart contre toute analyse dépolitisée, opposant le caractère autoréflexif au pur réflexe. On a là Thompson dans sa version la plus justificatrice, alors que la justification n'est pas le problème. Un historien y oppose une « économie pragmatique », avançant que, « si les émeutes de la faim et l'économie morale/les croyances paternalistes étaient aussi ancrées dans la défense de la tradition que Thompson le dit, ces mêmes traditions et croyances auraient dû se manifester au cours des premières vagues nationales d'émeutes en 1740, 1756–1757 et 1766[24] ». Or, « il est clair à présent que les émeutiers de 1740 étaient plus intéressés à s'emparer de nourriture qu'à réguler les marchés[25] ».

L'opposition entre s'emparer de victuailles et réguler les marchés n'existe qu'au royaume de l'idéologie. Les deux parties semblent ici négliger le fait que le sens moral de la foule (si une chose pareille existe) ne va pas à l'encontre des besoins pragmatiques, il en est l'instrument. La cause de l'événement se situe ailleurs, dans la transformation sociale. Une fois que le marché est généralisé et que l'échange devient, dans les termes d'Alfred Sohn-Rethel, une « deuxième nature, purement sociale » adjacente à la première nature, celle de l'usage — une fois que la reproduction elle-même est complètement circonscrite — le prix ne peut que devenir le lieu d'un antagonisme immédiat.

Il ne faut cependant pas nous reposer trop fortement sur la magie du « prix ». Souligner cette distinction revient à négliger que le zéro de l'emparement est un prix, lui aussi ; il se trouve mis en relation avec l'ensemble des fonds disponibles pour satisfaire les besoins fondamentaux. Dans le contexte du marché, l'expropriation directe se situe tout autant dans le continuum d'une lutte effectuant une redistribution pour la survie que celle exigeant un

24 J. Bohstedt, « The Pragmatic Economy, the Politics of Provisions and the 'Invention' of the Food Riot Tradition in 1740 », *op. cit.*, p. 75.
25 *Ibid.*, p. 67.

coût moindre pour le grain. Tilly lui-même le souligne dans le cas de l'Angleterre, la France et ce qui deviendra les États-Unis :

> Dans la période qui s'étend de 1650 à 1850, les gens empêchaient le plus souvent que le grain ne quitte la ville en s'emparant de la cargaison ou en contraignant le prix de la nourriture locale sur le marché à être inférieur que celui que le propriétaire souhaitait. Les autorités qualifiaient ces actions d'émeutes de la faim, mais ce n'était en fait que l'action de gens ordinaires agissant presque exactement de la même façon que les autorités elles-mêmes le faisaient en temps de pénurie — interdire que le grain ne quitte la ville, ordonner l'approvisionnement local, réguler les prix[26].

S'emparer de la nourriture équivaut à réguler le marché, tout comme l'exportation en pleine disette constitue une régulation du marché.

Le marché mondial

C'est pour cette raison que nous commençons sur les quais. En 1347, il y eut deux émeutes remarquables en Angleterre, dans des ports de la ligue hanséatique, Bristol et King's Lynn :

> Une fois à bord, la foule, s'arrogeant des privilèges régaliens, déchargea les vaisseaux « contre la volonté de leurs propriétaires » et mit le grain en vente « au prix qu'elle voulait ». Les contestataires s'emparèrent et vendirent aussi d'autres cargaisons de blé qui entraient dans le port de Lynn pour être mises sur le marché et ensuite, « de leur propre autorité », condamnèrent les propriétaires ou les transporteurs au pilori, « sans la moindre forme de justice ». En définitive, la foule fut accusée d'avoir mis le maire et d'autres habitants aux arrêts et d'avoir publié des proclamations quasi régaliennes[27].

26 C. Tilly, « Speaking Your Mind Without Elections, Surveys, or Social Movements », *op. cit.,* p. 470.

27 B. Sharp, « The Food Riots of 1347 and the Medieval Moral Economy » *in* A. Randall, A. Charlesworth (éds.), *op. cit.*, p. 35.

L'émeute est hantée par cette prise de pouvoir carnavalesque ; plus de quatre cents ans plus tard, les Gordon Riots signeront, sur le mur éventré de la prison de Newgate, « Sa Majesté, le roi Populace ». Au-delà d'un certain point, il n'est pas évident de distinguer le pouvoir sur les prix et la souveraineté. Mais c'est un autre fait qui est ici très parlant. Dans le port de Bristol, les vaisseaux sont destinés à la Gascogne, ceux qui partent de King's Lynn font voile vers Bordeaux.

Le marché mondial est en formation, projet de marchands, de militaires, de banques. Les événements de Bristol et King's Lynn font immédiatement suite aux immenses défauts de remboursement de l'Angleterre sur les prêts consentis par Florence, par lesquels l'invasion de la France avait été financée ; Bordeaux et la Gascogne sont des points-charnières de la guerre de Cent Ans. Le réseau marchand méditerranéen propage cette volatilité, la « Grande Dépression » des années 1340 (au cours de laquelle se déroule le premier effondrement bancaire, qui entraîne la chute des grandes maisons, Bardi et Peruzzi). Au regard de cette péripétie du système-monde en train de naître, les émeutes sur l'exportation de 1347 ne jouent qu'un rôle mineur[28]. Elles sont néanmoins intriquées à cette tapisserie, trame et chaîne.

Le port, l'entrepôt, même à une échelle limitée (car qu'est King's Lynn comparé à la Venise du Moyen Âge classique, ou à l'Amsterdam du XVII^e siècle ?), est ce qu'il y a de plus proche de l'intersection en théorie entre production et circulation dans le monde organisé. S'il est le tohu-bohu du marché dans toute sa splendeur, il est simultanément le condensé de toutes les abstractions de l'espace mondial, des accords commerciaux, des portulans, du droit maritime. Il est le paysage bâti où le rapport entre local et mondial se donne à voir. En dehors du port, pour qui n'a pas

28 Il faut ici souligner que « système-monde » ne vise pas désigner la totalité du monde pour traiter ensuite l'Europe occidentale comme si elle pouvait jouer dans l'analyse le rôle qu'elle occupe si souvent dans l'imagination occidentale. Comme l'explique Immanuel Wallerstein, « [le] but [du tiret] est d'indiquer que nous ne parlons pas de systèmes, d'économies ou d'empires concernant le monde entier, mais de systèmes, d'économies et d'empires qui *constituent* un monde (lequel, en général, n'inclut pas le monde entier) ».
I. Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde* (2004), Paris, La Découverte, 2006, p. 33.

beaucoup voyagé, il est difficile de réconcilier les deux : les agissements civiques quotidiens de l'agora et l'imaginaire sublime du commerce océanique. C'est la distance entre livre de comptes et livre d'aventures. Franco Moretti observe :

> Les aventures prolongent les romans parce qu'elles les élargissent ; elles sont les grandes exploratrices du monde fictionnel : champs de bataille, océans, châteaux, égouts, prairies, îles, bidonvilles, jungles, galaxies [...] Margaret Cohen, à qui je suis redevable de m'avoir enseigné tout cela, y voit un trope de l'expansion : le capitalisme à l'offensive, planétaire, traversant les océans. Je pense qu'elle a raison, et je voudrais seulement ajouter que la raison pour laquelle l'aventure fonctionne si bien dans ce contexte est qu'elle est si douée pour imaginer la *guerre*[29].

De ce point de vue, *Robinson Crusoé* parvient à accomplir la synthèse entre livre de comptes et d'aventures — découvrant, entre autres vérités apportées par la modernité, l'unité des deux. Comme le formule Marx, « l'échange privé, lui, engendre le commerce mondial, l'indépendance privée engendre la dépendance totale de ce qu'on appeelle le marché mondial[30] ». Longtemps avant, Walter Raleigh avait prononcé son aphorisme : « Tout commerce est commerce mondial ; tout commerce mondial est commerce maritime[31]. » Une dialectique entre l'étal du marchand et le marché mondial, donc, l'imbrication entre les phénomènes les plus locaux et les plus distants. Et, en parallèle, la dialectique de l'émeute et de la guerre, de King's Lynn et Calais, toutes deux aux extrémités lointaines du même écheveau.

Pour revenir à un thème précédent, il importe peu que les émeutiers aient à l'esprit les marchés mondiaux, les conflits lointains, la toile toujours plus étroite de l'espace mondial. La tâche

29 F. Moretti, « The Novel. History and Theory » in *New Left Review*, n° 52, juillet–août 2008, p. 115, 124.

30 K. Marx, *Manuscrits de 1857–1858 dits « Grundrisse »*, *op. cit.*, p. 117.

31 Cité dans C. Schmitt, *Terre et mer* (1942), Paris, Éd. Pierre-Guillaume de Roux, 2017, p. 173.

pratique à laquelle ils s'attaquent émane et découle de ces marchés et conflits lointains, et malgré cela, elle a aussi son rôle à jouer. Les participants ne peuvent cesser de se tourner vers toutes ces choses, qui hantent chaque horizon. Thompson, évoquant la planification et la patience de l'émeute sur le marché avec toutes ses particularités locales, dimensions souvent négligées, est soumis à l'attraction magnétique qu'exerce l'exportation :

> Elles exigeaient en outre plus de préparation et d'organisation qu'il n'y paraît au premier abord. Il arrivait que le peuple contrôlât la place du marché pendant plusieurs jours en attendant la baisse des prix. Ces actions étaient parfois signalées à l'aide d'annonces manuscrites ou (en 1790) imprimées. Parfois les femmes tenaient la place du marché pendant que des groupes d'hommes interceptaient les céréales sur les routes, aux docks et sur les fleuves. Le signal de l'action était très souvent donné par un homme ou une femme brandissant une miche de pain ornée d'un ruban noir et portant quelque slogan[32].

Ici, l'idée habituelle qu'on se fait de l'histoire de l'émeute se change en narration, pour laquelle l'émeute sur l'exportation joue le rôle de digression, d'histoire secondaire. Quand on retrace le long arc historique de l'émeute, il est de toute première importance de comprendre qu'en procédant ainsi on inverse les choses. Envisageons le siècle des vagues d'émeutes nationales. En 1740, la grande majorité sont des « actions de la foule interrompant le transport de nourriture ». Elles se retrouvent le long des côtes et des cours d'eau : l'estuaire de la Tamise et de la Severn, King's Lynn, le long de l'Ouse et même du canal de l'Union. Les émeutes de 1756–1757, plus diffuses, voient un accroissement de la fixation explicite des prix et des attaques sur les négociants, mais penchent toujours du côté

32 E. P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 84. Il cite ensuite J. F. Sutton, *The Date-Book of Notthingham*, Notthingham, 1880, p. 286, « une émeute à Nottingham, en 1812, se déclencha lorsque plusieurs femmes plantèrent une miche d'un demi-penny au bout d'une canne à pêche, après l'avoir marquée d'ocre rouge et y avoir noué un bout de crêpe noir pour symboliser [...] "la famine sanglante habillée de Grosse Toile" ». Le drapeau rouge et noir est d'abord un bâtard.

des transports ; elles se retrouvent encore autour des cours d'eau et dans les Midlands. Vers 1795, le « paroxysme », selon Thompson, alimenté par la famine et stimulé par le jacobinisme, on retrouve des émeutes partout au sud du Northumberland ; fixation des prix équivaut alors à transport. Il ne manque ni l'un ni l'autre. En 1800–1801, les émeutes se succèdent sans cesse, s'étendant à tous les Midlands et couvrant toute la côte sud en un ultime apogée, avant que l'émeute ne décline en Angleterre[33]. Et pas seulement en Angleterre : la séquence est la même dans les colonies nord-américaines, où les émeutiers s'attaquent typiquement aux vaisseaux, brisant à une occasion le gouvernail pour empêcher le départ d'une cargaison de grain ; ces événements sont intimement liés à l'émergence des échanges commerciaux avec les Antilles.

Le modèle est parfaitement clair. L'émeute sur l'exportation, l'intervention physique immédiate sur les transports, peut difficilement être envisagée comme une divergence ou une improvisation dans la trajectoire de l'émeute — elle en est plutôt à l'origine. On la trouve dès le départ, lors de l'ouverture de marchés nationaux et internationaux, de l'alimentation des finances nationales, de la marchandisation de l'agriculture et de la destruction de l'autosuffisance communale qui l'accompagne. Dès ses balbutiements, l'émeute a été essentiellement une lutte sur la circulation. Même les rébellions les plus discrètes et rustiques se sont inscrites dans ce contexte en développement. Après 1521, une expansion encore plus dramatique et sanglante commença, la catastrophe de la colonisation, de l'esclavage, des routes des épices — ce que certains historiens qualifient de « première mondialisation », l'époque mercantiliste qui intègre l'économie mondiale, depuis les voyages de Christophe Colomb et de Vasco de Gama jusqu'à la révolution industrielle. Que cette époque mercantiliste corresponde plus ou moins à la première ère des émeutes n'est pas une corrélation instructive, mais le fondement historique et théorique de l'émeute.

33 A. Charlesworth (éd.), *An Atlas of Rural Protest in Britain 1548–1900*, Abingdon-on-Thames, Croom Helm, 1983, p. 81, 84, 98, 102.

Émeute et lutte des classes

Dans le premier bourgeonnement de l'émeute se trouve en germe son déclin. La première partie de cette étude est centrée sur l'Angleterre, non parce qu'elle abrite les premières émeutes, mais parce qu'elle voit se dérouler la première transition, émeute–grève. La logique de l'émeute se perçoit plus nettement par comparaison. Le prochain chapitre est dédié à cette transition. Toutefois, la dynamique qui lui est sous-jacente émerge d'ores et déjà au cours de l'âge d'or de l'émeute. Par un mouvement à la fois d'autonégation et d'autopropulsion avec lequel nous devons à présent être familiers, cette émergence fournit à la fois la condition de cet âge d'or et ce qui y mettra fin.

Le développement du marché coïncide avec une pression démographique accrue dans toute l'Europe, débutant à la fin du xv^e^ siècle, et à une hausse simultanée du prix du grain. Dans ces circonstances, selon la description convaincante que fait Brenner de l'essor du capitalisme en Angleterre, « nous voyons les propriétaires terriens consolider leur patrimoine et les louer à de grands exploitants capitalistes qui, à leur tour, les sous-traitent au moyen du travail salarié et d'améliorations agricoles[34] ». En France, ce processus est tempéré par la tendance de l'État à protéger la propriété paysanne. Il en découle deux voies de développement, très bien énoncées par Ellen Meiksins Wood :

> La dynamique de la croissance autonome et le besoin constant d'accroître la productivité du travail découlaient de changements qui avaient modifié les rapports de propriété, lesquels créèrent ce besoin d'apporter des améliorations, afin que les principaux acteurs économiques — les seigneurs et les paysans — puissent se reproduire socialement. Dans un premier temps, les différences qui distinguaient la France et l'Angleterre, par exemple, ne tenaient pas tant à une disparité de nature technologique, les deux pays ayant, dans l'ensemble, atteint le même niveau sur ce plan-là. Elles tenaient à la nature

34 R. Brenner, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe » in *Past and Present*, n° 70, février 1976, p. 61.

> des rapports entre seigneurs et paysans, lesquels n'étaient pas du tout les mêmes. En Angleterre, ces rapports poussaient à accroître la productivité du travail, tandis que, non seulement ce n'était pas le cas en France mais, à certains égards, ils allaient jusqu'à freiner, dans ce pays, le développement des forces productives. La propension générale à révolutionner les forces productives n'était pas la cause de ce phénomène. Elle en était le résultat[35].

La petite production paysanne pouvait être intensifiée et l'était souvent. Cette intensification passait généralement par une augmentation du travail. Cela n'évitait quasiment pas le piège malthusien, et comme le remarque Brenner, reposait par ailleurs sur une production plus importante de grain :

> Le développement économique anglais dépendait donc d'une relation symbiotique quasi exclusive entre l'agriculture et l'industrie. Il s'agissait effectivement, en dernière instance, d'une révolution agricole, fondée sur l'émergence de rapports de classe capitalistes dans les campagnes qui permirent à l'Angleterre de devenir le premier pays à s'industrialiser[36].

Des voies différentes qui commandent à différentes luttes :

> En Angleterre, bien entendu, les révoltes paysannes étaient dirigées directement contre les seigneurs, un baroud d'honneur visant à défendre une propriété paysanne en pleine détérioration contre les intrusions d'un capitalisme conquérant. En France, les rébellions paysannes prenaient typiquement pour cible les taxes écrasantes que levait l'État absolutiste[37].

35 E. M. Wood, *L'Origine du capitalisme. Une étude approfondie* (1999), Montréal, Lux, 2013, p. 105.
36 R. Brenner, « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe » in *op. cit.*, p. 68.
37 *Ibid.*, p. 70.

Brenner fait ici référence à des soulèvements paysans tels que la rébellion de Kett de 1549, la plus importante de la période des émeutes contre les enclosures. Comme nous l'avons souligné auparavant, ces soulèvements ont partie liée avec les émeutes de la faim via le problème de la subsistance, mais le lien est distant. Nous pouvons affiner cela si l'on voit le soulèvement paysan comme le parent indirect de ce qu'on identifiera finalement comme émeute, un affrontement féodal contre la restructuration qui peu à peu perd de sa force alors que son monde connaît une disparition inégale. L'émeute survit alors que son aîné, le soulèvement, est devenu histoire ancienne. Pour un certain temps, cependant, tous deux font chemin commun.

Il fallait s'y attendre. Le marché, le monde de l'échange et de la consommation, possède une longue histoire. C'est ce qui conduisit Fernand Braudel à affirmer que l'économie possédait trois nappes. La vie quotidienne fournit le niveau de base, et le marché vient juste au-dessus. « Enfin, à côté ou mieux au-dessus de cette nappe, la zone du contre-marché est le règne de la débrouille et du droit du plus fort[38]. » On passe ici à côté du fait que le capitalisme ne se contente pas seulement d'être une couche additionnelle, mais aussi un rapport social qui transforme le marché qu'il trouve devant lui tout en préservant dans un premier temps sa forme (et faisant de plus en plus la même chose avec la vie quotidienne). C'est là où la valeur sera désormais réalisée, derrière ce que voile la formule « acheter à bas coût, vendre cher ». Le capitalisme est l'internalisation du commerce et non son autre : un capitalisme tout d'abord marchand, circulatoire. Et la période durant laquelle ce procès d'internalisation tourne à plein régime — après que la révolution agricole a commencé, avant que la révolution industrielle ne s'installe — sera l'âge d'or des émeutes.

38 F. Braudel, *Civilisation, économie et capitalisme. XV^e^–XVIII^e^ siècle,* t. II : *Les Jeux de l'échange*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 265.

CHAPITRE 3
LE SWING, OU L'ÉMEUTE COMME GRÈVE

Il est certainement impossible de découvrir à quel moment précis la grève supplante l'émeute dans le répertoire. Toute détermination de ce type manifesterait trop d'assurance concernant la ponctualité et la netteté avec lesquelles les formes de lutte se développent, divergent, se reforment. Il serait pire encore de suggérer que l'une s'évanouit pour être remplacée par l'autre. Les tactiques une fois adoptées demeurent toujours plus ou moins à portée de main.

Qui plus est, en cherchant la transition, nous avons déjà posé la difficulté. Le passage de l'émeute à la grève est consubstantiel d'une évolution plus profonde et plus complexe de la structure du capital en plein essor. La grève provient de l'émeute — d'une modalité centrée sur la prise de profit sur le marché à une autre centrée sur l'extraction de survaleur. Ce qui revient à dire que la grève fait nécessairement son apparition depuis l'espace de la circulation, dans un monde nouveau, celui de la production capitaliste. Elle surgit de la mer chargée d'écume, même si elle n'est pas totalement formée. Dans les rangs des travailleurs les plus militants du XVIIIe siècle on dénombrait invariablement des marins britanniques, américains et français, à égalité avec les cordonniers (les artisans qu'on retrouve le plus régulièrement à la tête des agitations politiques, depuis le XVIIe siècle jusqu'à la Commune de Paris). Le mot anglais de *strike*, grève, semble remonter à 1768, quand les marins se liguèrent aux « artisans et aux marchands de la ville — tisserands, chapeliers, scieurs, coupeurs de verre et charbonniers — dans leur lutte pour de meilleurs salaires, affalèrent [*struck*, forme au passé du verbe *strike*] leurs voiles et paralysèrent le commerce de la ville. Ils "privèrent d'équipage ou empêchèrent tout navire d'emprunter la Tamise"[39]. »

L'origine du terme français de *grève* est encore plus parlante — une étymologie qui confine à l'épique, débutant au bord d'un fleuve et s'achevant à l'Hôtel de ville quelques siècles plus tard et à

39 G. Grandin, *The Empire of Necessity. Slavery, Freedom, and Deception in the New World*, New York, Metropolitan Books, 2014, p. 146. La citation non sourcée est tirée de *The Economic Review*, vol. V, Londres, Rivington, Percival and Co., 1895, p. 216.

quatre-vingts pas de distance. C'est un mot ancien, qui désigne au départ une étendue plane sableuse ou rocheuse au bord de l'eau, une plage, et donc un endroit où les navires déchargeaient. La *grève* la plus fonctionnelle de la Seine devint par conséquent le port principal de Paris[40].

Elle se situait sur la rive droite, là où la ville s'élargit depuis les îles. L'espace dégagé à proximité de la plage servait de marché central pour la ville au cours du haut Moyen Âge, avant que les marchands ne migrent vers les Halles. Les travailleurs non qualifiés se retrouvaient là à la recherche de travail, chargeant et déchargeant le bois et le blé, les tonneaux de vin et les balles de foin : la *Place de Grève*. Le nom demeura pendant près de cinq cents ans. En 1802, la place fut rebaptisée *Place de l'Hôtel de Ville* en raison du bâtiment qui s'y trouve et qui abrita la mairie, les putschistes de Thermidor et pendant une brève période, la Commune. Les premières photographies montrent les barricades élevées par les communards, en partie constituées de grands tonneaux. Une rime médiévale. Là où se trouvait le marché, sera la Commune.

Mais nous nous emballons. Nous voilà encore une fois au port, l'endroit où s'ancre cette première partie, l'âge d'or de l'émeute. Il est inévitable, parce que pratiquement et logiquement nécessaire, que le port et le marché accouchent de la grève. Il est tout autant inévitable que nous revenions au port plus loin dans ce livre, quand le mouvement de balancier, le *swing*, fait retour depuis la grève vers l'émeute. Il constitue un réservoir de travail inutilisé au cœur de la grande machine du marché. Un lieu de misère et d'opportunité. Rien d'étonnant, peut-être, à ce que la *Place de Grève* en vienne aussi à abriter une guillotine ; le dictionnaire de 1835 associe le mot

40 Eric Hobsbawm avance un argument séduisant dans *L'Ère des révolutions. 1789–1848* (1962), Paris, Pluriel, 2002, p. 270. Il écrit : « La grève découle si spontanément et si logiquement de l'existence d'une classe ouvrière que la plupart des langues européennes ont trouvé un mot propre à chacune d'entre elles pour la désigner (par exemple *strike, huelga, sciopero, zabastovka*) alors que les appellations d'autres concepts sont souvent importées. » Cette idée s'avère en définitive trompeuse, pour des raisons que nous aborderons dans le chapitre suivant, en particulier parce que cela pose la grève comme autonome par rapport à une tradition antérieure, comme si elle avait fait son apparition en tant que pratique autochtone d'une ère nouvelle prolétarienne.

grève avec exécutions. Il ne fait pas encore mention des actions des travailleurs.

Le changement est toutefois déjà en marche. L'essor du capital donne du raffinement à plus d'un tour de phrase. Chateaubriand, ultradroitiste et lexicographe invétéré, emploie *gréviste* dès 1821 ; pour l'heure, il ne s'agit pas tout à fait d'un travailleur cessant le travail, mais d'un opposant aux royalistes. Son flair politique est plus aiguisé que jamais. Alors que les corps s'amassent sur la *Place* — les chômeurs qui constitueront la première armée des Journées de Juin — « être en grève » prend le sens de « chercher du travail ». En 1848, à la suite d'un effondrement économique dans toute l'Europe, « *mettre un patron en grève* » signifie « refuser de travailler pour un employeur ». Le sens moderne et la grève moderne ont débarqué. La transition est achevée.

La France arrive à ce point quelque temps après l'Angleterre ou les États-Unis, pour des raisons déjà évoquées. Les années 1848–1851 sont le point de bascule, avec tout ce qu'elles comportent de farcesque. L'industrialisation va alors refaçonner la société française en profondeur. Avant cette transition, les interrogations sont nombreuses, ici comme ailleurs. En 1830, on voit qu'« une émeute de travailleurs du textile a lieu à Roubaix ; ils demandaient une hausse de salaire ». Le procureur de Douai rapporte qu'« ils ont brisé les vitrines des principaux ateliers, où ils se sont rendus en force pour exiger des accords écrits sur l'augmentation ». Roubaix était un centre textile depuis la fin du Moyen Âge, avec une organisation ouvrière bien développée. Shorter et Tilly ont raison de considérer cela (même si c'est de façon ambiguë) comme un prélude à la grève en France, notant que « parfois les travailleurs d'un atelier arrêtaient le travail pour un moment, et parfois ils cherchaient à déclencher des arrêts de travail dans d'autres ateliers du même secteur », mais plus généralement « le cœur de leur action était une démonstration de force associée à l'introduction de revendications collectives sur les conditions d'embauche dans un ensemble particulier d'ateliers. La loi, à l'époque, interdisait pratiquement toute forme d'action collective ouvrière[41]. »

41 Tous les extraits sont tirés d'E. Shorter, C. Tilly, *Strikes in France 1830–1968*, Londres, Cambridge University Press, 1984, p. 1.

Le procureur manque clairement de vocabulaire pour qualifier ce qu'il se passe. Il ignore la substance même du système social dans lequel il est imbriqué : l'entrée en scène des classes laborieuses. Il est coincé par la forme. Voilà, après tout, une foule en colère, même s'il s'agit d'ouvriers mobilisés en tant que tels sur leur lieu de travail, revendiquant une meilleure paye. La conséquence de ce formalisme est claire. « L'émeute, selon le rapport de mon adjoint, ne semble pas avoir de tonalités politiques », conclut notre chroniqueur. On peut penser qu'il veut dire par là que les événements ne sont pas directement liés à la Révolution de Juillet qui a eu lieu deux semaines auparavant. En même temps, on assiste à l'expression d'un bon sens qui est appelé à devenir un tour de passe-passe rhétorique. Cette confusion, cette dénomination spécifique habituelle produit un certain effet. *Parce qu'*on peut qualifier l'événement d'émeute, on peut faire comme si sa signification politique n'existait pas. Un spasme de plus dans l'histoire des paupérisés.

Briser la machine

« Aux classes laborieuses », ainsi que s'ouvraient autrefois certains tracts :

> Les nobles, possédants, fermiers et autres vous ont fait savoir leur intention d'accroître vos salaires dans une mesure satisfaisante ; et qu'il tombait sous le sens, dans votre propre intérêt durable, d'abandonner des pratiques tendant à détruire la propriété constituant le moyen même d'où sont tirés vos compléments de salaire, afin de retourner à vos honnêtes occupations habituelles[42].

Cette notice particulière provient des magistrats du Berkshire ; seuls deux comtés anglais ont prononcé davantage de peines capitales contre les participants aux « émeutes de Swing » et aucun n'en a emprisonné autant. Elle visait à fléchir les partisans réels du mythique Capitaine Swing pendant la vague de destruction de machines qui commença à l'automne 1830. Les émeutes de Swing se

42 E. Hobsbawm, G. Rudé, *Captain Swing. A Social History of the Great English Agricultural Uprising of 1830*, New York, W. W. Norton, 1968, p. 136.

prolongèrent jusqu'à l'année suivante. Les classes laborieuses sont à ce moment-là toujours désignées au pluriel, suite au fractionnement opéré par la dislocation du féodalisme, alors en train de se fondre en « classe ouvrière ». Pour Thompson, la période 1790–1832, au cours de laquelle se déroule un épisode de destruction des machines plus long, celui des soulèvements luddites de 1811–1813, constitue le creuset de cette fusion.

Swing, encore et toujours, s'en prend aux batteuses. De même, « les attaques des luddistes étaient limitées à des objectifs industriels particuliers : la destruction des métiers mécaniques (Lancashire), des métiers à tondre (Yorkshire) et la résistance à l'écroulement du système coutumier dans l'industrie du tricotage sur métier des Midlands[43] ».

Nous avons déjà croisé la transmission qui, entraînée par les avancées agraires, entraînera les rouages de la révolution industrielle. La course à la productivité, fondement même du développement capitaliste, implique le remplacement de la force de travail par des moyens de production, du travail vivant par le travail mort, du capital variable par le capital constant. L'augmentation de la productivité tend à accroître les salaires, ce qui ensuite induit de nouvelles avancées permettant d'économiser du travail. En parallèle, des masses de travailleurs domestiques sont jetées sur le marché du travail : la hausse des coûts dans la production agricole amène les employeurs à abandonner les arrangements de travail payés en nature au profit du salariat, faisant porter l'inflation sur les travailleurs. Le travail agricole libéré par les enclosures dévalorise ces mêmes salaires alors que l'industrie parcourt la lande chaussée de bottes de sept lieues.

Tandis que le salaire se généralise, le marché commence à perdre sa centralité sociale. L'espace physique, en partie soumis au contrôle communautaire, laisse place à « un mystérieux marché "autorégulé", à un mécanisme des prix abstrait, et toutes les valeurs communautaires furent subordonnées à l'obligation de faire des profits[44] ». Très rapidement, « le représentant typique de la pauvreté

43 E. P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 635.
44 E. M. Wood, *op. cit.*, p. 109.

rurale est à présent devenu le prolétaire sans terre, qui dépend presque exclusivement du travail salarié ou de la Loi sur les pauvres pour sa subsistance[45] ». La Loi sur les pauvres vient rappeler, à la lumière des considérations précédentes, que zéro est aussi un salaire, même si c'est un salaire qui va nécessiter des compléments pour maintenir dans la réserve disponible celles et ceux qui le perçoivent.

Au milieu de tout cela surgissent le Général Ludd et le Capitaine Swing, l'un menant des incursions contre l'industrie textile, l'autre menant combat sur le théâtre agricole. Les deux mouvements se décrivaient en termes militaires, dont la forme la plus aboutie est la lettre « signée par le Général de l'armée des justiciers, Ned Ludd Clerk ». Ils prêtaient serment, cachaient des armes. Soutenus et populaires, on peut difficilement contester la réalité de ces mouvements. Ils eurent des portées variables, et diverses activités. Pour les seules émeutes de Swing, « incendie volontaire, lettres de menace, notices et placards "incendiaires", "brigandage", réunions à propos des salaires, attaques de contremaîtres, de pasteurs et de propriétaires, ainsi que la destruction de différents types de machines, tout cela joua un rôle ». Malgré la diversité des formes, le contenu demeure constant. « Derrière ces actions protéiformes, les buts essentiels des travailleurs étaient étonnamment cohérents : parvenir à un salaire de subsistance minimum et mettre fin au chômage rural[46]. » Les luddites n'étaient pas moins clairs : leurs revendications comportaient « un salaire minimum légal ; le contrôle de l'exploitation des femmes et des enfants ; la procédure d'arbitrage ; l'obligation pour les patrons de trouver un emploi aux travailleurs qualifiés remplacés par les nouvelles machines ; l'interdiction du travail de mauvaise qualité ; le droit de s'organiser syndicalement[47] ».

Il ne faudrait pas laisser entendre que ces deux grands moments de destruction des machines sont identiques. Ils ont des bases différentes. Quels que soient les liens qu'ils entretiennent, les mondes agricole et industriel en Grande-Bretagne sont en conflit ; les affrontements farouches autour des Lois sur les blés soulignent la contradiction d'intérêts entre ville et campagne. Kirkpatrick Sale

45 E. Hobsbawm, G. Rude, *op. cit.*, p. 35.
46 *Ibid.*, p. 195.
47 E. P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 726.

intitule son étude *Rebels against the Future. The Luddites and Their War on the Industrial Revolution*, qualifiant les luddites de rebelles contre le futur et leur action de guerre contre la révolution industrielle ; pourrait-on en dire autant des émeutiers de Swing[48] ? Mais on ferait fausse route, suivant en cela à moitié la conception de Thompson, en considérant les révoltes comme des luttes d'arrière-garde pour défendre la coutume. On se retrouve à nouveau face à la question pratique, celle de la nécessité. Assez souvent les luddites ont exprimé de façon très claire, affirmant leur droit et leur intention de « casser et détruire tous les métiers [...] sur lesquels ne sont pas respectés les prix convenus jusque-là entre les Maîtres et les Ouvriers ». Une liste suit ce communiqué : les machines qui ne déplacent pas d'ouvriers seront laissées intactes[49]. Ludd et Swing ont sans nul doute en commun la perception d'un glissement menaçant, d'un milieu culturel soumis à rude épreuve. Ils sont pourtant réunis, a minima, par une pression à la baisse sur les salaires et la menace d'un chômage technique. Et c'est là que l'énigme de la classification se met en place.

Les autorités, comme on peut le prévoir, ne sont prêtes à les qualifier de force insurrectionnelle que lorsque cela est nécessaire pour accroître les sanctions financières. Pour leur plus grande part, les moments de destruction de machines seront enregistrés par les observateurs comme des émeutes, à l'époque et par la suite. Après tout, la justice donne ses qualificatifs et assez fréquemment c'est pour le crime d'émeute que les armées de Ludd et de Swing sont poursuivies (même si assez rapidement une loi faisant de la destruction des métiers un crime capital sera instituée). Les magistrats de Nottingham rapportent « un esprit scandaleux d'agitation et d'émeute » durant les premiers moments de Ludd, établissant ce qui constituera les termes consacrés pour les condamnations suivant la Loi sur les émeutes.

De temps à autre la dénomination paraît adéquate, par exemple quand elle est appliquée à l'extorsion d'argent et de vivres.

48 Cf. K. Sale, *La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* (1995), Paris, L'Échappée, 2006.

49 Conant et Barker, cités dans E. P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 704.

Les événements réels, avec toutes leurs différences, ressemblent souvent formellement à une émeute — dans leur tonalité, leur élan, leur sauvagerie. Et pourtant. Il devrait être impossible de considérer ces revendications et de ne pas voir la grève en formation. Elles ne concernent que l'emploi, l'amélioration des salaires, des conditions de travail, les protections légales. Si l'on cherche la source de la grande confusion entre la nature sous-jacente de la lutte collective et son apparence, il n'est pas besoin de regarder plus loin que ces événements.

Clarifions l'argument, d'autant plus que nous nous attaquons ici à un problème de confusion. C'est uniquement au cours de cette période de transition historique que les délimitations de la grève et de l'émeute peuvent finalement apparaître clairement, précisément parce que c'est au cours de telles périodes que les deux peuvent se trouver dans une telle proximité, se combiner, et en définitive se clarifier. Ou pour le dire autrement, la destruction des machines est ce à quoi ressemble le mouvement de balancier, le swing qui va de l'émeute à la grève. Il semble certainement rétrograde, « le dernier chapitre d'une histoire qui commence aux XIVe et XVe siècles[50] ». Mais l'accent mis sur la coutume, sur le combat contre le futur, passe à côté de cet élément dans la destruction des machines qui est invention, qui anticipe. Il s'agit tout autant du premier chapitre d'une politique conflictuelle dans l'atelier qui n'a pas encore pris fin. C'est seulement au cours d'une période de transition que peut apparaître pareil hybride, à la fois scandaleux et original, un pied dans les enclosures et les émeutes frumentaires, l'autre dans le code du travail et les luttes sur la journée de travail. « Nous arrivons à la fin d'une tradition et la nouvelle n'est qu'à peine émergée[51] », écrit Thompson. Dans pareilles circonstances, il est inévitable que les tactiques se multiplient alors que les gens recherchent des solutions à un nouvel ensemble de problèmes, empruntant des formes à l'ancien répertoire — tout comme le capital puise ses formes dans le commerce jusqu'à ce que le nouveau contenu soit prêt à apparaître au grand jour.

50 *Ibid.*, p. 715.
51 E. P. Thompson, « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIIIe siècle », *op. cit.,* p. 84.

C'est précisément la transition du marché à l'atelier, du prix des biens au prix de la force de travail comme pivot sur lequel s'articule la reproduction, qui dicte le mouvement de balancier entre émeute et grève dans le répertoire de l'action collective. Il s'agit en fait de la même chose, contexte et conflit. Ils évoluent ensemble. La proximité dans le rythme de ce double changement fournit le fondement historique pour une argumentation politico-économique qui définit émeute et grève conformément à leur plénitude historique — une définition non en fonction d'activités données, mais selon la façon qu'ont des masses de gens d'affronter le problème de leur reproduction, leurs positions dans les rapports sociaux existants, les endroits auxquels ils ont été conduits, les espaces dans lesquels leurs adversaires doivent être visibles, peuvent être vulnérables.

Le Nombre

> Levez-vous, lions après la veille,
> En foule indomptable,
> Mettez à bas vos chaînes, cette rosée
> Sur votre sommeil tombée —
> Vous êtes le nombre — ils sont peu —[52]

Partant à la recherche d'un fil rouge qui traverserait toute la séquence émeute–grève–*émeute prime*, il y aurait pire guide que le fil du poème de Shelley, composé pour « un petit volume de *chansons populaires* entièrement politiques[53] ». Le poème évoque le massacre de Peterloo de 1819, nommé ainsi ironiquement en référence à la bataille de Waterloo, quatre ans auparavant. Nous sommes donc en plein milieu du creuset de Thompson. L'Angleterre subit famine et dépression. Les émeutes frumentaires, qui ont connu leur apogée en 1800–1801, sont sur le déclin. La fin des guerres napoléoniennes a jeté une grande masse de corps sur un marché du travail incapable

52 P. B. Shelley, *The Masque of Anarchy*, xxxviii, Londres, Edward Moxon, 1832, p. 20.
53 P. B. Shelley, « Lettre à Heigh Hunt, 1er mai 1820 » *in* F. L. Jones (éd.), *The Letters of Percy Bysshe Shelley*, t. II, Oxford, Clarendon Press, 1964, p. 191.

de les absorber. Le seuil de pauvreté en Angleterre s'établit autour de 15 % et l'émigration atteint des sommets historiques.

C'est dans ce cadre que 60 000 personnes se rassemblent à St. Peter's Field à Manchester, demandant des réformes parlementaires, principalement sur le vote. On donne lecture de la Loi sur les émeutes. Au cours de la charge de cavalerie qui s'ensuit, plus d'une dizaine de manifestants sont tués, des centaines blessés. Le pays est sous le coup de l'indignation morale. En Italie, Shelley bâtit son poème à partir des articles parus dans les journaux.

Il serait difficile de qualifier Peterloo d'émeute, dans le sens où le mot a évolué au cours des siècles qui ont précédé. En un sens, il en est proche. La grande assemblée se retrouve sur l'agora. Le terme et l'article de loi relatif sont employés dans tous les cas ; c'est la catégorie dont disposent les gens dans leurs représentations. Il y eut certainement des rassemblements dans les villes environnantes qui mériteraient davantage d'être qualifiés d'émeutes au cours des jours qui suivirent. Mais l'émeute « XVIII^e siècle » avait en gros atteint ses limites et éclaté. Le rassemblement de masse sur une place pencherait vers la révolution ou rien, acculé par l'impossibilité de la revendication concrète, puisque même les appels à la réforme se heurtent à une violence mortelle. C'est là où débute le poème. Le déplacement à partir de l'émeute s'opère déjà. James Chandler écrit :

> Tout cela pour dire que des dénominations comme Peterloo, comme « la Révolution française » à une plus grande échelle, ou même « le romantisme » à une échelle encore plus vaste, qualifient des événements d'une durée indéterminée qui marquent une transformation majeure dans les pratiques de la représentation littéraire et politique moderne, une transformation comprise sur le moment comme possédant un potentiel révolutionnaire[54].

54 J. Chandler, *England in 1819. The Politics of Literary Culture and the Case of Romantic Historicism*, Chicago, University of Chicago Press, 1998, p. 18.

Le poème ne sera pourtant pas publié avant 1832, à la toute fin de notre premier balancier. La dernière strophe de ce long poème deviendra une sorte de cri de ralliement, lutte après lutte. Il est rapidement repris par les chartistes, qui en 1842 sont tout près de la première grève générale. Le temps du travail a commencé. En 1911, Pauline Newman orientera ses discours pour l'organisation de l'Union internationale des ouvrières du vêtement suivant les mots de Shelley. Mais d'autres mouvements de balancier suivront. En 2010, le poème fait son retour au pays natal quand les étudiants (entre autres), en lutte contre les coupes budgétaires draconiennes dans les aides sociales, s'engouffrent au 30, Millbank, le siège du parti conservateur à Londres et l'occupent. La dernière strophe de Shelley sera citée à maintes reprises dans les jours qui suivent, fil rouge reprenant sa place dans la longue saison qui couvre le mouvement des places, Occupy, le Printemps arabe — le retour de l'émeute.

La dernière strophe vient mettre une dernière ligne à un quatrain apparu précédemment, détournant le regard du pacifisme fondamental du poème : « Vous êtes le nombre — ils sont peu ». Il doit être possible de vous convaincre que les sonorités de la première ligne, *Rise, like lions after slumber*, cherchent à vous faire entendre le mot *riot*, émeute. Difficile de ne pas le voir. Difficile de ne pas voir dans l'association que fait le poème entre « Anarchie » et l'État corrompu, plus que dans les adversaires de l'État, un avant-goût de l'inversion dialectique avec laquelle s'ouvre ce livre : « Un ordre violent est un désordre ; et un grand désordre est un ordre. Ces deux choses n'en sont qu'une. » Mais la ligne finale de Shelley pose une question plus simple, ou peut-être plus nettement complexe, celle du *nombre*.

Le populaire et le politique, comme il le soulignait. Masses et puissance, pour reprendre l'aphorisme de Canetti. Masses, classes, foule, multitude. Sujets, citoyens, peuple. L'idée d'un antagonisme social et d'une métamorphose, l'idée du *politique* (en risquant une pompeuse substantialisation) : cela ne peut être dissocié d'une idée du *nombre*, et de ce qui doit lui donner son unité, qu'elle soit autoproclamée ou fantomatique. Il ne s'agit certainement pas ici d'analyser la littérature. Juste une simple proposition : qu'*émeute* et

grève ont servi, entre autres, de métonymies pour cette question à un moment donné.

Il existe une autre façon de dépeindre ce que recouvre l'idée d'un répertoire de l'action collective et d'y identifier une tactique principale. Ces tactiques, et les changements qu'elles connaissent, sont des expressions de la masse sociale et de ses recompositions, qui ensuite se forment et se transforment à partir de bases matérielles données. Pour le dire autrement, l'émeute n'est pas un événement isolé et singulier ; elle est à la fois une fraction réelle et une figure du *nombre* auquel elle est toujours adjacente. Elle est le rapport interne du nombre, externalisé sous certaines conditions. Cela est aussi vrai de la grève. Comprendre les transformations de la séquence émeute–grève–*émeute prime*, c'est voir les changements du nombre, voir ce qui en lui peut être compris.

PARTIE 2 : GRÈVE

CHAPITRE 4
GRÈVE CONTRE ÉMEUTE

Quelle sorte d'autre de l'émeute est la grève ? Le XIXe siècle repose sur la mesure de ce rapport et de la façon de le représenter. Il le fait de façon inégale dans toute l'Europe occidentale, à travers la Grande-Bretagne, les États-Unis — obstinément, fébrilement, mais avec d'importantes conséquences.

Ce livre n'est pas une histoire de la grève ou du mouvement ouvrier, de cette époque au cours de laquelle la prolétarisation renvoie à la dépossession agraire, l'essor industriel, l'accroissement relatif et absolu du passage au salariat au niveau mondial et à l'autonomie individuelle comme mode d'intégration dans les circuits d'accumulation. Nous avons pourtant là les points de référence de la période au cours de laquelle l'âge d'or de l'émeute s'achève et à partir de laquelle émerge la nouvelle ère des émeutes : le long lundi de ce monde, où il fut toujours grand temps, pour le travail et le capitalisme productif, de mener la danse à l'échelle mondiale, avec la volatilité qui le caractérise.

La grève, tactique dominante de l'action collective durant cette période, appellera une certaine évaluation — en particulier parce que son statut, une fois qu'elle devient la manifestation centrale de la confrontation sociale, offre une base à partir de laquelle penser l'émeute. Chacune des actions clarifie la structure et la dynamique de l'autre, chacune trahit des changements dans les métamorphoses heurtées et souterraines du capital. Cela est vrai non seulement dans l'absolu, d'une façon qui permettrait de peser la vérité de chacune, mais aussi en fonction des conceptions politiques relatives

aux deux et à leur appariement — ce qu'on pourrait appeler les idéologies de l'émeute et de la grève.

Dans le chapitre précédent, nous avons avancé la définition la plus large possible de la grève : une lutte sur le prix de la force de travail et sur l'emploi lui-même, menée par des travailleurs en tant que travailleurs dans la sphère de la production. On peut isoler abstraitement ces caractéristiques et les étendre à toute action qu'elles orientent. Cette grève arrive tôt et coexiste avec l'émeute pendant qu'elle rassemble ses forces.

Ceci va évidemment trop loin. Disons qu'il s'agit d'une expérience de pensée, certainement en désaccord avec les analyses conventionnelles établies depuis le XIX^e^ siècle, qui donnent un cadre bien plus étroit dans lequel une tactique doit s'inscrire pour pouvoir porter ce nom. La grève au sens étroit est généralement définie selon le nom qu'elle se donne ou la compréhension qu'elle a d'elle-même, qui doit aller de pair avec un certain comportement physique et politique : ordonné, ancré dans un lieu, discipliné, légaliste, marqué par le refus. Des formes d'apparition, en somme, repérables par un observateur lambda. Si un mouvement ne rentre pas dans ces critères ou dépasse ce cadre, on ne le qualifie pas de grève (on peut penser à ce qui s'est passé en 1913–1914 dans le Colorado, où, à un moment donné dans la succession des grèves planifiées, le mouvement des mineurs est devenu la guerre du charbon du Colorado, suivie du massacre de Ludlow). Ou, comme cela arrive régulièrement, les événements qui ne correspondent pas à ce modèle de grève sont gommés, de sorte que l'appellation *grève* garde ses droits. Qui, aujourd'hui, parlera de grèves pour les soulèvements des ouvriers du textile de Lyon en 1831 et 1834, revendiquant des salaires, du travail et un juste traitement de leurs dirigeants emprisonnés, au moyen de barricades et en menant une lutte de guérilla ? La grève arrive tard. La période de transition est bien plus longue. Sauf qu'en fait, comme nous le verrons, il n'y a pas de transition du tout.

Marx lui-même remarque que 1830 marque pour la France le passage d'un État de propriétaires terriens à un État de capitalistes. Hobsbawm généralise cette date pour en faire le point de bascule de la « conscience de la classe ouvrière » dans les pays où ont pris naissance les deux révolutions industrielles et bourgeoises, une

nouvelle situation qui « a fait son apparition entre 1815 et 1848 ». Pour lui, « en Angleterre et d'une façon générale en Europe occidentale, [1830] ouvre une ère de crise dans le développement de la société nouvelle, qui s'achèvera avec l'échec des révolutions de 1848 et l'énorme bond en avant de l'économie après 1851[1] ».

La temporalité donnée ici est complexe, mais fait ressortir le caractère tardif de la grève au sens étroit. On s'accorde à dire que la grève n'a pas d'existence réelle jusqu'en 1830, voire, en fait, longtemps après. Shorter et Tilly font partiellement exception. L'index de *La Formation de la classe ouvrière anglaise* ne comporte pas d'entrée *grève*. Dans son étude méticuleuse des travailleurs anglais entre 1750 et 1850, John Rule mentionne rarement la grève, et il montre qu'au cours de cette période elle ne s'est pas encore clarifiée, entretenant toujours un rapport ambigu avec l'intimidation, la destruction de machines, et d'autres activités extérieures à la grève — précisément l'ensemble des associations sommaires appelées à caractériser l'époque. Ces faits nous renseignent autant sur la façon dont l'époque se comprend elle-même que sur ses historiens. Dans la fameuse étude de Rudé de la période 1730–1848, l'entrée *grève* ne comporte qu'un renvoi : « Voir *conflits de travail, luddisme, Londres, Paris*[2] ». Indubitablement, il s'agit là de toutes les choses qu'on doit aller voir. La force de la substitution est de montrer qu'on doit envisager la grève comme une évolution tardive de la catégorie plus large qu'est le conflit de travail, un développement qui, en 1848, n'a pas encore fait son apparition.

Il serait idiot de contester cette conclusion. Il s'agit sans nul doute de la position convaincante qu'introduisent Shorter et Tilly :

> En nous concentrant sur la grève, nous excluons un certain nombre d'autres formes de conflit et d'action collective (les deux n'étant nullement synonymes) [...] C'est commode, dans la mesure où la grève est une des formes d'action les plus faciles à identifier, retracer et décrire. Les autres formes de conflit, de contestation et d'expression qu'on pourrait raisonnablement

1 E. Hobsbawm, *op. cit.*, p. 146, 269.

2 G. Rudé, *The Crowd in History. A Study of Popular Disturbances in France and England. 1730–1848*, Londres, Lawrence and Wishart, 1984, p. 278.

> utiliser pour se faire une idée de l'évolution des orientations des travailleurs comprennent la destruction des machines, le sabotage, la rixe, la manifestation, la rédaction de tract, et peut-être aussi le turnover et l'absentéisme ; tout cela étant plus difficile à isoler que les grèves. Les autres formes d'action collective que les travailleurs ont utilisées en vue d'objectifs communs comprennent la mise sur pied de partis politiques, de sociétés de secours mutuel, de groupes de conspirateurs, de syndicats, de mutuelles et bien d'autres projets coopératifs[3].

La préservation des nombreux modes d'action collective, de la créativité des affrontements, constitue une tâche essentielle. Mais on rencontre ici aussi des écueils, des problématiques qualitatives qui surgissent au-delà des analyses quantitatives. La tendance à situer l'apparition de la grève au point d'inflexion, au moment où elle devient la tactique principale, plutôt qu'au moment où elle fait son entrée sur la scène des luttes, est symptomatique de telles difficultés. Cela a pour effet de suggérer une coupure historique excessivement nette entre émeute et grève. De plus, en s'accordant généralement à penser que la grève devient une sorte de quintessence des conflits de travail, on passe sous silence, certainement contre les intentions de nos plus brillants historiens, l'émergence de celle-ci à partir de l'émeute, à partir des luttes sur la circulation. Au lieu d'être associées de façon complémentaire et inscrites dans une même généalogie, les deux tactiques sont délimitées de façon rigide, autant par leur nature que par leur histoire, et renvoyées dos à dos. Cela s'avèrera plus tard un problème pour ceux qui cherchent à comprendre le retour de l'émeute.

Spectacle et discipline

Opposer émeute et grève est un des projets explicites du XIXe siècle et qui perdure dans certains espaces ensuite. Au mitan du siècle, ce couple est bien constitué. Voyez la distance qui sépare les émeutes du Bull Ring en 1839 et la grève des ouvriers du verre flint deux décennies plus tard. Chaque mouvement peut être considéré

3 E. Shorter, C. Tilly, *op. cit.*, p. 4.

comme exemplaire dans son genre. Le premier débuta par une série de réunions politiques qui se tinrent dans le Bull Ring, le quartier commerçant de Birmingham. Le 4 juillet, le maire et les magistrats se rendirent sur place et donnèrent lecture de la Loi sur les émeutes, puis les forces de police qu'on avait fait venir de Londres chargèrent la foule d'une façon qui conduira clairement et inévitablement à la comparaison avec Peterloo. En conséquence, une émeute s'ensuivit. « Des vitrines furent brisées au moyen de briques et des pains de sucre pillés dans l'épicerie Bourne avant qu'on y mette le feu, et les vitrines grillagées furent attaquées au moyen de poteaux de métal arrachés de la clôture », occasionnant tant de dégâts que « le duc de Wellington alla jusqu'à comparer Birmingham aux villes du continent dont il avait observé le pillage pendant ses campagnes militaires[4] ». D'autres émeutes suivirent, à Birmingham et ailleurs.

Parallèlement à l'essor de l'architecture de verre, la destruction des vitrines devint au XIXe siècle définitoire de ce qu'Ian Hayward appelle « l'émeute spectaculaire ». Par une comparaison bien trouvée, Isobel Armstrong oppose les émeutes de 1839 à la grève victorieuse des ouvriers du verre flint, qui débuta dans des usines situées dans différentes villes en décembre 1858 et se prolongea au début de l'année suivante. La grève, qui suscita un vaste débat dans le syndicat et en-dehors de celui-ci, se définit précisément contre les pratiques émeutières de 1839 et autres. Peu étonnant, quand on en connaît les acteurs : « [L]a pratique du bris de vitrine n'a pas prise sur les ouvriers du verre et la discipline de leur grève[5]. » En cela, l'idée que la grève se fait d'elle-même est paradigmatique de l'action ouvrière moderne. La grève est exactement ce que l'émeute n'est pas.

On peut difficilement contester que ces deux événements portent bien leur nom. Le premier n'est pas la forme-vraie de l'émeute

4 M. Weaver, « The Birmingham Bull Ring Riots of 1839. Variations on a Theme of Class Conflict » in *Social Science Quaterly*, nº 78 : 1, mars 1997, p. 137, 146.

5 I. Armstrong, *Victorian Glassworlds. Glass Culture and the Imagination 1830–1880*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 69. Armstrong rapproche aussi les deux événements par l'étrange circonstance qu'un des magistrats de Birmingham en 1839, William Chance, se trouvait être un des associés d'une des grandes entreprises verrières anglaises.

frumentaire, dont l'apogée et le déclin ont alors plusieurs décennies. Mais elle en est assez proche — en particulier par son déclenchement depuis la place du marché, le pillage, qui comprend l'emparement de denrées alimentaires, les affrontements sanglants avec l'État, etc. L'autre suit le schéma de la grève à la lettre. Il est facile de comprendre pourquoi elle voulait se distinguer à tout prix de l'émeute, étant donné son besoin de faire valoir sa légitimité à la fois face à la répression étatique et pour avoir le soutien des autres syndicats. À ce stade, la démarcation nette entre (et de fait l'opposition entre) émeute et grève est *devenue* vraie.

On peut comprendre cela comme *l'idéologie de l'action collective* qui se consolide dans la période, au cours de laquelle émeute et grève se retrouvent dans une opposition politique, voire en conflit. Cette opposition est possible précisément parce que les deux actions ont été entièrement définies selon leurs formes d'apparition, qui sont supposées fournir une lecture claire de leur politique, de leur contenu social. Walter Benjamin remarque que « les formes *techniques* de construction (par opposition aux formes artistiques) ont ceci de spécifique que leur progrès et leur réussite sont proportionnels à la *transparence* de leur contenu social. (D'où l'architecture de verre.)[6] » La production industrielle, le progrès, l'architecture de verre. Voilà le monde de la grève. L'idéologie de l'action collective s'attache à cette idée de transparence — l'idée qu'en regardant à travers la surface, on puisse voir directement les profondeurs, avoir directement accès au contenu social. La grève devient la grève en étant *formalisée* contre l'émeute. C'est l'ordre lui-même, la vitrine non-brisée. L'émeute, définie alors de la même façon comme l'inverse de la grève, doit pareillement trouver son contenu dans sa forme. Mais cela a des conséquences paradoxales. Sa forme est désordonnée : le désordre devient son contenu. Nul ne sait ce que veut l'émeute. Elle ne veut rien d'autre que son propre désordre, son éclatante opacité. Éclats et tessons de verre brisé.

Il ne s'agit pas ici de dire que sous cette idéologie se cache une vérité opposée ; ce n'est pas ainsi que fonctionne l'idéologie. Il ne faudrait pas laisser entendre que l'émeute et la grève ne seraient

6 W. Benjamin, *Paris, capitale du XIX^e^ siècle* (1939), Paris, Cerf, 2006, p. 482.

qu'une et même chose, ou presque. La division entre émeute et grève est nécessaire, voire évidente, et repose sur les évolutions les plus concrètes de l'économie politique de l'époque. Au contraire, nous souhaitons attirer l'attention sur ce qui peut être perdu quand on les inscrit dans une opposition rigide et statique. En oubliant l'histoire par laquelle la grève émerge de l'émeute, on perd le processus de transformation lui-même et on se retrouve face à ses résultantes, qui se présentent comme des évidences. Cela produit des limites pour une périodisation adéquate de l'histoire du capital. Le « capitalisme » n'est pas une chose homogène. Il n'est pas non plus un phénomène gentiment sériel, dans lequel les situations synchrones s'enchaînent. Fredric Jameson, dans la méthodologie littéraire qui marqua son époque, souligne (à une échelle différente) que « ce qui est synchronique, c'est le "concept" du mode de production ; en ce sens donc, le moment où coexistent historiquement plusieurs modes de production n'est pas synchronique : il est dialectiquement ouvert à l'histoire[7] ». C'est précisément cette synchronisation — celle de l'émeute avec une phase du développement capitaliste, de la grève avec une autre, et une rupture entre les deux — qui masque cette situation. Si par notre chronologie nous indiquons que l'ère des émeutes prend fin avant que commence celle des grèves, on ne peut pas totalement rendre compte de l'évolution de l'équilibre au sein du capital lui-même, les évolutions perpétuellement induites par la dynamique de la valeur se remettant elle-même en cause.

Armstrong s'efforce de dépasser cette limite, de franchir l'écart béant ouvert entre émeute et grève. Des émeutes précédentes elle tire ce qu'elle nomme « les trois principes cardinaux dans la grammaire de la vitrine brisée — l'action collective, le corps comme propriété, et le refus de l'abstraction » ; éléments qui, selon elle, refont surface par la suite dans la grève. Il s'agit là d'une lecture fine et inspirée de ces questions essentielles, en particulier le rejet de ce qu'elle nomme le code d'honneur du bris de vitrine, dans lequel « la vitrine cassée est un acte de violence non-formel, un certain *style* de méfait sans contenu[8] ».

7 F. Jameson, *L'Inconscient politique. Le Récit comme acte socialement symbolique* (1981), Paris, Questions théoriques, 2012, p. 117.

8 I. Armstrong, *op. cit.*, p. 73.

Et cependant Armstrong, dans sa grammaire, conserve un certain formalisme, une insistance dans son propos — comme Hayward avec son idée de l'émeute spectaculaire, qui à première vue pourrait être prise comme une réponse au nouveau spectacle de la modernité urbaine et industrielle. Le contenu social, autant de l'émeute que de la grève, ne peut se limiter aux principes de ses participants, à leurs affects et à leurs croyances. Quel est alors le contenu social de la grève ? Il est double. Comme on l'a remarqué, c'est la confrontation du travail avec le capital quand il tente de fixer le prix de la force de travail (contre le prix du chômage, égal à zéro). Mais le contenu de la grève est aussi *la productivité elle-même*, et c'est de toute première importance. Ce n'est pas du « capitalisme » dans un sens général ou abstrait dont dépend la grève. Elle ne saurait non plus être ramenée aux malheurs propres à la vie mécanisée de l'industrialisme, même si personne ne doute qu'ils en constituent un stimulus brutal. Il s'agit plutôt de l'ensemble des changements liés au passage du capital commercial au capital industriel qui poussent les masses dans les nouveaux secteurs productifs et le capital à s'y concentrer lui aussi — tout comme les masses avaient été auparavant poussées sur le marché pour leur survie, au cours d'un processus mondial heurté.

Un fait marquant, même s'il est souvent négligé, est que l'efficacité de la grève limitée, organisée autour de la revendication, coïncide largement, non avec la fragilité du capital, mais avec sa vitalité, lorsque le circuit salaire-marchandise produit survaleur et accumulation. Quand la production ne s'élargit pas, un capitaliste a moins intérêt à maintenir la continuité de celle-ci et peut chercher à tenir plus longtemps que les grévistes. « Mais avancer qu'un patron *pouvait* tenir davantage que ses ouvriers en grève, note John Rule à propos des premières grèves anglaises, ne revient pas à dire qu'il était toujours dans son intérêt de le faire. Il ne voulait pas abandonner les importants profits réalisables par une production accrue sur un marché en expansion. Dans de telles conditions, il était plus rationnel de céder que de résister aux revendications[9]. »

9 J. Rule, *The Labouring Classes in Early Industrial England 1750–1850*, Londres, Addison Wesley Longman, 1986, p. 261.

Trop et trop peu

D'où la catégorie des luttes sur la production, dont la grève est l'archétype. La grève est la forme d'action collective propre à la phase productive du capital. Elle prend naissance et fait ses premiers pas dans le monde auparavant, mais ne peut se réaliser uniquement qu'au cours de la période d'accumulation du capital. Cette phase ne survient pas ponctuellement ou par elle-même, lorsque le capital commercial ou centré sur la circulation s'est tari, mais émerge au contraire à partir de celui-ci et lui reste intimement lié. Production et circulation sont prises dans un rapport classiquement dialectique : à la fois opposées et constitutives l'une de l'autre, leur contradiction (la contradiction entre valeur et prix) les entraîne dans un mouvement conjoint. L'origine de la grève est la transformation qui conduit corps et capital dans la sphère de la production. Pas tous les corps, pas l'intégralité du capital, répétons-le, mais dès qu'un certain seuil est franchi. La grève émerge de la circulation, mais elle ne devient la tactique principale qu'une fois passé ce seuil, quand un changement quantitatif dans la structure de l'économie devient qualitatif. En définitive, on peut formuler les choses ainsi : la grève prend son essor quand la reproduction des prolétaires se déplace vers le salaire, qui doit en même temps devenir le point nodal du circuit de reproduction du capital lui-même.

La purification et l'autonomisation de la grève au XIX^e^ siècle sont par conséquent des processus biaisés : ils ne s'attachent qu'à l'opposition entre production et circulation, sans leur unité. Ce qui revient à dire, en termes de dialectique entre continuité et rupture, que poser la grève face à l'émeute est nécessaire mais insuffisant, donnant trop de poids à la rupture, faisant pencher vers la discontinuité et l'opposition formelle. Il faudra identifier les moments au cours desquels cette continuité, pour l'heure dissimulée derrière le voile du changement historique, deviendra visible.

Nous pourrions revenir à 1839 juste pour renouer avec l'hétérogénéité du moment. Les meetings politiques qui ont engendré cette violence sont des réunions chartistes, évidemment. Porte-étendard du « nombre » de Shelley, ils constituent l'organisation ouvrière la plus avancée de Grande-Bretagne. Leur journal, *The North Star*, publie « To the People » — un passage du *Masque de l'anarchie* où l'on

trouve le fameux vers — en avril 1839. En mai, il fait paraître un poème par « E. H. (une ouvrière de Stalybridge) » et en juin un poème anonyme, « Quelques vers d'un ouvrier ». C'est le numéro qui vient de paraître au moment où éclatent les émeutes du Bull Ring[10].

Le mouvement ouvrier organisé est déjà bien en marche. Comme l'écrit Eric Hobsbawm :

> En Angleterre, les essais pour réunir tous les travailleurs en « syndicats généraux », c'est-à-dire pour passer de l'isolement local et professionnel des groupes particuliers de travailleurs à une solidarité nationale, peut-être même universelle du monde ouvrier, prirent naissance en 1818 et se poursuivirent dans la fièvre entre 1829 et 1834[11].

Il n'est donc pas si facile de saisir les enjeux politiques du Bull Ring. Cette incertitude paraîtra encore bien fade au regard des événements survenus trois ans plus tard, peut-être les plus incertains de tout le XIX^e^ siècle britannique. Le mystère tient ici tout entier en une seule phrase : « [L]e point de combustion sociale spontanée fut atteint en Angleterre à l'occasion de la grève générale et spontanée des chartistes de l'été 1842 (dite *plug riots*, littéralement "émeutes bouchon")[12]. »

« Spontanée ». On voudrait souligner les deux occurrences du mot ; nous ne savons que trop bien qu'ils signalent l'émeute. Le mouvement commence avec les mineurs du Staffordshire pour se propager aux usines, aux fabriques, et aux mines de toute la Grande-Bretagne, emportant finalement plus d'un million de travailleurs à sa suite. Il revêt, presque à la perfection, les aspects essentiels de la grève ouvrière : il prend la forme du refus de travail. Après trois années de récession industrielle, sa principale revendication, adoptée par motion tout au long de l'action, concerne la longueur de la journée de travail et le rétablissement des salaires au niveau de 1820, ainsi que des baisses de loyer. Hobsbawm insiste

10 M. Sanders, *The Poetry of Chartism. Aesthetic, Politics, History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 233.
11 E. Hobsbawm, *op. cit.*, p. 269.
12 *Ibid.*, p. 218.

pourtant pour dire que le mouvement tient à la fois trop et trop peu de la grève, que « la grève générale se révéla inapplicable dans le cadre du chartisme, sauf (en 1842) sous la forme d'une révolte de la faim, éclatant spontanément[13] ». Il semble ici soucieux de reconnaître que la grève et l'émeute pourraient présenter une continuité, tout en tentant de préserver l'idée de la grève pure comme étant autre chose. C'est un imbroglio. Mais cet imbroglio est la vérité des choses.

De telles confusions surgissent inévitablement quand on confond trop facilement la forme et le contenu. Ils sont aussi des signes de la coexistence dont parle Jameson, de la présence de tensions dans la spirale diachronique du capital. Comme tels, ils permettent de penser d'autres moments de coexistence, d'autres moments de métamorphose au sein du capital et donc dans les formes d'action collective. Puisque ce livre a tendance à pencher pour une métamorphose comparable à notre époque, cela est certainement évocateur.

CHAPITRE 5
LA GRÈVE GÉNÉRALE

Cette idéologie de l'action collective, pour laquelle émeute et grève sont situées dans une opposition figée, sera ensuite remplacée par une opposition comparable, à un niveau plus conceptuel, entre anarchisme et socialisme. Envisagées à partir des conventions actuelles, on peut penser que certaines tactiques, et le répertoire qui les accompagne, sont issues de positions politiques et d'analyses particulières et qu'elles leur sont donc propres[14]. Historiquement, l'opposition idéologique entre tactiques a contribué à produire l'opposition politique, ce qui a par la suite consolidé davantage le contraste entre formes d'action.

Aujourd'hui, la grève, et avec elle la catégorie plus générale des actions ouvrières organisées et l'organisation à grande échelle en tant que telle, se comprend comme la tactique politico-économique associée au champ complexe dont le socialisme et le communisme

13 *Ibid.*, p. 271.

14 Le marxisme n'étant pas une conviction politique (encore moins un programme), mais bien un mode d'analyse.

forment les horizons politiques, comprenant la pensée matérialiste historique. L'émeute, et avec elle la cohorte de tactiques « insurrectionnelles », face et au-delà de l'organisation ouvrière traditionnelle, se situe en opposition à cela. Elle est une attaque spontanée de la vie quotidienne, mais aussi le rejet de tout programme politique censément déterministe, autoritaire et implicitement, sinon ouvertement, étatiste. Une des interrogations essentielles de ce livre est de savoir si ce catalogue d'oppositions bien repérées, composant une équation aux origines historiques réelles, est toujours d'actualité.

Il ne s'agit certainement pas de rejouer ici la scission dans la Première Internationale, et un exposé complet de la divergence entre anarchistes d'un côté et socialistes et communistes de l'autre dépasserait le cadre de notre propos[15]. Il peut être utile de rappeler dans quelle mesure ces positions étaient au départ bien plus proches qu'elles ne le sont aujourd'hui ; leur polarisation est un processus historique, parallèle à celui de l'émeute et de la grève. À l'époque de la Première Internationale, elles avaient en commun la rhétorique sur l'émancipation des travailleurs comme projet fondamental, ainsi que la centralité du prolétariat et le préalable de la guerre de classe comme fondement de la révolution. Les débats de l'époque sont instructifs. On peut se pencher sur la querelle entre l'anarchisme collectiviste et le communisme anarchiste des années 1870. La seconde fraction voulait abolir tout échange marchand et le salariat, alors que dans l'idée des premiers, « une économie d'échange continuait à fonctionner au sein d'un réseau de "collectivités" autogérées de travailleurs détenant légalement les instruments et les ressources de production ». Le travail salarié et

15 Évoquer la distinction entre socialisme et communisme ne peut que soulever davantage de questions. L'idée, qui s'avérera plus loin pertinente, est très semblable à ce que fait Moishe Postone avec le terme de « marxisme traditionnel », que nous comprenons comme socialisme — qui fait référence à un horizon politique où les moyens de production sont socialisés sous contrôle ouvrier au moyen de la prise du pouvoir d'État, alors que « communisme » renvoie à l'horizon politique d'abolition complète du mode de production. Sur la question de savoir si le premier peut mener au second, comme indiqué dans *La Critique du programme de Gotha* de Marx, quelques considérations rapides seront esquissées dans le dernier chapitre.

le statut de celui-ci prirent une importance décisive. Kristin Ross écrit : « En outre — et c'était le principal point de fracture entre les deux groupes — l'anarchisme collectiviste maintenait le système du salariat en faisant dépendre la distribution de la nourriture et des autres biens de la contribution du travail de chaque individu[16]. »

De telles positions et pareils débats quant au contenu d'une société révolutionnaire montrent clairement que l'antinomie rigide entre positions politiques issues de la scission sera remodelée avec le temps. La répartition des tactiques selon les positions et les analyses politiques ne survient pas simplement en chemin, mais est partie intégrante de ce remodelage. Nulle part le processus n'est plus explicitement mis en scène que dans le cas de la grève générale. Les débats sur la grève générale sont problématiques, notamment pour les diverses nuances faites entre grève générale « prolétarienne » et « politique », entre la grève « générale » et « de masse ». Par chance, pour nous, ce qui est en jeu est moins l'examen de ces distinctions qu'un moment particulier parmi les débats et les possibilités qu'il offre pour envisager le rapport entre tactiques et positions politiques.

La victoire de la position socialiste dans l'Internationale sur le modèle de lutte politique avait déjà été entérinée avant la scission de 1872. La résolution n° 9 de l'année précédente affirmait que « cette constitution du prolétariat en un parti politique est indispensable en vue d'assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but dernier, la suppression des classes ». L'engagement dans le processus parlementaire implique à la fois un certain type d'organisation et au minimum le respect d'un certain légalisme. La stratégie parlementaire connaîtra des hauts et des bas, mais la logique organisationnelle du parti qui l'accompagne demeurera, elle, constante. En tant qu'expression de la base de l'organisation, censément disciplinée dans sa mise en œuvre, et entrant en conflit avec le capital et non avec l'État, la grève au sens étroit ne peut faire autrement qu'adhérer à cet horizon politique, même si chaque grève particulière aura probablement des ambitions plus locales.

16 K. Ross, *L'Imaginaire de la Commune*, Paris, La Fabrique, 2015, p. 130.

Face à cela, le désordre apparent des méthodes de lutte anarchistes devient un objet de rejet. *Spontanéité* est le mot-clé qui marque ce rejet. Politiquement, il s'agit d'un terme ambigu. Il signale souvent une action qui survient « naturellement », une réaction momentanée. En ce sens, une action spontanée est esclave du stimulus. Il existe cependant une autre définition :

> Au XVIIIe siècle, lorsque Kant décrivait l'unité transcendantale de l'aperception — le fait d'être conscient de soi comme ayant sa propre expérience — il l'a nommée un acte spontané. Kant pensait à l'opposé de quelque chose de naturel. Un acte spontané est un acte librement entrepris[17].

Le terme conserve ainsi à la fois le sens de soulèvement réflexe (rappelant la conception spasmodique de l'émeute) et celui d'acte volontaire, librement choisi, auquel manque néanmoins l'élaboration patiente d'une contre-organisation évoluant en parallèle des développements du capital.

Le terme prend un tour complexe, encore plus délicat, avec la révolution soviétique. Lénine en fera un usage célèbre pour condamner les masses désorganisées. Le mot russe, *stikhiinost*, signifie à la fois spontanéité et chaos de la nature : ce qui possède le moindre degré d'organisation. Alexandre Bogdanov, philosophe et humaniste russe, précisera que ce désordre naturel est une résistance à cette organisation qu'est le travail humain, et que les deux se trouvent en opposition, « en conséquence, le monde est un champ de bataille du travail collectif, dans lequel l'activité humaine est aux prises avec la résistance spontanée de la nature[18] ».

C'est l'amalgame tacite entre ces acceptions — chaotique, naturel, contre le travail humain — qui permet au terme d'exprimer ses dimensions les plus péjoratives. Du point de vue de l'orthodoxie léniniste, le spontanéisme devient non seulement un certain

17 « Spontanéité, Médiation, Rupture » in *Endnotes*, nº 3, 2013, disponible en ligne. Les auteurs citent ici R. Pippin, *Hegel's Idealism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 16–24.

18 M. Chehonadskih, « The Anthropocene in 90 Minutes » in *Mute*, disponible en ligne.

manque d'organisation, mais aussi adversaire du travail, et donc implicitement du prolétariat. De plus, un désaccord avec des stratégies d'organisation peut se lire comme une irrationalité, opposée non seulement au travail, mais aussi à l'humain en tant que tel.

Au cours d'un épisode précédent de ce débat, mis en lumière par la Commune de Paris, Marx commence par argumenter solennellement contre une telle approche, contre l'action révolutionnaire impatiente. Au milieu des terribles défaites françaises de 1870, il lance un avertissement : « Les ouvriers français [...] ne doivent pas se laisser entraîner par les *souvenirs* nationaux de 1792. » Au contraire, ils doivent « édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe[19]. » On sait bien qu'il changera ensuite de position et livrera un jugement tout à fait remarquable sur la Commune.

Engels et Sorel

Les doutes exprimés au départ par Marx réapparaissent dans le jugement que porte Engels sur la grève générale lancée par les bakouninistes en 1873, alors que l'Espagne était au bord de la guerre civile. On retrouve probablement le spectre des conclusions d'Engels plus tard, hantant l'indécision de Hobsbawm, quand il identifie la grève générale à l'émeute — deux avatars de la spontanéité excessive et d'une organisation inadéquate, l'identité entre trop et trop peu. « La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier qui sert à déclencher la révolution sociale », écrit Engels, montant d'un cran sur l'échelle du mépris. Il poursuit :

> Un beau matin tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers, si bien que ceux-ci auraient le droit de se défendre, et par la même occasion d'abattre la vieille société tout entière.

19 K. Marx, « Seconde adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande » (1870) in *La Guerre civile en France* (1871), Paris, Éd. Sociales, 1968, p. 38–39.

Revenant à 1842 et aux limites du mouvement, à son manque de coordination et de préparation, il en arrive à l'endroit où « le bât blesse » :

> D'une part les gouvernements, surtout si on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront jamais arriver à ce stade ni l'organisation ni la trésorerie des ouvriers ; et d'autre part les événements politiques et les interventions des classes dominantes amèneront l'affranchissement des travailleurs bien avant que le prolétariat ne parvienne à se donner cette organisation idéale et ce fonds de réserve gigantesque. Par ailleurs, s'il les possédait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir à son but[20].

Dans cette analyse, les anarchistes manquent à la fois de rationalité et de ressources. N'ayant pas développé correctement leurs associations ouvrières, les travailleurs n'auront acquis ni la capacité organisationnelle ni les finances suffisantes pour mettre en œuvre ce qu'ils estiment être la bataille pour l'émancipation de tous. Rosa Luxemburg trouve là ce qui est appelé à devenir le lieu commun de la social-démocratie, dérivé de son autre, la « théorie anarchiste de la grève générale qui oppose la grève générale, facteur de déclenchement de la révolution sociale, à la lutte politique quotidienne de la classe ouvrière ». Toute défense de la grève générale anarchiste « tient tout entière dans ce dilemme simple : ou bien le prolétariat dans son ensemble ne possède pas encore d'organisation ni de fonds considérables — et alors il ne peut réaliser la grève générale — ou bien il est déjà puissamment organisé — et alors il n'a pas besoin de la grève générale[21] ».

Georges Sorel présentera cependant un remarquable contre-argument. Avant de passer à celui-ci, nous pouvons remarquer une intéressante affirmation d'Engels sur le développement d'un fonds de grève, la grosse artillerie dans l'arsenal du prolétariat. La limite à cette expansion est l'État, qui « ne laissera jamais arriver à ce stade

20 F. Engels, cité par R. Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat* (1906) in *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1969, p. 92–93.
21 *Ibid.*, p. 93.

[...] la trésorerie des ouvriers ». C'est le monde considéré du point de vue de l'accumulation, pour lequel on postule un surplus social croissant et où la lutte pour s'approprier la plus large part possible de ce surplus est le préambule plausible et nécessaire à un conflit élargi. Engels a une conception productiviste des fondements de la lutte, non seulement au sens abstrait, en postulant une centralité du travail productif dans la lutte révolutionnaire, mais aussi en présupposant une augmentation concrète et permanente de la richesse sociale tirée du capital productif ; il rejoint la remarque de Rule sur le fait que la réussite de la grève dépend d'une « production s'élargissant ». C'est la discrète spécificité historique à partir de laquelle Engels généralise sa critique.

Sorel se posera en contrepoint d'Engels trente ans plus tard. Sa défense de la grève générale n'est pas moins enflammée que sa condamnation par Engels, tout en ayant en commun avec celle-ci une tendance universalisante. Pour Sorel, la puissance de la grève générale ne réside pas dans sa capacité à soumettre immédiatement le capital, mais à fournir aux prolétaires une orientation totale, une totalisation politique.

Sorel fait la différence entre une grève générale « prolétarienne » et « politique ». Cette dernière se comprend comme un mécanisme lancé par des acteurs politiques contrôlant les centrales syndicales, dans le but de transférer le pouvoir d'un gouvernement à un autre, d'ores et déjà préparé et organisé. C'est « l'organisation idéale » qu'Engels estime impossible. Le geste de Sorel n'est pas d'argumenter contre Engels sur la possibilité d'une telle organisation. Il la rejette au contraire parce qu'elle préserve la domination politique, parce qu'elle projette sur la grève générale ce caractère « politique » dans lequel l'horizon est la prise du pouvoir et du contrôle centralisé de l'État. La grève générale prolétarienne, en revanche, est la condition préalable à une guerre de classe émancipatrice.

Ici Sorel oppose la grève générale prolétarienne à la grève dans un sens limité ou étroit, soulignant que cette dernière permet des gains et des avancées partielles qui servent à étouffer l'ardeur révolutionnaire. Il soulève aussi, mais sans la résoudre, la divergence d'intérêts entre travailleurs ordinaires et aristocratie ouvrière des

« contremaîtres, employés, ingénieurs, etc. » ainsi que l'apparent conflit d'intérêts entre paysannerie et prolétariat industriel. La conception de Marx d'un capital comme totalité et son abstraction de l'existence sociale en deux classes antagonistes ne peut être saisie dans cette perspective et ne peut pas non plus être construite au coup par coup.

La grève générale unifie l'expérience des misères du quotidien et les visions fugaces de quelque chose qui serait situé au-delà, donnant au travailleur individuel l'idée du monde vers lequel se dirige la révolution, « comme un ensemble perçu instantanément[22] ». Cette « connaissance parfaite » bergsonienne surmonte dans le même moment le problème pratique de la désunion de classe. Sorel imagine résoudre ce qui est qualifié de problème de composition de cette façon : « [M]ais toutes les oppositions prennent un caractère de netteté extraordinaire quand on suppose tous les conflits grossis jusqu'au point de la grève générale [...] la société est bien divisée en deux camps, et seulement en deux, sur un champ de bataille[23]. »

L'action spontanée est donc le corollaire de la connaissance spontanée au sens kantien. Cela permet le seul passage possible à une conscience de classe et une possibilité révolutionnaire actualisée qui ne soit pas empêtrée par avance dans des structures organisationnelles réifiées : « [I]*l faut s'approprier* [le] *tout indivisé* [de la grève générale] *et concevoir le passage du capitalisme au socialisme comme une catastrophe dont le processus échappe à la description*[24]. » Même si Sorel était un socialiste hérétique et un syndicaliste, c'est sa position, opposée à l'organisation en parti et en État, qui devint la position anarchiste bien connue sur la grève générale.

L'inversion de Rosa Luxemburg

La reconstitution de cette question par Luxemburg dans *Grève de masse, parti et syndicat* en fait un des plus grands textes politiques, autant pour sa méthode que pour sa conclusion. Cela ne va pas sans ambiguïtés. Parfois, elle semble faire la distinction entre grève

22 G. Sorel, *Réflexions sur la violence* (1908), Genève/Paris, Entremonde, 2013, p. 103.
23 *Ibid.*, p. 107.
24 *Ibid.*, p. 120–121.

générale et de masse, phénomènes appartenant respectivement aux XIXe et XXe siècles, à d'autres moments elle les traite de la même façon : « [L]'anarchisme, auquel l'idée de la grève de masse était indissolublement liée. » Elle reconnaît que la critique d'Engels de cette forme de grève « est, à vrai dire, si simple et si inattaquable à première vue, que pendant un quart de siècle elle a rendu d'immenses services au mouvement ouvrier moderne, soit pour combattre au nom de la logique les chimères anarchistes, soit pour porter l'idée de la lutte politique dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière[25] ».

Son propos ici est habile et convaincant, potentiellement trompeur. Il semble indiquer que toute réfutation du jugement d'Engels doit se placer du côté des « chimères anarchistes ». Pendant longtemps cela a constitué une lecture erronée de Luxemburg, dont la position a été souvent rapportée à une spontanéité sorélienne. Un de ces résumés, tiré du corpus des gloses admises, s'ouvre sur : « Rosa Luxemburg met fortement l'accent sur la spontanéité des masses. » Il mentionne quelques réflexions bien senties pour montrer que Luxemburg avait « une foi dans les masses fanatique, mais utopique, presque anarchiste[26] ». Sorel lui-même rapporte que « la *nouvelle école*, qui se dit marxiste, syndicaliste et révolutionnaire » — il parle de Luxemburg, peut-être d'Anton Pannekoek — « s'est déclarée favorable à l'idée de grève générale dès qu'elle a pu prendre une claire conscience du sens vrai de sa doctrine[27] ».

Pour Luxemburg, ce n'est pourtant pas la conscience doctrinaire qui a changé. Ce sont les circonstances matérielles. On ne peut pas en vouloir à Engels pour son raisonnement de 1873 ; ce sont ceux qui restent bloqués à cette position, en dépit de nouveaux développements historiques, qui sont méprisables. Pannekoek argumentera de façon similaire peu après. Face à la polémique de Kautsky contre la grève de masse, qui selon lui causerait du tort au parti social-démocrate et à ses syndicats, Pannekoek soutient qu'il n'y a pas de « coupure abrupte entre les différentes formes d'action [...]

25 R. Luxemburg, *op. cit.*, p. 93 et 96.

26 N. Geras, *The Legacy of Rosa Luxemburg,* Londres, Verso, 1976, p. 111–112. Le second passage est tiré d'E. H. Carr.

27 G. Sorel, *op. cit.*, p. 96.

que des différences de degré », des formes qui prennent leur importance en fonction du développement des forces économiques[28].

Luxemburg rédige son essai au cours d'une série de grèves de masse, tout d'abord en Belgique et en Suède, puis aux Pays-Bas, en Russie et en Italie ; puis la série de grèves insurrectionnelles qui composent la révolution russe inachevée de 1905. Elle interroge la grève non comme erreur, mais comme possibilité :

> La révolution russe nous apprend donc une chose : c'est que la grève de masse n'est ni « fabriquée » artificiellement, ni « décidée », ou « propagée », dans un éther immatériel et abstrait, mais qu'elle est un phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique. Ce n'est donc pas par des spéculations abstraites sur la possibilité ou l'impossibilité, sur l'utilité ou le danger de la grève de masse, c'est par l'étude des facteurs et de la situation sociale qui provoquent la grève de masse dans la phase actuelle de la lutte des classes, qu'on résoudra le problème ; ce problème on ne le comprendra pas et on ne pourra pas le discuter à partir d'une appréciation subjective de la grève générale en considérant ce qui est souhaitable ou non, mais à partir d'un *examen objectif* des origines de la grève de masse, et en se demandant si elle est historiquement nécessaire[29].

Son étude montre une situation profondément complexe en Russie. Elle décrit ce qui a conduit à la grève de masse de janvier à Saint-Pétersbourg :

> Ici on lutte pour la journée de huit heures, là, contre le travail aux pièces ; ici on emmène sur des charrettes à bras des maîtres brutaux après les avoir ligotés dans un sac ; ailleurs on combat l'infâme système des amendes ; partout on lutte pour

28 K. Kautsky, R. Luxemburg, A. Pannekoek, *Socialisme. La Voie occidentale* (1910–1913), Paris, PUF, 1983, p. 405. Avec le recul, comme il était facile de descendre Kautstky dans le débat !

29 R. Luxemburg, *op. cit.*, p. 99–100.

> de meilleurs salaires, ici et là pour la suppression du travail à domicile[30].

Avec cette multiplicité de revendications, aucune coordination politique par le haut n'est possible. Pourtant, la diffusion interne de la grève dans le prolétariat devient possible. Ce qui donne une cohérence à ces diverses particularités russes est la transition d'un absolutisme quasi féodal vers un capital en voie d'industrialisation. Même si les travailleurs urbains et la paysannerie peuvent occuper des positions assez différentes, ces positions sont situées dans cette même transformation singulière, et le lien est possible entre des luttes économiques et politiques mal définies, remettant en cause cette séparation qu'Anthony Giddens qualifie de base fondamentale de l'État capitaliste[31]. Un déplacement de l'équilibre est ainsi possible, depuis l'affrontement avec l'absolutisme vers celui des luttes économiques qui suivent la grève de janvier. Cela, d'après Luxemburg, ouvre une perspective révolutionnaire :

> Mais en même temps, la période des batailles économiques du printemps et de l'été 1905 a, grâce à la propagande intense menée par la social-démocratie et grâce à sa direction politique, permis au prolétariat des villes de tirer après coup les leçons du prologue de janvier et de prendre conscience des tâches futures de la révolution[32].

La spontanéité peut ainsi se déployer en coordination dans des circonstances données, celles de la transition. C'est la séquence révolutionnaire que Luxemburg a sous les yeux, et la grève de masse est la forme que prend cette séquence. Cela ne valide pas, selon elle, la position anarchiste. Sa conclusion, qu'elle présente dès le départ, est en fait brutale à cet égard. Le caractère révolutionnaire et le succès de la grève de masse « non seulement ne réhabilit[ent] pas l'anarchisme, mais encore abouti[ssent] à une *liquidation historique*

30 *Ibid.*, p. 113–114.
31 A. Giddens, *The Class Structure of the Advanced Societies*, Londres, Hutchinson, 1973, p. 206.
32 R. Luxemburg, *op. cit.*, p. 115–116.

de l'anarchisme[33] ». Du fait des évolutions politico-économiques, la grève de masse a, pour ainsi dire, changé de bord ; par un mouvement objectif, elle a fait son entrée dans le répertoire de la lutte communiste.

On peut aujourd'hui considérer que Luxemburg, agissant au nom du socialisme et du marxisme, porte un coup fatal aux élucubrations anarchistes. Par endroits, le texte prend des accents résolument triomphalistes, ce qui ne lui fait pas honneur. On peut le comprendre comme une recommandation sur la façon de procéder, sur l'importance de la grève de masse comme arme ; cela est certainement essentiel.

Il peut être aujourd'hui plus intéressant, toutefois, de lire cet essai pour sa dialectique limpide. Quand les conditions matérielles évoluent, quand la structure politico-économique change, l'importance politique et les possibilités concrètes d'une tactique d'action collective peuvent aussi changer. Il faut abandonner l'amalgame sclérosé entre la grève, les formes d'organisation politiques qui l'accompagnent, et ce que nous appellerons dorénavant la théorie communiste. Tout comme l'amalgame sclérosé entre l'action collective censément spontanée et l'anarchisme. Les penseurs qui maintiennent de tels amalgames, quelle que soit leur habileté intellectuelle ou leur rejet de principe des tendances théoriques, ne peuvent qu'être nos Kautsky, ou en l'occurrence nos Bömelburg[34], figés dans l'ambre de « ce qui est souhaitable ». Il nous faut être disposés à « réviser fondamentalement l'ancien point de vue marxiste », un point de vue qui soit basé sur les transformations de la réalité sociale[35]. On ne déclare pas qu'un communiste fait ceci ou qu'un anarchiste fait cela. On va au « point de vue de ce qui est historiquement inévitable » — à partir de celui-là seul « le problème peut être saisi ou discuté ».

33 *Ibid.*, p. 94.

34 Théodore Bömelburg, président du syndicat des ouvriers du bâtiment et délégué au V^e^ Congrès des syndicats libres de mai 1905, prit position contre le SPD en déclarant notamment que les organisations ouvrières avaient besoin d'être « apaisées » pour pouvoir se développer et en rejetant tout usage politique de la grève [NDT].

35 *Ibid.*, p. 96.

CHAPITRE 6
LIGNES EMMÊLÉES, OU DE LA GRÈVE À L'ÉMEUTE

En 1963, la revue socialiste *Monthly Review* consacrait toute l'étendue d'un double numéro à un travailleur de l'automobile de Détroit : une description fidèle qui soulignait le caractère ordinaire du parcours de James Boggs, indissociable de sa vie remarquable. En 1937, empruntant le chemin de la Grande Migration qui mena les Noirs états-uniens depuis le Sud rural vers le Nord et le Nord-Ouest industriels, Boggs avait émigré de l'Alabama jusqu'à Détroit, où il allait vivre le reste de sa vie. Il épousa Grace Lee, troisième dirigeante et théoricienne de la Tendance Johnson-Forest, avec C. L. R. James et Raya Dunayevskaya. La tendance était issue du Parti des ouvriers et du Parti socialiste des ouvriers, deux groupes trotskistes ; elle conservait une orientation ouvriériste et s'intéressait particulièrement aux grèves sauvages militantes chez les mineurs et les ouvriers de l'automobile.

Étant donné toutes ces circonstances, ces affiliations et implications, la courte introduction de Boggs à son texte *The American Revolution. Pages from a Negro Worker's Notebook* est frappante. Il conclut ainsi :

> Je suis un ouvrier d'usine, mais je connais bien d'autres choses que le travail d'usine. Je sais la différence entre ce qui paraîtrait normal si l'on vivait dans une société de gens logiques et ce qui est normal quand on vit dans une société de gens réels avec des différences réelles. Il peut sembler parfaitement naturel à quelqu'un de logique et d'instruit, même quand il entend dire qu'il y a ou qu'il va y avoir une grosse émeute, de penser qu'il n'y en aura pas parce que les autorités ont tout sous contrôle. Mais si j'entendais les gens dire qu'il va y avoir une grosse émeute et que *moi*, je voyais une de ces personnes logiques en travers du chemin, je lui dirais qu'elle ferait mieux de dégager parce qu'elle va sûrement se faire tuer.

> Les réformes et les révolutions sont issues des actions illogiques des gens. Très peu de gens logiques ont jamais contribué à des réformes et aucun n'a jamais fait de révolution. Les droits, c'est ce que vous faites et ce que vous prenez[36].

C'est un passage curieux et pas seulement pour ce qu'il dit à la fin, ce qu'on pourrait qualifier d'*irrationalité déterminante*. D'un certain côté, c'est quelque peu obscur : l'émeute fait une apparition qui est, au minimum, sans fondement, voire déroutante par son caractère extra-lucide. On est en 1963, quatre ans avant la Grande Rébellion de Détroit, à l'époque la plus importante émeute à l'échelle du pays par son ampleur. Et c'est un an avant que les révoltes de Harlem et ailleurs n'inaugurent la période au cours de laquelle « l'émeute raciale » sera appelée à devenir une figure centrale du paysage politique états-unien.

D'un autre côté, le raisonnement que suit ce passage est familier, pour qui s'est intéressé de près ou de loin à l'histoire du débat implicite ici. Il associe tacitement l'organisation ouvrière à la « logique », avec une sorte de mise en ordre qui ne peut qu'être le décalque de la rationalité figée de la chaîne de montage de l'usine. L'émeute va de pair avec le désordre, l'absurdité, l'espace social ambiant soutenu par la rumeur. Il n'est pas moins marquant que ce passage reprenne Luxemburg sur le dépassement de toute prescription politique. La distinction qu'il établit entre « ce qui paraîtrait normal si l'on vivait dans une société de gens logiques » et « la réalité » de ce qui survient effectivement sous des conditions sociales données est une version de l'opposition de Luxemburg au politiquement « souhaitable » et à l'« historiquement inévitable ».

Tous deux perçoivent la particularité de leur période, de son ouverture, incertitude, potentialité. Les années 1960 donnent naissance à une situation unique d'émeutes et de grèves, une situation qui, à Détroit, connaît sa concentration maximale. Ici, la situation manifeste deux caractéristiques propres. L'une est la racialisation de l'émeute, ou plutôt le rapport entre émeute et racialisation. Ceci

36 J. Boggs, « Introduction » (1963) in *Pages from a Black Radical's Notebook. A James Boggs Reader*, Détroit, Wayne State University Press, 2011, p. 84–85.

constitue le thème d'un chapitre ultérieur. L'autre, qu'on peut difficilement dissocier de la question raciale, est la simple proximité des deux formes d'action collective — leur coexistence, contiguïté, confrontation. Il s'agit là d'une combinaison révélatrice de la décennie, un agencement qui, en se développant et se clarifiant, commence à montrer comment l'émeute ne sera pas appelée uniquement à exprimer, mais aussi expliciter ce moment historique.

On obtient les associations les plus instructives et clairvoyantes en rapportant l'émeute et la grève aux conditions politico-économiques du moment, celles qui confèrent au capital son orientation d'ensemble et évoluent avec le temps, faisant évoluer la signification et la portée des formes d'action. Ce rapport n'est pas absolu : les conditions politico-économiques ne sont pas absolument déterminantes. Elles expriment plutôt à la fois des possibilités et des limites. Le champ de la contestation sociale est mis en tension par, d'un côté, la capacité des humains à « faire leur propre histoire », et de l'autre, « les circonstances déjà existantes, données et transmises par le passé ». C'est du fait de la tension entre ces forces, entre la capacité d'agir et la détermination, que nous observons de multiples formes d'action collective dans une conjoncture donnée. En même temps, parce qu'un ensemble donné de conditions penche d'un côté et pas d'un autre, une de ces formes d'action aura tendance à devenir la tactique principale.

Dans les périodes de transformation systémique il y a nécessairement des évolutions dans ces tactiques et elles entrent en concurrence lorsque différentes fractions de la société selon leur position se lancent dans des luttes d'émancipation. Les années 1960 et 1970 aux États-Unis fournissent une occasion extraordinaire d'étudier ce phénomène de transformation, équivalent à ce qu'a connu la Grande-Bretagne au XIX^e^ siècle — même si dans ce cas, le vent du changement souffle dans le sens opposé, revenant depuis l'usine jusqu'au port, au marché, à la place publique. Malgré toutes les différences évidentes entre les deux périodes, les destructions de machines au XIX^e^ siècle résonnent à nouveau, quand le changement opéré dans la production sociale se manifeste dans le répertoire des tactiques, sous forme d'indécidabilité et de transformation. Puisque la grève est dorénavant une tactique à part entière

et populaire, le retour de l'émeute apparaît tout d'abord comme une tentative étrange et héroïque d'*allier les deux formes d'action dans un processus révolutionnaire*, au cours duquel la lutte ouvrière et l'émeute semblent être deux fronts d'un même antagonisme. « Je suis un ouvrier d'usine, mais je connais bien d'autres choses que le travail d'usine », disait Boggs ; on croirait entendre parler la décennie. La lutte et la créativité inlassables de la décennie, en grande partie centrées sur une population noire sur qui va peser en premier la désindustrialisation, ne peuvent se produire qu'au cours d'une fenêtre très étroite. C'est une tentative poursuivie de façon tangentielle, désespérée, peut-être dans le dos de la conscience, et une tentative qui en définitive sera incapable de se réaliser.

Lutte et profit

La grève demeure la tactique principale dans l'Occident industrialisé pendant toutes les années 1960. Tout à fait comme le pensait Engels, elle est harnachée à l'expansion économique. Au cours du xx^e^ siècle, la grève n'accompagne pas les catastrophes économiques mais la croissance, un fait tout aussi patent au cours des années 1930 de la Dépression que durant l'embellie d'après-guerre, comme le remarque le sociologue Roberto Franzosi :

> La recherche quantitative montre, sans l'ombre d'un doute, dans différentes configurations institutionnelles (échantillons pris dans différents périodes et pays) que la fréquence des grèves suit les cycles économiques et en particulier l'évolution du chômage — plus celui-ci est élevé, plus le niveau des grèves est bas[37].

Même si cette corrélation est parfaitement claire, le lien qu'on établit traditionnellement entre grève et faible chômage s'inscrit dans une dynamique plus large d'accumulation systémique et d'industrialisation croissante inéluctablement liée à de forts taux de profit. L'accumulation, il faut le noter, n'est pas un processus fluide et sans

37 R. Franzosi, « One Hundred Years of Strike Statistics. Data, Methodology, and Theoretical Issues in Quantitative Strike Research », document de travail du CRSO, n° 257, Ann Arbor, Center for Research on Social Organization, 1982, p. 15, 17.

heurts, même observé avec du recul. Le long métacycle de capital productif occidental entre environ 1830 et 1973 est truffé de crises et de récessions, marqué par la volatilité et le transfert de l'hégémonie d'une puissance à l'autre. Au sein de ce paysage historique hétérogène, cependant, la corrélation entre grèves, marché du travail en tension, expansion industrielle et forts taux de profit est écrasante ; la causalité est une nécessité logique. Elle repose sur les difficultés relatives à remplacer le travail, la réticence du capital à interrompre des activités très profitables, la capacité de l'État à acheter la paix domestique par des aides sociales, et la capacité des travailleurs à améliorer leur position et leurs réserves dans la mesure où ils peuvent s'approprier un surplus social.

Les années 1960 sont, à cet égard, une période singulière. Les taux de profit demeurent historiquement élevés. La croissance du PIB réel mondial pour la décennie est supérieure à 5 %, plus d'un point au-dessus de la décennie qui précède et de celle qui suivra, sous l'impulsion de l'espace anglo-saxon et de l'Europe du Nord, avec une croissance japonaise encore plus rapide, stimulée par son rattrapage accéléré. Les taux de profit nets du secteur manufacturier aux États-Unis atteignent des sommets égaux, et des moyennes supérieures, à toute autre période du boom d'après-guerre[38]. En conséquence, le « dépérissement de la grève » dans toute l'Europe du Nord, la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada prévu par certains économistes — pariant qu'avec « un mouvement ouvrier mature [...] ses membres ne seront pas aussi enclins à la grève qu'ils ne l'étaient auparavant » — n'eut pas lieu[39].

Au même moment, une faiblesse macroéconomique apparaît, l'expansion ralentit alors que les profits amalgamés cherchent, de plus en plus vainement, un débouché productif, déclenchant « la remarquable crise du régime d'accumulation états-unien de la fin des années 1960 et du début des années 1970[40] ». Les tentatives d'augmenter le pouvoir d'achat ne suscitèrent pas une relance de la production, mais l'inflation et la fuite des capitaux, au cours

38 Cf. R. Brenner, « Prólogo », *op. cit.*, p. 31.

39 A. M. Ross, P. T. Hartman, *Changing Patterns of Industrial Conflict*, New York, Wiley, 1960, p. 43, 71.

40 G. Arrighi, *op. cit.,* p. 315.

des embardées menant à la crise de 1973, signalant le déclin du cycle d'accumulation conduit par les États-Unis. Brenner retrace le déclin du secteur industriel états-unien, et plus généralement du secteur manufacturier, face à la concurrence internationale, un phénomène dont les fabricants automobiles sont, comme toujours, les éléments-phares. L'effet de ce déclin, « en particulier étant donné l'énorme fraction que représentait la production états-unienne pour l'ensemble des économies capitalistes avancées — fut une chute importante de la rentabilité totale de ces mêmes économies, située en premier lieu dans le secteur manufacturier, au cours des années 1965 à 1973[41] ». Que la récession mondiale ait été fondamentalement entraînée par le moteur industriel états-unien indique la possibilité de généraliser, au moins partiellement, à partir de l'expérience des États-Unis.

Il s'agit d'une économie paradoxale, avec une forte productivité que vient masquer une désindustrialisation naissante. Les grèves sont toujours là : au Royaume-Uni, les années 1960 verront une augmentation notable des arrêts de travail et du nombre total de journées de travail perdues. Aux États-Unis, la grève connaîtra une embellie automnale débutant autour de 1964 et se prolongeant jusqu'aux années 1970 — on ne pouvait pas savoir qu'il s'agirait des derniers feux avant l'hiver du mouvement ouvrier au cœur du système-monde capitaliste[42]. Au même moment, on constate une visibilité croissante de l'émeute à toutes les échelles, dont l'épisode le plus fameux est la série connue sous le nom de « Longs étés brûlants » [*Long Hot Summers*]. La nouvelle ère des émeutes n'est pas encore pleinement arrivée, mais la transition, heurtée, a commencé.

Dans son étude du système carcéral de Californie, Ruth Wilson Gilmore expose comment une population racialisée, prise entre oppressions locales et effondrement systémique, réagit :

41 R. Brenner, *The Economics of Global Turbulence, op.cit.*, p. 38.

42 Données du Bureau des statistiques nationales britanniques, « Labour Disputes Annual Estimates ; United Kingdom ; 1891–2014 » (version mise à jour le 16 juillet 2015), disponible en ligne ; données états-uniennes du Bureau des statistiques du travail, « Economic News Release : Table I. Work Stoppages Involving 1,000 or more Workers, 1947–2014 » (version mise à jour le 11 février 2015), disponible en ligne.

> La rébellion de Watts de 1965 fut une mise en œuvre consciente (même si, au sens de Lénine, elle était « spontanée ») de l'opposition aux inégalités à Los Angeles, où l'apartheid quotidien avait été énergiquement relancé par la police, sous la direction de son chef, William Parker, suprématiste blanc déclaré. À Oakland, le Black Panther Party fut conçu comme une façon bien visible, fortement disciplinée et facilement imitable, de contrer la brutalité policière locale. Le militantisme antiraciste noir, organisé en vue d'attaquer les manifestations concrètes selon lesquelles « la race [...] est la modalité par laquelle la classe est vécue », fit son apparition à la suite de plusieurs décennies de lutte dans le creuset sanglant de la révolution, à la fois contre l'apartheid sudiste *et* son double maléfique, dans les villes du Nord [...]
>
> En 1967, le système commença à s'effondrer, symboliquement et matériellement. Pendant l'Été de l'amour, alors que des milliers d'enfants-fleurs convergeaient vers San Francisco pour rejeter l'ordre établi, l'État de Californie alignait ses forces répressives *anti*-antiracistes à la suite du *Panther Gun Bill* [ou *Mulford Act*, annulant le droit de porter des armes mis en avant par les Black Panthers] — tout cela au moment même où le taux de profit entamait son spectaculaire déclin[43].

Même le très lénifiant *Kerner Report*, commandé par Lyndon Johnson à la suite des émeutes de Newark et la Grande Rébellion de 1967, relève « une évolution graduelle, à la fois des tactiques et des objectifs » dans la contestation noire, passant « de l'action légale à l'action directe, de l'action de la classe moyenne et de la bourgeoisie à l'action de masse [...] du recours à la notion de *fair play* chez les états-uniens blancs à des revendications reposant sur la puissance du ghetto noir[44] ».

43 R. W. Gilmore, *Golden Gulag. Prisons, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2007, p. 39–40.

44 O. Kerner (et al.), *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, New York, Bantam, 1968, p. 227.

Les contours de l'émeute moderne, de *l'émeute prime*, commencent ici à se dessiner. Tout en partageant certaines des caractéristiques et la logique des anciennes émeutes, elle fait son entrée dans une situation historique très différente et face à un territoire inconnu. Il est donc essentiel de remarquer que la séquence émeute–grève–émeute prime n'exprime pas un simple balancier historique, mais l'arc d'un long développement qui à la fois épuise et renoue avec certaines formes alors que les contenus et les contextes de lutte changent. Parce que cette trajectoire épouse des évolutions sociales plus larges qui interviennent à différents degrés dans le monde surdéveloppé, on peut observer certaines similarités malgré les écarts nationaux ou régionaux, par exemple entre les émeutes au Royaume-Uni et en France.

L'émeute prime aux États-Unis est une nouvelle phase de la lutte racialisée qui émerge à partir et contre l'histoire d'un mouvement des droits civiques, plus réformateur, qui en 1965 a largement remporté les batailles qu'il avait à livrer. La nouvelle racialisation de l'émeute se dessine encore plus nettement sur l'arrière-plan des organisations ouvrières, notamment parce que celles-ci sont perçues comme essentiellement blanches. Systématiquement précipitée par la violence étatique et l'impunité qui la suit, il faut concevoir *l'émeute prime* non seulement dans le contexte d'une violence raciale d'État, mais aussi, par exemple, dans celui du racisme agressif manifesté par les syndicats de branche de l'AFL, qui parvint à retarder la constitution de syndicats dirigés par des Noirs jusqu'à la charte de 1925 de la Fraternité des porteurs de wagons-lits. Ce qui revient à dire que le caractère éminemment noir de l'émeute apparaît non seulement comme le prolongement agité du mouvement des droits civiques face à la position anti-Noirs de l'État, mais aussi face au caractère éminemment blanc de celui-ci. Cela déforme jusqu'au bon sens — et ce, malgré la longue histoire de contre-exemples pour chacun des deux « côtés » de la soi-disant division raciale : depuis les émeutes « nationalistes » du XIX^e^ siècle qui virent des affrontements entre Blancs et la vague d'attaques contre des Asiatiques à la suite de la Loi d'exclusion des Chinois, jusqu'à la grève des ouvriers agricoles de Delano.

Il y a là un paradoxe manifeste. D'un côté, le sujet de l'émeute actuelle en Occident est régulièrement racialisé, et les schémas de violence racialisée, d'enfermement et d'abjection, établis de longue date, sont indissociables du développement de l'émeute contemporaine. De l'autre, l'identification absolue, et en définitive naturalisée, entre tactique et race se révélera une erreur fatale, une confusion entre corrélation et causalité — comme si le caractère éminemment noir lui-même était à l'origine de l'émeute. Janet Abu-Lughod souligne les limites du terme d'« émeute raciale », objectant le caractère construit de la *race* et, plus encore, les insuffisances du terme émeute face aux notions plus explicitement politiques dont dispose la langue de l'insurrection et de la rébellion. Elle le conserve finalement « parce qu'il constitue une référence apparemment évidente dans la littérature sur la violence interraciale, que ce soit l'action de groupes de Blancs s'attaquant à des Noirs, ou le contraire[45] ». Il est remarquable que l'histoire des émeutes raciales aux États-Unis commence par des Blancs disciplinant d'autres populations, insubordonnées. L'« Été rouge » de 1919, qui contribua à forger de profonds liens entre les Noirs états-uniens et les organisations socialistes et communistes, toutefois dorénavant oubliés, en est l'exemple le plus connu, mais il est loin d'être le seul. Il s'inscrit au sein d'une « extraordinaire vague de violence de masse à l'encontre des Noirs entre 1919 et 1923[46] ». Dans la seconde moitié du xx^e^ siècle, *l'émeute raciale* renvoie à des images de violence noire spontanée. C'est seulement à ce moment-là que le terme se substitue à l'émeute tout court. La convergence rhétorique est grossière et efficace. Le caractère censément déraisonnable et sauvage de l'émeute, manquant de rationalité, d'organisation et de médiation politique, s'accorde parfaitement à la tradition raciste dans laquelle les sujets racialisés sont représentés comme sauvages, bestiaux, irrationnels, instinctifs.

45 J. Abu-Lughod, *Race, Space, and Riots in Chicago, New York, and Los Angeles*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 7, 11.

46 M. C. Dawson, *Blacks in and out of the Left*, Cambridge, Harvard University Press, 2013, p. 20.

Révolutions par minute

En 1968, le Parti socialiste italien d'unité prolétarienne se retrouva dans une impasse à l'occasion de sa conférence internationale de 1968 : fallait-il inviter un Black Panther ou quelqu'un du mouvement ouvrier de Détroit ? Ils eurent l'immense chance de découvrir que John Watson était un membre important à la fois du Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) et du principal mouvement Black Power. Cette situation ne devait pas durer. « L'affiliation de Watson à deux organisations révolutionnaires distinctes — DRUM et les Panthers — représentait un compromis à court terme entre les forces révolutionnaires noires de Détroit et celles de Californie », qui volerait en éclats peu de temps après[47].

Ce moment représente le point central de cette séquence politique versatile. Même le résumé le plus succinct permet d'appréhender les fluctuations rapides des organisations révolutionnaires. Dans sa préhistoire, on trouve l'essor de l'industrialisation états-unienne à Détroit, ainsi que la fondation, au même endroit, de la Nation of Islam, dirigée par l'ouvrier automobile au chômage Elijah Muhammad. Entre 1920 et 1970, la proportion de Noirs dans la population de Détroit passe de 4 à 45 % : c'est l'occurrence la plus marquante de l'intégration en masse des travailleurs noirs au prolétariat industriel, une des forces à l'origine des succès du mouvement des droits civiques et du démantèlement du système de lois Jim Crow[48]. Le début des années 1960 voit le développement d'Uhuru[49], une section active du Revolutionary Action Mouvement (RAM), un mouvement national d'extrême-gauche, et en 1966 la fondation de la section de Détroit du Black Panther Party for Self-Defense. Puis la Grande Rébellion de 1967, où, entre autres choses, un certain nombre de snipers postés sur les toits tinrent la police en respect. À l'automne du mécontentement de Détroit, l'*Inner City Voice*, un journal militant noir dirigé par Watson depuis

47 D. Georgakas, M. Surkin, *Détroit : pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine* (1975), Marseille, Agone, 2015, p. 85.

48 Données disponibles sur la page Web de Detroit History, « Population of Various Ethnic Groups ».

49 Mot signifiant liberté en swahili (D. Georgakas, M. Surkin, *op. cit.*, p. 35) [NDT].

les bureaux de l'université de Wayne State, devint le relais principal de différentes luttes ; parmi son équipe se trouvaient des personnes-clés de toutes les formations de l'époque. L'année suivante, le DRUM se forme, et par la suite plusieurs autres « RUMS » ; en 1969 ils se regroupent pour constituer la League of Revolutionary Black Workers (LRBW). En 1970, la section de Détroit des Panthers est dissoute, peut-être sur ordre de la puissante section de Chicago ; bien avant cela, « les tensions idéologiques entre le BPP et la Ligue étaient alors de notoriété publique[50] ». En 1970, la Ligue connut une longue et douloureuse scission, produisant plusieurs tendances, certains favorables aux luttes sur le front culturel, d'autres à l'action parlementaire, d'autres encore se proposant la formation de conseils ouvriers, et certains en faveur d'un parti noir d'avant-garde. En 1972, ce qui restait de la Ligue s'affilia à la Ligue communiste et cessa d'exister comme entité autonome. Dans la mesure où l'on peut prétendre établir des jalons, la séquence se referme, et avec elle les longues années 1960[51].

On a beaucoup écrit sur cet essor et ce déclin. On a moins prêté attention à la caractéristique la plus remarquable de la séquence, la chose même qui en fait une séquence et non un agrégat désordonné de groupes, partis, intérêts et contre-institutions, chacun rapporté par ailleurs de façon synchrone à des phénomènes disparates : la combinaison très précaire entre organisation ouvrière et Black Power.

Parmi les conditions qui rendent cette séquence possible, on dénombre tout d'abord l'entrée des travailleurs noirs dans le cœur du secteur industriel et simultanément leur marginalisation au sein de celui-ci. D'une part, « la révolution noire avait fini par atteindre un des maillons les plus faibles du système économique états-unien — le lieu de la production de masse, la ligne d'assemblage[52] ». De l'autre, la puissance de cette introduction avait été amortie par

50 D. Georgakas, M. Surkin, *op. cit.*, p. 180.

51 L'histoire rapportée ici est composée à partir de l'ouvrage de Georgakas et Surkin, de celui de J. Bloom, W. E. Martin, *Black Against Empire. The History and Politics of the Black Panther Party*, Berkeley, University of California Press, 2013 et A. M. Ahmad, « The League of Revolutionary Black Workers. A Historical Study » in *History Is a Weapon*, disponible en ligne.

52 D. Georgakas, M. Surkin, *op. cit.*, p. 44.

les syndicats traditionnels, dont le système à l'ancienneté donne « force de loi au mâle blanc sur les meilleurs emplois », comme l'écrivait un auteur anonyme. Il poursuivait ainsi :

> Dans le terrain vague des espoirs déçus des travailleurs, d'où pourrait venir la rédemption sinon de ceux dont les intérêts furent à chaque fois sacrifiés pour qu'un autre groupe, plus favorisé, puisse faire sa paix avec les maîtres ? D'où, sinon des ouvriers noirs qui vivent dans l'enfer de la production automobile de Détroit[53] ?

Tout ceci pointe vers une contextualisation de ce qu'on pourrait nommer la « grève militante noire ». Il s'agit d'une version de la grève sauvage, éprouvée hors du cadre des syndicats traditionnels à dominante blanche. Elle tire son autorité, en grande partie, des émeutes qui ont embrasé Détroit et d'autres villes — c'est-à-dire des luttes qui ne reposent pas sur des conditions de travail communes, mais sur une même distance d'avec le marché du travail, dans la confrontation pour la reproduction sociale en-dehors de la sphère de la production.

De la même façon, l'émeute tire ses leçons de la tradition de la grève. Dans un écrit du printemps 1967, le théoricien des Black Panthers, Huey P. Newton, se montre sceptique sur l'émeute :

> Nous sommes toujours au stade élémentaire de lancer des pierres, des bâtons, des bouteilles de vin vides et des canettes de bière sur des flics racistes qui attendent une opportunité de pouvoir assassiner des Noirs désarmés [...] Nous ne pouvons plus nous permettre le luxe discutable des terribles pertes que nous infligent gratuitement les flics pendant de telles rébellions[54].

53 Ouvrier anonyme écrivant dans le *Inner City Voice*, octobre 1970, cité dans D. Georgakas, M. Surkin, *op. cit.,* p. 67.

54 H. P. Newton, « In Defense of Self-Defense » *in* D. Hilliard, D. Weise (éds.), *The Huey P. Newton Reader*, New York, Seven Stories Press, 2011, p. 136.

Il n'est pourtant pas un avocat des luttes ouvrières. Son problème est de savoir comment *passer* de l'émeute à un affrontement plus efficace, en direction de ce qu'il nomme le « Parti d'avant-garde » — à savoir, vers le genre d'ordre et de discipline hérités de l'organisation du prolétariat ouvrier et de la paysannerie agricole. C'est une des caractéristiques de la période : l'émeute comme la grève, cherchant à dépasser leurs limites propres, progressent chacune en parallèle. Chacune semble exiger que l'autre apparaisse comme révolutionnaire.

Cette concurrence ne peut pas être envisagée comme telle par les observateurs officiels. Le *Kerner Report*, sous l'intitulé de « désordres », livre la description suivante de la Grande Rébellion : « [U]n sentiment de nihilisme insouciant se propageait. L'émeute et la destruction apparaissaient de plus en plus comme des fins en soi. Un dimanche, en fin d'après-midi, un observateur crut remarquer des jeunes qui "dansaient au milieu des flammes"[55]. »

Cela ne peut que s'accorder avec « l'enfer » ouvrier cité précédemment. Tout brûle. Parallèlement à l'accroissement du nombre de travailleurs noirs, à une vaste échelle, le chômage des Noirs après-guerre est de 150 à 400 % supérieur à celui des Blancs, et il est aussi très supérieur à celui des hispaniques non-blancs[56]. La population totale de Détroit atteint son maximum en 1950 et commence un déclin assez marqué ; la croissance économique de la ville cesse vers 1960, alors même que la transition démographique se poursuit[57]. La pression raciale de la désindustrialisation est encore accrue par la règle syndicale du « dernier arrivé, premier licencié », qui inverse la Grande Migration en une Grande Exclusion. On voit alors deux tendances : une économie manufacturière toujours dominante qui intègre des travailleurs noirs, mais qui commence son déclin et qui est incapable d'absorber pleinement l'afflux démographique. Cela induit une augmentation à la fois des populations

55 O. Kerner (et al.), *op. cit.,* p. 4.

56 J. T. Darden, R. C. Hill (et al.), *Detroit. Race and Uneven Development*, Philadelphie, Temple University Press, 1990, p. 107.

57 C. Gibson, K. Jung, « Table 23. Michigan—Race and Hispanic Origin for Selected Large Cities and Other Places. Earliest Census to 1990 », Bureau du recensement des États-Unis, février 2005, disponible en ligne.

noires actives et surnuméraires, soumises à des dépossessions différenciées. Mais ces tendances évoluent dans des directions opposées. Au cours de la période 1965–1973, les courbes que suivent ces tendances se croisent, s'emmêlent, telles des câbles à haute tension, et les arcs électriques sont visibles quand Détroit est témoin de *l'intensification des conditions à la fois de l'émeute et de la grève*, qui se concentre sur la communauté noire. Voilà la situation au moment où les années 1960 accélèrent, et ce qui fonde la séquence politique qui se déploie, même si elle ne peut durer.

En 1970, l'ouverture de la séquence a déjà commencé à se refermer :

> [La Ligue] estimait que le Black Panther Party, basé à Oakland, évoluait dans la mauvaise direction en se concentrant sur l'organisation des éléments lumpen de la communauté noire. La Ligue ne croyait pas qu'un mouvement victorieux puisse se baser sur les lumpen, parce qu'ils leur manquaient une source de puissance. Elle pensait que les ouvriers noirs représentaient la base la plus prometteuse pour un mouvement noir victorieux, grâce au pouvoir potentiel qui provient de leur capacité à interrompre la production industrielle[58].

Le débat idéologique autour du véritable sujet révolutionnaire (sur lequel nous reviendrons), avec ses apparentes différences régionales, repose sur le destin des sujets eux-mêmes. Boggs avait déjà diagnostiqué en 1963 la production de la non-production et de population surnuméraire, et dans quelle mesure elle allait détruire les organisations ouvrières. Par ces réflexions, il se démarque de la position de 1919, quand l'African Blood Brotherhood (la première ligue communiste noire des États-Unis) pouvait revendiquer dans son programme le « développement industriel[59] ». Il écrit :

58 J. A. Geschwender, « The League of Revolutionary Black Workers » in *The Journal of Ethnic Studies*, n° 2 : 3, automne 1974, p. 9.
59 M. C. Dawson, *op. cit.,* p. 50.

> L'automation consiste à remplacer les hommes par des machines. Le fait n'a rien de nouveau. Ce qui l'est, c'est qu'aujourd'hui les hommes remplacés n'ont nulle part où aller. Les exploitants chassés de la terre, en 1920–1930, par la mécanisation de l'agriculture pouvaient gagner la ville et trouver du travail dans les chaînes de montage [...] Aux États-Unis, où l'automation survient alors que l'industrie est désormais capable de répondre à la demande en biens de consommation, se pose, de façon chaque jour plus aiguë, la question du sort des êtres humains que l'automation a rendus excédentaires[60].

Les éditeurs de ce numéro spécial ont du mal à ne pas être d'accord, soulignant que « lorsque le travail productif devient toujours plus fructueux et moins nécessaire », le capital se développe dans d'autres secteurs, créant « directement et indirectement, d'autres espaces d'emploi — dans la vente, le divertissement, la spéculation (légale et illégale), le service à la personne, etc. Certains de ces emplois ainsi créés succombent à leur tour à l'automation, mais la prolifération ne s'arrête pas[61]. » Cela s'avérera en partie vrai : ces secteurs, dans l'ensemble, connaissent des périodes de croissance alors que la désindustrialisation progresse. Pas suffisamment, toutefois, pour générer les marchés de travail en tension nécessaires à la grève — encore moins pour restaurer l'accumulation capitaliste à des niveaux suffisants, le travail en question étant dès le départ en grande partie improductif.

Détroit est unique dans cette période, non dans la mesure où elle est une exception à la trajectoire historique des conditions de la grève et de l'émeute, mais parce qu'elle est en quelque sorte l'éprouvette dans laquelle s'observe très clairement une dynamique à l'œuvre de façon inégale dans tout le monde surdéveloppé, une dynamique qui repose sur cette grande transformation du capitalisme qu'on connaîtra sous le nom de désindustrialisation, et qui s'accompagne d'un déclin de l'accumulation et de changements

60 J. Boggs, « Réflexions d'un ouvrier noir » (1963) *in* J. Boggs, R. Williams, *La Révolution aux États-Unis ?*, Paris, Maspero, 1966, p. 72.
61 L. Huberman, P. Sweezy, « Editor's Forward » in *History Is a Weapon*, disponible en ligne.

dans la division mondiale du travail et du non-travail. Si le militantisme ouvrier organisé semble prévaloir à Détroit autour de 1970, il est à plus longue échéance battu en brèche. En 2005, les Afro-Américains représentent plus de 80 % de la population de Détroit et au moins un quart d'entre eux sont sans emploi[62]. La prévision de Boggs finira par correspondre à la réalité de la situation.

Malgré tout, il est difficile de souligner correctement l'importance des tentatives de rapprochement, non seulement des différents programmes ou objectifs de la période, mais des démarches politiques différentes — de relier l'émeute et la grève, non seulement comme tactiques, mais comme modalités.

L'émeute comme modalité

Qu'est-ce que cela signifie, après s'être attaché à réarticuler l'importance de l'émeute comme forme d'action collective, de déclarer à présent qu'elle est une modalité politique ? Par exemple, que signifie déclarer que les Panthers sont favorables à l'émeute, même si Huey P. Newton plaçait peu de foi en de telles actions ? Cette ambiguïté se retrouve partout dans les pages du journal *The Black Panther*. Un mois après l'assassinat de Martin Luther King Jr. (ainsi que le meurtre, par ailleurs, de Lil' Bobby Hutton, membre des Panthers) et l'escalade d'émeutes qui suivirent immédiatement, Elridge Cleaver titre sa rubrique « Dig this » : « Credo pour les émeutiers et les pillards » et livre un récit apocalyptique enthousiaste ; sur la page en regard se trouve un grand dessin de Matilaba, représentant deux flics en train d'arrêter ou peut-être lyncher un jeune Noir alors que trois militants portant béret, vestes et fusil se tiennent prêts, à l'angle de la rue. Le haut de l'illustration est barré par un lettrage en gras, proclamant : « plus d'émeutes », et sur le côté on lit : « par deux et par trois[63] ».

62 J. T. Darden, R. W. Thomas, *Detroit. Race Riots, Racial Conflicts, and Efforts to Bridge the Racial Divide*, East Lansing, Michigan State University Press, 2013, table 15. Il faut noter que toutes les données relatives au chômage dans ce chapitre reposent sur la catégorie U3 du Bureau des statistiques du travail, qui ne comptabilise pas ceux qui sont sous-employés, découragés de chercher du travail, incarcérés, etc. Le chiffre de toute la catégorie U6 pour Détroit est probablement plus proche de 45 %.

63 *The Black Panther*, 2 : 2, 4 mai 1968, p. 4–5.

On pourrait faire un premier pas en remarquant que l'émeute a déjà fourni la base pour des formes alternatives de coopération sociale. Robin D. G. Kelley note, à propos du soulèvement de Watts en 1965, que « la rébellion enfla, non à partir du chaos, mais depuis une communauté mobilisée » qui comprenait un vaste ensemble de groupes, clubs, organisations plus ou moins formelles ; comme nous l'avons vu précédemment, cela était aussi vrai pour Détroit (et certainement ailleurs). À Watts, les émeutes manifestaient un changement par lequel « l'orientation précédente, tournée vers les droits civiques, laissait place à une culture politique du Black Power et à d'autres orientations culturelles que l'assimilation à la classe moyenne ». Les émeutes se situaient dans le prolongement d'une évolution politique plus large. De sorte que dans un cas, « peu après la rébellion, des gangs radicalisés formèrent les Fils de Watts et plus tard se joignirent au Black Panther Party[64] ».

Cette continuité entre Black Power et émeute se situe en-deçà des politiques et des projets. Ils ont en commun les circonstances et l'objectif, « l'émeute en cours est un parti pour l'autodéfense[65] », comme le disait Fred Moten, lui-même théoricien de l'assignation noire comme surplus[66]. On voit peut-être mieux cette connexion si l'on revient à la formulation fondamentale des émeutes et des grèves comme, respectivement, des luttes sur la circulation et la production. C'est ce que montrent les données de ce chapitre : le début d'un déclin à peine perceptible dans la production états-unienne et mondiale et, en germe, le déplacement des corps et du capital vers le monde de la circulation. La séquence politique ne le dit pas mieux : le statut de la dynamique grève/émeute au cours de la période sert de point de vue privilégié sur l'économie politique de la période. De fait, l'émeute comme la grève exercent toute leur puissance sociale parce qu'elles portent — avec les désirs de leurs acteurs, leur paupérisation et leur négation — la logique de ces

64 R. D. G. Kelley, « Watts. Remember What They Built, not What They Burned » in *Los Angeles Times*, 11 août 2015, disponible en ligne.

65 La phrase peut aussi se comprendre comme : l'émeute en cours est une fête de l'autodéfense [NDT].

66 Fred Moten, « Necessity, Immensity, and Crisis (Many Edges/Seeing Things) » in *Floor*, 2011, disponible en ligne.

grandes catégories. On peut dire que l'émeute comme la grève sont des incarnations collectives de la circulation et de la production à leur limite.

D'où le passage central du poème de Gwendolyn Brooks, *Émeute*, dans lequel John Cabot à la noble lignée et à l'apparence somptueuse, « tout blancbleurose sous ses cheveux dorés », voit sa dernière heure arrivée :

> Parce que les Négros dans la rue s'avançaient.
>
> Parce que les pauvres étaient suants et moches
> (contrairement aux Deux Délicats Négros de Winnetka)
> et ils s'approchaient de lui en âpres rangs.
> En marées. En coup de vent. Ils étaient noirs et criards.
> Et pas tenables. Et pas discrets[67].

Le poème vient à la suite des émeutes de Chicago de 1968. Pas de travail ou de travailleur, seulement la noirceur, l'assignation noire ; c'est le futur de Boggs, non celui de ses éditeurs. Il y a la consommation ostentatoire de John Cabot, et le mouvement ingérable des « Négros » empruntant les voies de circulation urbaine. Le marché et l'artère. On pourrait difficilement demander mieux en matière de corps évoluant dans la circulation, de circulation elle-même. Elle est portée par la rime différée, *dans la rue s'avançaient … pas tenables et pas discrets*. Ni ponctuels, ni pondérés. A la fois ordonnés et désordonnés, « en âpres rangs », ils se font noirceur ambiante, noirceur remplissant et débordant l'espace de l'existence sociale. Cabot prie pour n'être pas touché par « la noirceur », mais « elle s'avança / et souffla sur lui : et le toucha ».

Il est difficile de savoir si cette série de transferts se situe au niveau de la conscience de Cabot ou de celle du poème. En définitive, les deux. De fait, Cabot ne se trompe pas sur son sort. Les Négros sont la noirceur faite émeute. Du moins en 1968. Dans la mesure où l'émeute est une catégorie reconnue par l'État, la justice et le marché, des Noirs qui descendent une rue représenteront

67 G. Brooks, *Riot*, Détroit, Broadside Press, 1969, p. 9.

toujours une émeute, ou le moment qui la précède, ou le moment qui suit. Socialement et économiquement, « noir » équivaut ici à « surnuméraire » — pour l'État, la justice, le marché. Elle annonce toujours le débordement de l'ordre, de la règle. L'émeute est la manifestation de la vie noire dans ses exclusions et simultanément de son caractère surnuméraire, cantonné à la sphère tapageuse de la circulation, où elle est contrainte de se défendre contre la mort sociale et physique qu'on lui promet. Une rébellion surnuméraire, un surplus de rébellion.

Il n'est pas surprenant qu'elle serve de base à un imaginaire de lutte. Cette idée circule dans la fiction de l'époque, qui connut « une remarquable prolifération de romans écrits par des auteurs afro-américains qui mettent en scène la possibilité d'une catastrophique guerre des races à grande échelle, depuis le milieu des années 1960 jusqu'au début des années 1970[68] ». Ce saut spéculatif peut permettre de clarifier la position de Newton. Il se montre sceptique quant aux limites de l'émeute, mais pour des raisons qui sont à l'opposé des arguments de ceux qui défendent la voie de l'organisation ouvrière. Newton, tout comme Boggs dans son analyse, comprend que le terrain de la contestation délimité par l'émeute est inévitable — que l'émeute n'est pas un égarement hors de ce qui serait le bon chemin, mais fait partie de la voie le long de laquelle se déroulera la lutte. On ne peut la rejeter. L'émeute ne peut faire qu'une chose, et c'est de s'étendre.

Dire qu'on se trouve dans un monde dans lequel l'émeute est la forme d'action collective par lequel doit passer la lutte — qu'elle est une *instance* d'un ensemble social complet et complexe — nous conduit à l'émeute comme modalité sociale. Quand le substrat matériel de la vie quotidienne est l'unification des populations au sein de la circulation, dans des économies informelles — une population collective surnumérisée et contrainte de faire face au problème de sa reproduction sur le marché et pas au moyen du salaire formel — dans cette situation, tout rassemblement, dans la rue ou au coin de celle-ci, sur la place, peut être compris comme

68 J. A. Fiorelli, « Imagination Run Riot. Apocalyptic Race-War Novels of the Late 1960s » in *Mediations*, nº 28 : 1, automne 2014, p. 127.

émeute. Contrairement à la grève, il est difficile de dire quand et où l'émeute commence et finit. C'est en partie ce qui permet à l'émeute de fonctionner comme un événement spécifique et comme une sorte de miniature holographique de la situation tout entière, une image-monde.

Si cette description semble totalement disséminer l'émeute, c'est en cohérence avec les circonstances que rencontre *l'émeute prime*. L'émeute préindustrielle faisait directement face au marché, un phénomène concret ; elle rencontrait l'économie en tant que telle. En même temps, elle ne s'affrontait pas à la police, à l'État armé, sauf sous ses formes les plus atténuées. Ces techniques de contrôle étaient encore inabouties et lointaines en 1740. L'émeute postindustrielle, au contraire, ne rencontre qu'un échantillon des marchandises dans les boutiques locales. Le pillage s'en empare, comme il se doit : la vérité de l'ancienne émeute, la fixation des prix à zéro. Comme le notait Tom Hayden dans la première grande analyse de la rébellion de Newark en 1967 :

> L'émeute eut plus d'effet sur les magouilles des boutiquiers que n'importe quelle protestation auparavant. L'année précédente, une étude avait été menée pour vérifier quels marchands truquaient leurs balances. L'enquête n'aboutit jamais, par manque d'intérêt : les gens voulaient du pouvoir, pas des preuves[69].

La fixation des prix demeure une activité centrale, s'inscrivant clairement dans la lignée des interventions du XVIII^e^ siècle. Néanmoins, l'émeute constate, au moment où elle s'apprête à fixer le prix des marchandises, que l'économie en tant que telle s'est éloignée, évanouie dans les réseaux logistiques mondiaux et que la division mondiale du travail s'est évaporée dans l'éther de la finance. La police, cependant, se trouve à tous les coins de rue.

69 T. Hayden, *Rebellion in Newark. Official Violence and Ghetto Response*, New York, Random House, 1967, p. 30.

La distance entre émeute et émeute prime, les deux émissaires des luttes sur la circulation, semble ainsi tout d'abord être la différence entre fixer ou ne pas fixer les prix, entre la lutte sur le marché et la lutte avec l'État. Ces caractéristiques, nous l'avons dit, ne peuvent pas être facilement dissociées, que ce soit en pratique ou en théorie. En observant la nouvelle émeute, Georgakas et Surkin concluent :

> Les événements de 1967 furent pourtant différents des émeutes de 1833, de 1863 et de 1943 à Détroit. Si ces dernières avaient été des conflits entre races, la rébellion de 1967 était une guerre entre les Noirs et le pouvoir de l'État. En 1943, des Blancs menaient l'offensive et faisaient le tour de la ville en voiture en quête de cibles noires faciles. En 1967, c'étaient des Noirs qui menaient l'offensive, et leur cible principale était la propriété. Dans certains quartiers, des étudiants, des Blancs des Appalaches mais aussi d'autre Blancs se trouvaient aux côtés des Noirs, ainsi qu'en témoignent de nombreuses photos montrant un pillage systématique et interracial — ce que les rebelles appelaient « faire les courses à l'œil[70] ».

Janet Abu-Lughod remarque que ce changement d'objet de l'émeute décrit aussi les rébellions de Harlem et Watts, tout en signalant qu'elles n'avaient pas « toutefois, comme seul objet la brutalité policière. Les deux se déroulèrent au cours d'une récession économique dont les effets se firent d'abord sentir dans les zones habitées par des Noirs, mais qui devaient ensuite se propager à l'ensemble de l'économie états-unienne », tout comme à Détroit[71].

En résumé, la distinction conceptuelle entre violence économique et violence d'État est insaisissable. Guy Debord, écrivant sur la rébellion de Watts, théorise le double affrontement, avec l'État et la propriété et leurs positions variables. « La société de l'abondance trouve sa réponse naturelle dans le pillage, mais elle n'était aucunement abondance naturelle et humaine, elle était abondance

70 D. Georgakas, M. Surkin, *op. cit.*, p. 229.
71 J. Abu-Lughod, *op. cit.*, p. 25.

de marchandises », écrit-il. Cela a été régulièrement mal compris comme faisant du pillage le parachèvement de l'idéologie consumériste (une ritournelle commune aux commentateurs de gauche), alors que Debord ajoute juste après que « le pillage, qui fait instantanément s'effondrer la marchandise en tant que telle, montre aussi l'*ultima ratio* de la marchandise : la force, la police et les autres détachements spécialisés qui possèdent dans l'État le monopole de la violence armée[72] ». Peut-être que cette *démonstration* est le but du pillage, comme l'a avancé Bruno Bosteels, s'il faut aller chercher l'importance discursive de l'émeute dans la *French Theory*[73]. En même temps, le pillage se place certainement dans la continuité de la pratique historique de fixation des prix. Quoi qu'il en soit, Debord parvient à saisir quelque chose du monde surdéveloppé et de son abstraction apparente. La police occupe à présent *la place* de l'économie, la violence de la marchandise incarnée. Dans le monde en feu de la dernière instance, ils sont interchangeables :

> Qu'est-ce qu'un policier ? C'est le serviteur actif de la marchandise, c'est l'homme totalement soumis à la marchandise, par l'action duquel tel produit du travail humain reste une marchandise dont la volonté magique est d'être payée, et non vulgairement un frigidaire ou un fusil, chose aveugle, passive, insensible, qui est soumise au premier venu qui en fera usage. Derrière l'indignité qu'il y a à dépendre du policier, les Noirs rejettent l'indignité qu'il y a à dépendre des marchandises[74].

Voilà la plus simple formulation. Pour l'émeute, l'économie est proche, l'État, lointain. Pour *l'émeute prime*, l'économie est lointaine, l'État est proche. Dans tous les cas, c'est le marché et la rue. *Hic Rhodus, hic salta !*

72 G. Debord, « Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande » (1966) in *Internationale situationniste 1958–1969*, Paris, Librarie Arthème Fayard, 2004, p. 418.
73 B. Bosteels, *Marx and Freud in Latin America. Politics, Psychoanalysis, and Religion in Times of Terror*, Londres, Verso, 2012, p. 292.
74 G. Debord, *op. cit.*, p. 418.

PARTIE 3 : ÉMEUTE PRIME

CHAPITRE 7
LA LONGUE CRISE

L'émeute et la crise arrivent de concert, chacune annonciatrice de l'autre. La nouvelle ère des émeutes se déploie pleinement, non seulement avec l'intensification des rébellions dans les villes, puis à leur périphérie, mais aussi avec l'éclipse des mouvements ouvriers : les courbes que suivent l'émeute et la grève se croisent d'abord sur le graphique des tendances, avant de diverger dans le temps avec l'apogée et le déclin du « long vingtième siècle » de l'hégémonie états-unienne. Qu'est-ce que la crise a à voir avec l'émeute, à part cette coïncidence et une certaine sensation, diaphane et inquiète, que le monde s'effondre ?

Le rapport profond qu'entretiennent émeute et crise occupe le restant de ce livre, notamment dans le prolongement de notre argument principal : *la crise manifeste le basculement du centre de gravité du capital vers la circulation, à la fois théoriquement et concrètement, et l'émeute doit en dernière instance se comprendre comme une lutte sur la circulation, dont l'affrontement pour la fixation des prix et la rébellion surnuméraire sont deux formes distinctes, bien que liées.* Dans les chapitres précédents, ceci a été avancé de façon parcellaire, et mérite à présent un développement systématique. Cela s'avère particulièrement nécessaire, étant donné que la crise apparaît le plus souvent comme un événement ponctuel, même lorsqu'elle exprime un processus sous-jacent et durable par lequel le capital rencontre ses limites internes et lutte violemment pour les dépasser. La crise constitue le point d'exclamation d'une réorganisation sociale profonde. Les émeutes expriment ce changement d'organisation sociale, s'en prennent à lui, cherchent à l'abolir et donc à s'abolir.

Le Long Déclin, pour reprendre les mots de Brenner, est semblable aux déclins précédents. Ici, nous disons cependant qu'on peut concevoir les quatre dernières décennies un peu différemment, comme une Longue Crise. La période actuelle se distingue d'épisodes similaires dans les précédents cycles dans la mesure où on ne voit pas apparaître le type de reprises constatées précédemment. Historiquement, le capital a résolu le déroulement de sa contradiction en se délocalisant, recherchant une situation où la production ne s'était pas encore sapée elle-même et où le processus d'accumulation pouvait recommencer sur une nouvelle base élargie, ce qui a pour effet de restabiliser le système-monde capitaliste volatilisé par une crise séculaire. Il n'est pas du tout évident que cela ait eu lieu, ou soit en cours, dans les années qui nous séparent de la récession économique de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Les paris pris sur une nouvelle hégémonie des économies du Sud-Est asiatique et de la zone euro ont capoté en cours de route ; les « économies émergentes » semblent déjà trop avancées dans leur productivité pour relancer l'accumulation à l'échelle mondiale en intégrant des masses de nouveaux travailleurs dans l'industrie ou dans la catégorie plus large du secteur manufacturier[1]. Le malaise planétaire perdure, et la volatilité avec lui.

Cela ne signifie pas que les délocalisations et les relances d'accumulation sont impossibles. On ne saurait sans risque formuler des affirmations tranchées sur une période historique dans laquelle on se trouve toujours. De telles remarques doivent donc être énoncées de façon provisoire, comme une tentative de développer une analyse raisonnablement unifiée de l'époque. Il y a, au moins, un certain accord sur le point de départ.

« Et 1973–1974, direz-vous ? », demandait Fernand Braudel, grand historien de la *longue durée*. L'année 1973 connaît le premier d'une série de chocs pétroliers, le retrait états-unien formel de son incursion dans le Sud-Est asiatique et l'effondrement définitif du système monétaire de Bretton Woods, ouvrant la voie à des échanges commerciaux et des comptes courants de plus en plus déséquilibrés ; on

1 Cf. J. Clover, A. Benanav, « Can Dialectics Break BRICS ? » in *The South Atlantic Quaterly*, n° 113 : 4, automne 2014, p. 743–759.

assiste simultanément à une baisse mondiale des marchés. Ce n'est qu'une simple entrée dans le livre de comptes. « S'agit-il d'une crise courte de la conjoncture, comme semblent le croire la plupart des économistes ? Ou bien aurions-nous le privilège assez peu enviable au demeurant de voir de nos yeux le siècle basculer vers le bas[2] ? »

Ces questions sont rhétoriques. Braudel décrit des « *trends* séculaires », la plus longue des périodes économiques — ce qu'Arrighi exposera plus précisément comme des cycles d'accumulation emmenés par un État à même de diriger le développement matériel d'une économie-monde, sur laquelle le pays le plus avancé établit son hégémonie dans la mesure où ses gains composent une partie des profits systémiques (et dans la mesure où il est capable d'assurer la stabilité du système interétatique). Braudel comme Arrighi repartent des empires commerciaux protocapitalistes et envisagent quatre cycles toujours plus larges et toujours plus rapides, mais découpés de la même façon. Pour Braudel, un cycle commence quand le précédent prend fin, à la façon des règnes dynastiques. Dans l'analyse revue par Arrighi, ils se superposent, une puissance hégémonique s'enfonce dans les ténèbres au cours de sa phase crépusculaire de financiarisation en faisant de plus en plus appel au crédit, même si cela finance l'accélération d'une puissance hégémonique montante, qui est en cours de décollage industriel.

Inévitablement, « 1973 » constitue la métonymie de changements trop importants pour tenir en l'espace d'une seule année. Pourtant, cette date, « le point culminant, lieu des renversements de la tendance séculaire, autant dire de la *crise* » fait largement l'objet d'un accord entre historiens et théoriciens de la *longue durée*, malgré des différences relativement minimes[3]. Nous avons déjà rencontré le fait le plus marquant, du point de vue de l'accumulation et de l'hégémonie : la baisse séculaire de la rentabilité et de la croissance, sous l'impulsion du déclin du secteur manufacturier états-unien, tel que les meilleures années du déclin sont pires que les plus médiocres années du boom (à une ou deux exceptions mineures près). Nous pouvons donc dater l'essor cyclique de la

2 F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XV^e^–XVIII^e^ siècle*, t. III : *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 86.

3 *Ibid.*, p. 83.

finance à ce moment-là, non pas parce que le capital financier aurait « chassé » le capital industriel — un modèle conceptuel débouchant sur la notion catastrophique de bon et mauvais capitalisme, ou de capitalisme sain et malsain. Le capital est un espace unitaire de flux à la recherche de possibles investissements assurant le taux de profit moyen. Quand ce prérequis n'est plus rempli par un secteur industriel en expansion, les profits sont mis à l'abri, ou réinvestis ailleurs dans le commerce et/ou les instruments financiers. La financiarisation est simplement le nom de ce déplacement des flux du capital. Quand on remarque que l'introduction du modèle de Black-Scholes, le plus célèbre élément d'ingénierie financière, ou l'ouverture du premier grand marché dérivé, le Chicago Board Options Exchange, ont tous deux lieu en 1973, il faut bien souligner qu'il ne s'agit pas là d'une nouvelle artillerie qui permettrait aux forces de la finance d'abattre les murailles de l'industrie. Ce sont les conséquences de la nécessité pour le capital de disposer d'un espace dans lequel se mouvoir en-dehors du secteur industriel.

L'arc d'accumulation

La théorie des crises explore les raisons qui font que l'expansion industrielle doit toujours prendre fin et laisser place à ces longueurs spéculatives de la finance au cours d'une immense redirection des flux du capital, ponctuée par une dévaluation massive de la valeur. Arrighi et Brenner, probablement les deux historiens de l'économie les plus convaincants sur la séquence dont 1973 est l'apogée, avancent des explications différentes de cette singulière extinction de l'accumulation, à partir de leur conception propre du capitalisme ; tous deux divergent aussi sur certains points de la théorie abstraite des crises de Marx.

Le modèle d'Arrighi manque de théorie, ce qui est cohérent avec son approche plus descriptive des économies-monde. Il pointe vers une causalité quelque peu éclectique adossée en grande partie à une théorie smithienne des crises, qui repose sur la concurrence du marché érodant continuellement les marges bénéficiaires. Les luttes ouvrières (entendues à la manière de Karl Polanyi) viennent aussi faire pression sur les profits, tout comme les dépenses nécessaires au maintien de la position de gendarme mondial par

la puissance hégémonique. Tout cela incite les investissements à s'éloigner du cœur industrialo-étatique assiégé pour aller vers les marchés financiers internationaux.

La théorisation de Brenner, plus systématique, repose sur un modèle de surproduction dans lequel la puissance industrielle états-unienne, sans rivale après-guerre, fait finalement face à la concurrence de producteurs internationaux bien plus efficaces, en particulier l'Allemagne et le Japon. Avec des niveaux élevés d'investissement déjà engloutis dans le capital fixe, dont la valeur ne peut être récupérée que par davantage de production de marchandises, les entreprises états-uniennes sont incapables de diminuer l'échelle de leur production et se retrouvent donc entraînées dans une concurrence fratricide pour les parts de marché. Des entreprises qui devraient être éliminées d'un secteur par une vague de destruction créatrice destinée à ouvrir la voie à une croissance renouvelée continuent à tituber, souvent soutenues par l'État, qui a besoin de leur richesse et de leur gestion des travailleurs pour sa stabilité. Cela conduit à « ce qui est dans les faits un processus de surinvestissement amenant une surcapacité et une surproduction du secteur manufacturier à l'échelle internationale », déclenchant des turbulences systémiques qui n'ont pas encore pris fin[4].

On reste, avec ces deux analyses, au niveau des prix, le niveau quantitatif qui décrit la manifestation concrète de la crise. Dans l'analyse de la valeur qu'effectue Marx, les mouvements des profits sont des phénomènes de surface qui correspondent à un déplacement sous-jacent de l'équilibre entre capital constant et variable : entre moyens de production et travail salarié, travail mort et travail vivant. Malgré des forces contraires, ce qu'on nomme composition organique du capital tend à croître avec le temps, lorsque la concurrence pousse à un accroissement de la productivité, remplaçant successivement du travail par des machines et des processus de travail plus efficaces (ce que le xx^{e} siècle a connu respectivement sous la forme du fordisme et du taylorisme).

4 R. Brenner, *The Economics of Global Turbulence*, *op. cit.*, p. 38.

Cette domination croissante du travail mort sur le travail vivant manifeste l'expression de la loi de la valeur dans la totalité sociale, l'augmentation de la productivité induisant une baisse du temps de travail moyen socialement nécessaire pour la production des marchandises. Les conséquences économiques qui en découlent se manifestent de façon inégale. Initialement, les hausses de productivité engendrent de hauts profits qui attirent davantage d'investissements et plus de travail dans la production. Ces deux éléments se combinant entraînent une expansion accrue. Avec le temps, cependant, le ratio entre travail vivant et travail mort sape la possibilité de production de valeur, le travail vivant entrant dans la production étant la seule source de survaleur. La même dynamique qui stimule au départ l'accumulation — l'accroissement de la productivité par l'articulation entre salaire et marchandise — la remet aussi en cause, jusqu'à ce que la capacité manufacturière et celle du travail ne puissent plus être réunies, et que les usines vides commencent à côtoyer des populations de chômeurs. Nous nommons ce processus élargi *production de la non-production*. La crise et le déclin ne proviennent pas de chocs extrinsèques, mais des limites internes du capital. On peut qualifier cela d'« arc d'accumulation » parcourant les contradictions du capital suivant l'axe historique. En le nommant arc, on lisse certainement un cours heurté[5]. De plus, cette description ne constitue pas l'expression d'un quelconque fait quantitatif relatif aux taux de croissance, ou autre. Les deux côtés de l'arc, même s'ils demeurent des agencements du capitalisme et des expressions de la dynamique de la valeur, sont, dans une dialectique de continuité et de rupture, qualitativement différents quant à leur organisation sociale.

Au cours du long xx^{e} siècle, l'arc d'accumulation a tout d'abord connu « un transfert de population sans précédent de l'agriculture vers l'industrie » et ensuite, dans un grand renversement, une désindustrialisation qui a chassé les gens de l'industrie et hors du procès de production, les poussant plus généralement soit vers les

5 Pour une représentation du mouvement par à-coups de l'accumulation et de la crise, cf. H. Grossman, *Law of Accumulation and Breakdown of the Capitalist System* (1929), Londres, Pluto Press, 1992, p. 84.

services, le sous-emploi ou le chômage[6]. Il s'agit de réorganisations sociales à l'échelle mondiale.

Malgré leurs divergences sur l'analyse des causes, Brenner comme Arrighi parviennent à mettre à jour le lien très fort existant entre l'exposé *logique* de l'accumulation se remettant elle-même en cause et l'exposé *historique* des cycles capitalistes, en particulier le cycle actuel sur lequel ils se penchent plus particulièrement. Ce qui signifie qu'en dépit de toutes ses finasseries métaphysiques, le débat sur ce qu'on nomme la loi historique de la baisse tendancielle du taux de profit concorde suffisamment avec les essors et les déclins qu'Arrighi a fait ressortir de façon si exhaustive. Son exposé s'ouvre sur la formule de Marx pour la reproduction élargie du capital, A–M–A' (argent–marchandise–argent') : le parcours obligatoire de l'argent du point de vue du capitaliste, traversant la production de marchandises si et seulement si les marchandises résultantes peuvent être vendues à un prix plus élevé — car le capitaliste ne demeure capitaliste qu'à cette condition. La nouveauté d'Arrighi est alors de déplacer ce processus logique dans l'histoire empirique de ses « longs siècles ». Il identifie la « succession des époques d'expansion matérielle (les phases A–M de l'accumulation de capital) avec des phases de renaissance et d'expansion financière (les phases M–A') ». Il rapporte ce décalage de phase à son opposition temporelle entre les périodes A–M et M–A' :

> Dans les phases d'expansion matérielle, le capital-argent « met en mouvement » une masse croissante de marchandises (y compris la force de travail marchandisée et les dons de la nature) ; et au cours des phases d'expansion financière une masse croissante de capital-argent « s'affranchit » de sa forme marchandise, et l'accumulation survient au moyen de transactions financières (comme dans la formule abrégée de Marx, A–A'). Les deux époques ou phases forment ensemble un cycle systémique complet d'accumulation (A–M–A')[7].

6 A. Benanav, J. Clegg, « Misère et dette : sur la logique et l'histoire des surpopulations et du capital excédentaire » in *Endnotes*, n° 2, 2010, disponible en ligne.

7 G. Arrighi, *op. cit.*, p. 87.

À l'ère du capitalisme moderne, cette phase d'expansion matérielle correspond à la croissance industrielle. Au cours d'une telle phase, l'action principale est l'achat de forces de travail et de moyens de production en vue de la fabrication de marchandises — c'est-à-dire la valorisation par le processus de production. Au cours de la période d'expansion financière, l'action principale est la vente de ces marchandises afin de réaliser la valeur qu'elles portent — c'est-à-dire que le capital se recentre sur le marché, sur l'échange et la consommation. C'est l'idée d'une ère de la circulation envisagée du point de vue du capital : comme la capacité de la production à générer de hauts profits baisse, le capital déplace ses investissements en vue de réaliser immédiatement à la fois la valeur existante et celle qui est escomptée à l'avenir.

On pourrait le dire autrement. La crise éclate au moment où les profits et les profits attendus cessent de découler de la production manufacturière. À ce moment-là, les créanciers cherchent à récupérer leurs dettes avant que les débiteurs soient ruinés ; les entreprises endettées sont à leur tour contraintes de cesser de réinvestir dans la production tout en cherchant frénétiquement à écouler leurs biens sur le marché pour honorer leurs engagements. Ou, pour le formuler comme précédemment : l'argent disponible pour des réinvestissements cesse de se déplacer quand les profits manufacturiers tombent sous un certain seuil, et se réfugient peu à peu dans les banques, marquant le pas tout en attendant des occasions d'investissement suffisamment alléchantes. Ce moment d'immobilité est le moment de la crise ; quand le capital entre à nouveau en mouvement, il renoue avec le commerce et les perspectives de valeur future, ce que Marx appelle capital fictif. On en a un exemple éloquent avec le cas des constructeurs automobiles états-uniens survivants, qui dégagent de plus en plus de profits non à partir de la production elle-même, mais du financement des achats faits par leurs clients via leurs filiales de crédit. On constate à nouveau que l'expansion financière est un ralentissement industriel vu d'une autre perspective. Et à nouveau on a rapporté en des termes différents le même passage de la valorisation à la réalisation, de la production à la circulation.

Le capitalisme moderne a connu deux arcs, centrés sur le Royaume-Uni et les États-Unis, le second prenant son essor alors que le premier déclinait. Chacun a des particularités qui lui sont propres. On peut aussi les synthétiser en un arc unique plus long. Depuis le premier élan jusqu'au récent déclin, le moteur de l'accumulation mondiale a toujours tourné. Depuis environ 1830 jusqu'à 1973, il y a eu, en Occident, un capital productif central, avec son expansion systémique par à-coups. C'est pour cette raison que nous avons qualifié la période allant du XVIII^e siècle à nos jours de métacycle, un grand arc d'accumulation dans le système-monde capitaliste qui suit la trajectoire *circulation–production–circulation prime*.

La période de *circulation prime*, la réorganisation sociale de la Longue Crise, conditionne le déclin de la grève et la nouvelle ère des émeutes de deux façons distinctes, quoiqu'inévitablement liées : la spatialisation de l'économie et la recomposition du rapport de classe/capitaliste. Examinons-les une par une, avant de finalement les réunir.

La spatialisation de la lutte

Les émeutes sont au départ des luttes sur le prix des biens, c'est-à-dire des luttes sur la reproduction en-dehors du salaire, mais toujours dépendante du marché. Elles sont des « luttes pour le contrôle de l'espace » et un passage à travers celui-ci ; l'émeute sur l'exportation paradigmatique de King's Lynn en 1347 et le blocage de masse du port d'Oakland en 2011 semblent rimer partiellement[8]. Le contrôle de l'espace prend de multiples formes, impliquant souvent des tentatives de chasser la police hors des quartiers commerçants qu'elle défend. Les émeutes sont obsédées par les bâtiments, les esplanades et les passages, avec les rassemblements sur les places et dans les rues. Hobsbawm consacre un chapitre de son ouvrage *Revolutionaries* au rôle joué par l'urbanisme dans les insurrections. Il y a quelque chose d'architectural dans une émeute, ce qui revient à dire de spatial. La barricade, ce grand instrument de l'émeute, trouve ses origines dans la clôture de certains quartiers pour se défendre des incursions ; l'essor de la barricade n'est rien d'autre

8 J. Abu-Lughod, *op. cit.*, p. 41.

que l'essor de la première ère des émeutes, qui connaît un recul après le Printemps des peuples de 1848[9]. Les nouveaux boulevards du XIXe siècle, par leur largeur, sont destinés à mettre un terme à la barricade et à l'émeute ; la croissance industrielle fera en définitive encore mieux.

La spatialité pratique de l'émeute correspond à une distinction théorique. La logique abstraite de la production est temporelle, la logique abstraite de la circulation est spatiale. La production est organisée par la valeur, par la valorisation des marchandises, et cette valeur est régulée par le temps de travail socialement nécessaire. C'est au moyen de ce temps que les deux parties se reproduisent. Dans la production, le capital et ceux qui lui font face luttent pour ce temps — sa durée, son prix. La grève est une lutte temporelle.

Une fois que la valeur temporelle du travail vivant réside dans la marchandise, elle devient objectivée, spatialisée. La circulation est organisée par le prix, par la réalisation de la survaleur comme profit lorsque les marchandises changent de place. Il s'agit là d'une formulation conceptuellement épineuse, comme on le voit dans l'exposé qu'en fait Marx :

> L'argent est maintenant du *travail objectivé,* qu'il possède la forme de l'argent ou de la marchandise particulière. Face au capital il n'y a pas de mode d'existence objectif du travail, mais chacun d'eux apparaît comme son mode d'existence possible, qu'il pourrait adopter par simple changement de forme en passant de la forme argent à la forme marchandise. La seule opposition au travail *objectivé*, c'est le travail *non-objectivé*, en opposition au travail *objectivé* on a le travail *subjectif*. Ou encore, en opposition au travail passé dans le temps mais existant dans l'espace on a le travail vivant existant temporellement. En tant que travail *non-objectif*, existant temporellement (et qui n'est pas encore objectivé) le travail ne peut exister qu'en tant que *capacité*, possibilité, faculté, *capacité de travail* du sujet vivant[10].

9 Cf. M. Traugott, *The Insurgent Barricade*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 81–82.

10 K. Marx, cité par J. Camatte dans *Capital et Gemeinwesen. Le Sixième Chapitre inédit du Capital et l'Œuvre économique de Marx*, Paris, Spartacus, 1978, p. 27–28.

En considérant la relation logique entre travail et marchandises, Marx parvient à l'antithèse entre travail objectivé et non-objectivé. D'un côté, la force de travail qui n'a pas encore été transférée à une marchandise dans le procès de production ; de l'autre, la valeur objectivée dans les marchandises qui entrent alors dans l'espace de la circulation, elles-mêmes des objets spatiaux. La hausse du ratio entre capital constant et variable, travail vivant et mort, est le procès de spatialisation lui-même, et donc la transformation des luttes temporelles en luttes spatiales.

Cette distinction existe aussi au niveau pratique, en ce qui concerne la circulation au sens concret : le transport, les communications, la finance. On connaît la fameuse formule de Marx sur « l'annihilation de l'espace par le temps ». On l'a souvent comprise comme l'affirmation du caractère de moins en moins important des rapports spatiaux pour le capital. Il s'agit en fait du contraire. Marx souligne que l'espace se présente comme le problème fondamental pour l'échange et plus le capital repose sur l'échange, plus l'espace pose des problèmes qui doivent être résolus :

> Il est dans la nature du capital de se propulser au-delà de toutes les barrières spatiales. La création des conditions physiques de l'échange — des moyens de communication et de transport — devient donc dans une toute autre mesure une nécessité pour lui — l'anéantissement de l'espace par le temps. Étant donné que la valorisation du produit immédiat sur des marchés lointains ne peut être que massive, dans la mesure où les frais de transport diminuent, et étant donné, d'autre part, que les moyens de communication et de transport eux-mêmes ne peuvent que fournir des sphères de valorisation au travail effectué par le capital ; étant donné qu'a lieu un trafic massif — par lequel est remplacé plus que le travail nécessaire —, la production de moyens de transport et de communication bon marché est une condition de la production fondée sur le capital et, *de ce fait*, elle est réalisée par celui-ci[11].

11 K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »*, *op. cit.*, p. 485.

Les lecteurs seront probablement au fait des débats souvent fastidieux sur l'interprétation de ce passage : faut-il comprendre que la circulation est internalisée à la production, ou qu'elle n'est que simple apparence, et que tout le mécanisme de la circulation n'est, comme Marx l'écrit ensuite, qu'une « *condition* du procès de production » — une conclusion très différente[12]. En ce qui nous concerne, l'importance est la même, et cela est d'autant plus vrai que nous n'affirmons pas que les luttes sur la circulation ont un rapport privilégié à la production de valeur. À la suite de la crise, le capital, incapable de générer la survaleur ou la croissance nécessaire au moyen de la production manufacturière conventionnelle, est forcé d'entrer en concurrence pour le profit dans l'espace de la circulation, en baissant ses coûts et en augmentant le temps de rotation pour un volume toujours plus important de marchandises. Les luttes dans cet espace sont donc centrales pour l'existence de chaque capital particulier. Rien ou presque n'indique que cela génère l'accumulation de la même façon que la production industrielle.

Et pourtant, il s'agit là du devenir caractéristique du capital après 1973, qui fait de « notre présent fondamentalement un *temps* de *l'espace logistique*[13] ». Cette réorganisation systémique, remarque Jasper Bernes, « rapporte la subordination de la production aux conditions de la circulation, le devenir-hégémonique de ces aspects du procès de production qui impliquent la circulation ». Cela aura des conséquences dans l'évolution des luttes actuelles : « La logistique est l'art de la guerre du capital, une série de techniques pour la concurrence entre États et entre capitalistes[14]. » Elle exige un contre-art qui s'adapte à ce terrain modifié, mais qui identifie aussi l'espace logistique comme spécifiquement structuré selon les besoins du capital, la sorte de machinerie dont le prolétariat ne peut pas simplement se saisir ou qu'il pourrait employer à ses propres fins.

12 *Ibid.*

13 D. Cowen, *The Deadly Life of Logistics. Mapping Violence in Global Trade*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014, p. 5.

14 J. Bernes, « Logistics, Counterlogistics and the Communist Prospect » in *Endnotes*, n° 3, 2013, p. 185.

La mise sur pied d'un système massif d'expédition et de conteneurisation à l'échelle mondiale, aiguillonné par la finance, sans doute le projet le plus fondateur pour le capital à notre époque, indique que le vent a tourné. Ce changement se manifeste tout d'abord dans la régulation des conteneurs d'expédition intermodaux (qui furent perfectionnés pour régler les problèmes logistiques de la guerre du Vietnam) par une série d'accords entre 1968 et 1970 et la dérégulation du transport au cours de la décennie suivante[15]. Le Centre pour le transport et la logistique est inauguré au Massachusetts Institute of Technology en 1973, « leader mondial de l'enseignement et la recherche sur la gestion des chaînes d'approvisionnement[16] ». La production juste-à-temps, qui s'est généralisée au cours des années 1970, est le versant méthodologique du même changement. Élaborée par l'industrie automobile japonaise, elle constitue l'autre du paradigme fordiste de l'industrie automobile états-unienne, cherchant l'efficacité moins dans l'organisation de la production que dans la circulation, le stockage, l'échange : un ensemble de pratiques emboîtées dont le noyau constitue une sorte de taylorisme de la chaîne d'approvisionnement.

La correspondance entre ces évolutions et la crise industrielle confine à l'absolu. On dénombre de multiples expressions de ce mouvement emboîté. En avril 1973, Federal Express livre son premier paquet ; après quarante années de Longue Crise, FedEx disposera de la quatrième flotte la plus importante et sera, pour le fret, la plus grande compagnie aérienne du monde[17].

La fin du programme

Le virage circulatoire est une restructuration économique qui induit et repose sur une réorganisation sociale massive, une recomposition du capital et de la classe. Elle transforme les horizons politiques en profondeur et avec eux les formes de lutte. Certains observateurs sont restés myopes aux changements sous-jacents. L'un d'entre eux, écrivant dans le journal social-démocrate *Jacobin*,

15 M. Levinson, *The Box. Comment le conteneur a changé le monde* (2006), Paris, Max Milo, 2011, p. 239–248.
16 Cf. le MIT Center for Transportation and Logistics sur le site web du MIT.
17 Cf. la page « À propos de FedEx » sur leur site.

découvrait en 2015 que « l'économie états-unienne gravite autour d'une industrie logistique en plein développement » et ne peut que conclure ainsi : « Après trois décennies de changements déchirants dans l'économie industrielle, je pense que les socialistes peuvent, de nouveau, avoir une stratégie industrielle aux États-Unis[18]. » Dans une autre proposition au sein de la même parution, l'auteur remarque la même transformation « en particulier dans la production au plus juste et le stockage juste-à-temps », et admet en conséquence l'importance de « se concentrer sur ces points de distribution » de façon à « bloquer la distribution ». L'auteur recommande à cette fin l'organisation de « groupes de travailleurs stratégiquement positionnés[19] ».

Dans ces exemples, l'immense transfert de travail depuis la production industrielle vers l'espace de la circulation, de la distribution et de l'échange est correctement identifié. Son importance comme aspect d'une restructuration sociale en cours est cependant négligée. On pardonnerait tout à fait au lecteur dubitatif, cherchant comment, à partir du constat que le secteur industriel, fondement historique de l'organisation socialiste, a été évidé, on peut logiquement en appeler à une nouvelle « stratégie industrielle ». On pourrait à notre tour demander pourquoi le « blocage de la distribution », précisément la tactique des non-travailleurs, historiquement et logiquement, nécessiterait des « groupes de travailleurs ». De ce point de vue, peu importe le problème, la solution est toujours la même : l'organisation du travail industriel. L'horloge de la grève sonne toujours l'heure juste.

On pourrait faire valoir que les travailleurs de la circulation sont un peu plus difficiles à organiser, que quelque chose de propre au nouveau lieu de travail exclut cette possibilité. Il y a des raisons de le croire. Outre la décomposition et la déqualification comme barrières à l'organisation, le traditionnel arrêt de travail suppose chez les ouvriers un sens moral de la possession de leur équipement, un résidu de la culture artisanale qui fonctionne comme légitimation, chose étrangère au domaine de la circulation. Ceci dit, on

18 J. Allen, « Étudier la logistique » in *Contretemps*, disponible en ligne.
19 « We're All Precarious Now », entretien avec Charlie Post in *Jacobin*, disponible en ligne.

n'argumente pas ici contre une telle organisation. La grève de 1997 à UPS montre que de telles choses sont possibles. Il est inévitable qu'un pourcentage croissant des toujours plus rares grèves se déroulent dans la circulation et que les actions ouvrières se déplacent vers les luttes sur la circulation, pour des questions pratiques. Cela est bien illustré par l'évolution tactique des syndicats français, par exemple lors du blocage des dépôts et des raffineries de pétrole pendant deux semaines en 2010[20]. Plus généralement, les arguments normatifs sur ce que les gens en lutte *devraient* faire passent à côté de la vérité la plus fondamentale. Les gens luttent là où ils sont.

Nous disons ici que les gens sont quelque part ailleurs. Et aussi que la multiplication de tels lieux de travail est symptomatique d'une plus large restructuration qui présage mal du potentiel d'une telle organisation. Le déplacement du centre de gravité du travail, dans le monde surdéveloppé, n'est pas une simple modalité. Son rapport à l'accumulation est profondément altéré, et face à cette évolution un appel à des formes d'action inchangées semble, au mieux, un manque de compréhension. Toute politique de classe, même de la variété la plus absconse ou réductrice, est aujourd'hui contrainte de se reconfigurer en fonction de ces immenses transformations politico-économiques, ou s'astreindre à rejouer pour toujours son rôle dans l'idylle démodée sur laquelle traîne encore le parfum de 1917.

Le rédacteur en chef de *Jacobin*, Bhaskar Sunkara, condense cette ritournelle politique. Il concède qu'« il peut être utile d'envisager en quoi la situation actuelle ressemble à un *retour* au préfordisme » ; étant donné les similitudes, les options politiques disponibles à l'époque doivent certainement toujours avoir cours, et « il faut parfois s'attaquer à de nouvelles crises avec un vocabulaire ancien[21] ». Mais quel est donc ce lexique et pourquoi nécessiterait-il le même ensemble de stratégies que ces penseurs ont invariablement proposées depuis plus d'un siècle ? On pourrait

20 Pour une étude exhaustive de ce phénomène en lien avec les émeutes, cf. « La phase de transition de la crise. L'ère des émeutes » in *Des nouvelles du front*, disponible en ligne.

21 B. Sunkara, « Precarious Thought » in *Jacobin*, 13 janvier 2012, disponible en ligne.

souligner ici une simple erreur dans la compréhension de la nature de l'arc d'accumulation, qui suppose qu'un point de la phase descendante serait historiquement identique à un autre de la phase ascendante, simplement parce qu'ils se trouvent à la même hauteur (de profit, ou de taux de chômage, etc.). Pareille méprise ne prend pas en compte le vecteur : la différence entre essor et déclin, entre marchés du travail se contractant ou se dilatant, entre la capacité au dynamisme et à l'expansion et le déroulement de la stagnation et de la contraction. Les conditions qui historiquement rendent possibles un vocabulaire socialiste — accumulation réelle, marché du travail en tension, possibilité de se renforcer en s'appropriant une fraction de cette accumulation, prolétariat industriel en expansion — n'ont plus cours. Les avancées qui pouvaient progressivement renforcer et endurcir le parti de masse reposant sur une organisation ouvrière ne sont plus à portée de main, comme elles l'étaient durant la croissance économique, l'expansion et le boom. Cela s'inscrit dans un changement plus large, « l'année 1978 », comme le remarquait succinctement un historien bourgeois, fut « le Waterloo des syndicats, des régulateurs et des réformateurs fiscaux keynésiens[22] ».

Nous devrions peut-être concéder que Sunkara a pour moitié raison. Il est inévitable de comprendre tout d'abord de nouveaux moments au moyen d'anciens lexiques. Mais nous sommes encore plus avancés sur l'arc qu'il ne peut le penser et il nous faut probablement aller chercher un vocabulaire encore plus ancien et le rendre neuf. Il est plus tôt qu'on ne le croit. Ce qui revient à dire que le temps a rondement mené ses affaires.

La disparition du mouvement ouvrier en Occident n'a pas besoin d'être longuement exposée ici. Les contre-récits, en particulier ceux qui suggèrent que le déclin est le résultat d'un affrontement idéologique, d'échecs de la volonté, ou d'erreurs stratégiques, ont à présent été soumis à ce que Marx appelait la critique pratique du réel. Les données basiques sont bien connues. La plus limpide à ce

22 J. Cowie, *Stayin' Alive. The 1970s and the Last Days of the Working Class*, New York, New Press, 2010, p. 292. La source citée ici est K. McQuaid, *Uneasy Partners. Big Business in American Politics. 1945–1990*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1994, p. 156.

titre, probablement, est la baisse depuis les années 1970 du nombre de grèves impliquant plus de mille travailleurs, jusqu'à atteindre quasiment zéro. Pour ceux qui seraient sceptiques face à pareille statistique (qui corrobore mal le taux de syndicalisation), on peut présenter la situation de la sorte : aux États-Unis, après 1981, seules trois années connaissent un total cumulé supérieur à dix millions de journées de grève, avec plusieurs années en-dessous d'un million. Entre 1947 et 1981, ce même nombre s'établit au-delà de dix millions par an, et il est en moyenne deux fois supérieur[23].

Nous pourrions déceler un moment décisif en revenant une fois encore à Détroit et à 1973, où « pour la première fois dans l'histoire de l'UAW, le syndicat s'est mobilisé pour qu'une usine reste ouverte[24] ». Cela deviendra rapidement le paradigme de l'organisation ouvrière, bon gré mal gré. Avec un secteur industriel évidé et la perte de rentabilité, la principale menace pour le capital et le travail est qu'une entreprise cesse d'exister. Et, à plus grande échelle, que la capacité du capital à l'autoreproduction s'effondre. À partir de là, les luttes contre le capital ne peuvent être que *contre* l'existence du capital et non *pour* la montée en puissance du travail. Le capital et le travail se retrouvent à collaborer pour préserver l'autoreproduction du capital, pour préserver le rapport de travail avec les chances de réussite de l'entreprise. Cela limite presque totalement les négociations.

On pourrait qualifier cela de « piège de l'affirmation », dans lequel le travail se trouve en position d'affirmer sa propre exploitation sous prétexte de survie. C'est une version de ce que Lauren Berlant nomme « l'optimisme cruel ». L'optimisme est cruel dans une situation toujours plus commune :

23 Cf. la base de données en ligne du Bureau des statistiques du travail, « Economic News Release : Table 1. Work Stoppages Involving 1,000 or more Workers, 1947–2014 » (version mise à jour le 11 février 2015).

24 Bills Bonds, WXYZ-TV News, à propos des événements survenus à l'usine d'emboutissage de Mack Avenue, le 16 août 1973. Cité dans D. Georgakas, M. Surkin, *op. cit.*, p. 273.

> L'objet/la scène qui au départ suscite le sentiment d'une opportunité s'oppose en fait à la réalisation de cette même transformation que, par ses efforts, une personne ou un peuple prend le risque d'atteindre. Et cela est d'autant plus cruel que les satisfactions mêmes qu'il y a à se trouver dans un rapport sont devenues pérennes indépendamment du contenu du rapport[25].

Cela constitue une description précise, non de n'importe quel rapport, mais des nécessités du rapport de travail au cours de la Longue Crise. Le piège de l'affirmation est l'optimisme cruel dans sa couche la plus obstinée, existant en-dehors de toutes attaches libidinales, ses pulsions n'impliquant nulle reconnaissance erronée. Les satisfactions pérennes sont le toit et le couvert.

Pris dans le piège de l'affirmation, le travail cesse d'être l'antithèse du capital. On a pu y voir la fin de partie ironique de l'affirmation même à partir de laquelle est défini l'horizon socialiste de la lutte, pour lequel « la révolution est donc l'affirmation du prolétariat, que ce soit sous la forme de dictature du prolétariat, conseils ouvriers, libération du travail, période de transition, dépérissement de l'État, autogestion généralisée, ou une "société des travailleurs associés"[26] ».

Ce sont les termes dans lesquels le groupe Théorie communiste définit le « programmatisme », le modèle central de la lutte des classes révolutionnaire du xx^e^ siècle. Moishe Postone associe le programmatisme (il n'emploie pas le terme) au « marxisme traditionnel » qui, selon lui, identifie à tort le fondement du capitalisme à la propriété des moyens de production, tout en considérant que le travail productif est « la source transhistorique de la richesse sociale et le principe régulateur de la société ». L'emparement des moyens de production préserve par conséquent la *forme de la richesse* capitaliste tout en la redistribuant socialement, et ainsi « le marxisme traditionnel remplace la critique marxienne des modes de production et de distribution par une critique du seul mode

25 L. Berlant, *Cruel Optimism*, Durham, Duke University Press, 2011, p. 2.
26 Théorie communiste, « Much Ado About Nothing » in *Endnotes*, n° 1, 2008, p. 155 [le texte n'est pas publié en version française].

de distribution[27] ». D'où la distinction faite ici entre socialisme et communisme : le premier renvoyant au modèle distributionniste, le second à l'abolition de l'économie et à la fin de l'indexation du rapport ou de l'accès à la richesse sociale sur le travail de chacun.

Ce « marxisme traditionnel » doit être compris historiquement. Il ne faut pas voir dans l'horizon socialiste du programmatisme un échec moral ou une analyse erronée, ni une sorte de point d'arrêt ; il devrait y avoir passage du socialisme au communisme (ou de la phase inférieure à la phase supérieure du communisme, comme le formule Marx dans la *Critique du programme de Gotha*). Il reflète au contraire précisément les conditions réelles du monde dans lequel il est produit. Il s'agit d'une lutte contre le capital « vu du point de vue ouvrier, c'est-à-dire du point de vue du cycle du capital productif[28] », dans les termes de Gilles Dauvé. Ce qui revient à dire qu'elle accompagne la montée en puissance du travail industriel et c'est pour cette raison que les travailleurs de ce secteur peuvent jouer le rôle de fraction révolutionnaire pour la classe. Leur croissance est l'expansion du capital. Cela n'implique pas, toutefois, un point de vue ou une forme de lutte immuables :

> [O]n ne doit pas prendre la centralité du travail prolétarien dans l'analyse marxienne du capitalisme comme une évaluation positive de la primauté ontologique du travail dans la vie sociale ni comme partie d'un argument selon lequel les ouvriers constituent le groupe le plus opprimé dans la société[29].

Les limites historiques du programmatisme apparaissent à l'autre extrémité de l'arc-en-ciel de l'accumulation. Lorsque la fraction de classe sur laquelle est centrée la période du programme n'exerce plus son pouvoir particulier sur le capital, une telle séquence de luttes prend fin. Il ne s'agit pas de la conséquence de manigances politiques, de quelque infâme mise en marche d'un projet intitulé

27 M. Postone, *Temps, travail et domination sociale* (1993), Paris, Mille et une nuits, 2009, p. 110.
28 G. Dauvé, *Ni Parlement ni syndicats. Les Conseils ouvriers*, Paris, Les Nuits rouges, 2008, p. 6.
29 M. Postone, *op. cit.*, p. 522, n. 1.

« néolibéralisme ». C'est l'autotransformation du capital lui-même du point de vue du travail — du travail contraint d'affirmer le capital dans le même mouvement par lequel il affirme son être propre. C'est précisément cette lutte pour l'autopréservation, ce que Théorie communiste nomme « l'appartenance de classe comme contrainte extérieure » qui constitue la limite des luttes ouvrières comme moteur révolutionnaire[30]. Les revendications salariales, censées autrefois procurer un avantage ou même donner prise en vue de l'abolition des classes, doivent maintenant s'ajuster aux besoins de l'autoreproduction du capital lorsque cette autoreproduction entre en crise. Dans sa lassitude crépusculaire, la classe ouvrière en est réduite à reproduire peu ou prou les conditions de sa propre paupérisation. La lutte salariale conserve la légitimité d'une revendication de survie — *salaire, je viens te voir pour la dernière fois* — mais en même temps légitime le capital. Elle n'a pas d'au-delà.

Surdétermination

L'émeute ne cherche pas à préserver quoi que ce soit, affirmer quoi que ce soit, sinon un adversaire commun, une misère commune, une négation commune. Il lui manque un programme. Sous le titre « Ceci ne fut pas un mouvement », un commentateur des émeutes de Londres de 2011 écrit :

> Dans les troubles d'août, rien dans la situation des protagonistes ne valait la peine d'être défendu. Le quartier, la demeure, la communauté, l'ethnicité et la race ont tous été révélés comme éléments de la reproduction du capital qui de fait transforme ces prolétaires en indigents : leur appartenance de classe a été produite comme contrainte extérieure, comme nécessité toujours plus urgente de la discipline, comme nécessité de se soumettre et de supporter la maltraitance sans même la garantie apaisante d'une survie décente. Le langage des émeutes n'était pas celui, positif, propre au « mouvement », à la réforme sociale,

30 Théorie communiste, « C'est au présent que nous parlons de communisation », *op. cit.*

> à la revendication ou à la politique mais celui, négatif, propre au vandalisme. Il n'y a pas eu autre chose que de la destruction, rien n'a été construit ; il n'y a pas eu de projets, de stratégies[31].

Pour nombre d'observateurs, il s'agit là de la caractéristique la plus déroutante de l'émeute. Face à cela, la revendication d'un programme, la revendication de revendications, est elle-même une revendication familière, le râle d'agonie de la politique prescriptive. Elle ne sera pas satisfaite. Mais cela ne veut pas dire que les émeutes manifestent un manque de déterminations. En fait, l'émeute est incroyablement surdéterminée par l'ensemble de transformations historiques qui rendent inévitables cette sorte d'affrontements que nous appelons luttes sur la circulation.

Résumons-nous. Le surplus social qui accompagne l'accumulation a diminué, et avec lui la capacité du capital et de l'État à satisfaire les revendications sur le salaire direct et indirect, nonobstant les éventuelles exceptions. La revendication salariale est confinée à n'être qu'une action d'arrière-garde indissociable de l'affirmation de l'être du capital. Le capital a déplacé ses espoirs de profit dans l'espace de la circulation et donc y a déplacé sa vulnérabilité. Le travail l'a accompagné et s'est déporté dans la circulation. De même le non-travail : les chômeurs et les sous-employés, ceux qui sont réduits à l'économie informelle, ceux qui sont laissés pourrir. Cette désindustrialisation a été fortement racialisée.

La mort de la revendication salariale annonce la progressive disparition des luttes sur la production, unifiées par le rôle commun des acteurs en tant que travailleurs salariés. En même temps, il n'est pas logiquement nécessaire que les participants à la lutte sur la circulation soient des travailleurs. Si les ouvriers ont un accès immédiat et la légitimité pour interrompre la production dans l'usine, n'importe qui peut libérer un marché, bloquer une route, un port. Comme au XVIII^e siècle, les émeutiers peuvent être ouvriers, mais ils n'apparaissent pas *en tant* que tels ; les acteurs ne sont pas unifiés par les emplois qu'ils possèdent, mais en ce que, plus généralement,

31 Rocamadur/Blaumachen, « Le quart-monde sauvage prend la rue. Sur les émeutes anglaises et d'autres calvaires » in *Sic*, n° 2, disponible en ligne.

ils sont dépossédés. Ils se rendent dans l'espace du marché, luttant pour la reproduction au-delà du salaire. C'est le retour de la définition que nous avons avancée en introduction.

Peut-être, alors, que « surdétermination » est une mauvaise façon de prendre les choses. Une nouvelle situation pour la lutte sociale a été créée. Un nouvel agencement de la population par le même mouvement engendre travailleurs et non-travailleurs de la circulation, qui se trouvent avoir en commun un rapport à cette situation de lutte. Cette transition entre les formes d'action collective relève de la dialectique la plus habile. Mais la dialectique a besoin du prolétariat et ne vient-on pas de prononcer la mort de la classe ouvrière ?

CHAPITRE 8
RÉBELLIONS SURNUMÉRAIRES

On conjecture beaucoup, parfois grâce à des financements publics, sur la façon dont les émeutes se propagent[32]. Si les analyses abondent, c'est en grande partie parce que les exemples individuels sont soumis à des contingences réelles et à des déterminations locales ; les explications mécanicistes donnent naissance à leurs propres exceptions aussi rapidement qu'à leurs confirmations. Le langage le plus couramment employé est celui de la contagion, les vecteurs en étant des agents individuels ou les médias de masse. En 1793, William Godwin écrivait :

> Rien n'est plus connu que la facilité avec laquelle la convivialité d'un banquet réunissant de nombreux participants peut dégénérer en pillage et en émeute [...] la bienveillance de l'opinion gagne d'un homme à l'autre, en particulier parmi les personnes dont les passions ont été peu habituées au contrôle du jugement [...] rien n'est plus barbare, assoiffé de sang et insensible qu'une foule triomphante[33].

32 Cf. par exemple l'Institut Minerva, financé par le département de la Défense états-unien.

33 W. Godwin, *Enquête sur la justice politique et son influence sur la morale et le bonheur d'aujourd'hui* (1793), Lyon, Atelier de création libertaire, 2005, p. 202–203.

Deux siècles plus tard, les auteurs de *L'Insurrection qui vient* suggèrent qu'« un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par la contamination, mais par résonance[34] ».

Le roman de Sam Greenlee, *The Spook Who Sat by the Door*, paru en 1969, fait apparaître une conception de l'émeute raciale débordant ses limites spatiales pour devenir une guerre des races sous forme de guérilla, menaçant l'État-nation.

> L'explosion eut d'abord lieu à Oakland, puis ce fut le tour de Los Angeles, puis, parcourant le pays comme à saute-mouton, Harlem et le sud de Philadelphie [...] Chaque ville où l'on trouvait un ghetto se demandait si elle allait y passer. Le pays le plus puissant de tous les temps se trouvait au bord de la panique et du chaos[35].

Des sauts, des bonds. Il s'agit d'une fiction, bien entendu. De plus, dans l'histoire de Greenlee, cette généralisation est l'œuvre de « Combattants de la liberté », des simili-Panthers. On a là un produit typique de 1969, de l'idée du parti d'avant-garde toujours vivace à cette époque. Mais la logique implicite est moins métaphorique que la fiction, moins idéaliste que la résonance. En-deçà ou au-delà de la fiction, le récit de Greenlee concorde avec la diffusion des émeutes en France en 2005, en Grande-Bretagne en 2011, aux États-Unis en 2014 et 2015. L'émeute part à la recherche de populations surnuméraires, et celles-ci constituent la base de son expansion. Il ne s'agit pas de nier la capacité d'action des émeutiers, des pillards, ou des gens qui tirent sur les flics. Il ne s'agit pas non plus de suggérer que de telles rébellions, alors qu'elles font tâche d'huile, ne reposent pas sur diverses conceptions, conscientes et collectives. C'est simplement le même mouvement vu par l'autre bout de la lorgnette, depuis la perspective de l'émeute elle-même. Depuis celle-ci, on peut commencer à synthétiser les catégories de crise, population surnuméraire et de race qui semblent être les caractéristiques durables de *l'émeute prime* en Occident.

34 Comité invisible, « Mise au point », tract distribué en janvier 2009.
35 S. Greenlee, *The Spook Who Sat by the Door*, Détroit, Wayne State University Press, 1969, p. 236.

Ces trois aspects sont tous englobés dans le résumé concis de Ruth Wilson Gilmore :

> La crise n'est pas objectivement bonne ou mauvaise, elle indique au contraire un changement systémique dont l'issue est déterminée par la lutte. La lutte, qui est un mot politiquement neutre, survient à tous les niveaux de la société lorsqu'un peuple s'efforce, par tâtonnements, de déterminer comment employer les capacités inutilisées[36].

C'est ce changement dans la lutte que nous avons cherché à localiser. L'émeute est précisément une évaluation de capacités inutilisées, des surplus générés par la production de la non-production qui caractérise la descente le long de l'arc d'accumulation.

Parmi ces surplus, celui dont le développement historique est le plus marquant et celui qui incite le plus à repenser la classe sociale, est cette fraction de la population la plus sujette à l'émeute : la population relativement surnuméraire. L'argument logique à propos de la « production progressive » de cette couche appauvrie de la société, qui a déjà été en grande partie abordé, est exposé sur l'ensemble du Livre I du *Capital* jusqu'au chapitre XXV. C'est là où nous parvenons au résumé de la contradiction en procès qui s'épanouit dans la crise et la population surnuméraire, deux facettes différentes du même processus qui impose la domination croissante du capital constant sur le capital variable, sapant l'accumulation en expulsant le travail hors du procès de production : « Avec l'accumulation du capital qu'elle produit elle-même, la population ouvrière produit donc en un volume croissant les moyens de sa propre surnumérisation relative[37]. » Que ceci constitue un achèvement de l'argumentation théorique de l'ouvrage est perceptible par la façon qu'a Marx de changer totalement de modalité, faisant ensuite un bond en arrière pour effectuer une reconstitution historique de ce qu'on nomme l'accumulation primitive et l'origine du capital.

La population surnuméraire est composée de multiples couches. La membrane potentiellement la plus importante se situe

36 R. W. Gilmore, *op. cit.*, p. 54.
37 K. Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, 1993, p. 707.

entre l'armée industrielle de réserve (qui demeure conceptuellement dans la logique du marché du travail, entraînant les salaires à la baisse, entrant et sortant du salariat selon les évolutions de l'offre et de la demande en travail) et la population surnuméraire stagnante, régulièrement exclue du salariat formel, les « chômeurs structurels », pour utiliser un jargon conventionnel. Pour cette tranche, le problème de la reproduction se pose toujours. Les gens qui se trouvent dans cette situation ne peuvent ni se placer dans un état d'animation suspendue, ni vivre de l'air du temps. Ils sont au contraire poussés vers les économies informelles, souvent semi-légales ou illégales, qui ne leur donnent qu'un accès indirect au salaire formel. Il s'agit de la fraction de l'humanité qui gagne moins que le minimum vital. Cette informalisation peut se comprendre comme « des façons d'organiser l'activité économique pour lesquelles le capital obtient un très fort retour et le travail un retour excessivement faible[38] ».

On peut ici relever le rapport entre la population surnuméraire élargie au niveau mondial et la hausse rapide de l'endettement au cours de la Longue Crise. C'est au sujet de cette période que Gilles Deleuze a énoncé cette formule cinglante, « l'homme n'est plus l'homme enfermé, mais l'homme endetté », qui a été reprise rétrospectivement par ceux qui étaient sur la piste d'une nouvelle ontologie économique de la dette. On oublie généralement ce que Deleuze écrit ensuite :

> Il est vrai que le capitalisme a gardé pour constante l'extrême misère des trois quarts de l'humanité, trop pauvres pour la dette, trop nombreux pour l'enfermement : le contrôle n'aura pas seulement à affronter les dissipations de frontières, mais les explosions de bidonvilles ou de ghettos[39].

38 J. Breman, *Outcast Labour in Asia. Circulation and the Informalization of the Workforce at the Bottom of the Economy*, New Delhi, Oxford India Press, 2010, p. 24. Cf. A. Benanav, *A Global History of Unemployment since 1949*, Londres, Verso, à paraître, pour une autre approche systématique de la question des surnuméraires.

39 G. Deleuze, *Pourparlers,* Paris, Minuit, 1990, p. 246.

Ce qui de fait remet en cause la distinction initiale au départ très nette de Deleuze. Mais ce qu'il écrit introduit à la place une identification plus marquante, à propos de *l'unité des exclus et des endettés*. Ils constituent le même surplus mondial. La croissance explosive du secteur de la dette est une autre facette de l'informalisation par laquelle le besoin du capital financier de trouver des débiteurs rejoint l'explosion des populations contraintes à vivre avec moins que les salaires minimums. Le microcrédit, le prêt étudiant et le prêt sur salaire sont des instruments parallèles, tout aussi peu durables les uns que les autres, au service du projet de stabilisation de ces surnuméraires en pleine expansion et de leur maintien, d'une façon ou d'une autre, dans les circuits du profit.

Il s'agit de manifestations de populations surnuméraires au sein d'une tendance structurelle à l'excédent réel. Même avec l'accroissement de la population, la capacité relative du capital à absorber du travail se réduit, générant à la fois une augmentation relative et absolue des populations « libérées » par ce qu'on se plaît à nommer progrès, émancipées du fardeau du travail et en définitive du fardeau de la vie elle-même. Les membres du Groupe de recherche mondiale sur les luttes sociales, travaillant avec la même approche qu'Arrighi et Beverly Silver, ont repéré dans le sillage de la vague de soulèvements de 2011 un type de luttes qui ne tombait ni dans la classification de ce qu'ils nomment les luttes « de type Marx », ni dans celle « de type Polanyi » — reposant respectivement sur la récente subsomption à la classe ouvrière et sur la perte de privilège de classe —, mais en nécessitait une nouvelle : « Lutte d'une population surnuméraire relative stagnante[40]. »

Même si l'attention portée aux luttes des classes traditionnelles a pu, chez certains, masquer jusqu'à récemment ces évolutions, elles ont été depuis longtemps centrales et manifestes dans la Longue Crise. Breman écrit :

40 S. S. Karatasli, S. Kumal, B. Scully, S. Upadhyay, « Class, Crisis, and the 2011 Protest Wave. Cyclical and Secular Trends in Global Labor Unrest » *in* I. Wallerstein, C. Chase-Dunn, C. Suter (éds.), *Overcoming Global Inequities*, Londres, Paradigm Publishers, 2015, p. 192.

> Dans les années 1960 et 1970, les décideurs occidentaux considéraient l'économie informelle comme une salle d'attente, ou une zone de transit temporaire : les nouveaux arrivants pouvaient y trouver leurs marques et comprendre comment fonctionnait le marché du travail urbain [...] en fait, la tendance était inversée[41].

Il ne semble pas que l'absorption de travail à l'échelle mondiale, accompagnant une nouvelle remontée le long de l'arc d'accumulation, soit à l'ordre du jour[42]. Aux États-Unis, la surnumérisation croissante a constitué une caractéristique fondamentale de la Longue Crise. L'historien Aaron Benanav écrit :

> Cela est particulièrement vrai pour ceux qui étaient précédemment employés dans le secteur manufacturier, qui a dégraissé des millions d'emplois. C'est aussi le cas pour les jeunes qui ont récemment rejoint la force de travail pour la première fois et, par-dessus tout, pour les ouvriers de couleur [...]
> Entre 1947 et 1973, le taux de chômage était en moyenne de 4,8 % ; après 1973, il s'élevait à 6,5 %. Depuis 1973, il y a eu une période exceptionnelle, 1995–2001, durant laquelle le taux de chômage est retombé à son niveau d'avant 1973. Sauf pour ces années, le taux de chômage après 1973 s'élève à 6,9 %, soit 43 % plus élevé que la moyenne précédente. Cette hausse n'est pas seulement due au fait que les niveaux de chômage ont été plus élevés pendant les récessions. Les reprises économiques sont de plus en plus des *reprises sans embauches*. La réduction du chômage a pris progressivement plus de temps à chaque décennie. Après la récession de 1981, il a fallu vingt-sept mois pour que le chômage retrouve son niveau d'avant la récession ; après celle de 1990, trente mois ; après celle de 2000, quarante-six mois.

41 J. Breman, *op. cit.*, p. 366.

42 Pour une discussion en profondeur sur l'augmentation des populations surnuméraires et l'informalisation, cf. J. Breman, *op. cit.*, p. 361–368 et J. Charme, « The Informal Economy Worldwide. Trends and Characteristics » in *Margin. The Journal of Applied Economic Research*, nº 6 : 2, 2012, p. 103–132.

> Après la récession de 2007, la reprise du marché du travail a pris six ans et quatre mois[43].

Il est à présent devenu impossible de penser que ces phénomènes ne seraient que de simples rééquilibrages cycliques d'un marché du travail tendant vers le « plein emploi » (même lorsque le seuil de chômage, par lequel est défini cet objectif, est régulièrement revu à la hausse). Les tendances longues sont visibles et on ne voit plus aucun des signes qu'on pourrait attendre d'un retournement séculaire attendu. Pas de voiles à l'horizon. Dans un tel contexte, on pourrait repenser la classe en dépassant le modèle traditionnel que nous avons rencontré au chapitre précédent, avec sa « classe ouvrière », relativement immuable et sociologiquement positiviste, et les formes de lutte qui l'accompagnent. Étant donné le déclin relatif de cette forme de travail, Marx doit avoir quelque chose d'autre en tête quand, arrivé à sa conclusion sur les populations surnuméraires, il avance que « l'accumulation du capital est donc en même temps augmentation du prolétariat[44] ».

Prolétarisation et racialisation

La faiblesse du modèle statique de « classe ouvrière » ne réside pas uniquement dans une certaine incapacité abstraite à intégrer les restructurations du capital, mais dans un manque d'attention portée aux évolutions des acteurs de la lutte. Comment pourrait-on réfléchir à l'émeute comme forme, non seulement d'action collective, mais de lutte des classes, alors que la racialisation semble être une caractéristique fondamentale de *l'émeute prime* aux États-Unis et plus généralement dans l'Occident en cours de désindustrialisation ? C'est là que l'explication passe principalement par la population surnuméraire, qui joue un rôle de médiation essentiel. Étant donné l'accroissement relatif et absolu actuel du nombre de ceux qui se trouvent exclus des secteurs productifs et de l'économie formelle en général, on ne peut plus utilement conceptualiser les populations surnuméraires comme des supplétifs à, des cas

43 A. Benanav, « Precarity Rising » in *Viewpoint Magazine*, 15 juin 2015.
44 K. Marx, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 688.

particuliers ou des exclus d'une force de travail dont l'image nous a été léguée par l'ère de forte accumulation. Au contraire, nous pouvons envisager le *prolétariat* comme ne désignant pas ceux qui travaillent directement pour le capital, mais selon son sens originel ; une distinction que rappelle ici Gilles Dauvé :

> Si l'on identifie prolétaire et ouvrier, travailleur, alors on ne voit pas ce qu'il y a de subversif dans la condition de prolétaire. Le prolétariat est la négation de cette société. Il réunit non pas les pauvres, mais ceux qui ne disposent d'aucune réserve, et n'ont à perdre que leurs chaînes ; ceux qui n'ont rien, et ne peuvent se libérer qu'en détruisant tout de l'ordre social actuel[45].

Pour Dauvé, il s'agit là d'une vérité qui a été mal comprise, et non une révision de la catégorie sous l'influence de métamorphoses historiques. Ce sont ces métamorphoses qui importent. Plus la classe ouvrière historique est contrainte d'affirmer le capital pour sa propre existence, plus largement ses « capacités inutilisées » se développent, et plus nous constatons l'importance du prolétariat élargi et en particulier du rôle de la prolétarisation passive, la « dissolution des formes traditionnelles de (re)production[46] ». Cet élargissement n'est cependant pas neutre quantitativement.

Nous pouvons ici faire retour à la formulation choc de Stuart Hall, « la race est la modalité par laquelle la classe est vécue[47] ». Elle s'avère encore plus convaincante et analytique quand on envisage un prolétariat incluant les populations surnuméraires et qui doit donc abandonner le modèle sociologique de « l'identité ouvrière »

45 G. Dauvé, « Capitalisme et communisme » *in* J. Barrot, *Communisme et question russe*, Paris, Éd. de la Tête de feuilles, 1972, p. 211.

46 T. Mitschein, H. Miranda, M. Paraense, *Urbanização, selvagem e proletarização passiva na Amazônia. O caso de Belém*, Belem, CEJUP, 1989, cité dans M. Davis, *Le Pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, p. 180.

47 S. Hall (et al.), *Policing the Crisis. Mugging, the State, and Law and Order*, Londres, Macmillan, 1978, p. 394. Même si l'origine est collectivement créditée, on attribue généralement cette formule à Hall, en partie parce qu'elle est reprise ailleurs dans d'autres travaux signés par lui seul.

comme composante essentielle de l'appartenance de classe. Nous avons déjà observé les disparités dans la répartition de la privation d'emploi à Détroit ; c'est, malheureusement et sans surprise, un phénomène généralisé. Il n'est pourtant pas organique. Comme l'esclavage lui-même, il est socialement produit. Entre 1880 à 1910, au cours d'une période de pénurie de travail, les taux de chômage des Blancs et des Noirs étaient à parité. L'écart se creusa dans l'entre-deux-guerres avec « le passage des Noirs d'un secteur à l'autre, quittant en particulier l'agriculture, et l'évolution de la demande, qui s'éloignait des secteurs dans lesquels les Noirs étaient employés[48] ». Le passage à une économie industrielle, puis en cours de désindustrialisation, avait donc eu une composante racialisée : depuis les années 1960, le chômage des Noirs a été au moins deux fois supérieur à celui des Blancs, et dans les moments de crise cela ne va que s'intensifiant. Ces dernières années, le chômage des jeunes Noirs dans les villes mentionnées dans le roman de Greenlee a fluctué autour de 50 % : en comparaison, la structuration globale de l'emploi dans ces villes est comparable au désastre grec actuel, dans cette crise qui n'en finit pas.

Gilmore propose de lire les transformations de l'appareil étatique comme des façons de gérer cet irrémédiable excédent, se concentrant particulièrement sur l'incarcération :

> D'après moi, les prisons sont des solutions géographiques partielles aux crises politico-économiques, organisées par l'État, lui-même en crise. La crise implique que l'instabilité ne peut être résolue que par des mesures radicales, parmi lesquelles le développement de nouvelles relations et d'institutions nouvelles ou rénovées, en-dehors de celles qui existent déjà. L'instabilité qui a marqué la fin de l'âge d'or du capitalisme états-unien en fournit une clé, comme nous le verrons. Dans les pages qui suivent, nous observerons comment certaines catégories de gens, de terres, de capital, de capacités de l'État

48 R. W. Fairlie, W. A. Sundstrom, « The Racial Unemployment Gap in Long-Run Perspective » in *The American Economic Review*, 87 : 2, mai 1997, p. 307, 309. Remarquons que la plupart des données de cette étude concernent l'emploi masculin.

> ont été rendues inactives — c'est-à-dire surnuméraires — ce qui s'est passé, et pourquoi les résultats peuvent être logiquement expliqués, mais n'étaient absolument pas inéluctables[49].

À partir de cette corrélation entre crise et caractère surnuméraire, elle observe les populations soumises à ce nouveau régime de violence étatique, réfléchissant à « la démographie des prisons, en particulier leur domination exclusive sur les pauvres, travailleurs ou sans-travail, dont la plupart ne sont pas blancs ». Elle finit par conclure :

> L'adéquation entre zones connaissant une profonde restructuration économique, taux de chômage élevés et sous-emploi masculin, et une surveillance intensive des jeunes par l'appareil judiciaire criminel de l'État montre que la population surnuméraire relative est le problème auquel l'État répond par la prison comme solution[50].

Remarquons que l'émeute est l'autre de l'incarcération. Ce qui revient à dire qu'elle est une conséquence et une réponse à des régimes d'exclusion inexorables et allant s'intensifiant, à la surnumérisation, le manque d'accès aux biens, la surveillance et la violence d'État, ainsi que l'incapacité de l'État de repartir les ressources en vue de la paix sociale. Il s'agit là de conditions locales et particulières pour quasiment toutes les rébellions majeures de l'histoire récente. Si la solution apportée par l'État au problème de la crise et des surnuméraires est la prison — la gestion carcérale — l'émeute est une lutte directe contre cette solution — une contreproposition d'ingérabilité.

Un programme de désordre absolu

Le rapport entre émeute et racialisation est, entre autres, un élément du débat pour identifier le sujet révolutionnaire de la Longue Crise. L'importance des populations surnuméraires dans ce débat n'apparaît cependant pas dans les premiers pays

49 R. W. Gilmore, *op. cit.*, p. 26–27.
50 *Ibid.*, p. 15 et 113.

industrialisés, mais dans le monde décolonisé, dont la description la plus fameuse reste *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon. Il écrit que « la constitution d'un lumpenprolétariat est un phénomène qui obéit à une logique propre et ni l'activité débordante des missionnaires, ni les arrêtés du pouvoir central ne peuvent enrayer sa progression ». Des populations sont poussées vers la ville par la démographie et l'expropriation des terres familiales, où elles découvrent que l'accès à l'économie formelle leur est barré, et « c'est dans cette masse, c'est dans ce peuple des bidonvilles, au sein d'un lumpenprolétariat que l'insurrection va trouver son fer de lance urbain », parce que cette cohorte « constitue l'une des forces le plus spontanément et le plus radicalement révolutionnaire d'un peuple colonisé[51] ».

Cette situation de surnuméraire commune aux populations dominées soumises à une incessante violence d'État racialisée est devenue le cadre de référence dans lequel les mouvements Black Power ont pu s'identifier aux luttes anticoloniales du monde entier. La maturation de ce sujet dépossédé comme acteur politique aux États-Unis sera décrite au moyen d'antagonismes de portée mondiale et insérée dans une sorte de *Bandungsroman* de la lutte anticoloniale, inscrivant les Noirs états-uniens au chapitre des colonisés. Des groupes tels que le Revolutionary Action Movement et les Black Panthers étudiaient attentivement Fanon et d'autres. C'est la logique du lumpen, des exclus, qui permet de saisir la colonisation comme processus mondial dont le terrain d'affrontement n'est pas celle de la classe ouvrière classique. Pour Newton, cela s'avère fondamental dans l'élaboration de sa théorie de la lutte. Suivant en cela les ambiguïtés de la situation au cours des transitions des années 1960, Newton oscille entre une conception de la population noire ghettoïsée des États-Unis comme partie la plus exploitée de la classe ouvrière traditionnelle, générant des superprofits qui rendent possible la projection mondiale du projet colonial, et l'idée de lumpen exclu de Fanon. « Parqués dans les ghettos de l'Amérique, encerclés par toutes ses usines et tous les composants physiques de son système économique, nous avons été transformés en

51 F. Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961, p. 97–98.

"damnés de la terre", relégués à la position de spectateurs », écrit-il. Cette situation est assurée par « l'armée d'occupation, incarnée par la police locale », la gestion domestique des populations noires comme colonisation interne[52].

Cet argument, associé à l'effondrement du cadre de référence des luttes pour les droits civiques et ses gains progressifs qui semblaient à portée de main durant une période d'expansion, et les analyses de penseurs comme Gilmore qui voient dans l'essor du système carcéral d'État une gestion des surnuméraires, commence à former un système de coordonnées. Le capital soutient et propulse le colonialisme, tout en assurant la prolifération des populations surnuméraires, dans une dynamique combinée qu'on aurait pu qualifier de division mondiale du non-travail. Mais ce n'est pas le capital qui directement met au pas ou exproprie les populations surnuméraires. Il n'est pas non plus à même, en définitive, d'acheter la paix sociale. Les *classes dangereuses* du monde entier sont unies non par leur rôle comme producteurs, mais par leur rapport à la violence d'État. C'est là que se trouve la base de la rébellion surnuméraire et de sa forme, qui doit dépasser la logique de la reconnaissance et de la négociation. « La décolonisation, qui se propose de changer l'ordre du monde, écrit Fanon, est, on le voit, un programme de désordre absolu[53]. »

À la lumière de cela il nous faut remarquer que *l'émeute prime* ne tire pas davantage ses origines de la place du marché dans l'Europe du début de l'époque moderne que dans les rébellions d'esclaves et des soulèvements anticoloniaux des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, parmi ceux dont l'asservissement était déjà assuré par une violence directe et légale. Ranajit Guha souligne autant l'aspect organisationnel de ces luttes que les conséquences de leur oubli. « L'insurrection, écrit-il, était une entreprise à la fois motivée et consciente de la part des masses rurales. » Il poursuit :

52 H. P. Newton, *op. cit.*, p. 135, 149.
53 F. Fanon, *op. cit.*, p. 29.

> Cette conscience semble n'avoir pourtant reçu que très peu d'attention dans les ouvrages concernant ce sujet. L'historiographie s'est contentée de traiter le rebelle paysan en tant qu'individu empirique ou membre d'une classe spécifique mais non comme une entité dont la volonté et la raison nourrirent la praxis qu'on appelle rébellion. Cette omission est d'ailleurs couplée, dans la plupart des récits historiques, à des métaphores assimilant les révoltes paysannes aux phénomènes naturels : elles éclatent comme les orages, ébranlent comme les tremblements de terre, se propagent comme les incendies, se répandent comme les épidémies[54].

Cette idée s'inscrit dans le débat familier entre capacité d'action et détermination. S'il se cantonne à un pôle de cette dialectique, c'est probablement pour manifester les effets rhétoriques pernicieux du point de vue opposé et de sa supposée objectivité. Guha expose brillamment un effet remarqué plus haut, par lequel la prétendue spontanéité de telles rébellions fournit une opportunité idéologique de traiter les rebelles comme bestiaux et sauvages, manquant de rationalité, incapables de se contrôler, socialement déterminés mais non déterminants, pas totalement humains — ce qui donne ensuite lieu à la racialisation actuelle des acteurs de l'émeute et fournit une justification implicite à la domination racialisée. Se livrer à l'émeute revient à échouer à être à la hauteur de l'humanité. Échouer à être sujet.

On voit des exemples de ce débat contradictoire sur la question du sujet dès le début de la Longue Crise. En 1972, Alain Badiou fustige avec un certain sarcasme « la fulgurante nouveauté des masses marginales en dissidence », les rejetant au nom de leur collusion avec le désordre (sous les espèces théoriques du flux, du libre jeu, etc.), en faveur de la « systématisation enfin cohérente des pratiques révolutionnaires de leur temps » par Marx et Engels[55]. Parmi les nombreux partisans de cette conception, Badiou est particulièrement intéressant pour son évolution ultérieure, exprimant des

54 R. Guha, « La prose de la contre-insurrection » *in* R. Guha, S. Amin (et al.), *Subaltern Studies. Une anthologie*, Toulouse, Asymétrie, 2018, p. 23.

55 A. Badiou, *Théorie de la contradiction,* Paris, Maspero, 1972, p. 72.

affinités avec le camp de la « populace », dans son *Réveil de l'histoire* (dans lequel il reprend par sympathie le terme racialement connoté de « racaille » pour désigner ses protagonistes, un synonyme de « populace » dont le ministre de l'Intérieur de l'époque, Sarkozy, avait fait son arme oratoire de prédilection). Cette évolution est cependant inachevée : pour son « communisme générique », l'ordre est toujours à l'ordre du jour, même si c'est au titre de l'Idée et non du Parti. Son parcours confirme néanmoins une évolution plus profonde de la base matérielle à partir de laquelle on peut comprendre ces acteurs, un changement où toute opposition entre les « masses marginales en dissidence » et une idée des possibilités révolutionnaires tend à disparaître.

Il s'agit là du contenu essentiel de la recomposition de classe à un niveau mondial. L'accent que met Guha sur l'aspect conscient et raisonné, la subjectivité révolutionnaire, de soulèvements en apparence spontanés dans ce qui a parfois été appelé la « périphérie » est un exemple de la réponse apportée à ceux qui ne prendraient pas de telles luttes en considération. Cet aspect, isolément, demeure partiel. La description que fait Fanon de l'entrée implacable sur la scène politique des populations surnuméraires et de leur rapport inflexible à certaines formes d'action collective, en constitue le complément indispensable. Le parcours qu'il retrace n'est allé qu'en s'intensifiant, alors que « les villes sont devenues des décharges où se retrouvent des populations surnuméraires, employées dans le secteur des services et du commerce, sans qualification, sans protection sociale et à bas salaire[56] ». Mike Davis, dans *Le Pire des mondes possibles*, donne l'étendue de ce développement, avec son inventaire accablant des populations surnuméraires du monde entier. Un des aspects de cette dynamique est la certitude que ces évolutions progresseront de façon encore plus frappante jusqu'au cœur des zones désindustrialisées, en parallèle de la surnumérisation racialisée.

Cela a donc constitué une sorte de double débarquement de l'émeute dans l'Occident en voie de désindustrialisation. Ou plutôt

56 United Nations Human Settlements Program, *The Challenge of Slums. Global Reports on Human Settlements*, Londres, Routledge, 2003, p. 40.

des conditions qui font que ces luttes qu'on nommera émeutes sont inévitables. Elle descend des émeutes contre l'exportation et sur le marché des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, et va de la périphérie vers le cœur. Ce double mouvement est une convergence des logiques capitalistes et coloniales, leurs désordres qui se retournent contre elles.

L'émeute publique

Nous avons plus haut vu la première faiblesse de la catégorie d'« émeute raciale » : l'ambiguïté de la « race » elle-même. Gilmore, ainsi que de nombreux autres penseurs, avance que la race n'a pas d'existence autonome. Mais elle n'est pas non plus un fruit de l'imagination. Elle est au contraire produite par un processus qu'elle nomme « racisme », et que nous avons appelé « racialisation », qu'elle définit comme le fait « de produire et d'exploiter, avec l'aval légal de l'État ou non, l'exposition à une mort prématurée, différenciée suivant les groupes[57] ». Chris Chen propose de ne pas se concentrer sur la « race », mais sur l'attribution raciale, les processus structurels par lesquels la race est produite, à distinguer « des actes volontaires d'identification culturelle — et d'un ensemble de réactions à la domination raciale, allant de la fuite à la révolte armée[58] ». En phase avec l'argumentation générale, nous dirions cependant que les assignations idéologiques préexistantes quant à la signification (ou la non-signification) des soulèvements et des émeutes concourent à une telle attribution. L'émeute, en dépit de la production systématique de son caractère inéluctable, est un des moments de l'exposition dont parle Gilmore ; elle est la forme de lutte disponible pour les populations surnuméraires, préalablement racialisées. Prendre part à l'émeute revient à se placer dans la catégorie des personnes dont la position dans la structure sociale les contraint à certaines formes d'action collective plutôt que d'autres. Nous pouvons finalement dire que le sens du terme « émeute raciale » se renverse : non que la race serait cause de l'émeute, mais que l'émeute fait partie du processus actuel de racialisation. Ce n'est pas la race qui fait l'émeute, mais l'émeute qui fait la race.

57 R. W. Gilmore, *op. cit.*, p. 28.
58 C. Chen, *op. cit.,* p. 205.

Un tel énoncé nous ramène forcément une fois de plus à l'idée que « la race est la modalité par laquelle la classe est vécue ». Cette formule est tellement connue qu'elle échappe à son contexte. Il s'agit en fait d'une affirmation relative, entre autres, aux émeutes. Dans un passage précédent, généralement ignoré, du même texte, on trouve une formulation plus élargie qui ancre la formule dans des luttes concrètes.

> C'est suivant la modalité de la race que ceux que les structures exploitent, excluent et asservissent systématiquement se comprennent comme classe exploitée, exclue et asservie. C'est pourquoi c'est principalement par et via la modalité de la race que la résistance, l'opposition et la rébellion s'expriment *en premier lieu*[59].

La précision « en premier lieu » a son importance. Elle signifie que les confrontations débouchent ensuite sur d'autres modalités — sur la classe, en conclusion, étant donné la formule lapidaire qui vient ensuite. En même temps, la « modalité » cherche à dépasser la hiérarchie de l'apparence et de l'essence, dans laquelle ce qui pourrait apparaître comme étant le vécu de la race s'avérerait ensuite être la vérité de la classe. Il y a au contraire continuité et amalgame. Il faut ici rappeler que la formule de Hall se concentrait au départ sur l'identité noire [*blackness*] et les difficultés apparaissent quand on l'étend allègrement à la race en général. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, de différentes façons, une hostilité historique à la détermination noire [*antiblackness*] est venue constituer des hiérarchies de racialisation telles que les populations noires pauvres sont proches de l'exposition absolue à la surnumérisation et à la violence d'État. Au sein de cette hiérarchie, on constate l'interaction mouvante entre exploitation et exclusion, dominations impersonnelles et gestion directe violente. La logique de surnuméraires structurellement racialisés signalant un nouveau prolétariat traverse l'antinomie apparente entre classe et race pour manifester la

59 S. Hall (et al.), *op. cit.*, p. 347.

racialisation, à la fois comme caractéristique et comme moteur de la recomposition de classe.

Simultanément, la catégorie de surnuméraire offre un moyen permettant d'appréhender plus largement et de façon plus souple les transformations actuelles. Surnuméraire n'est pas synonyme de race, et il ne peut pas non plus en être facilement dissocié. Nous nous trouvons au milieu d'un exode en direction du monde surdéveloppé stimulé par l'instabilité géopolitique et par l'incapacité du capital à absorber suffisamment de travail dans les zones émergentes du système-monde — une diaspora indissociable de la surnumérisation élargie. Cela ne peut aussi qu'accroître la pression sur le déroulement de la racialisation, sur les formes et les cadres de l'exclusion. À la lumière de cette émergence actuelle des populations surnuméraires et des politiques de la surnumérisation nous pouvons maintenant passer de l'énoncé précédent concernant l'émeute, comme modalité de la race à une proposition élargie : *l'émeute est la modalité par laquelle la surnumérisation est vécue*.

Ce qui revient à dire que la *circulation prime* est l'ère de *l'émeute prime*, et pas seulement au sens où elle connaît une hausse absolue et relative des épisodes émeutiers par rapport aux grèves. *L'émeute prime* est la situation dans laquelle la vie surnuméraire *est* émeute, est le sujet politique et l'objet de la violence d'État. Dans la réorganisation sociale de la Longue Crise, les surnumérisés sont traités à tout moment comme émeute — en formation, en cours, en délitement — non par erreur, mais par reconnaissance. Comme l'écrit la philosophe Nina Power dans sa liste contradictoire de « Trente-trois thèses sur le problème du public », « le public n'a jamais existé » — mais aussi, « le public ne coïncide pas toujours avec ce rien qu'il est censé être ». Les surnuméraires ne sont rien et doivent être tout. D'où la thèse 31 : « Le public est une émeute lente[60]. »

Power écrit aussi que « la police est le public et le public est la police ». L'ambiguïté de cette formule trouve certainement sa source chez Robert Peel, à l'origine des pratiques policières modernes au Royaume-Uni, et de sa conception de la gestion policière

60 N. Power, « Thirty-one Theses on the Problem of the Public » in *Objective Considerations of Contemporary Phenomena*, MOTINTERNATIONAL, 2014.

comme expression d'une volonté sociale générale et non une force imposée de l'extérieur. Noble pensée, à n'en pas douter. La vérité quelque peu hasardeuse de cette conception repose sur la façon qu'a le public, une population rendue civique, d'adopter une forme d'autodiscipline de gauche, qui est toujours présente, passive, et qui surgit souvent pendant les émeutes actives, lorsque les citoyens épris de liberté se pressent de remettre leurs compères sur le droit chemin en plaidant pour un pacifisme éthique, plaidoyers qui, s'ils ne sont pas entendus, se voient répétés et assortis de la menace d'appeler à la rescousse un policier en uniforme pour faciliter l'émancipation des fauteurs de troubles. En ce sens, l'émeute porte en elle sa police.

Cela est doublement vrai, suivant une autre réflexion que nous avons précédemment rencontrée, sur la fonction de la police d'État quant à son intégration dans *l'émeute prime*. Étant donné la façon dont la violence de l'État se substitue dorénavant à l'économie, le public surnuméraire existe au sein une économie de la violence d'État. Mais cela opère comme une limite. Une telle exposition permanente induit une unité et une auto-identification, et il n'est donc pas facile de s'en défaire. Il s'agit là du paradoxe auquel fait face le public surnuméraire, pour *l'émeute prime*, un problème qui devient manifeste quand l'émeute éclate ouvertement :

> La police, en ce sens, n'est pas une force de l'ordre extérieure appliquée par l'État à une masse déjà engagée dans une émeute, mais constitue une partie intégrante de celle-ci : non seulement elle est sa bougie d'allumage standard, produisant son effet déclencheur par le meurtre habituel, entre les mains de la police, d'un jeune homme noir, mais aussi le partenaire actif nécessaire de la foule émeutière dont la place doit être libérée, si l'on peut parler d'une quelconque libération ; qui doit être attaquée en tant qu'ennemi, si la foule doit trouver une quelconque unité ; qui doit être contrainte à *reconnaître* la puissance d'agir d'un groupe généralement soumis[61].

61 « A Rising Tide Lifts All Boats », *op. cit.*, p. 98.

On ne peut s'empêcher de voir dans cette relation la scène hégélienne de la reconnaissance, la dialectique émeute-police si typique de *l'émeute prime*. Nous repensons immédiatement à la transposition que fait Fanon de cette même scène à la situation coloniale — tout autant qu'à l'affirmation, selon Susan Buck-Morss, selon laquelle Hegel se serait inspiré de la lutte anticoloniale à Haïti pour ses écrits, de sorte qu'avec Fanon on assiste moins à une transposition qu'à une boucle qui se referme[62]. La lutte pour la décolonisation, dans l'approche de Fanon, doit dépasser la question de la reconnaissance, étant donné que les colonisés ne peuvent être incorporés ni dans l'État en tant que libres citoyens ni dans l'économie en tant que libres travailleurs. Il faut donc en arriver au « remplacement d'une "espèce" d'hommes par une autre "espèce" d'hommes. Sans transition, il y a substitution totale, complète, absolue[63]. »

Il faut dire clairement que la situation de la Longue Crise des pays en voie de désindustrialisation ne peut pas être identifiée au déroulement de la lutte anticoloniale. Ni, comme nous l'avons déjà souligné, qu'elle n'a aucun rapport avec celle-ci. Les divisions conceptuelles entre centre et périphérie, premier et tiers monde, etc. sont plus que jamais d'actualité. La liaison, nous l'avons dit, se trouve dans la présence croissante d'une population dont le travail ne peut jamais être objectivé. Il ne saurait être question de redistribution quand les possédants se cramponnent toujours plus implacablement à la richesse déclinante du système-monde, la concentrant toujours davantage. Ceux qui sont structurellement exclus se regroupent dans les rues et les places, dans les zones d'attente et les ceintures des cités étincelantes, et mourantes. *Nous sommes la crise*. Historiquement, les régimes d'accumulation au Royaume-Uni et aux États-Unis ont trouvé un moyen d'absorber ces populations, d'instaurer un circuit pour leur autoreproduction qui est aussi reproduction du capital. À présent la question de la reproduction prolétarienne se pose de plus en plus au-delà du salariat. Les acteurs de *l'émeute prime* ne peuvent pas non plus envisager une quelconque subsistance sur le marché, à la façon de la précédente

62 S. Buck-Morss, *Hegel et Haïti* (2005), Paris, Lignes/Léo Scheer, 2006.
63 F. Fanon, *op. cit.*, p. 29.

ère des émeutes. La séparation entre production et échange et la présence de la police constituent l'absence même de cette possibilité. La grande recomposition de classe et l'abstraction de l'économie sont une et même chose. La fixation des prix, même sous sa forme actuelle, s'avère un palliatif des plus éphémères. Le public dont la modalité est l'émeute doit à un moment ou un autre faire face à la nécessité de poursuivre sa reproduction non seulement au-delà du salariat, mais au-delà de la place du marché.

C'est en cela que l'émeute est le signe d'une situation qui doit en définitive se rendre absolue. Non à cause d'une quelconque nature sauvage et affective de l'émeute, même si ceux qui ont connu de telles expériences en connaissent la force étourdissante, mais du fait de la situation, toujours en cours d'évolution et de déterritorialisation, dans laquelle elle est prise. *L'émeute prime* n'est pas une revendication, mais une guerre civile.

On obtient, donc, quelque chose comme une dernière contradiction. D'une part, l'émeute doit se rendre absolue, aller vers une autoreproduction au-delà du salaire et du marché, vers un agencement social que nous définissons comme la *commune*, toujours une guerre civile. De l'autre, l'émeute a partie liée, de façon intrinsèque et extrinsèque, avec la fonction policière qui semble bloquer cette absolutisation. Cette contradiction offre plusieurs entrées pour comprendre les émeutes, les rébellions, et les soulèvements des années qui nous séparent de l'effondrement mondial du marché de 2008 — les spécificités historiques que ceux-ci incarnent, les échecs qu'ils connaissent, le futur qu'ils présagent.

Manquant du recul offert par des études extensives, il nous faudra faire avec des modèles. Deux exemples seront particulièrement intéressants pour envisager la situation de *l'émeute prime* dans le monde surdéveloppé. Deux paysages, donc, la place et la rue. Tout comme le port et l'usine étaient respectivement le lieu de l'émeute et de la grève, ils sont l'habitat naturel de *l'émeute prime*. Ce sont les lieux de la circulation, celle des biens et des corps. Ils valorisent simultanément la logique des luttes sur la circulation et montrent l'inachèvement historique de cette dynamique. Un des paysages est composé de la série des occupations des esplanades en 2011 qu'on connaît comme le mouvement Occupy, la répétition

états-unienne du mouvement des places. L'autre comprend les émeutes de 2014, tout d'abord locales puis nationales, à la suite, respectivement, du meurtre de Michael Brown à Ferguson, au Missouri, et de la décision de ne pas poursuivre son meurtrier, l'officier de police Darren Wilson. Lorsque ces émeutes débordent de leurs périphéries, elles bondissent pour atteindre une vingtaine de villes, y compris chacune des localités citées dans le passage extrait de *The Spook Who Sat by the Door*.

CHAPITRE 9
L'ÉMEUTE AU PRÉSENT : PLACE, RUE, COMMUNE

L'émeute, le blocage, la barricade, l'occupation. La commune. Voilà ce à quoi nous allons assister dans les cinq, quinze, quarante années à venir. La liste n'est pas nouvelle. Elle est devenue une sorte d'évidence parmi les quelques groupes qui se reconnaissent dans la fin du programme ouvrier. Il ne s'agit pas ici de réitérer chacun des éléments de la liste, ni d'expliquer en quoi ils sont probablement plus efficaces maintenant qu'ils n'ont pu l'être à un moment donné. C'est sûrement le cas. Il ne s'agit pas de dire, avec ce livre, que les luttes sur la circulation désignent l'approche correcte en vue de « bloquer le capital » (quelle que soit la formulation) afin de le faire plier. La circulation est valeur en mouvement en vue de la réalisation ; elle est aussi un régime d'organisation sociale dans le capital, imbriqué avec la production au sein d'un rapport mouvant dont le déséquilibre se manifeste comme crise. Nous avons essayé de faire ressortir les fondements théoriques et historiques pour « les circonstances déjà existantes, données et transmises par le passé », les raisons pour lesquelles dans de telles circonstances plus de luttes sur la circulation sont inévitables, et comment une compréhension plus aboutie de ce cadre conceptuel et de cette histoire matérielle peut servir d'intermédiaire entre ce qui *est* et ce qu'*il faudrait*. Cela exige de saisir les limites de la vague de luttes la plus récente, tout en s'appliquant à en faire apparaître le noyau pratique, en quelque sorte, à partir duquel les luttes à venir ne manqueront pas d'éclore.

La place et l'alliance de classe

L'*agora* classique grecque désigne à la fois la place du marché et l'assemblée publique, un aspect double qui perdure encore de façon toujours plus spectrale au cours de la première ère des émeutes. Le retour de *l'émeute prime* sur la place rappelle les luttes sur le marché de la première ère, les ambitions sociales de ces luttes sur l'économie. Il ne saurait en être autrement. En même temps, elles démontrent l'impossibilité d'un tel retour.

Quand les diverses occurrences du « mouvement des places » qui orientait la lutte mondiale de 2010–2011 font leur apparition sur l'agora, elles représentent à plus d'un titre une démonstration claire de l'argumentation de ce livre. Elles vont directement au lieu emblématique de la circulation. Leur origine dans les populations surnuméraires est évidente. On peut considérer l'emballement du Printemps arabe causé par l'immolation de Mohamed Bouazizi, un Tunisien parmi la masse de ceux qui sont poussés vers l'économie informelle et ensuite continuellement harcelés par la police. Un tel emballement dépend de la nature exceptionnelle de la séquence, son paroxysme de paupérisation. Mais il repose simultanément sur la nature paradigmatique de la situation de Bouazizi, un parmi les nombreux que les transformations politico-économiques ont rendu surnuméraires, inabsorbables, privés de futur, jetés dans les espaces publics.

Et pourtant, le fait que *l'émeute prime* se déroule sur la place moderne manifeste son confinement à l'espace politique. C'est là, plus ou moins, le problème transcendantal de 2011. Le capitalisme réalisé repose sur la séparation du politique et de l'économique, l'autorité du peuple pouvant être conceptualisée indépendamment des problèmes censément technocratiques d'extraction et de distribution des ressources. Cette séparation s'exprime dans la distance entre les principales émeutologies que nous avons déjà eu l'occasion de rencontrer : d'une part, les conceptions politiques de Badiou sur l'Idée, et de l'autre l'économisme machinal de l'Institut des systèmes complexes de Nouvelle-Angleterre, entre autres. Nous voyons à présent comment la population de *l'émeute prime* se hisse à un rang historique, non au moyen d'une idée commune, ni à travers les fluctuations mortelles du prix des denrées alimentaires,

mais parce qu'elle correspond à une unité politico-économique sous-jacente, une réorganisation matérielle de la société, qui la met aux prises avec un ensemble commun de problèmes et un terrain commun sur lequel les affronter.

Les pièges du politique sont légion. Les campements Occupy avaient besoin de la violente répression et de son cortège d'indignation afin de se développer, ce qui était cohérent avec leur disposition générale vis-à-vis de l'État et de ses institutions. On a assisté à un autre piège au cours de la longue émeute de la crise grecque : l'*antikristos* auquel se livrent la police et ses adversaires sans discontinuité depuis 2008 précède et annonce l'occupation de la place Syntagma d'Athènes et les attaques répétées contre le Parlement. Ce qui constitue probablement le piège politique le plus bouleversant est le fait que les coups d'État du Printemps arabe, en apparence initiés par la rue, aient débouché sur des révolutions formalistes, fatalement inachevées. *Les gens veulent la chute du régime*. « Mais cette opposition est en fait circulaire », comme certains l'ont souligné.

> Ce caractère circulaire n'est jamais aussi apparent qu'avec le départ de Mohamed Morsi, trente mois après la chute de Hosni Moubarak, un an et une semaine après sa propre élection. Il ressort que ce n'était *pas* la chute du régime que les gens voulaient, quelque version abstraite de la démocratie[64].

Malgré les projets de réhabilitation entrepris par divers philosophes, la démocratie demeure le contraire de l'absolutisation. « Si on commence par l'État, on finit par l'État », remarque Kristin Ross, soulignant que raconter la naissance de la Commune de Paris sous la forme d'une confrontation entre une population et son gouvernement limite notre compréhension de l'événement comme étant une lutte pour le contrôle d'un État qui demeure l'État[65]. C'est une

64 Research and Destroy, « The Wreck of the Plaza », 14 juin 2014, disponible en ligne. Cet article était d'abord paru sous le titre évocateur de « Plaza-Riot-Commune ».

65 K. Ross, *L'Imaginaire de la Commune*, *op. cit.*, p. 20 [notre traduction pour cette citation].

limite pour la théorie comme pour la pratique, en particulier quand on cherche à comprendre de quelles façons l'État évolue à partir des structures du capital et en quoi elles lui sont nécessaires.

Ce besoin démocratique sans objet ne sera nulle part aussi présent qu'aux États-Unis, où la délibération devient une fin en soi. Les objectifs concrets d'Occupy Wall Street (OWS) furent rapidement délimités. Au départ, le mouvement avait annoncé son intention (peu plausible) de bloquer la Bourse, d'interrompre le capital financier lui-même dans sa course effrénée. Promptement rabattu vers la place qu'il allait rendre célèbre, ceinte de barricades et de flics, il se déversait à intervalles réguliers dans les rues ou sur le pont de Brooklyn. Son autre but avoué était d'élaborer une revendication unitaire contre l'oligarchie financière qui était tenue pour responsable de la crise financière et contre les mesures d'austérité qu'elle avait entraînées. Il apparut rapidement, sinon tactiquement, que toute revendication spécifique menaçait de fracturer le fragile rassemblement. Et donc le camp devint « sa propre revendication », à la fois appel à reconnaître la misère vécue de l'austérité et une préfiguration imaginaire d'une autogestion future. Le fait que la plus fameuse invention d'OWS ait été le « microphone humain », une façon de communiquer, est assez parlant.

Occupy Oakland partagera des similitudes génériques avec OWS, et ne manquera pas de délibérations. Les différences seront plus intéressantes. Occupation la plus militante, elle incarne l'idée d'émeute comme modalité, et pas uniquement parce qu'elle déboule régulièrement dans les rues de la ville et se transforme en émeute active. Quand on l'envisage au regard de la forte concentration de richesse, de gentrification et l'augmentation des inégalités propres à Oakland et à la région de la baie de San Francisco (sans être toutefois uniques), la destruction à intervalles réguliers de propriété par le mouvement Occupy Oakland constitue une sorte de fixation des prix : une tentative de déprécier un marché foncier en hausse en s'attaquant aux normes bourgeoises d'habitabilité. En même temps, le mouvement s'en prend directement à l'économie. À deux reprises, les occupants firent fermer le grand port d'Oakland (à chaque fois au moyen d'une collaboration déplaisante avec le syndicat des dockers), une fois au cours d'une tentative de grève

générale — la première aux États-Unis depuis 1946. Parallèlement à ces luttes classiques sur la circulation, il n'est pas surprenant qu'Occupy Oakland se concentre autour d'une cantine communale, qui manifeste la centralité des populations surnuméraires dans l'occupation.

Malgré son rôle au sein du réseau national d'occupations à l'automne 2011, il faut aussi comprendre la formation d'Occupy Oakland à la lumière d'autres approches, dont celle de la « double émeute », un lieu commun mal compris à son niveau systémique. En France, les émeutes de 2005 sautèrent d'une banlieue à l'autre, en particulier celles qui comptent des populations immigrées et fortement informalisées, à la suite de la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré qui fuyaient la police ; en 2006, ce qu'on a appelé les émeutes du mouvement contre le CPE étaient une réplique à la tentative de restructuration du marché du travail des jeunes et passaient par des occupations d'universités. Le schéma se reproduit au Royaume-Uni dans l'ordre inverse : d'abord les luttes étudiantes de 2010, comprenant à la fois des occupations de campus et la mise à sac du siège du parti conservateur ; puis les émeutes de Tottenham de 2011, après le meurtre de Mark Duggan. À Oakland, les émeutes du début 2009 font suite au meurtre d'Oscar Grant par la police ; on assiste en 2009–2010 à une série d'occupations d'universités qui amènent une répression militarisée en Californie (et dans tout le pays), mais qui se concentrent sur Berkeley, juste à côté.

La forme de la double émeute est assez claire. Une émeute est issue de la jeunesse qui découvre que les voies d'accès, qui lui promettaient autrefois une intégration formelle un minimum sécurisée, sont à présent coupées. L'autre forme de l'émeute provient des populations surnuméraires racialisées et de leur gestion violente par l'État. Ceux qui détiennent des lettres de crédit dorénavant sans valeur et ceux qui ne détiennent rien du tout. Quand on évoque cette double figure contemporaine, les deux côtés sont censés être en opposition, l'abjection des uns manifestant le privilège relatif des autres. On a là une compréhension biaisée de la crise et de ses populations, des modes et des temporalités par desquels l'exclusion se déroule. Il ne s'agit pas ici de discuter de nouvelles catégories sociologiques qui viendraient supplanter les classifications périmées

d'une ère précédente, remplaçant un ensemble réifié d'acteurs par un autre. Il s'agit au contraire de faire ressortir le mouvement réel au sein duquel ces catégories sociales se déploient, évoluent, s'élaborent de façon interne et en rapport avec les autres forces sociales. L'occupation d'Oakland, qui prit brièvement le nom de Commune d'Oakland, peut se lire comme une tentative impossible de synthétiser ces deux composantes de la double émeute — et comme un exemple vécu du terrain de lutte de ces populations, de plus en plus commun, leur mouvement inachevé les uns vers les autres.

La composition du campement était sa force et sa faiblesse : la base de son militantisme et les termes de son alliance de classe intenable entre les exclus et les privés d'accès. Elle démontre « une contradiction essentielle dans ce que manifeste actuellement le campement de fortune [...] entre l'abjection du camp de réfugiés et l'activisme du camp politique », ainsi que Sasha X qualifie les choses[66]. Une telle description, cependant, passe à côté de l'assujettissement effectif du « camp politique » aux conditions politico-économiques. On pourrait tout aussi justement décrire Occupy Oakland comme un exemple de prolétarisation inachevée. Au moment où il se déroule, il n'est pas encore tout à fait possible d'unifier la double émeute en un seul camp. Cela exprime de la façon la plus claire la contradiction entre idéologie et pratique. Le discours dominant d'Occupy — « Nous sommes les 99 % », et en tant que tels dignes d'une part équivalente de la richesse sociale et du pouvoir de classe — ne peut représenter ceux dont les existences sont déjà au-delà des promesses d'amélioration institutionnelle et de redistribution. Dans cette formulation, le lien matériel entre le mouvement Occupy et le monde des bidonvilles, le pire des mondes possibles, n'apparaît quasiment pas, même si dans ce monde figure de plus en plus de lieux comme Oakland. Or, en même temps, les formes de lutte d'Oakland (émeute, grève générale, fermeture de port) sont bien rassorties à la politique des populations surnuméraires, une politique sans programme.

66 Sasha X, « Occupy Nothing. Utopia, History, and the Common Abject » in *Mediations*, n° 28 : 1, automne 2014, p. 62.

De telles politiques, qui tendent à l'absolutisation, n'allaient pas demeurer sans adversaires. Ceux qui peuvent encore se projeter, à partir de leur situation sociale, dans une image de redistribution et de retour à quelque moment précédent d'équilibre social (ressemblant toujours à la période du Long Boom et à un keynésianisme nostalgique), étaient souvent disposés à appuyer leurs conceptions au moyen d'une collaboration passive, et active, avec la police.

Pour toutes ces raisons, l'occupation était particulière. Elle se démarquait certainement sur la carte de toutes les occupations : toute en cagoules noires et rouge de colère, dont des fractions menaient une politique qualitativement différente, s'attaquant à l'austérité de l'État en le prenant comme adversaire et non comme associé floué, une Société des Ennemis pour qui l'affrontement avec la police était moins un but qu'un incontournable de la position. Elle se rattache mieux à un récit mondial, un fil rouge qui court depuis les émeutes de banlieue jusqu'à toutes les fêtes lacrymogènes à venir. L'alliance effective ou l'absence de distinction entre camps de population surnuméraire et autres groupes politiques ne pouvant être intégrés à un partenariat avec l'État compose une caractéristique essentielle de *l'émeute prime* — et une caractéristique certaine de se propager et de s'intensifier en poursuivant sa mutation en parallèle d'une production accrue de non-production et d'instabilité politique à l'échelle mondiale.

La rue et l'écart

La logique des luttes sur la circulation n'a connu aucun exemple aussi spectaculaire que les 24 et 25 novembre 2014, lorsque l'émeute s'est propagée d'une ville à l'autre depuis une banlieue de Saint-Louis, après un épisode de violence intolérable, dans la gestion fatale des populations racialisées, surgissant de cette façon qu'ont les émeutes de débuter à l'ère de *l'émeute prime*, non de nulle part, mais de partout. Le lieu de cette émeute est la rue, la rue où Michael Brown a été tué, la rue où les gens se sont rassemblés pour attendre la nouvelle que son meurtrier ne serait pas inculpé, la rue où, ensuite, les gens se sont retrouvés. La rue où la violence contre la police a ouvert la voie au pillage des centres commerciaux, et a

permis de s'évader vers d'autres cibles. Et après, les voies rapides, à l'échelle du continent, bloquant embranchement après bretelle de tout le système autoroutier national, le paysage bâti de la circulation, qui fut à un moment donné le plus grand chantier de travaux publics de l'histoire. Et pourtant, il ne faut pas ramener tout ceci au spectacle, à la représentation. Le blocage du trafic, l'interruption de la circulation comme projet immédiat et concret, n'exprimait rien moins que le désir impossible à assouvir de *faire que tout s'arrête*. Les voies rapides et les axes pénétrants étaient ce qu'il avait de plus proche de ce *tout*, de la totalisation et de la chosification antihumaine de ce monde.

Les mêmes scènes dans tout le pays donnaient une impression étrange de coordination, d'organisation sans organisation. Les émeutes prirent une dimension nationale non seulement sous l'impulsion de l'impunité accordée à un officier de police, mais par une série de meurtres survenus dans l'intervalle dans tout le pays, flic contre gens, maillons d'une chaîne infinie. Plus remarquable et plus frappant encore que le bond spatial de ces émeutes, cependant, est leur durée. C'est là que se situe la vraie nouveauté de Ferguson.

Après que Michael Brown a été abattu par Darren Wilson, les émeutes locales ont débuté immédiatement et ont duré presque deux semaines. La mesure de l'émeute est une science inexacte ; néanmoins, cette séquence semble avoir dépassé en durée chacun des exemples que nous avons évoqués, depuis Détroit, Newark et Chicago jusqu'à nos jours. Quiconque était à Ferguson comprend combien ce fait est extraordinaire. Une petite municipalité juste au nord de Saint-Louis, dont la population est de vingt mille habitants, ayant connu son apogée avec trente mille habitants autour de 1970 juste avant d'être frappée par la désindustrialisation. Il n'y a pas l'équivalent de deux semaines de choses à brûler. Il n'y a pas d'esplanade à occuper, mais la complicité entre la place et la rue perdure. Sur l'avenue commerçante de West Florissant, l'épicentre des émeutes, les gens ont brûlé l'épicerie QuikTrip et utilisé une bonne partie de son esplanade jusqu'à ce qu'elle soit bouclée par l'État.

La transformation raciale de la ville a été frappante, même si elle a connu une trajectoire de plus en plus fréquente, passant de trois quarts blanche et un quart noire en 1990 à pratiquement

l'opposé en 2010. La structure traditionnellement états-unienne de l'exode blanc, qui a autrefois transformé le centre des villes en zone de confinement pour populations surnuméraires, a évolué pour ressembler au modèle européen et mondial, de banlieues et de bidonvilles qui intègrent les populations surnuméraires en cercles concentriques autour des villes.

Phil A. Neel expose clairement comment ces évolutions démographiques et la géographie d'un paysage estompé fournissent le cadre de « l'émeute périurbaine », dont le soulèvement de Los Angeles en 1992, sans revendication ni centre, forme le parangon[67]. Neel donne un élément supplémentaire pour expliquer la difficulté à contenir l'émeute : l'absence d'une classe de dirigeants noirs dévoués à l'ordre, susceptible d'agir comme intermédiaire au nom de la communauté. Cela est très révélateur de ce qui est en fait une évolution structurelle bien plus importante.

L'usage, quasi universel pour *l'émeute prime*, la rébellion, le soulèvement, après avoir fait irruption et connu une victoire, importante ou superficielle, est de se scinder en deux tendances. Elles sont parfois ouvertement opposées, parfois se recoupent ou s'allient. La première penche vers une sorte de populisme, une tentative de grossir ses rangs en faisant appel à la sympathie populaire, mettant à profit sa couverture médiatique et d'autres appareils discursifs. Elle évolue inéluctablement vers une certaine forme de respectabilité politique et globalement vers la pression morale qui s'exerce par la désobéissance civile et la non-violence en général. Elle cherche à développer une force politique, agiter l'opinion, gagner des concessions. À un moment ou un autre, elle sera systématiquement attirée dans l'arène politique, assujettie à être intégrée à la plateforme ou la base d'un parti dans le jeu électoral. Si cette fraction politique est rapidement sommée de justifier le désordre causé par l'émeute, elle reprend à son compte l'allégation de Martin Luther King Jr., « l'émeute est le langage de ceux qui ne sont pas entendus ». C'est immédiatement séduisant : il serait difficile de ne pas entendre dans chaque soulèvement la plainte des paupérisés. Et pourtant, il s'agit là d'une lecture symptômale sans véritable

67 P. A. Neel, « New Ghettos Burning », 17 août 2014, disponible en ligne.

examen, présupposant que le cri incohérent de l'émeute doit en fait avoir quelque signification au-delà de lui-même et qui reste à déchiffrer ; qui plus est, la caractéristique fondamentale de l'émeute est d'ébaucher cette signification — tous les autres aspects malheureux auxquels on assiste dans les journaux sont désavoués par l'appel humaniste universel à comprendre la souffrance de l'autre et même à pardonner les excès de son expression. Dans cette façon de voir les choses, même l'émeute sans revendication est transcodée comme étant elle-même une revendication, quelque chose que l'ordre actuel pourrait satisfaire si seulement elle était entendue. La négociation devient une vérité transhistorique.

Le second mouvement voit dans l'émeute quelque chose qui est au-delà ou en-deçà de toute communication. Il s'intéresse moins à des mesures politiques qu'à des dispositions pratiques, vers ce qui est matériel, dans tous les sens du terme. Ces dispositions pratiques peuvent inclure le pillage, le contrôle de l'espace, l'érosion du pouvoir de la police, rendre une zone inhospitalière pour les intrus, et la destruction de la propriété vue comme déterminant l'exclusion des émeutiers du monde entier qu'ils trouvent toujours devant eux et dans lequel ils ne peuvent jamais pénétrer.

La division est aussi vieille que l'émeute elle-même et n'est pas absolument nette. Les actes discursifs ont aussi des aspects pratiques et, à l'inverse, la vitrine brisée ou le magasin incendié est inévitablement une forme de communication. L'écart est néanmoins évident, socialement vécu par ses acteurs, et se répète régulièrement, sans exception. Cela sera tout aussi vrai à Ferguson, où chaque nuit d'émeute se déroulaient des manifestations pacifiques qui se conformaient en grande partie aux prescriptions policières et des actions moins convenables parmi lesquelles l'incendie volontaire et les tirs sur des officiers de police. Alors que les factions travaillaient en collaboration pendant les tout premiers jours, ou n'étaient pas encore totalement formées, elles furent de plus en plus en désaccord, en particulier après qu'un nombre important d'ecclésiastiques arrivèrent à Ferguson pour confirmer ce qu'ils avaient appris des enseignements du révérend King.

Mais c'est là qu'une évolution historique pointe à l'horizon, une évolution de toute première importance. Depuis le mouvement

des droits civiques (et avant lui le mouvement féministe de la « première vague »), le côté du légalisme, de la pression morale et de la respectabilité a effectivement dominé le débat assez rapidement après chaque soulèvement. Cela a été le cas notamment parce que cette approche offrait de réelles avancées, même si elles étaient limitées. Il n'est plus plausible de produire de tels résultats. Le succès de la stratégie discursive reposait sur un certain niveau de richesse sociale, des marchés du travail en tension, une continuité dans les profits à préserver même si cela impliquait des sacrifices relatifs pour le capital.

On peut peut-être imaginer des revendications au présent qui modifieraient substantiellement, si elles étaient satisfaites, la situation des exclus. Leurs rangs qui grossissent sont pourtant la même chose que l'incapacité à satisfaire de telles revendications — les deux faces de la crise. Tout comme les États-Unis ne peuvent plus assurer l'accumulation à un niveau mondial, et doivent par conséquent ordonner le système-monde par la coercition et non le consentement, l'État ne peut plus proposer le genre de concessions remportées par le mouvement des droits civiques, ne peut plus acheter la paix sociale. Tout en bâton, sans la carotte. Les émeutes de Baltimore à la suite du meurtre de Freddie Gray en 2015, dont la durée et l'intensité amenèrent en réponse la Garde civile et un état d'urgence de dix-neuf jours, ne font que confirmer cette situation.

De ce fait, l'écart ne peut plus aussi facilement être comblé. L'allongement des émeutes et de leur fureur est sans nul doute à la mesure des pressions sociales mises en place autour d'un maintien de l'ordre racialisé et de la violence immanente appliquée à la gestion des populations surnuméraires en général. C'est aussi à la mesure de l'appel, de moins en moins audible, à la modération et l'optimisme accommodant. Cette approche conserve toujours un certain attrait, comme le montre l'institutionnalisation actuelle des soulèvements de Ferguson et de Baltimore grâce au confinement opéré par les organisations non-gouvernementales. Parallèlement, il devient de plus en plus difficile de réfuter l'argument selon lequel la violence et l'assujettissement arbitraires sont structurels et ne peuvent être résolus, ni en pratique, ni en théorie, par la redistribution participative.

À défaut de changements imprévisibles de l'organisation sociale sous-jacente, l'écart se creusera toujours plus et restera béant plus longtemps. C'est ainsi que la tendance à l'absolutisation apparaît au niveau concret. Si l'on comprend chaque moment comme un écart de durée croissante, le nombre d'écarts qui s'ouvrent à un moment donné augmentera aussi. Il est prévisible qu'une série d'entre eux, apparaissant en cascade — au départ, mais pas exclusivement, orientés par des luttes racialisées — parviendra à se maintenir, tout en se ralliant d'autres luttes qui joueront leur va-tout contre un désordre rampant, un désordre qui se situe à présent non du côté de l'émeute mais de l'État, du côté de ce qui a auparavant été un ordre violent. Contre ce grand désordre, une auto-organisation nécessaire, la survie dans une tonalité différente. Il n'est même pas nécessaire d'estimer cela probable pour l'estimer plus probable qu'un programme socialiste renouvelé, même quand il s'affublerait des habits neufs d'une économie censément nouvelle.

La commune et la catastrophe

Si la place et la rue ont été les deux lieux de *l'émeute prime*, elles débouchent toutes deux sur la commune. La commune, cependant, n'est quant à elle pas un lieu, pas une « agglomération territoriale », comme le disait Kropotkine[68]. Son histoire a consisté à échapper à cette détermination, même si des instances particulières prennent le nom de leur position. On pourrait dire qu'elle est plutôt un rapport social, une forme politique, un événement. Elle a reçu tous ces qualificatifs. Nous avons aussi exposé qu'elle était une tactique, inscrite aux répertoires de l'action collective, tels que Tilly les a pensés et que nous les avons repris ici. Cela peut paraître une disposition curieuse pour une entreprise aussi soutenue et élaborée que la commune. Une dernière digression, alors, pour élucider cette affirmation et l'intégrer à tout autre chose.

Bruno Bosteels, dissociant la commune de son occurrence parisienne par trop déterminante, nous fournit une entrée essentielle. Dans son étude de ce que l'historien Aldolfo Gilly a appelé la Commune de Morelos (dont l'apogée se situe en 1914–1915), il écrit :

68 Cité dans K. Ross, *L'Imaginaire de la Commune*, *op. cit.*, p. 151.

> Au niveau des formes d'organisation et de leur apparition, on reproche à l'anarchisme de privilégier les soulèvements et les attaques spontanés comme faisant partie de son idéologie de l'action directe, à laquelle une conscience de classe socialiste, ayant la prise de l'État en ligne de mire, peut seule fournir l'organisation nécessaire à un mouvement politique durable[69].

Cette antinomie, avec son assimilation déjà idéologique entre identification politique et formes d'action, est précisément ce que la commune vient dissoudre : « Toutefois, il existe une forme politique dans laquelle les anarchistes et les socialistes — même au Mexique — semblent à même de trouver un terrain commun : la forme de la commune[70]. » Marx, à propos de Paris, relève cette pluralité de la commune, dont il tire un enseignement plus univoque :

> Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettrait de réaliser l'émancipation économique du Travail[71].

Cette conclusion est ambiguë si l'on analyse Morelos au regard de Paris, étant donné la continuité provisoire entre paysans et ouvriers qu'on y trouve, réforme agraire au côté de luttes anticapitalistes dans les usines de sucre en voie d'industrialisation rapide (une ambiguïté que Bosteels étend à toute l'histoire souterraine de la « commune mexicaine », jusqu'au soulèvement zapatiste de 1994 et à la commune d'Oaxaca de 2006). Ce qui revient à dire que de ce point de vue, il n'est pas du tout évident que le secret de la composition de la commune repose en « gouvernement de la classe ouvrière » particulier, que dans ce qui est commun aux différentes fractions sociales.

69 B. Bosteels, « The Mexican Commune » *in* S. Brincat (éd.), *Communism in the Twenty-First Century*, t. II, Santa Barbara, Praeger, 2014, p. 168.
70 *Ibid.*
71 K. Marx, *La Guerre civile en France* (1871), Genève/Paris, Entremonde, 2012, p. 57.

Et c'est exactement la question. Dans les transformations actuelles, la forme de la commune est impensable sans l'articulation de la classe ouvrière traditionnelle à un prolétariat élargi. C'est-à-dire qui ne soit pas orienté par les travailleurs productifs, mais selon les populations hétérogènes de sans-réserves. Comme l'émeute, la commune peut comporter des ouvriers, mais pas nécessairement en tant qu'ouvriers. Ross précise que la commune est en partie définie par l'ampleur de ce rapport :

> Ce que la commune en tant que moyen politique et social offrait, que l'usine n'offrait pas, était une portée sociale plus large — qui incluait les femmes, les enfants, les paysans, les vieux, les chômeurs. Elle ne s'arrêtait pas au domaine de la production mais incluait la production *et* la consommation[72].

Cela paraît d'abord une allégation curieuse, puisque c'est le capitalisme lui-même qui est basé sur les circuits entremêlés de la production et de la consommation, la paire qui nous a fourni les prototypes des luttes modernes : la grève et l'émeute, la fixation des salaires et des prix. Cela impliquerait que la commune permette la production et la consommation de ce qui est nécessaire (et des plaisirs ! — le « luxe communal », comme le dit Ross dans son titre) au-delà des déterminations du capital. Ce qui revient à dire, au-delà du salaire et du prix. Tout à fait, en théorie. Le communisme dans le moment actuel, qui ne peut plus être assimilé au contrôle ouvrier de la production et de la distribution à la mode socialiste, est la rupture de l'indexation de l'accès de chacun à ses besoins selon son apport en travail — les deux activités sociales jumelles qui sont précisément régulées par le prix et le salaire. Il peut, au sens le plus large, préserver la production et la consommation. Mais il se débarrasse des médiations qui lient production et consommation. C'est alors seulement que les contraintes de la valeur qui organisent les rapports sociaux sont anéanties.

72 K. Ross, *L'Imaginaire de la Commune*, *op. cit.*, p. 136.

Mais, tapi dans l'ombre que projette la lumière abstraite de l'idéal, se trouve aussi l'idée, pratique et concrète, que la commune est au-delà de toute production et consommation capitalistes. Si, au dernier moment, nous faisons appel aux histoires matérielles, c'est que notre point de départ n'a jamais été ailleurs. Ni la Commune de Paris, ni celle de Morelos ne peuvent se comprendre indépendamment des catastrophes sociales — les *bouleversements* — qui les ont précédées[73]. La commune apparaît comme un au-delà du salaire et du prix parce que ces luttes cessent d'être possibles en pratique, parce que la reproduction humaine à ce moment-là ne se situe ni sur le marché ni sur le lieu de travail. Dans la mesure où la commune est une ouverture historique, elle constitue aussi une fermeture, et celle-ci est indissociable de sa propre existence et de son action. Comme nous le rappelle Marx, « la grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence et son action[74] ».

La commune, ainsi, se place dans la continuité de l'émeute. Elle présuppose l'impossibilité de fixer les prix comme moyen de garantir une quelconque forme d'émancipation. Elle sera probablement à l'initiative, comme de nombreuses luttes de la première ère des émeutes, de ceux pour qui la question de la reproduction au-delà du salaire se pose depuis longtemps — ceux qui ont été socialement façonnés comme porteurs de cette crise. « Les femmes partirent les premières, nous rappelle Lissagaray à propos de la Commune de Paris, bronzées par le siège — elles avaient eu double ration de misère[75] ». Le siège que constitue le genre n'a jamais été levé.

En même temps, la commune fait aussi rupture avec la fixation des prix qui est à l'origine de l'émeute, parce que cette action ne garantit pas la subsistance. Elle est au-delà de la grève comme de l'émeute. Dans une telle situation, la commune apparaît non comme un « événement », mais comme une tactique de reproduction sociale. Il est crucial de comprendre la commune d'abord

73 Pour un exposé des conditions politico-économiques à Morelos avant la commune, cf. P. Hart, *Bitter Harvest. The Social Transformation of Morelos, Mexico, and the Origins of the Zapatista Revolution. 1840–1910*, Albuquerque, University of New Mexico, 2005, p. 149, 191–192.

74 K. Marx, *La Guerre civile en France,* Genève/Paris, Entremonde, 2012, p. 67.

75 P.-O. Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871* (1876), Paris, La Découverte, 1996, p. 112.

comme une tactique, comme *une pratique à laquelle la théorie est adéquate*. Au-delà de la grève et de l'émeute, ce qui différencie les problèmes et les possibilités de reproduction de ceux de la production et de la consommation est cela : la commune est une tactique qui est aussi une forme de vie.

Les communes qui viennent se développeront là où les luttes sur la production et celles sur la circulation sont arrivées à bout. Les communes qui viennent émergeront probablement en premier non pas derrière les murailles des cités ou des communautés en retrait, mais dans des villes ouvertes où ceux qui sont exclus de l'économie formelle et laissés à la dérive dans la circulation assistent actuellement à l'incapacité du marché à satisfaire leurs besoins. Le *glacis* qui enserre l'Enceinte de Thiers est dorénavant le *Boulevard Périphérique* ; les populations surnuméraires s'entassent dorénavant sur les routes qui encerclent Lima, Dhaka et Dar es Salaam. Mais pas que là.

Le monde s'effondre, le centre et la périphérie ne peuvent tenir. Nous tournons sans fin dans la nuit et nous sommes consumés par le feu. Peut-être que la Longue Crise du capital peut se renverser ; d'un côté comme de l'autre, le pari est risqué. Avec la crise qui perdure, cependant, la reproduction du capital par le circuit de la production et de la circulation — salaire et marché — apparaît de plus en plus non comme une possibilité, mais comme une limite à la reproduction des prolétaires. Un circuit mort et qui crame. L'émeute y fait un retour tardif et apparaît très tôt, à la fois trop et trop peu. La commune n'est rien d'autre que le nom donné à la tentative de dépasser cette limite, une singulière catastrophe à venir.

BIBLIOGRAPHIE

Abu-Lughod, Janet : *Race, Space, and Riots in Chicago, New York, and Los Angeles*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Armstrong, Isobel : *Victorian Glassworlds. Glass Culture and the Imagination 1830–1880*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

Arrighi, Giovanni : *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of Our Times* (1994), Londres, Verso, 1996.

Badiou, Alain : *Le Réveil de l'histoire*, Paris, Lignes, 2011.

— *Théorie de la contradiction*, Paris, Maspero, 1972.

Barrot, Jean : *Communisme et question russe*, Paris, Éd. de la Tête de feuilles, 1972.

Benanav, Aaron : *A Global History of Unemployment since 1949*, Londres, Verso, à paraître.

Benjamin, Walter : *Paris, capitale du XIX^e siècle* (1939), Paris, Cerf, 2006.

Berlant, Lauren : *Cruel Optimism*, Durham, Duke University Press, 2011.

Bloom, Joshua, Martin, Waldo E. : *Black Against Empire. The History and Politics of the Black Panther Party*, Berkeley, University of California Press, 2013.

Boggs, James : *Pages from a Black Radical's Notebook. A James Boggs Reader*, Détroit, Wayne State University Press, 2011.

Boggs, James, Williams, Robert : *La Révolution aux États-Unis ?*, Paris, Maspero, 1966.

Bohstedt, John : *The Politics of Provisions, Food Riots, Moral Economy, and Market Transition in England, c. 1550–1850*, Londres/New York, Routledge, 2010.

Bosteels, Bruno : *Marx and Freud in Latin America. Politics, Psychoanalysis, and Religion in Times of Terror*, Londres, Verso, 2012.

Braudel, Fernand : *Civilisation, économie et capitalisme. XV^e–XVIII^e siècle*, t. II : *Les Jeux de l'échange*, Paris, Armand Colin, 1979.

— *Civilisation, économie et capitalisme. XV^e–XVIII^e siècle*, t. III : *Le Temps du monde*, Paris, Armand Colin, 1979.

Breman, Jan : *Outcast Labour in Asia. Circulation and the Informalization of the Workforce at the Bottom of the Economy*, New Delhi, Oxford India Press, 2010.

Brenner, Robert : *The Economics of Global Turbulence*, Londres, Verso, 2009.

Brincat, Shannon (éd.) : *Communism in the Twenty-First Century*, t. II, Santa Barbara, Praeger, 2014.

Brooks, Gwendolyn : *Riot*, Détroit, Broadside Press, 1969.

Buck-Morss, Susan : *Hegel et Haïti* (2005), Paris, Lignes/Léo Scheer, 2006.

Camatte, Jacques : *Capital et Gemeinwesen. Le Sixième Chapitre inédit du Capital et l'Œuvre économique de Marx*, Paris, Spartacus, 1978.

Candin, Greg : *The Empire of Necessity. Slavery, Freedom, and Deception in the New World*, New York, Metropolitan Books, 2014.

Césaire, Aimé : *Discours sur le colonialisme* (1950), Paris, Présence africaine, 2004.

Chandler, James : *England in 1819. The Politics of Literary Culture and the Case of Romantic Historicism*, Chicago, University of Chicago Press, 1998.

Charlesworth, Andrew (éd.) : *An Atlas of Rural Protests in Britain 1548–1900*, Abingdon-on-Thames, Croom Helm, 1983.

Comité invisible, *À nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014.

— *L'Insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique, 2007.

Cowie, Jefferson : *Stayin' Alive. The 1970s and the Last Days of the Working Class*, New York, New Press, 2010.

Cowen, Deborah : *The Deadly Life of Logistics. Mapping Violence in Global Trade*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014.

Darden, Joe T., Hill, Richard Child (et al.) : *Detroit. Race and Uneven Development*, Philadelphie, Temple University Press, 1990.

Darden, Joe T., Thomas, Richard W.: *Detroit. Race Riots, Racial Conflicts, and Efforts to Bridge the Racial Divide*, East Lansing, Michigan State University Press, 2013.

Dauvé, Gilles: *Ni parlement ni syndicats. Les Conseils ouvriers*, Paris, Les Nuits rouges, 2008.

Davis, Mike: *Le Pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006.

Dawson, Michael C.: *Blacks in and out of the Left*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

Deleuze, Gilles: *Pourparlers*, Paris, Minuit, 1990.

Engels, Friedrich: *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), Paris, Éd. Sociales, 1997.

Fanon, Frantz: *Les Damnés de la terre*, Paris, Maspero, 1961.

Federici, Silvia: *Caliban et la Sorcière* (2004), Marseille/Genève/Paris, Senonevero/Entremonde, 2017.

Georgakas, Dan, Surkin, Marvin: *Détroit: pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine* (1975), Marseille, Agone, 2015.

Geras, Norman: *The Legacy of Rosa Luxemburg*, Londres, Verso, 1976.

Giddens, Anthony: *The Class Structure of the Advanced Societies*, Londres, Hutchinson, 1973.

Gilje, Paul A.: *Rioting in America*, Bloomington, Indiana University Press, 1999.

Gilmore, Ruth Wilson: *Golden Gulag. Prison, Surplus, Crisis, and Opposition in Globalizing California*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2007.

Godwin, William: *Enquête sur la justice politique et son influence sur la morale et le bonheur aujourd'hui* (1793), Lyon, Atelier de création libertaire, 2005.

Greenlee, Sam: *The Spook Who Sat by the Door*, Détroit, Wayne State University, 1969.

Grossman, Henryk: *Law of Accumulation and Breakdown of the Capitalist System* (1929), Londres, Pluto Press, 1992.

Guard, Julie, Anthony, Wayne (éds.): *Bailouts and Bankruptcies*, Winnipeg, Fernwood, 2009.

Guha, Ranajit, Amin, Shahid (et al.): *Subaltern Studies. Une anthologie*, Toulouse, Asymétrie, 2017.

Hall, Stuart (et al.) : *Policing the Crisis. Mugging, the State, and Law and Order*, Londres, Macmillan, 1978.

Halle, David (éd.) : *New York and Los Angeles. Politics, Society, and Culture. A Comparative View*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.

Hart, Paul : *Bitter Harvest. The Social Transformation of Morelos, Mexico, and the Origins of the Zapatista Revolution. 1840–1910*, Albuquerque, University of New Mexico, 2005.

Hayden, Tom : *Rebellion in Newark. Official Violence and Ghetto Response*, New York, Random House, 1967.

Hilliard, David, Weise, Donald (éds.) : *The Huey P. Newton Reader*, New York, Seven Stories Press, 2011.

Hobsbawm, Eric : *L'Ère des révolutions. 1789–1848* (1962), Paris, Pluriel, 2002.

Hobsbawm, Eric, Rudé, George : *Captain Swing. A Social History of the Great English Agricultural Uprising of 1830*, New York, W. W. Norton, 1968.

Ikni, Guy-Robert, Gauthier, Florence (éds.) : *La Guerre du blé au XVIII^e siècle. La Critique populaire contre le libéralisme économique*, Montreuil, Éd. de la Passion, 1990.

Jameson, Fredric : *L'Inconscient politique. Le Récit comme acte socialement symbolique* (1981), Paris, Questions théoriques, 2012.

Jones, Frederick L. (éd.) : *The Letters of Percy Bysshe Shelley*, t. II, Oxford, Clarendon Press, 1964.

Kautsky, Karl, Luxemburg, Rosa, Pannekoek, Anton : *Socialisme. La Voie occidentale* (1910–1913), Paris, PUF, 1983.

Kerner Otto (et al.) : *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*, New York, Bantam, 1968.

Levinson, Marc : *The Box. Comment le conteneur a changé le monde* (2006), Paris, Max Milo, 2011.

Lissagaray, Prosper-Olivier : *Histoire de la Commune de 1871* (1876), Paris, La Découverte, 1996.

Luxemburg, Rosa : *Grève de masse, parti et syndicat* (1906) in *Œuvres I*, Paris, Maspero, 1969.

Marx, Karl : *Critique du programme de Gotha* (1875) in *Œuvres*, t. I : *Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1963.

— *La Guerre civile en France* (1871), Genève/Paris, Entremonde, 2012.
— *Le Capital* (1867), Paris, PUF, 1993.
— *Manuscrits de 1857–1858 dits « Grundrisse »*, Paris, Éd. Sociales, 2011.
Marx, Karl, Engels, Friedrich : *Le Manifeste communiste* (1848) in *Œuvres*, t. I : *Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1963.
McQuaid, Kim : *Uneasy Partners. Big Business in American Politics. 1945–1990*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1994.
Mitschein, Thomas, Miranda, Henrique, Paraense, Mariceli : *Urbanização, selvagem e proletarização passiva na Amazônia. O caso de Belém*, Belem, CEJUP, 1989.
Pippin, Robert : *Hegel's Idealism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
Postone, Moishe : *Temps, travail et domination sociale* (1993), Paris, Mille et Une Nuits, 2009.
Price, Richard : *Labour in British Society. An Interpretative History*, Kent, Croom Helm, 1968.
Quattrocchi, Angelo, Nairn, Tom (éds.) : *The Beginning of the End. France, May 1968*, Londres, Verso, 1998.
Ross, Arthur M., Harman, Paul T. : *Changing Patterns of Industrial Conflict*, New York, Wiley, 1960.
Ross, Kristin : *L'Imaginaire de la Commune*, Paris, La Fabrique, 2015.
— *Mai 68 et ses vies ultérieures* (2002), Paris, Complexe, 2005.
Roubine, Isaak Ilitch : *Essais sur la théorie de la valeur de Marx* (1928), Paris, Syllepse, 2009.
Rudé, George : *The Crowd in History. A Study of Popular Disturbances in France and England. 1730–1848*, Londres, Lawrence and Wishart, 1984.
Rule, John : *The Labouring Classes in Early Industrial England 1750–1850*, Londres, Addison Wesley Longman, 1986.
Sale, Kirkpatrick : *La Révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* (1995), Paris, L'Échappée, 2006.
Sanders, Mike : *The Poetry of Chartism. Aesthetic, Politics, History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

Schmitt, Carl : *Terre et mer* (1942), Paris, Éd. Pierre-Guillaume de Roux, 2017.
Shorter, Edward, Tilly, Charles : *Strikes in France 1830–1968*, Londres, Cambridge University Press, 1984.
Shelley, Percy B. : *The Masque of Anarchy*, Londres, Edward Moxon, 1832.
Sorel, Georges : *Réflexions sur la violence* (1908), Genève/Paris, Entremonde, 2013.
Tawney, Richard H. : *La Religion et l'Essor du capitalisme* (1926), Paris, Marcel Rivière, 1951.
Thompson, Edward Palmer : *La Formation de la classe ouvrière anglaise* (1963), Paris, Points, 2012.
Traugott, Mark : *The Insurgent Barricade*, Berkeley, University of California Press, 2000.
Wallerstein, Immanuel : *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde* (2004), Paris, La Découverte, 2006.
Wallerstein, Immanuel, Chase-Dunn, Christopher, Suter, Christian (éds.) : *Overcoming Global Inequities*, Londres, Paradigm Publishers, 2015.
Wood, Ellen Meiksins : *L'Origine du capitalisme. Une étude approfondie* (1999), Montréal, Lux, 2013.

INDEX

Action collective :
- changement dans le répertoire de **26**
- et anarchisme **112**
- et bris de vitrine **97**
- et changements dans la structure politico-économique **112**
- et *émeute prime* **89**
- et émeutes **26–27**, **39**, **58–59**, **85–86**, **89**, **114–115**, **131**
- et établissement des syndicats et des partis politiques **93–94**
- et grève en rapport avec la phase productive du capital **99**
- et grèves **26**, **39**, **65**, **85–86**, **89**, **91**, **101**, **114–115**
- et non-travailleurs **156**
- et population surnuméraire **169**, **170**
- et spontanéité **104–105**
- et tactiques employées par les gens **115**, **187**
- et travail de William Sewell **58**
- idéologie de **96**, **101**
- lois contre **80**
- tactiques de **89**, **91**, **94**, **101**, **103**, **112**, **162**

Afro-Américains :
- comme les plus exploités de la classe ouvrière **166**
- et Black Power **123**, **129**, **166**
- et chômage **29**, **49**, **125**, **128**
- et conditions pour des émeutes et des grèves dans la communauté noire **27**, **126**, **133–134**
- et désindustrialisation **116**
- et *Émeute* de Gwendolyn Brooks **130**
- et émeutes **130**, **133**
- et liens avec des organisations communistes ou socialistes **121**
- et politiques du travail injustes **125**
- et population de Detroit **122**, **128**
- et première Grande migration **113**
- et syndicats dirigés par des Noirs **120**, **122–124**, **126**
- et travail des Noirs **123**, **125**, **164**
- tactiques de lutte des **119**
- violence envers **121**
  - *voir aussi* Black Panther Party ; mouvement des droits civiques ; Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires

Anarchisme :
et anarchisme collectiviste **102**
et émeutes **28**
et grèves de masse **109–108**, **111**
et poème *Le Masque de l'anarchie* (Shelley) **88**
et socialisme **101**, **188**
opinions de Luxemburg sur **111–112**
Arrighi, Giovanni **40**, **42**, **43**, **44**, **137**, **138**, **141**, **160**
Badiou, Alain :
et la politique de l'Idée **177**
et « l'Idée » émergeant de l'émeute **61–62**
et « l'Idée » remplaçant le parti **30**, **168**
et marxisme **29**
Baltimore **27**, **55**, **56**, **186**
Black Panther Party **119**, **122**, **123**, **124**, **126**, **128**, **129**, **166**
Blocages :
et fermeture du port d'Oakland en 2011 **143**
et fixation des prix **63**
et luttes sur la circulation **53**, **148**, **176**
et syndicats français **149**
Boggs, James **130**
et Detroit **113**, **128**
et émeutes **131**
et luttes ouvrières **116**, **126–127**
et préface à *The American Revolution : Pages From a Negro Worker's Notebook* **113–114**
Braudel, Fernand **77**, **136–137**
Brenner, Robert **42**, **44**, **46**, **75**, **76**, **77**, **136**, **138–139**
Brown, Michael **31**, **176–175**, **182**, **183**
Capitalisme :
comme rapport social **77**
en Occident **143**, **174**
et accumulation de capital **40**, **44**, **45**, **47**, **49**, **99**, **116**, **118**, **127**
et accumulation de capital au xx^e^ siècle **138–143**, **162**
et agriculture **75**, **76**, **77**, **82**, **140**
et arc d'accumulation **150–149**, **158**, **161**
et capital financier vs. capital industriel **138**
et capital industriel **40**, **111**, **142**
et capitalisme tardif **40**
et circulation **43–48**, **52**, **77**, **142–143**, **145–149**
et circulation prime **43**, **44**, **143**, **172**
et classe ouvrière **28**
et concurrence entre capitaux particuliers **48**
et consommation **189–190**
et crise capitaliste **25–26**, **48**, **142–143**, **176**
et désindustrialisation **127**, **140**
et développement du capital **97–98**, **104**
et différentiels de salaire **49**
et essor en Angleterre **75–76**, **82**

et expédition et conteneurisation **147**
et extinction de l'accumulation **138**
et financiarisation **40**, **45**, **47–46**, **138**
et force motrice de l'accumulation **140**
et formule de la reproduction du capital **141**
et grève **98**
et immobilier **47**
et luttes sur la circulation **50**, **146**, **147**, **155**
et marchés **42**, **142**
et marchés lointains **145**
et mondialisation du capital **29**, **31**, **40**, **45**
et mouvement ouvrier **118**, **149–151**
et passage au socialisme **108**
et pauvreté **49**, **159**
et population surnuméraire **50**, **157–159**, **171–172**
et prix et richesse **48**
et production **42–44**, **47**, **48–49**, **78**, **136**, **142–143**, **189–190**
et production de la non-production **140**, **158**, **182**
et productivité **47**, **48**, **82**, **139**, **140**
et productivité du travail **75**, **139**, **140**
et propriétaires et fermiers capitalistes **75–76**
et propriété des moyens de production **152**
et rapports de classes **76–77**, **143**, **147**, **153**
et relation entre production et circulation **99**
et réorganisation sociale **141**, **147**
et réseaux logistiques **45**, **47**, **51**
et secteur des assurances **47**
et séparation du politique et de l'économique **177**
et synchronisation **97–96**
et travail **136**, **139**, **139–140**, **141–142**, **144–145**, **148–149**, **150–154**
et travail salarié **75**, **83–82**
et violence **56–57**
histoire du **44**, **75–76**, **91**, **136**, **141**
système-monde du **30**, **43**, **143**, **172**
voir aussi transport
Capital, Le (Marx) **45**, **47**, **158**
Chen, Chris **49**, **170**
Chine **31**, **43**
Chômage :
comme thématique du *Capital* **47**
en Angleterre **83**, **84**, **86**
et Afro-Américains **49**, **125**, **164–165**
et Blancs et Hispaniques **125**
et émeutes du Captain Swing **83**, **84**
et force de travail **98**, **160**
et niveaux de, en rapport avec les grèves **116**
et population surnuméraire **159–161**
et sous-emploi **141**
taux de **161–162**, **164**, **165**

Classe :
abolition de la **103**, **154**
et classe dominante **106**
et classe laborieuse **81**, **102**, **107**
et classe ouvrière **28**, **48**, **82**, **106**, **154**, **156**, **162–163**
et conception de Marx de deux classes **108**
et conscience de classe **108**, **180**
et émeutes comme lutte de classe **162**
et grèves **110**
et guerre de classe **63–64**, **102**, **107**
et lumpenprolétariat selon Fanon **166**
et non-travailleurs **155–156**
et opprimés du monde entier **166–167**
et organisation de classe **105**
et paysannerie et prolétariat industriel **108**
et population surnuméraire **48–49**, **50**, **158–159**, **162–163**
et problème de la désunion **108**
et prolétariat **38–39**, **50–51**, **83–82**, **102**, **103**, **105**, **106**, **153**, **156**
et race **170–171**
et réorganisation sociale **147**
et ressources financières du prolétariat **106**
Colonisation :
aux États-Unis **166**
comme processus mondial **167**, **170–169**
et capital, moteur du colonialisme **167**
et expansion **74**
et lutte de décolonisation **173–174**
et révolution au sein des colonisés **165–166**
Communes :
au Mexique **188**
comme dispositions sociales **175**, **187**, **190–191**
et Commune de Morelos **187–188**, **190**
et Commune de Paris **78–79**, **105**, **178**, **188**, **190**
et Commune d'Oakland **181**
et impossibilité de fixer les salaires **190**
et l'économie **191**
et luttes sur la circulation **53**, **191**
et organisation de classe **188–189**
et tactiques employées par les gens **191**
Communisme :
et African Blood Brotherhood **126–127**
et communismes du xx^e^ siècle **33**, **152**
et consommation en rapport avec la production **189–190**
et grèves **101**, **112–111**
et guerre de classe **102**
et la Ligue communiste **123**
et la Première Internationale **102**, **103**
et organisation **27–28**, **103**, **104–105**, **108**
voir aussi Badiou, Alain ; Lénine, Vladimir ; Marx, Karl

Crise :
comme thématique du *Capital* **47**
en Europe occidentale **93**
en Grèce **164–165**, **178**
et argent disponible pour les réinvestissements **142**
et capital **43**, **47**, **48**, **51**, **117–116**, **135–136**, **142**, **191**
et correspondance avec l'excédent **164–165**
et crise capitaliste **25–26**, **48**, **140–143**, **146**, **154**
et crise industrielle **147**
et *émeute prime* **157**, **173–175**
et émeutes **135**, **172**
et États-Unis à la fin des années 1960 et au début des années 1970 **117**
et la Longue Crise **33**, **46**, **136–137**, **143**, **147**, **152**, **159**, **165**, **168**, **172**, **191**
et la Longue Crise dans les pays en voie de désindustrialisation **174**
et Occupy Wall Street **179**
et pays surdéveloppés **27**
et prix **139**
et réorganisation sociale **172**, **186**
et tendances séculaires **136**, **137**
et travail expulsé de la production **158**
théorie de **30**, **44**, **138**, **176**, **180**
Deleuze, Gilles **159–160**
Détroit :
et Black Panther Party **122**
et conditions pour les émeutes et les grèves **126–128**, **133**
et désindustrialisation **125**, **127**, **164–163**
et émeutes **27**, **124**, **125**, **129**, **183**
et essor de l'industrialisation **122**
et Grande Rébellion de Détroit **114**, **119**, **133**
et grève de l'United Auto Workers **151**
et James Boggs **113**
et Nation of Islam **122**
et ouvriers noirs de l'industrie automobile **124**
population de **125–126**, **128–127**
Économie :
au cours des années 1973–1974 **136–137**
aux États-Unis **186–187**
changement qualitatif dans **99**
comme lointaine **51**, **132**, **134**, **173**
comme proche **51**, **134**
conceptions anarchistes et communistes de **102**
dans les années 1960 et 1970 **117**
en Grande-Bretagne et dans l'Europe de l'Ouest **93**, **136**
et chaîne d'assemblage **123**, **127**
et croissance du PIB mondial **46**, **117**
et déclin dans l'industrie manufacturière **118**
et désindustrialisation **164**
et économies asiatiques **136**

et économies informelles **131**, **155**, **159**, **160**, **161**, **162**, **166**, **177**
et effondrement de 2008 **175**
et émeutes **132**, **134**, **143**, **177**
et industrie manufacturière dans les économies capitalistes **117**
et Occupy Oakland **179–180**
et population surnuméraire **66**
et propriété des moyens de production **152**
et réseaux logistiques **148**
et Tawney, à propos du bourg médiéval **38**
et travail salarié **102**
et types de prêts **160**
spatialisation de **143–144**
Émeutes :
à Bristol **70–71**
âge d'or des **31**, **67**, **75**, **77**, **79**, **91**
à King's Lynn **70–71**, **72**, **143**
attaques contre des Asiatiques **120**
aux États-Unis **118–120**, **135**, **157**
comme correspondant à l'époque mercantiliste **74**
comme modalité politique **128–129**, **179**
comme tactique d'action collective **26**, **27**, **39**, **128**, **131**, **162**
contenu social des **98**, **129**, **154**
contre l'État **34**, **51**, **178**
dans les années 1830 **61**
dans les colonies anglaises nord-américaines **74**
définitions de **31**, **44–43**, **55**, **57**, **58**, **60–59**, **65**
désordre de **52**, **61**, **96**, **114**, **125**, **168**, **184**
diffusion de **156–157**
doubles émeutes **180**, **181**
émeute de Roubaix (1830) **80–81**
émeutes contre les enclosures **34**, **77**
émeutes contre l'exportation **34**, **53**, **70**, **73–74**, **143**, **170–169**
émeutes de Chicago (1968) **130**, **183**
émeutes de Newark (1967) **27**, **119**, **132**, **183**
émeutes de Tottenham (2011) **27**, **53**, **60**
émeutes du Bull Ring (1839) **94**, **99**
émeutes du Captain Swing **81**, **83**, **84–83**
émeutes frumentaires **34**, **36**, **37**, **51**, **67**, **68–70**, **77**, **85**, **86**, **96–95**
émeutes raciales **51**, **114**, **121**, **157**, **163**
emplacements des **27**, **52**, **56**, **157**
en France **11**, **13–12**, **23**, **24**, **27**, **120**, **157**, **180**
en Grande-Bretagne **70–71**, **120**, **154**, **157**
en opposition aux grèves **28**, **94–96**, **101**
et absolutisation **178**
et Afro-Américains **127–134**, **130**
et ancrage dans la fixation des prix **190**
et Baltimore **27**, **186**
et barricades **143**
et circulation **39**, **44**, **52**, **67**, **131–130**, **175**, **183–182**

et Clichy-sous-Bois **11**, **16**, **23**, **27**
et coexistence avec les grèves **125**, **135**
et conditions de l'*émeute prime* **157–159**, **162**, **167**, **169**, **172–175**, **177**
et conditions d'embauche **80**
et conditions politico-économiques **115**, **178**
et contrôle de l'espace **143**
et crise **143**, **165**
et destruction des machines **82**, **84**
et Détroit **27**, **114**, **124**, **125**, **127**
et distinction d'avec la grève **50**, **132–131**
et économie morale **68**
et économie politique **31**, **34**, **36**, **97**
et écrits d'Alain Badiou **29–30**, **60**, **61–62**
et *émeute prime* **34**, **39**, **43**, **44**, **50–51**, **65**, **86**, **89**, **120**, **132–133**
et émeutes du couronnement de George Ier **32**
et émeutes nationales **73–74**, **114**
et émeutes spectaculaires **95**, **98**
et emparement de nourriture **69–70**, **96–95**
et Europe occidentale **91**
et Ferguson **27**, **31**, **176**, **183**
et fixation des prix **37–39**, **51**, **52**, **64**, **65**, **73**, **132–133**, **135**, **189**
et Geoffrey Chaucer **32**
et Grande Rébellion de Détroit **114**, **125**
et hiérarchies sociales **32**, **160–162**
et illégalité **50**, **58**, **70**
et Inde **31**
et langage **32**
et la rébellion excédentaire **51**
et l'économie **51**, **134**, **179**
et leçons tirées de la tradition de la grève **124–125**
et le *nombre* **88–89**
et les émeutes de Gordon **71**
et lieux de *l'émeute prime* **187**
et l'Occident **31**, **33**, **121**, **169**
et Los Angeles **27**, **34**, **52**, **157**
et luttes ouvrières **116**
et luttes sur la circulation **51**, **53**, **66**, **74**, **94**, **129**, **133**, **135**, **156**, **176**
et manque de programme **154–155**
et massacre de Peterloo **86–87**, **95**
et Oakland **27**, **143**, **157**, **179–181**
et occupation de voies rapides **31**, **52**, **183–182**
et ouvriers en tant qu'ouvriers **189**
et passage aux grèves **78**, **85–86**
et pauvreté **33**, **165**
et période de transition **53**
et pillage **51**, **66**, **96**, **132**, **133**, **156**, **182**, **185**
et place **34**, **88**, **143**, **175**, **177**, **178**, **183**, **187**
et places de marché **34**, **63**, **73**, **96**, **132**, **170–169**
et place Tahrir **27**

et police **25**, **66–67**, **95**, **128**, **178**
et politique de *l'émeute prime* **182**, **184–186**
et population surnuméraire **170**, **182**
et ports **34**, **53**, **70–72**, **74–73**
et préface à *The American Revolution : Pages From a Negro Worker's Notebook* **113–114**
et prix alimentaires **34**, **60**, **68–70**, **77**, **177**
et problème de la reproduction **85–86**, **175**
et production **65**, **144**, **175**
et propriété **35**, **58**, **95–94**, **133**, **179**, **185**
et race **50**, **120–121**, **130**, **157**, **163**
et racialisation **34**, **114**, **120–121**, **165**
et rapport à la crise **25–27**, **33**, **135**
et rapport à la grève **35–36**, **40**, **42**, **84–86**, **91–92**, **94**, **105**
et rébellion de Watts (1965) **27**, **119**, **129**, **133**
et rébellions urbaines et périurbaines **135**
et régulation du marché **69–70**
et reproduction **143**, **191**
et rue **34**, **143**, **175**, **182**, **183**, **187**
et salaires **80–81**, **83**
et signification du mot **10**, **32**
et spontanéité **104–105**, **119**, **168**
et transformations du capital **31**
et types de luttes **68**
et violence **34**, **35**, **55–59**, **83**, **121**
femmes à l'initiative des **64**
Grande Rébellion de 1967 **119**, **122**, **125**, **133**
importance politique des **55**
nature politique des **62**, **63**, **66**
participants aux **30**, **39**, **61**, **73**, **98**, **168**
potentiel révolutionnaire des **28–27**, **125**, **167**
rébellion de Kett en 1549 **77**
reproduction politique des **59**
retour des **31**, **33**, **34**, **44**, **59**, **88**, **94**
suite à des meurtres policiers **183**
voir aussi police ; excédent
Engels, Friedrich **168**
et caisse de grève **106**
et grèves dans les périodes de croissance **116**
et grèves de masse **109**
et la grève générale des bakouninistes **105–106**
et organisation idéale **107**
État :
affrontement avec **133**, **182**
armée domestique de **51**
comme loin des gens **51**, **134**
comme proche des gens **51**
désordre de **187**
et capital **67**, **155**, **179**

et coercition comme style de gestion **66**, **180**, **186**
et cycles d'accumulation **137**, **155**
et émeutes **178**
et grèves **103**, **107**, **108**
et incarcération **49**, **164–165**
et paix domestique **117**, **167**
et passage d'un État de propriétaires terriens à un État de capitalistes **92**
et poème *Le Masque de l'anarchie* (Shelley) **88**
et violence armée **134**
et violence d'État **120**, **165**, **166**, **167**, **171**, **172**, **173**
pouvoir de **133**, **188**
répression de **96**, **167**, **171**
États-Unis :
comme État carcéral **49**, **164–165**, **166–167**
comme pays débiteur **43**
dans les années 1960 et 1970 **115**, **117–119**, **120**, **122–123**, **126**, **130–131**, **161**
et automation remplaçant les ouvriers **127**
et Californie **118–119**, **122**
et capitalisme **42–43**, **139**, **142**, **164**, **170–169**, **174**, **186**
et circulation prime **43**
et déclin de la manufacture **137**, **142**
et déclin des grèves **151–150**
et déclin du secteur industriel **118**, **151**
et déclin économique **46**, **129**, **136–137**
et Détroit dans les années 1960 **114**
et économie dans les années 1960 et 1970 **117**, **136–137**
et effondrement global des marchés **136**
et émeutes **91**, **118–121**, **126–125**, **130**, **162**
et émeutes frumentaires **70**
et émeutes nationales **56**, **114**, **180**
et émeutes raciales **114**, **121**
et expansion de la production **43**
et Ferguson **182**, **183**, **185**, **186**
et Grande Rébellion de 1967 **119**, **122**, **125**
et grèves **80**, **91**, **117**, **118**, **126**, **180–179**
et Harlem **114**, **133**, **157**
et industrie automobile **142**, **147**
et la Longue Crise **152**, **160**
et la Longue Dépression **43**
et « l'Été rouge » **121**
et phase de circulation **43**, **129**
et Saint-Louis **52**, **182–183**
et surproduction **139**
et transformation dans les années 1960 et 1970 **115**, **122**
et transition de la période de la grève à la période de *l'émeute prime* **40**
et violence d'État et citoyenne **49**
et xx^{e} siècle **135**, **139**

Excédent :
de capital **26**, **164**
et assignation noire [*blackness*] **129**, **131**, **171**
et chômeurs **159–158**, **165**, **169**
et crise **164–165**, **172**
et croissance de la dette **160**
et *émeute prime* **172**
et « mouvement des places » reposant sur la population surnuméraire **177**
et politique des populations surnuméraires **181–182**, **191**
et population aux États-Unis et en Europe **183**, **191**
et population surnuméraire **25–26**, **126–125**, **127**, **131**, **157–162**, **162**, **167**, **180**
et rébellion surnuméraire **135**, **167**
et surplus social **107**
et violence raciale d'État **166**, **171**
types de **25–26**, **164–165**
Fanon, Frantz **25**, **166**, **167**, **169**, **174**
Femmes :
comme doublement paupérisées **190**
comme émeutières **73**
comme initiatrices des émeutes **64**, **73–89**, **190**
comme travailleuses non-salariées **65**
Force de travail :
comme marchandise **141–142**, **144–145**
et maintien des entreprises **52**
et remplacement par des machines et des formes d'organisation **48**, **82**
et reproduction **64–65**, **86**
et salaires **65**, **82–83**
et travail des femmes **65**
prix de **44**, **65**, **86**, **92**, **98**, **144**
Fordisme **40**, **139**, **147**, **149**
France :
diffusion des émeutes en **11**, **157**
et Clichy-sous-Bois **11**, **16**, **23**, **27**
et Commune de Paris **78–79**, **105**, **178**, **188**
et émeutes commençant dans les années 1830 **61**
et émeutes de 2005 **11**, **23**, **24**, **180**
et émeutes de Roubaix **80–81**
et émeutes et grèves à Paris **11**, **12**, **27**, **35–36**
et émeutes frumentaires **70**
et État protégeant les paysans **75**
et industrialisation **80**
et la guerre de Cent Ans **71**
et loi contre l'action collective **80**
et passage d'un État de seigneurs à un État de capitalistes **92**
et Place de Grève, à Paris **79–80**
et racaille **11**, **22**, **169**
et révolte contre la taxation par l'État **76**

et Révolution de Juillet **81**
et Révolution française **59**, **87**
et syndicats français **12**, **13**, **17**, **149**
et tendances historiques ailleurs **62**, **120**
Franzosi, Roberto **116**
Gilje, Paul **26**, **55–59**
Grande-Bretagne :
architecture de verre **95–96**
et agriculture **82**, **83**
et Bristol **67**, **70–71**
et capitalisme **42–43**, **75**, **82**, **143**, **174**
et chartistes **88**, **99**, **100**
et circulation prime **43**
et commerce avec les Antilles **74**
et destructions de machines **115**
et émeutes **120**, **157**
et émeutes de Gordon **71**
et émeutes de Tottenham **27**, **53**, **60**, **180**
et émeutes du Bull Ring de 1839 **94**, **100**
et émeutes du Captain Swing **81–85**
et émeutes du couronnement **32**
et émeutes frumentaires **68**, **70**, **86**
et émeutes nationales **73**
et fin des guerres napoléoniennes **86**
et grève des ouvriers du verre flint **94–95**
et grèves **79–80**, **91**, **98**, **118**
et guerre de Cent Ans **71**
et hausses des prix **37–38**, **75**
et industrialisation **76**, **81–83**, **93**
et King's Lynn **67**, **70**, **71**, **72**, **73**, **143**
et luddisme **37**, **83**
et massacre de Peterloo **86–87**
et première grève en Angleterre **33**
et rapports entre seigneurs et paysans **75**, **76**
et salaires **37–38**, **40**
et soulèvements entre 1740 et 1800 **36**
et soulèvements luddites **82–83**
et transformation au début du XIXe siècle **115**
et transition de la période de l'émeute à la période de la grève **75**, **84–86**
famine en **74**, **86**
Greenlee, Sam **157**, **164**
Grèves :
au cours des périodes de croissance **116**
au Royaume-Uni **118**
aux États-Unis **118–117**, **126–127**, **127**
comme dépendantes de la vitalité du capital **98**
comme tactique de l'action collective **26**, **39**, **55**, **58–59**, **91**, **93–94**, **101**, **115**, **128**
conceptions anarchistes des **106**

contenu social des **98**, **129**
contre le capital **103**
définitions des **31**, **39**, **58**, **65**, **78**, **92**
de la révolution russe **110**
des travailleurs de la circulation **148**
en Belgique, Suède, Russie, Italie, aux Pays-Bas **110**
ère des **31**, **97**
et affrontements avec l'État **96**
et arrêt de travail **39**, **57**, **148**
et atelier **34**, **39**, **175**
et cadre légal **50**
et capitalisme **97–99**, **106–107**
et chômage **116**
et circonstances pratiques **63**, **150**
et coexistence avec les émeutes **125**, **135**
et conditions de travail **39**, **80**, **100**
et conditions politico-économiques **115**, **129**
et crise **143**
et déclin dans l'Europe du Nord, le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada **117**
et destruction de machines **93**
et émeutes **33**, **34**, **42**, **44**, **78**, **79**, **91–92**, **120**
et grève de l'United Auto Workers à Detroit **151**
et grève générale des bakouninistes **105**
et grèves prolétarienne et politique **107**
et horizons du socialisme et du communisme **101–102**
et importance de 1830 **93**
et le *nombre* **89**, **99**
et lutte pour l'amélioration des salaires **78**, **85–84**, **100**, **189**
et luttes sur la circulation **65**, **78**, **148**
et opposition aux émeutes **28**, **94–96**, **99**, **101**
et ouvriers en tant qu'ouvriers **39**, **92**
et passage de la grève à l'émeute **84–86**
et ports **79**
et première grève en Angleterre **33**
et prix de la force de travail **38**, **39**, **92**, **98**, **144**
et problème de la reproduction **86**
et production **39**, **44**, **92**, **99**, **129**
et race **120**
et rapport à l'émeute **94**, **100–101**, **105**, **124–125**
et refus du travail **100**
et ressources financières du prolétariat **106**
et spontanéité **100**, **104**, **108**
et terme grève **78**
et transition de l'ère de la grève à l'ère de *l'émeute prime* **40**
et violence **35–36**, **55–59**
grève des chemins de fer de 1877 **56**
grève des ouvriers du verre flint **94–95**
grève militante noire **124**

grèves au sens étroit **35–36**, **92**, **103**, **107**
grèves chartistes **99–100**
grèves de masse **103**, **109–112**
grèves des mines de charbon de 1913–1914 **92**
grèves générales **88**, **100**, **103**, **105–108**, **179**, **181**
parmi les mineurs et les ouvriers automobiles **113**
Guha, Ranajit **167–168**
Industrialisation :
et automation remplaçant les ouvriers **127**
et désindustrialisation **44–43**, **118**, **127**, **140**, **155**, **183**
et essor, à Detroit **122**
et expansion industrielle **116**
voir aussi révolution industrielle
Institut des systèmes complexes de Nouvelle-Angleterre :
et émeutes **62**, **177**
et étude sur les prix alimentaires et les luttes sociales **59**
Jameson, Fredric **97**, **101**
Kant, Emmanuel **104**, **108**
King, Martin Luther, Jr. **128**, **184**, **185**
« L'économie morale de la foule anglaise au XVIII^e siècle » (Thompson) **36–37**
Lénine, Vladimir :
et débat avec Luxemburg **60**
et stratégie politique **27**, **104**
Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires **123–122**
Loi sur les émeutes :
du roi George I^er **32**
et condamnations **84**
et émeutes du Bull Ring (1839) **95–94**
et massacre de Peterloo **87**
Los Angeles :
dans la fiction de Greenlee **157**
et émeutes **27**, **34–33**, **119**
et occupations des voies rapides **52**
et rébellion de Watts (1965) **119**
Ludd, Général **83**, **84**
Luxemburg, Rosa :
et débat avec Lénine **60**
et foi dans les masses **109**
et grèves générales comme moyen pour la révolution sociale **106**
et texte politique, *Grève de masse, parti et syndicat* **108**, **110**, **112**
sur la grève générale et de masse **108–111**
Marché mondial **70–74**
Marché, place du :
comme foyer des émeutes **34**, **73**, **96–95**, **170–169**
et agora **72**, **177**
et commerce océanique **72**
et émeutes **63**, **67**, **73**, **167**
et fixation des prix **64–63**
et luttes sur le prix des biens **44**

et marchandises **68**, **74**
et marché comme accoucheuse de la grève **79**
et marché mondial **71–74**
et non-travailleurs **156–155**
et reproduction **65**, **131**
et surveillance policière **51**
pendant la crise **142**
pendant la révolution industrielle **82**, **86**
prix comme mesure de **38**
Marxisme :
et Alain Badiou **29**
et anarchisme **112**
et émeutes et grèves **28**, **101**
et grèves **109**
et marxisme traditionnel **152–153**
et réalité **29**
et socialisme **102**
Marx, Karl :
cadre d'analyse de **27**, **28**, **168**
et accumulation primitive **56**
et circulation en lien avec la production **146**
et *Critique du programme de Gotha* **153**
et formule de la reproduction du capital **141**
et *Grundrisse* **47**, **145–146**
et idée de deux classes **108**
et marché mondial **72**
et mouvement ouvrier **150**, **153**
et notion de capital **108**
et organisation de classe **105**, **188**
et passage aux capitalistes en France **92**
et population surnuméraire **48**, **162**
et remplacement du travail par des machines et des processus **139**
et théorie de la valeur **28**, **30**, **45–46**, **48**, **140**
et théorie des crises **44**, **138**
et travail objectivé vs. travail non-objectivé **144–145**
et valeur d'échange **68**
et valeur future **142**
sur les Communes **190**
sur l'espace et le capital **145**
voir aussi marxisme
Masque de l'anarchie, Le (Shelley) **86**, **88**, **99**
Matérialisme historique **27–29**, **176**, **190**
Mondialisation **74**
Mouvement des droits civiques :
et paix sociale **186**
et soulèvement de Watts **129**
et travail des Noirs **122**
orientation réformiste du **120**, **167**, **185–186**

Mouvement ouvrier :
à Détroit **122–125**
déclin du **28**, **33**, **135**, **150**, **150–152**
et capitalisme **118**, **152–153**
et chartistes **88**
et classe laborieuse **81**, **100**
et classe ouvrière **82**, **92**
et classe ouvrière industrielle **28**, **127**, **153**
et conditions de travail **124**
et grève de l'United Auto Workers à Detroit **151**
et grèves **88**, **93–94**, **100**, **107**, **108**, **110–112**, **113**, **117**
et identité ouvrière **65**, **91**, **153**, **163**
et industrialisation **91**
et lien entre organisation ouvrière et Black Power **123**
et luttes ouvrières **27**, **33**, **55–56**, **80–81**, **110–111**, **124–125**
et militantisme ouvrier **33**, **128–127**
et mouvement des droits civiques **122**
et organisation **114**, **125**, **126**, **131**, **147–151**
et organisation du travail à Roubaix **80**
et ouvriers au XVIII^e^ siècle **78–79**
et ouvriers d'usine **29**, **113**, **116**
et partis ouvriers **113**
et population surnuméraire **162–163**
et racisme des syndicats aux États-Unis **120**, **124–123**
et rapport au capital **152–153**, **163**
et remplacement par des machines et des formes d'organisation **83**, **84**
et revendication d'un salaire minimum **83**
et salaires **65**, **81**, **83**, **84**, **85**, **91**, **100**, **111**, **154**, **155**
et secteur productif **52**
et spontanéité **111**
et syndicats **37**, **83**, **88**, **94**, **95**, **96**, **100**, **107**, **109**, **124–125**, **149**
et syndicats dirigés par des Noirs **120**, **122**
et travail des Noirs **125**
et valeur du travail **117**
et violence **56**, **57**, **83**
importance des émeutes pour **56**
voir aussi fordisme ; émeutes ; grèves ; taylorisme
Newton, Huey P. **124–125**, **128**, **131**, **166**
Occupations :
et émeutes **185**
et émeutes de 2014 **175**
et luttes sur la circulation **53**, **175**, **176**, **180–179**
mouvement Occupy **88**, **175**, **178**, **179–182**
Périodisation :
et capital **39**, **44**, **97**
et émeutes **63**
et grèves **63**
et Royaume-Uni **43**

Peterloo, massacre de **86–87**
Police :
appareils de **66**, **186**
collaborations avec **182**
comme loin des gens **132**
comme proche des gens **132**
comme représentant l'économie **134**
en Californie **118–119**
et Black Panther Party **119**, **128**
et brutalité policière **133**
et *émeute prime* **173**, **174**, **182**
et émeutes **25**, **66**, **143**, **172–173**, **175**, **180**
et émeutes de 2005 en France **180**
et émeutes du Bull Ring (1839) **94**
et Grande rébellion de 1967 **119**
et le public **172–173**, **177**
et manifestations à Ferguson **185**
et meurtres **34**, **176**, **180**
et meurtres débouchant sur des émeutes **182–183**
et occupation des communautés exclues **66**, **167**
et Occupy Wall Street **179**
et place du marché **51**
et violence comme partie intégrante des grèves **35**
pouvoir de **185**, **186**
violence envers **157**, **185**
Ports :
Bristol **67**, **70**, **71**
comme foyer d'émeutes **34**, **70**, **175**
et émeutes **71**
et fermeture du port d'Oakland en 2011 **53**, **143**, **181**
et grèves **79**
et intersection entre production et circulation **71**
et luttes d'émancipation **115**, **155**
et mot « grève » **79–78**
et Occupy Oakland **179**
King's Lynn **67**, **70**, **71**, **72**
Power, Nina **172**
Printemps arabe **30**, **88**, **177**, **178**
Racialisation :
de la vie sans salaire **49**
et classe **170–171**, **172**
et composition sociale de Ferguson **183**
et désindustrialisation **155**
et *émeute prime* **162**, **187**
et émeutes **34**, **114**, **120–121**, **165**, **168**
et expression de la rébellion **171–172**
et population racialisée **118**, **170**, **182**
et population surnuméraire **49–50**, **165**, **180**, **186**

Reproduction :
de la force de travail **64**, **174**
du XVIIIe au XIXe siècle **38**
et capital **64**, **66**, **174**, **191**
et circulation **66**, **191**
et double moulinet **64**
et marchés **69**, **131**, **156–155**, **191**
et pillage **51**
et production **66**, **191**
et réorganisation économique **50**
et reproduction sociale **64**, **66**, **124**, **190**
et tactiques employées par les gens **65**
Réveil de l'histoire, Le (Badiou) **29**
Révolution industrielle :
et appareils policiers et militaires modernes **66**
et avancées agraires **82**
et capitalisme **43**, **77**
et code du travail **85**
et époque mercantiliste **74**
et États-Unis **43**
et formes d'action **38**
et France, Grande-Bretagne et Europe occidentale **92**
et guerre de classe **63**
et industrie textile **83**
et misères de l'industrialisme **98**
et transition de la période de l'émeute à la période de la grève **40**
lutte des luddites contre **83–84**
Révolution russe **104**, **110–111**
Rioting in America (Gilje) **26**, **55**
Shelley, Percy Bysshe **86**, **87**, **88**, **99**
Shorter, Edward **80**, **93**
Socialisme :
et affirmation du prolétariat **152**
et anarchisme **101**, **112**, **188**
et grèves **112**
et modèles de lutte politique **103**, **109**, **150**
et Parti socialiste des ouvriers **113**
et Parti socialiste italien **122**
et passage au communisme **153**
et stratégie aux États-Unis **148**, **187**
Sorel, Georges :
et défense de la grève générale **106–108**
et grèves générales et classe **107–108**
et grèves prolétarienne et politiques **107**
et spontanéité **109**
Sunkara, Bhaskar **149–150**
Swing, Captain **83**, **84**
Taylorisme **139**, **147**

Technologies de l'information **45**, **47**
The American Revolution : Pages from a Negro Worker's Notebook (Boggs) **113–114**
Thompson, E. P. **39**, **84**, **86**
et année 1795 **74**
et économie morale **69**
et économie politique de l'émeute **36**
et émeutes comme soulèvements des pauvres **67**
et fixation des prix **63**
et histoire populaire **60**
et période de transition **53**, **85**
et travail reproductif **65**
sur les émeutes sur la place du marché **73**
Tilly, Charles **26**, **58–59**, **67**, **68**, **70**, **80**, **93**, **187**
Transport :
circuits logistiques **146–147**
développement du **45**
et circulation **145–147**
et émeutes sur l'exportation **74**
et fixation des prix **73**
et production industrielle **46**
voir aussi ports
Watson, John **122**
Woods, Ellen Meiksins **42**, **75**